AFRICA DEVELOPMENT AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT Vol. XLII, No. 2, 2017

Quarterly Journal of the Council for the Development of Social Science Research in Africa

Revue trimestrielle du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique

Special Issue on Study on Oblique Identity Dynamics Numéro spécial sur l'Étude des dynamiques identitaires obliques

> Guest Editors / Éditeurs invités Laurent-Charles Boyomo Assala Aghi Bahi

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), the Carnegie Corporation of New York (CCNY), the Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD), the Rockefeller Foundation, the Open Society Foundations (OSFs), The Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), The Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), Andrew Mellon Foundation, and the Government of Senegal for supporting its research, training and publication programmes.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA), à la Carnegie Corporation de New York (CCNY), à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à la Fondation Rockefeller, à l'Open Society Foundations (OSFs), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), à l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), à la Fondation Andrew Mellon ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Africa Development is a quarterly bilingual journal of CODESRIA. It is a social science journal whose major focus is on issues which are central to the development of society. Its principal objective is to provide a forum for the exchange of ideas among African scholars from a variety of intellectual persuasions and various disciplines. The journal also encourages other contributors working on Africa or those undertaking comparative analysis of the developing world issues.

Africa Development welcomes contributions which cut across disciplinary boundaries. Articles with a narrow focus and incomprehensible to people outside their discipline are unlikely to be accepted. The journal is abstracted in the following indexes: International Bibliography of Social Sciences (IBSS); International African Bibliography; African Studies Abstracts Online; Abstracts on Rural Development in the Tropics; Cambridge Scientific Abstracts; Documentationselienst Africa; A Current Bibliography on African Affairs, and the African Journals Online. Back issues are also available online at www.codesria.org/Links/Publications/Journals/africa_development.htm.

Afrique et Développement est un périodique trimestriel bilingue du CODESRIA. C'est une revue de sciences sociales consacrée pour l'essentiel aux problèmes de développement et de société. Son objectif fondamental est de créer un forum pour des échanges d'idées entre intellectuels africains de convictions et de disciplines diverses. Il est également ouvert aux autres chercheurs travaillant sur l'Afrique et à ceux se consacrant à des études comparatives sur le tiers monde.

Afrique et Développement souhaite recevoir des articles mobilisant les acquis de différentes disciplines. Des articles trop spécialisés ou incompréhensibles aux personnes qui sont en dehors de la discipline ne seront probablement pas acceptés. Les articles publiés dans le périodique sont indexés dans les journaux spécialisés suivants : International Bibliography of Social Sciences; International African Bibliography; African Studies Abstracts Online; Abstracts on Rural Development in the Tropics; Cambridge Scientific Abstracts; Documentationselienst Africa; A Current Bibliography on African Affairs, et African Journals Online. Les numéros disponibles de Afrique et Développement peuvent être consultés à l'adresse suivante: www.codesria. org/Link/Publications/Journals/africa_development.htm.

All editorial correspondence and manuscripts should be sent to: Tous les manuscrits et autres correspondances à caractère éditorial doivent être adressés au:

> Editor-in-chief/Rédacteur en Chef Africa Development / Afrique et Développement CODESRIA, Av. Cheikh Anta Diop x Canal IV B.P. 3304, Dakar, 18524 Sénégal. Tel: +221 825 98 22 / 825 98 23 - Fax: +221 824 12 89 Email: publications@codesria.sn or codesria@codesria.sn Web Site: www.codesria.org

Subscriptions/Abonnement

(a) African Institutes/Institutions africaines:	\$32 US
(b) Non African Institutes/Institutions non africaines	\$45 US
(c) Individual/Particuliers	\$30 US
- Current individual copy / Prix du numéro	\$10 US
- Back issues / Volumes antérieurs	\$ 7 US

Claims: Undelivered copies must be claimed no later than three months following date of publication. CODESRIA will supply missing copies when losses have been sustained in transit and where the reserve stock permits.

Les réclamations : La non réception d'un numéro doit être signalée dans un délais de trois mois après la parution. Nous vous ferons alors parvenir un numéro de remplacement dans la mesure du stock disponible.

ISSN 0850 3907

AFRICA DEVELOPMENT AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Vol. XLII, No. 2, 2017

Contents/Sommaire

Contribution à l'étude des dynamiques identitaires obliques	
Laurent-Charles Boyomo Assala et Aghi Bahi	1
Reclaiming Urban Youth Identity through Language in Kenya: The Case of Koch FM Radio	
Benson Oduor Ojwang	9
Protest Movements and Social Media: Morocco's February 20 Movement	
Abdelaziz Radi	31
Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest : étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso <i>Ibrahima Touré</i> .	
De bul faale à Y'en a marre: continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal	
Mamadou Dimé	83
From Subalterns to Independent Actors? Youth, Social Media and the Fuel Subsidy Protests of January 2012 in Nigeria	
Christophon Abon	107

Social Networks as Anti-revolutionary Forces: Facebook and Political	
Apathy among Youth in Urban Harare, Zimbabwe	
Manase Kudzai Chiweshe	129
Déterritorialisation et communautés imaginées : analyse anthropo- philosophique des mouvements et des réseaux sociaux des jeunes dans l'Afrique post-coloniale à la lumière de la pensée d'Arjun Appadurai	
Serge Bernard Emmanuel Aliana	149
Vivre sa passion et gagner sa vie : jeunes artistes du sud-ouest de Madagascar à la recherche de notoriété dans la capitale malgache	
Elisé Asinome	173
'Gifts of Art for Kenyan (M)Pigs': Festival of Resistance against Elite Impunity in Kenya	
Mokua Ombati	.193
Économie hévéicole et engagement politique des jeunes producteurs à Bettié en Côte d'Ivoire	
Noël Kouassi	.217
Larry Say and Condon Missing in African Child on J.V. and Say Jin	
Love, Sex and Gender: Missing in African Child and Youth Studies Deevia Bhana	243

Contribution à l'étude des dynamiques identitaires obliques

Laurent-Charles Boyomo Assala* et Aghi Bahi**

L'un des courants les plus dominants et les plus stimulants des postcolonial studies se proposait de changer le paradigme de l'obsession identitaire pour proposer un autre récit du monde en rendant notamment compte de la labilité des identités. Les terrains d'élaboration des stratégies de soi, ainsi que le pensait par exemple Homi Bhabbha (2007), offraient l'opportunité d'observer le spectacle des positions du sujet émergent dans les moments où changent les modalités d'assemblage des binômes sur lesquels l'individu et les groupes se définissent : altérité/identité, passé/présent, intérieur/extérieur, inclusion/ exclusion, masculin/féminin, notamment. Les lieux de création qui excèdent la somme des parties qui les composent, tout comme le statut du discours comme forme de l'ordonnancement d'un monde où le principe d'égalité se fonde sur des droits à la différence toujours remodelés, apparaissaient alors comme des cadres et des catégories privilégiés pour observer les différentes stratégies de construction identitaire des sujets en action. Prenant acte de la nécessité de réinscrire pleinement les processus identitaires dans ces contextes spécifiques, la plupart des continuateurs des études post-coloniales ont eu à cœur de penser autrement les identités en évitant notamment les assignations abusives, qu'il s'agisse de l'inscription dans les territoires ou des conditions sociopolitiques qui contribuent à rendre impossible l'expression toujours instable et labile des identités. Ce sont quelques-unes de ces propositions qui composent le menu du présent numéro d'Afrique et développement. Plusieurs textes s'inspirent en effet explicitement du modèle d'analyse des études postcoloniales et se présentent comme des réflexions sur les conditions sociales de production des identités, en particulier dans le segment de population que constituent les jeunes. De ce point de vue il s'agit d'un enrichissement dudit modèle à partir de quelque chose qui relèverait des Youth Studies. C'est le cas, à des degrés divers, des dix articles qui se sont intéressés au tournant technologique que constituent les médias et de façon spécifique les réseaux

^{*} Université de Yaoundé 2, Yaoundé, Cameroun. Email: cboyomo@yahoo.fr

^{**} Faculté de UFR Information Communication et Arts, Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire. E-mail : bahi_aghi@yahoo.fr

sociaux et Internet dans les rapports qu'établissent les jeunes Africains avec ces outils. L'étude spécifique de leur impact chez les jeunes apparaît comme une particularité au sein des *Cultural Studies* d'inspiration post-coloniale. L'ambivalence qui induit un *double bind* dans leur usage est, comme pour toute technologie, la caractéristique fondamentale des réseaux sociaux qui peuvent servir et desservir tout à la fois leurs usagers.

Tout d'abord, leur face heureuse : l'identité revendiquée par les jeunes kenyans qu'étudie Benson Oduor Ojwang, semble être le produit d'une protestation contre l'image, imposée par l'opinion et la classe politique, d'une jeunesse dépravée et droguée, et de plus auteur de crimes, pillages et assassinats divers. Pour y faire face, les jeunes s'inventent un langage, spécifique, une sorte d'argot qui leur sert de symbole de reconnaissance identitaire. Koch Radio sera la radio de diffusion et le moyen de revendiquer publiquement cette identité langagière, mais également de mener des campagnes d'éducation des jeunes en matière de santé, de politique, de promotion des droits humains, de l'entrepreneuriat, de la lutte contre le sida et de l'approche genre. La conclusion qu'en tire l'auteur est optimiste :

Les jeunes reçoivent de nos jours un grand nombre d'informations sur les opportunités d'emploi et d'autres ouvertures socioéconomiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bidonvilles. L'approche postule que les contenus radiophoniques tout comme les stratégies de résolution des conflits développées par les jeunes parlent à leur esprit autant qu'ils répondent à leurs besoins.

De même, au Maroc, les mouvements protestataires dits du 20 février ont bénéficié d'une incontestable amplification grâce à Facebook, You Tube, Twitter et d'autres blogs. Comme le montre Abdelaziz Radi, les jeunes s'en sont armés dans le but de faciliter l'organisation de leurs mouvements, mais surtout comme « changement dans les règles de jeu politique pour une génération avide de liberté après plusieurs décennies d'oppression au Maroc ».

Plus encore, en s'appuyant sur l'actionnisme et le modèle du *politicalprocess*, Ibrahima Touré, qui examine l'engagement des jeunes contestataires dans les mouvements *Y'en a marre* du Sénégal et Balai citoyen du Burkina Faso, considère pour sa part que grâce aux réseaux sociaux numériques, ces mouvements apparaissent comme des forces de transformation sociale incontestables qui auront contribué de manière décisive à modifier la perception du monde pour les jeunes. Mamadou Dimé situe sa contribution dans la même veine historique. En comparant les mouvements *Bul Faale* des années quatre-vingt-dix et *Y'en a marre* plus tard, il considère que ces deux mouvements peuvent s'inscrire dans une tradition longue de mobilisation politique et de participation citoyenne au Sénégal. Loin d'être des épiphénomènes, ces révoltes des jeunes révèlent les « dynamiques sociétales

dans la réinvention du contrat social sénégalais ». Avec les jeunes Nigérians, la discussion se déplace du terrain proprement politique au terrain social, tout en confirmant le paradigme des solidarités socio-numériques. Chris Akor montre qu'à la suite du printemps arabe et du mouvement *Occupy Wall Street*, les protestations de janvier 2012, en raison de l'augmentation du prix du pétrole au Nigeria, ont permis aux jeunes de contester frontalement le pouvoir autoritaire et de renégocier leur place dans un système qui les contraignait à la marginalisation. Cependant,

Alors que certains jeunes avaient décidé d'affronter le système à travers des protestations de grande ampleur et un appel intransigeant à la reddition des comptes et à l'inclusion sociale, d'autres ont au contraire choisi de transformer le système néo-patrimonial en une ressource qu'ils ont utilisé et utilisent à des fins d'accumulation.

Mais à travers l'analyse de l'usage de Facebook dans l'activisme révolutionnaire des jeunes du Zimbabwe, ManaseKudzai Chiweshe montre de façon paradoxale l'apathie qui caractérise le comportement de ces jeunes dans une hypothèse moins optimiste qui saisit l'intérêt inversement proportionnel de la jeunesse pour l'activité politique. Ainsi, plus ils s'intéressent aux débats sur Facebook, moins leur militantisme politique s'affirme. Versant moins heureux des technologies, à rebours du rôle qu'ils ont assumé pendant les printemps arabes, les médias sociaux intéresseraient les jeunes Zimbabwéens en raison des débats qu'ils favorisent avec les membres de leurs familles, des échanges de photos, des chats ou du spectacle sportif qu'ils autorisent, au détriment d'un engagement politique révolutionnaire clairement assumé. Il démontre qu'audelà de la prégnance des rapports de production et contrairement à ce qu'en pensaient des auteurs des Subaltern studies comme Gayatri Spivak (1988), les subaltern peuvent, dans une certaine mesure, parler. Pour Serge Aliana, les processus à travers lesquels les jeunes Africains définissent, redéfinissent, configurent ou reconfigurent leurs identités dans un monde déterritorialisé et composé de communautés imaginées éclairent en effet l'enjeu et l'action des mouvements et des réseaux sociaux des jeunes. En se servant des travaux d'Arjun Appadurai et Gilles Deleuze, il montre que la transnationalité est inscrite au cœur des dynamiques sociales contemporaines qui lient les processus culturels et l'imagination en imposant une nouvelle temporalité à la mondialisation, celle-ci étant elle-même en tension permanente entre des configurations géohistoriques différentes, voire opposées, soit universalisation/fragmentation et uniformisation/replis identitaires.

Si donc la condition du succès des réseaux sociaux est le contexte historique de leur apparition, peut-on supposer que pour les jeunes artistes dont ils contribuent à la réussite, les conditions sociales de leurs usages sont

déterminantes? Pour Elisé Asinomé, qui étudie le parcours des jeunes artistes musiciens malgaches, l'appartenance des jeunes à des réseaux sociaux tels que Facebook permet d'amplifier leur popularité. En soumettant lesdits réseaux aux exigences d'exposition et de diffusion de leurs créations, les jeunes artistes se connectent à l'international globalisé, et au-delà des carrières individuelles, marquent une rupture radicale avec le mode de commercialisation des générations artistiques précédentes. Condition de réussite économique, l'art peut également, grâce aux ruses de ses multiples usages sociaux, servir à oxygéner un système structuré par des inégalités ethniques et régionales. Le 14 mai 2013, en effet, un mouvement qui rappelle celui des États-Unis dénommé « Occupy Parliament » paralyse le parlement kenyan dont les membres sont accusés de gloutonnerie et de voracité par une population outrée par leur décision d'augmenter leurs rémunérations contre l'avis de la Commission des salaires et de la rémunération. Les jeunes artistes (artivists) utiliseront la peinture d'images et de symboles sur leurs corps dénudés, des posters, des caricatures, des oriflammes, la musique et le théâtre de rue, réclamant la transparence, la reddition des comptes et le sens de responsabilité des leaders politiques du Kenya, et fustigeront tour à tour l'incompétence, la corruption, le tribalisme, le népotisme et l'intolérance de la classe politique. Faisant écho à ces mouvements, le professeur Wangari Maathai tiendra un discours qui poussera finalement le gouvernement à retirer son projet. Même si Mokua Ombati plaide pour des études complémentaires permettant de confirmer et de consolider l'hypothèse du rôle des productions artistiques et symboliques dans les divers contextes de l'engagement politique, son texte est une illustration stimulante de ce que la « racaille » (Nicolas Sarkozy dixit) est susceptible de parler. Les blogs et autres plateformes de publicisation de productions vidéos musicales personnelles sont en effet des objets réticulaires expressifs proposant, comme le montrent déjà Laurence Allard et Olivier Blondeau en France (2007), autant de perspectives singularisées de l'événement médiatique des émeutes de l'automne 2005 en France. Mais la contestation juvénile ne touche pas que les jeunes subalternes. La dynamique des nouvelles notabilités que constituent les cadres et élites urbaines locales et abidjanaises offre l'occasion à Noël Kouassi d'explorer l'engagement politique des jeunes producteurs d'hévéa dans la région de Bettié à l'est de la Côte d'Ivoire. La contestation de l'autorité des chefs coutumiers lui offre l'occasion de comprendre comment les jeunes planteurs ruraux s'efforcent de se libérer des barrières sociopolitiques qui structurent leurs positions et contraignent leur action. À partir d'une approche ethnographique, il tente de saisir dans leurs mouvements le système des espaces de prise de parole qui s'élaborent en dehors des cadres réguliers et ordinaires de l'expression politique. Dans un contexte fortement marqué par des conflits multiformes et notamment entre

aînés et cadets sociaux, entre autochtones et étrangers et entres membres de partis politiques opposés, les formes de contestation politique actuelle font cependant fi des clivages ethniques et des hiérarchies sociales. En cela elles semblent constituer une rupture avec l'ordre social en vigueur.

Mais ces différentes perspectives laissent irrésolue la question des usages des technologies de l'information. En en faisant de simples outils d'action collective pour les jeunes, la plupart des textes négligent l'examen de leur appropriation, voire de leur privatisation par cette catégorie sociale. En quoi les usages analysés sont-ils authentiques et inédits ? Comment lesdits usages ouvrent-ils l'horizon des possibles pour les jeunes ? À l'exception notable de Chris Akor et de Manase Kudzai Chiweshe qui montrent en quoi l'engagement des jeunes Nigérians et Zimbabwéens les conduit in fine à des dynamiques réactionnaires ou à tout le moins au conformisme du système néo-patrimonial, à rebours d'une perspective libératrice : il n'est pas possible de ressentir autre chose qu'un optimisme triomphaliste exprimé par les textes proposés. Les causes de ce sentiment sont sans doute à rechercher à la fois dans les perspectives adoptées par les chercheurs et dans la séduction de l'idéologie technologique qui les traverse. Une divergence fondamentale nous sépare en effet de l'approche défendue par les contributions ci-dessus : la définition de la notion d'identité et le statut qu'on est susceptible de lui accorder dans la réflexion sur les réseaux sociaux. De fait, en s'intéressant plus à ce que les auteurs de ces textes semblent d'accord pour désigner comme jeune dans une évidente communauté de projet scientifique qu'aux dynamiques supposées résulter de leur engagement social, les auteurs négligent les processus par lesquels les réseaux sociaux actualisent les identités des jeunes, d'une part, et les enjeux de la médiatisation qu'ils opèrent grâce et avec lesdits réseaux, d'autre part. Il est en effet important de revenir sur la question de l'intérêt des chercheurs pour l'engagement des jeunes. Dans l'univers idéal typique ainsi artificiellement saisi par les auteurs, la figure du jeune, acteur des réseaux, se pare de vertus héroïques. Qu'il s'agisse d'un choix de recherche ou d'un objet monumental de l'usage des réseaux sociaux qui s'impose par la force de l'évidence – les jeunes sont censés être plus portés que leurs aînés à utiliser les réseaux sociaux –, le plus important nous semble être l'ensemble des transformations qui s'opèrent au contact des jeunes avec les réseaux, et notamment les différentes configurations obliques qui en résultent pour le groupe social, que ce soit dans leurs identités sociales ou dans leurs identités numériques. Comme le remarquaient déjà Allard et Blondeau, Internet apparaît alors, du point de vue identitaire, comme un laboratoire, observatoire et catalyseur d'une « stylistique de l'existence » nécessitant autant de « technologies de soi ».

Dans le cadre de cette approche par l'identité comme pratique signifiante et comme ars recombinare, on peut inclure les identités médiatiques et les modèles d'identification proposés dans les discours politiques ou culturels contemporains parmi les ressources de ce bricolage esthético-identitaire concrétisé dans différents objets expressifs digitaux (blogs, créations musicales ou vidéos personnelles...). L'identité « racaille » fait partie de l'une d'entre elles, tout comme « la jeune fille voilée », pour prendre des exemples d'identités assignées à la jeunesse des banlieues, écrivent-ils.

Les jeunes semblent trouver dans l'internet trois propriétés essentielles : le courage pour défier le pouvoir à travers la figure du héros, l'activisme du groupe primaire sans une mobilisation identitaire assumée et le goût de l'engagement ludique non politisé. Explosives ou évanescentes, ces différentes identités structurées par les technologies numériques, ces identités en tension permanente s'actualisent ainsi dans un individualisme réticulaire, un « individualisme expressif » selon le paradigme de Belah (1996, 1re éd. 1985) et Allard (2003), et dans des dynamiques d'émancipation personnelles qui opèrent une forme de dépolitisation. Cette perspective, peu analysée dans les articles proposés, devrait conduire à articuler trois dimensions au moins de la construction sociale des jeunes : cognitives (représentations sociales des jeunes), discursives (formulations et discours sur et dans les réseaux socio-numériques) et sociologiques (rôle du leadership technique et de l'expertise d'utilisation par type de réseaux – Facebook, Twitter, etc.). Un regard plus critique et exigeant à l'égard des usages de la catégorie « jeunes » aurait pu servir à enrichir les hypothèses explicatives plutôt qu'à confirmer la certitude d'usages enchantés des technologies socio-numériques. Même si en liant globalement les contributions l'on peut parvenir à une conclusion moins décisive, une lecture isolée et un peu distraite des articles est de nature à troubler par la tonalité euphorique de ceux-ci.

Du point de vue des études post-coloniales, rappelons-le, les identités de jeunes sont saisies comme des nouvelles ethnicités que AngelaMcRobbie (2001)décrit du reste en termes de « modes de transformation des jeunes masculinités et féminités qui ont émergé des formes culturelles, avec les différentes constellations de subjectivités des jeunes ».

Elle invite à ce propos l'analyste à porter une plus grande attention, à l'instar des sociologues féministes telles que Radway (1985), à l'espace de l'expérience interraciale et interactive d'expression de ces formes, et à explorer les processus d'hostilité, de fascination et de désir qui pénètrent et forment la nature de ces rencontres. Reconnaissant cependant que des analystes tendent parfois à opposer l'expérience de vécu des jeunes et leurs représentations formelles, l'auteur précise :

Les différentes subjectivités des jeunes qui, pour des raisons d'impuissance générationnelles et institutionnelles sont le produit d'une dépendance liée à l'âge des jeunes, exigent et trouvent des structures symboliques dans des formes culturelles propres aux jeunes et à travers lesquelles des préoccupations telles que « ce que vous êtes », « qui vous voulez être » et « avec qui vous souhaitez sortir » peuvent être explorées, non pas de façon définitive mais comme une trajectoire sociale réflexive. Pour le dire autrement, il n'existe pas de différence sociologique entre l'expérience de vécu et les formes de représentation textuelles.

Pour un grand nombre d'auteurs s'inscrivant dans ce courant spécifique des Cultural Studies qui prend pour objet les expériences sociales biographiques complexes (Hall 1992a; 1992b; Bhabha 1990; Amedeo Maiello 2001), l'expérience de vécu ne s'oppose pas nécessairement aux formes et aux textes de représentation. Plus particulièrement en ce qui concerne la jeunesse, les clubs de musique, les danses, la télévision, les livres et les sons et les images sont bien souvent des formes d'expression à la fois de l'expérience et des représentations des jeunes. Mais il convient d'avoir présent à l'esprit que les rapports sociaux de sexe, d'âge et d'ethnicité médiatisés par la massification scolaire et universitaire, le chômage et la drogue dont les catégories jeunes sont bien souvent les victimes principales désajustent les clivages sociaux. L'article de Deevia Bhana aborde des questions autour de la négociation de la sexualité et des intimités dans certaines conditions sociales. Elle met l'accent sur les avantages d'engager ces questions avec les jeunes africains. De sorte« qu'une interprétation oppositionnelle » dans un registre peut cohabiter avec une lecture « dominante » dans un autre registre : on peut à la fois résister à la légitimation de l'ordre social dans tel film d'action ou dans tel clip de musique rap et en entériner les représentations sexistes » (Macé 2000:252).

Malgré ces observations, la dizaine d'articles de ce numéro forme un ensemble cohérent et riche de contributions qui explorent à différentes échelles le rapport d'une catégorie finalement dynamique – les jeunes – à l'altérité humaine, sociale, géographique, historique ou politique, mobile et labile. Qu'aucune référence de ces articles ne porte sur l'âge de l'objet est à la fois un signe, celui d'un impensé propositionnel axé davantage sur le comportement que sur la production sociale de cette catégorie, mais également un symbole, celui des difficultés d'une méthodologie qui devrait saisir l'objet jeune au croisement d'un engagement politique, voire idéologique, et d'identités visibles qui se construisent dans la dynamique de cet engagement et que viennent éclairer et raffermir les usages spécifiques des réseaux socio-numériques et les formes de représentation que s'en font les jeunes. C'est dans un double apport théorique et opérationnel résultant

de la difficulté de coordonner des individualités qui poursuivent chacune son propre but et ses actes créatifs et d'inventivité que peut se mesurer la contribution globale des sciences de/et à l'action sociale.

Références

- Allard, L. & O. Blondeau, 2007, « La racaille peut-elle parler ? Objets expressifs et émeutes des cités », *Hermès, La Revue*, 1/2007 (n° 47), p. 77-87. URL: http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2007-1-page-77.htm
- Allard, L., 2003, « Express yourself! Les pages perso. Entre légitimation technopolitique de l'individualisme expressif et authenticité réflexive peer to peer », Réseaux, 117, 1, p. 191-219.
- Belah, R. N., R. Madsen, W. M. Sullivan, A. Swidler S. M. Tipton, 1985, 1996, 2008, Habits of the Heart: Individualism and Commitment in American Life, Los Angeles & Berkeley, University of California Press.
- Bhabha, Homi K., 2007, Les Lieux de la culture : une théorie post-coloniale, Paris, Payot.
- Bhabha, Homi K., 1990, Nation and Narration, London, Routledge.
- Hall, Stuart, 1992a, « New Ethnicities 1 », in J. Donald & A. Rattansi (Eds), « Race », Cultureand Difference, London, Sage, p. 252-259.
- Hall Stuart, 1992b, «The question of cultural identity», in S. Hall, D. Held & D. McGrcw (Eds), *Modernity and Its Futures*, London, Polity Press.
- Macé, É., 2000, « Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés. 1. La configuration médiatique de la réalité », *Réseaux*, n. 104, vol. 18, p. 245-288.
- McRobbie, A., 2001, « Everyone is Creative : Artists as Pioneers of the New Economy? », http://www.k3000.ch/becreative/texts/text_5.html.
- Maiello, A., 1996, 2001, « Ethnic conflict in post-colonial India », in I. Chambers & L. Curti (Eds) The Post-colonial Question: Common Skies, Divided HorizonsLondon, Routledge, p. 99-114.
- Radway, J., 1985, « American Studies, Reader Theory, and the Literary Text : From the Study of Material Objects to the Study of Social Processes », in D. Nye & C. K. Thomsen (Eds., *American Studies in Transition*, Odense, Odense University Press.
- Spivak, G. C., 1988, « Can the Subaltern Speak? », in Nelson, C. & L. Grossberg (Eds), Marxism and the Interpretation of Culture, Illini Books, University of Illinois Press Urbana and Chicago, 1988, p. 271-313.

(ISSN: 0850 3907)

Reclaiming Urban Youth Identity through Language in Kenya: The Case of Koch FM Radio

Benson Oduor Ojwang*

Abstract

Kenya's urban youths in Nairobi's informal and low income settlements have had to contend with an identity crisis, economic deprivation, marginalization in leadership and governance and general stigmatization. Moreover, they have borne a heavy burden both as victims and perpetrators of crime, wanton sex trade and drug abuse. This has led to the emergence of a special language variety in the form of an urban slang (Sheng) that the youth initially used to exclude their parents and the authorities from their perceived criminal acts. However, since the enactment of a new constitution that has expanded the democratic space and created broader awareness of individual rights and liberties, Kenya's urban youth in Nairobi have given new roles to Sheng by making it a symbol of youth's autonomy and creativity. This article uses the case of the youth-initiated Koch FM which is a model urban community radio station that primarily uses urban slang in its presentations. Through this station, the socio-economically disadvantaged youths create and maintain social networks in the form of support groups, theatre and income generating clubs with the objective of creating wealth, thereby boosting identity through assertive self-expression. The youth can then articulate and influence policy on social, political and economic affairs by sharing information on health, HIV/AIDS, political representation and governance roles. This case study demonstrates that a common language can be an effective unifier since it transcends social, economic, religious, ethnic, political and gender barriers.

Résumé

La jeunesse urbaine kenyane des quartiers défavorisés de Nairobi est confrontée à une crise d'identité, à la privation économique, à la marginalisation dans les postes de direction et de gouvernance et à la stigmatisation générale. En

^{*} Department of Linguistics, Maseno University, Kenya. Email: kojwa@yahoo.com

outre, ces jeunes ont eu à assumer le lourd fardeau en tant que victimes et auteurs de crimes, du commerce sexuel et de la toxicomanie. Cela a conduit à l'émergence d'une variété linguistique spéciale sous la forme d'un argot urbain (Sheng) que les jeunes utilisaient initialement pour commettre leurs actes criminels à l'insu de leurs parents et des autorités. Cependant, depuis la promulgation d'une nouvelle constitution qui a élargi l'espace démocratique et créé une plus grande prise de conscience des droits et libertés individuels, la jeunesse urbaine kenyane à Nairobi a donné de nouveaux rôles au *Sheng* en en faisant le symbole de l'autonomie et de la créativité des jeunes. Cet article se fonde sur le cas de Koch FM initiée par les jeunes, qui est une station de radio communautaire urbaine modèle utilisant principalement l'argot urbain dans ses émissions. Grâce à cette station, les jeunes socio-économiquement défavorisés créent et entretiennent des réseaux sociaux sous la forme de groupes de soutien, de clubs de théâtre et de génération de revenus visant à créer de la richesse, stimulant ainsi l'identité grâce à une auto-expression affirmée. De ce fait, les jeunes peuvent articuler et influencer la politique sur les affaires sociales, politiques et économiques en partageant les informations concernant la santé, le VIH/sida, la représentation politique ainsi que les rôles en matière de gouvernance. Cette étude de cas démontre que le langage commun peut être un unificateur efficace puisqu'il dépasse les obstacles sociaux, économiques, religieux, ethniques, politiques et sexistes.

Introduction

The population of youth residing in Kenya's urban slums is on the rise. However, this group faces high rates of unemployment, urban crime, deprivation and general stagnation in life (Waswalla 2013). This has led to stigmatization, missed opportunities and a sense of despondency. Due to prevalent social, economic and psychological pressures, Kenya's urban youth have launched initiatives through social networks to enable them reclaim their individual and collective dignity, to redefine their role and relevance in both local, national, regional and global realms and to use the available resources to innovate and sustain income-generating projects (Kenya Youth Action Platform 2014). Koch FM represents one such youth-driven initiative whose objective is to change people's mindsets while empowering the youth. In this paper, youth empowerment is considered as an essential component of national development. Indeed, youth initiatives contribute a significant part of GDP and youths dominate Kenya's informal employment sector known as *jua-kali* ('hot sun') which is reported to have created some 625,000 jobs in 2013–14 (Waiguru 2014).

In Kenya, youth organizations and initiatives are recognized by the government if they are formally registered by the Ministry of Youth, Sports,

Culture and the Arts. The Kenya government underscores the important role of its youth in national development and promotes self-reliance among youth as a means of creating self-employment opportunities. It has therefore initiated clear policies to support such youth activities. The empowerment takes the form of financial credit schemes, namely the Youth Fund, Uwezo Fund and Youth Enterprise Development Fund.

The Kenyan government coordinates and controls legally recognized youth networks by registering youth groups through the District Social Development Officers. These are normally groups with a distinct administrative structure such as duly elected officials, a bank account, a consistent membership with paid-up members, a constitution detailing the articles of association and a physical project office or physical address.

There are many cadres of youth movements and networks in Kenya depending on their objectives, activities, membership, motivation, the social contexts in which they are founded and the unifying factors. For instance, there are numerous church-based youth networks brought together by their common religious activities and obligations. Moreover, student associations and sports clubs also thrive in Kenya and have networks beyond Kenyan borders. In terms of formal education networks, there are a large number of Kenyan students in Ugandan educational institutions; there were 40,000 in March 2014 (*Daily Monitor* 2014). This has led to a rapid cross-border transfer of culture and merger of social and economic interests among the youth across the East African region. The dynamics of youth interaction in East Africa are also bound to change with the advent of the common market that entails free movement of goods and labour.

Since information-sharing is a critical component of setting up, networking and sustaining youth projects, development activities and other initiatives, the role of the mass media becomes pertinent to the process of change and development. In recognition of this fact, the Kenya government freed the airwaves and eventually registered up to 116 FM stations between the years 1998 and 2014 (Communications Commission of Kenya 2014). This period coincided with the emergence of many new political parties that championed revolutionary ideas and offered alternative leadership that reawakened the youth to form alliances and get a stable footing in society to advocate for their rights more effectively. The FM radio stations therefore provided a forum for youth outreach, and youth groups and initiatives gained greater popularity as they became more visible in and through the media. Media practitioners and other stakeholders welcomed this revolution on Kenya's media scene and envisaged that it would ultimately create awareness and attract development partners.

The subsequent phase of the media revolution in Kenya saw the emergence of community radio stations whose agenda was to address the immediate needs and interests of groups concentrated in smaller areas. The Communications Commission of Kenya, which is responsible for registering the stations and media regulation, restricts the geographical reach of these stations to within a 25-kilometre radius. This means that the target community would form the focal audience, hence closer networks can result. This guarantees a faster flow of information and feedback and can be a catalyst of local development and for networking with other external groups.

The Objectives and Modus Operandi of Koch FM Radio

Koch FM was the first community radio station to be registered and licensed in 2006. The station is based in Korogocho slums with 200,000 residents. This is Kenya's third largest slum after Kibera and Mathare. Koch is slang derived from the name Korogocho as a clipped word. The station is housed in hollow and echo-prone containers that were improvised in a very innovative way. The planning took two years and was as a result of 'people's collective power and the fact that, in as much as Korogocho was viewed as a bad place, there were people who attached value to what the resident youths did'. The station's initiators were convinced that good things flourished in Korogocho but these were either unreported or misrepresented to the general public. They therefore considered themselves as victims of long-term negative publicity.

Koch FM was run by a group of forty-two volunteers by 2008. However, a high turnover of staff was reported because when these volunteers found better jobs, they would abandon the station. This was a positive development because they shared the experience and challenges faced by youths elsewhere hence they became ambassadors of Koch FM. Those who moved up the social and economic ladder, having used Koch FM as a springboard, could be relied upon to bridge the divide between the upper and lower classes of Kenyan society.

Koch FM has given impetus to other community radio stations, for which it acts as a model, namely Ghetto FM and Kibera FM which are based in Mathare and Kibera slums respectively. Regardless of the levels of poverty coupled with disease, alcoholism and poor sanitation in these three largest slums in Nairobi, most community radio firms are essentially supported by donations from the communities that they serve and a few external well wishers. Lack of funds has therefore been a major threat to sustaining their operations. The community radio therefore has a limited listenership and is perceived as poor radio for poor people. This means that most presenters work as volunteers most of the time. According to Kenyan broadcast regulations,

the Communications Commission allows community broadcasting licensees to advertise, on their stations, adverts that are relevant and specific to that community within the broadcast area. As expected, such local advertisements cannot yield substantial revenues.

The Role of Language in Defining Youth Identity through Koch FM Radio

The ethnic diversity of Korogocho requires strong cultural and social assimilation practices through youth networks in order to break down the tribal barriers that are often a hindrance to peace and development. In Korogocho, there is a divergent composition of heterogeneous ethnic groups namely the Luo, Kikuyu, Somali, Kamba and Luhya communities. Since language is the unifying element that transcends tribal boundaries, Kenya's urban youth have, over the years, developed an urban slang named *Sheng* which is essentially a mixture of Kiswahili which is the national language, English which is the official language of bureaucracy, and vocabulary items from several indigenous Kenyan languages. This language has been used as a mark of urbanization and youth group identity especially in highly cosmopolitan areas such as Nairobi City. This social variety of language has become so popular that even mainstream advertising applies it to appeal to youthful audiences. This includes the leading mobile telephone operator Safaricom as well as banks and churches.

Through *Sheng* urban youth, such as those targeted by Koch FM, consider themselves as Nairobians or Kenyans and keep their ethnic identities concealed. According to one urban hip-hop musician who originated from the slum, such a neutral language makes today's urban youth 'tribe-all' and not tribal. This positive attitude is witnessed in the kind of neutral stagenames adopted by hip-hop musicians that go beyond ethnic, local and national boundaries. For instance, *bongo* music appeals to Kenyan youths as much as it does to Tanzanians, while Nigerian movies are popular among Kenyan youths. They derive inspiration and motivation from them and this enriches cultural standards, vocabulary, world views and entrepreneurial endeavours.

This article investigates the processes and initiatives through which the youth-run Koch FM has gradually launched and sustained its significant initiatives and the potential impact and future prospects of this model community radio. The objective is to evaluate the impact of community radio on youth social networks as a precursor for development and youth advancement in the context of the fast-changing dynamic local, regional, global, social, cultural and economic environment.

Literature Review

The spectrum of youth has been variously defined as ranging from ten to eleven year-olds to as high as age thirty-five in sub-Saharan Africa including Kenya. Curtain (2000) observes that young people aged fifteen to twenty-four account for just a quarter of the world's population. Africa had the largest segment of young people standing at 36.4 per cent of the population aged fifteen to sixty-four by the year 2000 (*ibid.*). Kenya has 70 per cent of the population below twenty-five at 70 per cent of the total population, the same as Tanzania, Zimbabwe and Zambia. It was estimated that by 2017, there would be 24 million youths aged eighteen to thirty-five. In Kenya, a youth is taken to belong in the age range fifteen to thirty-five with the voting age being eighteen (Mkandawire 1996). For purposes of this article therefore, youth is considered as representing the age bracket fifteen to thirty-five. This is also the most productive segment of the population.

The socio-economic challenges facing youth in sub-Saharan Africa have been the subject of many studies, enquiries and government policy papers. In his analysis, *The Socio-economic Situation of Youth in Africa*, Chigunta (2002) outlines the major problems facing youth in sub-Saharan Africa, prospects of future action and options available to them, while Mayor and Binde (2001) and Bennell (2000) raise concerns about the socio-economic situation of young people in much of sub-Saharan Africa and the strategies of creating additional livelihood opportunities for them. It has also been noted that in sub-Saharan Africa, large sections of young people have become marginalized or are excluded from education, healthcare, salaried jobs and even access to the status of adulthood. This is compounded by chronic unemployment (Bennell 2000; Mkandawire 1996).

Kenya's ballooning youth population captures this situation aptly. According to the Poverty Free Kenya (2014) movement, gross economic disparities have impacted highly on youth in Kenya. Consequently, a majority of them have abandoned dreams of building positive futures. Due to these depressing conditions, there has been a tangential increase in social ills, crime and drug abuse among the youth. The general lack of opportunities for the youth in Kenya leads to a loss in potential talent and a failure to harness human resources.

To change this trend, there is therefore an urgent need to empower Kenyan youth. This requires simultaneous efforts on various fronts. One way of empowering the youth would entail giving them a full academic education as well as enhancing their life skills, civic participation, appreciation of diversity and preparation for livelihoods. Secondly, empowering youths also

means creating opportunity (Wincla 2014). This may be done by expanding apprenticeships and attachments, supporting youth mentorship programmes, offering financial, legal marketing and other advice and establishing a level playing field in terms of access to jobs, markets and capital.

Thirdly, there is also the need to consciously foster, develop and support youth initiatives and for a strong representational youth voice in services and decision-making in local, national and global arenas. There is a further need to engage youth as resources by supporting them to upscale their innovations and business ventures on grassroots, national and international bases (Kenya National Youth Forum 2013). It has also been reported that in order to develop and take advantage of synergies, youth should be encouraged to work together across social, ethnic and political lines to advance their common interests and participate fully in the political and economic life of the country.

Research has shown that community radios across the world have helped many countries especially European countries like Sweden, and the USA, to achieve industrialization (Flavia 2012). This has improved the status of poor communities by linking rural and poor people with development and supporting sustainable development through innovative approaches, updated information and news.

Studies have demonstrated the potential of community radios in facilitating youth empowerment endeavours. For instance, Radio Lake Victoria based in Kisumu, Kenya is a community radio that serves up to 1.5 million listeners across the Western region. Its impact is summed up by a local fishmonger who observed that it is the voice of the voiceless and a beacon of their hope. It has brought a profound new opportunity and systematic strategies of more inclusive sustainable development especially among the hitherto voiceless youth populations.

Community radio therefore comes as a timely intervention because the situation of African youth is changing as a result of the changing culture and its inherent continuities and contradictions in a context of economic stagnation. The objective of youth mentoring through the stations is a form of social adjustment that is occurring in contemporary Africa in a context of economic decline and restructuring. Moreover, there is evidence to support the contention that traditional African social support structures such as the notion of African socialism and the extended family are disintegrating especially in urban areas (Bennell 2000). Among the contributing factors to this phenomenon are social change, urbanization, education, mass media, economic decline and economic restructuring (Mlema 1999). This means that there is a high degree of individualism, hence youth need avenues to nurture

their own strategies of group sustenance through new forms of social networks; the borderless nature of media can effectively facilitate such moves.

Historically, communities in Africa have provided the underlying framework for social development. Through various kin and non-kin arrangements, networks of formal and informal relationships were developed which ensured reciprocity and exchange in the form of service and support. As a consequence, patron—client relationships, involving fosterage and adoption, volunteerism and collective endeavours have been quite widespread in Africa. This is, however, not true of contemporary Africa especially in the complex urban context. In recent years, rapid urbanization which has brought people from different, sometimes hostile, ethnic groups together, and widespread economic and restructuring processes have conspired to undermine traditional kinship structures (Bennell 2000). It is in this urban context of social dislocation and the undermining of institutions traditionally offering support that many young people in much of Africa currently find themselves.

Chigunta (2002) identifies the concepts of fragmented youth urban identities, street sub-cultures and social marginalization in contemporary Africa and attributes them to the absence of social control or properly functioning social support institutions, as a result of which young people in contemporary Africa tend to be alienated from mainstream society and largely end up on the streets where they create their own social worlds. These social worlds constitute what is generally referred to as youth sub-cultures. In a sense, Kenya's urban slang *Sheng* and hip-hop music through which the youth have found creative and motivational self-expression can be viewed as constituting a youth sub-culture. The fact that youth have been supplanted from their rural environment, and the gradual loss of contact, means that they have two identities, although they mask their rural roots in order to come to terms with the complex demands of the urban environment.

This background has led to what Abdullah (1998) has described as the negative stereotyping of young people. Abdullah (1998) observes that the deepening crises in Africa have compelled many young actors on the street to redefine themselves in social terms that reflect their marginal status in society. The informal socialization of young people in the streets and urban slums also occurs in a global context there by allowing local youth to tap into a global youth culture. This process is facilitated by the Internet through social platforms such as Facebook and Twitter. In that sense, globalization continues to shape and define urban youth identity.

Due to the current trends of youth redefinition, some aspects of youth culture in Africa have emerged. As a result, popular mass culture in the West has become, to a large extent, part of the repertoire of African youth culture. This is witnessed through revolutionary styles in music, art and dress culture. Chigunta (2002) recommends that youth empowerment should be promoted through youth enterprise and self-development, improving the policy environment, improving the access of youth to credit, providing business development services to youth, and promoting institutional and enterprise networking.

Githethwa (2008) reports that Koch FM was the first slum-based community radio in Kenya whose example was followed by others, notably Ghetto FM in Pumwani and Pamoja FM in Kibera slums. A case study similar to Koch FM is the initiative by Maji Mazuri Foundation that launched the first community radio in Mathare Valley to give people in the ghetto information, education, strategies to promote peace, gain access to jobs, funding and other economic and social empowerment opportunities. This created unity in the community that is made up of the eleven ghetto villages. The target listeners of Mathare FM were to include the most vulnerable youth in the ghetto who survive by engaging in crime, prostitution and brewing illicit alcohol, who lack hope for a better future and who have no networks and did not belong to youth groups, CBOs and NGOs operating in the area to help them access jobs and other opportunities.

The Mathare community radio station provides much needed civic and non-formal education. It has initiated sharing of information, interaction and cooperation, and encourages unification in socio-economic and empowerment activities in order to curtail fragmentation into regional, classor ethnic-based and gender age groups. One documented achievement is that Mathare FM actively undertook peace promotion in the run-up to the 2013 General Elections because idle slum youth had been mobilized into political violence. As a mother commented, Mathare FM had stopped many bullets for their children: the bullets of crime and violence, the bullets of drugs, of alcohol abuse and the bullets of poverty.

The Mathare FM initiative was therefore meant to create awareness about past and current conflicts and the dangers of ethnicization that have fuelled violence in the past. In the slum set-up where the majority of people are semiliterate and do not speak fluently, radio was found to be more accessible than the Internet and newspapers. The preferred languages on the station's programmes are *Sheng* and Kiswahili. Through this, Mathare FM, with its slogan 'STOP THE BULLET', aims to encourage community cohesion and to assist the community to develop tools to quell simmering tensions as they arise.

It is envisaged that greater knowledge about local initiatives will also engender a more optimistic image of the slum and that this will positively impact on both society's and the community's image of the slum. Older teens receive counselling and business training through the radio station. Networking at a macro-level is seen in the direct influence that Koch FM has made by partnering with Mathare FM. This is a synergistic arrangement given the fact that the environmental and socio-economic challenges faced in both slums are largely similar. Through the two sister initiatives, entire families have been lifted out of poverty through business training and micro-finance facilitation.

An audience survey of Koch FM listeners by Nyambala (2011) found that there was average involvement of the community in identifying problems for the community radio station through focus group discussions (FGDs), telephone calls, committee memberships, and telephone text messaging. Community participation was exhibited through the involvement of the music artistes, and church-based organizations in broadcasting. There was therefore a positive correlation between perceived attainment of improvements which showed that the station had realized increased awareness of community problems. It also emerged that greater knowledge patterns from radio were likely to lead to more dedicated participation patterns in community radio.

According to Poverty Free Kenya (2014), empowering Kenyan youth requires simultaneous efforts on multiple fronts. Youth should be encouraged to work together and this can be facilitated by strong networks in their movements mediated by radio and such channels as the Kenya Youth for Change Facebook fan page.

A survey that covered the adjacent low-income Dandora, Mathare and Kayole estates revealed that Koch FM had a daily listenership of about 600,000 people. It is instructive that the residences of these listeners exhibit environmental and socio-economic experiences that are very much similar to that of Korogocho, hence they would easily identify with the content and ideas propagated by Koch FM in line with the common urban youth agenda (Githethwa 2008). The role of the Kenya Community Media Network (2013) recognizes the fact that community radio plays a crucial role in democracy and development by enabling marginalized communities to debate issues of concern at the local level and feed these concerns to the national level. There was therefore a need to support independent, participatory media in Kenya such as Koch FM. Such media should ideally be owned, controlled and produced by, for and about the community in order for them to be sustainable.

Methodology

Koch FM was purposively sampled for this case study firstly because it was the first community radio station to be licensed in Kenya in 2006. Secondly, it is consistently run by youth management and youth presenters and the major

target group consists of the youth in the under-privileged urban slum of Korogocho. Moreover, Koch FM has been used as a model and reference point by subsequent community radio stations in Nairobi. Moreover, the impact of Koch FM in terms of establishing and sustaining strong youth networks has been recorded. Finally, the author lived physically with his relatives in Korogocho slums during his college days and still visits them frequently hence has first-hand experience of the youth networks and activities found there.

This article adopted a qualitative approach to data collection and analysis. The data reported here was obtained from both primary and secondary sources. The primary data was obtained through in-depth interviews with two station managers, one male and one female, and two FGDs with the station listeners, while the secondary data was obtained through a literature review of published materials in the library and on the Internet. The data was analysed through content analysis guided by the themes of social movement, social networks and youth empowerment with various variables such as peace, development, health awareness, education, water and sanitation, selfemployment, leadership and politics, security, gender issues, human rights, job creation and innovation, campaigns against drug abuse and alcoholism, career building, music and the arts and youth mobilization. These were used to organize the data into themes and categories. Their roles in reinforcing youth networks locally, regionally and globally were examined using the above indicators. The results and discussions are presented in the form of analytical prose, illustrated by items of the youth slang Sheng to contextualize the youth urban slum mindset.

Strategies for Reclaiming Urban Youth Identity through Koch FM radio

The broadly stated mandate of Koch FM was to find ways of informing people about what was going on in the neighbourhood, what political decisions are made on behalf of the people and how they affect their lives in the slums of Eastern Africa. Koch FM was situated in the slum in order to provide a voice for the voiceless and also to provide a platform for the community to address their issues through information and education. This article set out to evaluate the strategies that Koch FM uses to give the urban slum youth a distinct identity, especially through special language use and how this facilitates the formation and sustenance of active youth networks.

Through an in-depth interview with the station manager, it emerged that in pursuing its main goal, Koch FM programming is guided by five major principles, namely education, entertainment, empowerment, talent nurturing and leadership, and the target audience is mainly the youth. At Koch FM,

audience feedback is monitored through phone calls, questionnaires, short message service and social media. In terms of language preference and choices by the station staff, we observe that English is rarely spoken, Kiswahili is spoken sometimes, while *Sheng* was the most frequently used, hence was the norm, because it apparently appealed to more listeners than English and Kiswahili, Kenya's official and national languages respectively. The following emerged as the strategies and core areas of concern in Koch FM's programming and communication strategies.

Promoting Peace Programmes and Counselling Initiatives

Koch FM produces and broadcasts programmes that promote dialogue and encourage social cohesion among its diverse listeners. In addition, the station conducts talk shows on peace building and runs commentaries on peace messages. This has yielded positive results by preempting and dissuading youth who are inclined to violence to adopt productive activities. For instance, the zuia noma ('prevent violence') campaign is recognized as having minimized the chances of electoral violence in the 2013 General Elections that were largely peaceful. The station also conducts interviews to help the community understand the importance of various groups such as youths and women in peace building, transformation from conflict, and building a culture of sustainable peace. The objective is to run a daily programme on peace that combines education with entertainment, hence the elision 'edutainment'. This entails a daily radio drama on peace, acted in the local *Sheng* slang and captures the experiences of youth from the community. These dramas are based on original stories of and by the community, all aimed at promoting peace.

Secondly, the radio station organizes an extensive trauma counselling programme for community members by providing education, notifying people about counselling opportunities and airing personal narratives with respect to trauma counselling. This mitigates the negative consequences of socio-psychological pressures occasioned by domestic violence, gang attacks and recovery from drug abuse and alcoholism. Support groups are also established to identify and facilitate the sharing of experiences through the narratives of personal narratives aired on Koch FM.

Youth and other community members will offer creative and effective tools, developed by themselves with guidance from experts, to deal with trauma and to vent their frustrations. To this end, civic education is provided in local languages and *Sheng* in relation to local political and social contexts while adult education is offered to the elderly to enable them conceptualize the messages in simplified terms.

Community Development

Koch FM has improved knowledge and awareness of solutions to community development problems. These range from cultural challenges to rural development, hygiene and sanitation, agriculture and local governance. The station has been an active and appropriate medium that acts as an interface between duty bearers and right holders. The reinvestment of funds accruing from efforts by the community is protected by Kenyan law, hence there is a guarantee that stakeholders will benefit from the dividends of their own collective contributions. The law requires the Communications Commission of Kenya to ensure that the funds generated from operations of a community broadcasting station are re-invested into activities benefiting the community (Communications Commission of Kenya 2014).

As part of its corporate social responsibility, Koch FM sponsors youth sporting activities and clean-up campaigns to improve environmental health awareness. It also partners with youth groups to help them publicize their small and micro-enterprise activities. Through this, a network leading to attract more interested youths with similar projects is brought together for capacity building and advised on how to establish a marketing chain. In addition, there is regular information on opportunities provided by government funds and procedures for accessing them by individuals and groups. This is also provided on radio, for instance, information on the government-run Youth Fund and Uwezo Fund. The radio presents existing organizations, groups and initiatives in the slum to the outside world and connects NGOs and the central and county government with the various appropriate counterparts in the slum.

Health Awareness Campaigns

Koch FM plays a vital role in linking health workers and the larger public. Health authorities educate and entrust the media with essential health information which is then relayed to the public. Health awareness campaigns include partnering with the government to publicize immunization programmes and voluntary medical circumcision, family planning and behaviour change, the dangers of smoking and HIV/AIDS awareness. Platforms for debate are created through regular call-in programmes. This is also done by playing music in which the message is encoded in *Sheng*. After playing a thematic song, the studio DJ teases listeners by asking for feedback on what lessons they deduce from the songs and whether they can relate it to their own health experiences. For instance, a song that this researcher witnessed being played on the radio had the following lyrics advising youth on coping strategies in case one contracts HIV:

```
kula vizuri 'eat well'
piga tizi 'exercise'
meza dawa 'take your ARV drugs'
utaishi vifiti 'you will live healthily'
```

Another song advises youth to take precautions against wanton sex through the *Sheng* lyrics:

usione amejaza nyuma 'do not see her fat buttocks'

ukadhani ako poa 'do not imagine she is HIV negative'

usione ana pesa 'do not see his money' ukaanza kumfuata 'do not follow him'

vuta pumz 'breathe in'

In order to emphasise its destructive nature, while appealing to youth emotions, the HIV virus is metaphorically referred to as *mdudu*, 'insect' in the youth slang. This is not euphemistic at all as one would expect the older generation and civil citizens to use it. It is a direct comparison of the disease with an insect that bites, hence a bold move to confront the stigma and apply an immediately alarming tag to create self-responsibility. Another popular message propagated by Koch FM reminds youths to abstain from premarital sex viz.: *ni poa kuchill*, 'it is cool to abstain', and extra-marital affairs: *tia zii ni kuzii*, 'abstain, things are bad'. This style is crucial for the behaviour change and self-determination by the youth consumers of these messages because the slang appeals to their social aspirations and daily experiences.

Education and Career Building

Educational programmes targeting the slum youth also feature prominently on the Koch FM agenda. The programmes facilitate learning by non-regular students who are enrolled in informal schools and work towards improving their academic goals. These programmes also enlighten the public both formally and informally. The radio project provides people in the slum with new frameworks to grasp local tensions and work together towards solutions. Through community dialogue, access to information and education through local radio and educative radio soap operas, the project aims to work on practical conflict resolution using input of the primary stakeholders. This illustrates institutes interventions from below.

Koch FM promotes career guidance tips through talk shows by hosting relevant experts in the field of career development. This means that youth can have role models to learn from the radio platform. These role models are

tapped as resource persons in diverse fields such as music, theatre, technical fields such as small-scale manufacturing and home industries such as liquid soap, juice, ice cream production and merchandising.

Mentoring youths in similar set-ups has also been a focus of Koch FM, with positive results. For instance, in setting up Mathare FM, the sponsors sought the assistance of Koch FM whose staff had vast experience in starting up a community radio station and had used radio to quell unrest in Korogocho in the past on numerous occasions, with positive results. With help from Koch FM, Mathare FM therefore trained fifteen youth and two staff members to run their own station and various programmes through music, local news and radio soap operas on peace and other contemporary themes relevant to youth experiences.

Promoting Leadership and Political Participation

In Kenya, it has been common to refer to the youth as 'leaders of tomorrow'. The generational change in leadership has, however, remained a mirage as youth are continuously sidelined. One reason is that youth lack the resources to sustain campaigns for political office. To face this challenge, Koch FM promotes the notion of youth self-reliance and the motivation to seek alternative but legal means of attaining leadership goals. Through the motto vijana tugutuke ('youth let us wake up') the station educates listeners on good leadership qualities and the type of leaders the audience or citizens should elect. One presidential aspirant in the 2013 elections in Kenya, Peter Kenneth, formulated a slogan tunawesmake, 'we can make it'. Although this was largely seen as a duplication of the US President Obama's rallying call 'Yes We Can', it represented an innovative way of appealing to the youth in a language that they appreciate better. The station also strives to set the political agenda for the elected leaders. Through civic education programmes, leaders are challenged to make themselves more accountable so that they fulfill their campaign promises. The invincibility of the youth as a massive voting bloc was also captured in the song 'we are unbwogable', 'no one can intimidate us'. The massive following that the NARC party got from the youth that led Mwai Kibaki to power is largely attributed to the influence and experiential appeal of this song which was composed and performed by two college youths from Dandora, an estate that neighbours Korogocho slums, and hence has social networks that form part of the coverage areas of Koch FM.

Koch FM informs community members and engages them in decisionmaking processes with respect to their community, and at the same time functions as a tool to check leaders and expose any excesses such as abuse of power and poor representation. This is achieved through promoting a network of open-air peer review sessions locally known as *baraza* where residents evaluate the performance of their own youth leaders and determine whether they should continue in their roles or give way to others. This is further amplified through call-in programmes that emphasise accountability and transparency from leaders at the community level. This system encourages participation of members in democratic processes and enables them to hold leaders and NGOs accountable for their actions, hence preempting exploitation of the community at large.

Defending and Promoting Human Rights and Gender Issues

Koch FM the station develops and airs programmes that promote gender equality and women's empowerment and also those that amplify the voices of women. They also air personal experiences and real life stories of different women and girls to help them cope with situations of early pregnancy, child prostitution, motherhood, orphan-hood and joblessness, but also success stories of female youth who have come out of poverty and marginalization through hard work and revolutionary means of livelihoods. Addressing gender-based violence and insecurity in their areas of coverage demonstrated how communities can initiate and sustain local solutions to national problems affecting them, ensure sustainability of the stations, and work closely with their stations to resolve local issues from a local and global perspective (Nyambala 2011).

The station creates a more global picture of human rights abuses that can inform local strategies of eliminating these, such as child protection and self-defence strategies. This is done by creating images of human rights abuses around the world. Through this, human rights ideas are highlighted, hence awareness levels increase and the likelihood of resolving the abuses rises. There is also a weekly segment on human rights awareness campaigns as well as call-in programmes based on how to access vital information with regard to the constitution and implementation of new laws, especially youth-friendly laws.

Job Creation and Youth Entrepreneurship

The station conducts interviews with individuals who are residents of the slum who have managed to establish successful businesses. Through these success stories and their experiences, other youth audiences are given tips and advice on how to save and nurture their own business ventures for success. Available job vacancies are also advertised for the benefit of unemployed youth. This helps change the youth attitude by which they see themselves as masufferer ('hapless suffering victims') to a more progressive self-concept of

being *mahasla* ('jobless hustlers'). Youth are encouraged to continue *kusaka* ('to seek opportunities aggressively').

The station also invites various community groups that deal in small-scale production of handiwork such as beadwork, basketry, woodwork and dressmaking to the studio to share experiences and motivate other upcoming groups to choose and focus on their trades for self-reliance, as well as activities that can engage them sustainably in campaigns against drug abuse and alcoholism. Since drug and alcohol abuse renders youth both psychologically and physically unproductive, the station engages in creating greater awareness of drug abuse issues by educating listeners on the effects of drugs on their health. Youth who already abuse drugs are supported through outreach and peer counselling to seek help from experts who are concerned with issues of drug abuse and movements against alcoholism and towards rehabilitation strategies such as Alcoholics Anonymous. By mentoring the volunteer announcers, Koch FM is poised to create job opportunities for the youth who have the wish and talent to become editors, radio presenters, reporters and DJs, radio technicians, scriptwriters and radio actors.

Promoting Cohesion, Security and Co-existence

Given the ethnic diversity and autonomy of the ghetto villages that comprise the Korogocho slum, residents have had very little knowledge about each other, and each village has its own history, social make-up and culture. In the past, this lack of knowledge about, and lack of relationships with, each other have engendered negative stereotypes and triggered community competition and even violence. Koch FM has therefore encouraged exchanges of information and increased knowledge about the various social groups and cultures, and the social and economic challenges these groups face that are specific to each ghetto village. There are conscious and active strategies to promote inclusivity and solidarity. Given that the Korogocho slum is inhabited by a multi-ethnic area occupied by Luo, Kikuyu, Luhya, Kamba and Somali communities, there is a need to promote amity and acceptance. To this end, Koch FM radio anchors therefore use phrases like *mtu nguyas* ('my person'), *chali yangu* ('my guy') and mzee wangu ('my man'). This encourages cross-ethnic acceptance and tolerance, which, in turn, promotes collective action and ownership of community initiatives, which are then viewed as home-grown solutions.

In terms of security, the station invites and hosts national security policy makers, past and present government officials, lawmakers and military personnel who contribute to discussions on the national security situation and assist the public to comprehend security affairs broadly. The community-driven initiative of reporting crime is given impetus by

the campaign christened *mulika mwizi* ('flash lights on the thief'), which advises residents not to protect criminals and their activities but to expose them promptly. This would aid police efforts of curbing crime in the slum and adjacent areas and enhance their own local security efforts through community policing.

Music and the Arts

According to Nyairo and Ogude (2005), popular forms are creative instances arising from the individual's attempts to formulate coping mechanism to come to terms with personal experiences. They are also able to inhabit different locales, to link individuals and generate audiences. This demonstrates their universality and ability to attract a following from a broad spectrum of fans. Music, therefore, has great potential in youth mobilization, the formation of networks, behaviour change communication and entertainment. The station promotes music and the arts by playing various songs by local artists who have become successful in the music industry. They also promote music by upcoming artists. For instance, one musician inspired by the ghetto radio says he changed his name to Ekoddyda to mask his ethnic identity because he was born and brought up in an inter-ethnic, highly-urban slum environment. The musician states that the youth should speak a neutral language and adopt neutral names. For instance, he has named his children 'I am Blessed' and 'Keep-It-Real'. Through such creativity, he hopes to give the new generation a neutral identity (Nyahero 2014). He says that Kenyan youth should be 'tribe-all' rather than tribal.

Music does not exist independently of other social, economic and political institutions. As a result, it may still be able to change the world as well as reflect it. Such popular forms have the capacity to forge, clarify and articulate the bond between cultural affairs and political existence. Through the themes of the songs, we hear of the issues and events that constitute people's experiences, history, current endeavours and future aspirations as well as the capacity of the music to drive and catalyze change. For instance, the popular campaign song adopted by the NARC campaign team was written by two college students from the Dandora slum that neighbours the Korogocho slum. The song became a national hit and acquired political relevance and acceptability across tribal and social barriers, although the title 'unbwogable' was a combination of Luo and English. Due to its unifying potential, the song was used by campaigners to mobilize millions of youth votes, because they could identify directly with its core message and tone that signified self-rediscovery and determination of future political and governance destiny.

Youth and Stakeholder Mobilization

The Koch FM radio station broadcasts messages that encourage discussions among community-based groups such as women's unions, youth groups and other community initiatives such as church groups to form collaborations through which information on funding opportunities from development partners, voluntary activities and civic education on governance and electoral processes can be undertaken expeditiously by utilizing the synergies built through social networks and propagated through channels such as media and music.

From the focus group discussions, it emerged that there is a network of reporters on the ground who ensure that information gathered on the ground projects an authentic and home-grown image of the lives and daily struggles of Korogocho residents. They, therefore convey verified information about Korogocho to the outside world. The tools of radio, community dialogue and education through radio are then utilized to communicate solutions throughout the entire community and stimulate debates and interaction between antagonist groups. In turn, this ensures peaceful coexistence and creates intra-and inter-group understanding.

Conclusion

Koch FM has adopted a practical approach to issues and sought practical and immediately relevant interventions that address issues of youth identity and enable youth to redefine themselves and steer their own destiny. For instance, through crime watch programmes, whereby instances of mugging and human rights violation are routinely and promptly reported by listeners to the station, community policing and collective community action are realized. Other core programmes, including advertising job opportunities in surrounding industries, combating idleness and unemployment, exposing the effects of drug abuse and promoting anti-HIV/AIDS campaigns, community health messages and human rights advocacy have great potential in redefining youth identity in the selected urban slum in the context of changes in technology and breakdown of traditional socialization patterns.

Despite the great strides made by the Koch FM project in youth empowerment, some logistical, financial and infrastructural challenges remain. These include high staff turnover of station volunteers, a lack of polished presentation skills and capacities and a lack of information on available community radio networks, their location and membership. Many of the presenters are not educated, hence the need for continuous capacity building. Since most community radio stations, including Koch FM, tend to

address the needs of groups at the bottom of the economic pyramid. They can therefore capitalize on spreading social messages at a fee on behalf of various organizations, including NGOs, government agencies and religious groups. Potential areas for further networking and training for youth through radio should target community mobilization, training in fundraising, outreach activities, social marketing, publicity and public relations, sustained efforts to increase listenership and participation, promoting community listenership through frequent road shows and availing free media instruments such as small radio receivers and promotional materials.

Peace promotion is key to the sustainability of Koch FM programmes. The best way to promote peace now, and in the future, i.e. sustainable peace, is to base peace promotion strategies on the youths' experiences and frames of reference and involve them in the implementation of such jobs and other social and economic activities and opportunities that will give them hope. The gap in peace interventions was that the youth were not affiliated with formal organizations. Youth are now provided with information on job opportunities and other social economic opportunities in and outside the slum area. This approach guarantees that the radio content and conflict resolution strategies developed by these youth will speak to the minds and address the needs of many similar youth in the slum and others in similar socioeconomic circumstances.

Notes

- 1. www.kochfm.org.
- 2. BBC Monitoring Africa 2006.

References

- Abdullah, I., 1998, 'Bush Path to Destruction: The Origin and Character of the Revolutionary United Front/Sierra Leone', *Journal of Modern African Studies* 36 (2): 203–34.
- Bennell, P., 2000, 'Improving Youth Livelihoods in Sub-Saharan Africa', Report to the International Development Centre of USAID.
- Communications Commission of Kenya, 2014, Radio Licensing Rules, www.cck.go.ke, accessed 2 May 2014.
- Chigunta, F., 2002, *The Socio-Economic Situation of Youth in Africa: Problems, Prospects and Options*, London: Longman.
- Curtain, R., 2000, 'Towards a Youth Employment Strategy', Report to the United Nations on Youth Employment, New York NY: United Nations, August.
- Daily Monitor, 2014, 'Kenyan Student Numbers in Uganda to Rise', 5 March, www. nation.co.ke, accessed 12 May 2014.

- Flavia, Y., 2012, 'Music and Youth Culture in Urban Kenya Today', *The People Daily*, 10 May.
- Githethwa, N., ed., 2008, 'The Way Forward for Community Radios in Kenya: Proceedings of the National Seminar Held in Nairobi on 25-26th June, 2008', Nairobi: *Econews Africa*, BBC World Service Trust and UNESCO.
- Kenya Community Media Network, 2014, 'Promoting Youth Networks in Kenya', www. kcomnet.org, accessed 10 July 2014.
- Kenya Youth Action Platform, 2014, 'Goals and Objectives', www.salto-youth.net, accessed 6 May 2014.
- Kenya National Youth Forum, 2013, 'Mission and Vision', www.tigweb.org/kenya-nat-youth-forum, accessed 21 June 2014.
- Koch FM, 2014, 'Mission and Vision Statement', www.kochfm.org, accessed 15 May 2014.
- Mkandawire, R.M., 1996, 'Experiences in Youth Policy and Programme in Commonwealth Africa', unpublished Policy Document Prepared for the Commonwealth Youth Programme Department.
- Mayor, F. and Binde, J., 2001, *The World Ahead: Our Future In the Making*, London: Zed Books.
- Mlema, P., 1999, 'The Crisis of Educational Institutions in Africa and the Vulnerability of Female Youth', paper presented at a Symposium on Youth. Cape Town, South Africa
- Nyahero, N., 2014, 'Youth, Politics and Empowerment in Kenya: New Perspectives', *Daily Nation*, 12 May.
- Nyambala, M.A., 2011, 'Community Radio as a Participatory Communication Tool in Kenya: An Audience Survey of Koch FM in Nairobi', unpublished M.A. dissertation, University of Nairobi.
- Nyairo, J. and Ogude, J., 2005, 'Popular Music, Popular Politics: *Unbwogable* and the Idioms of Freedom in Kenyan Popular Music', African Affairs 104 (145): 225–49.
- Poverty Free Kenya, 2014, 'Community Radios Empower Development in Kenya: The Case of Radio Lake Victoria', www.povertyfreekenya.org/youthempowerment.php.
- Waiguru, A., 2014, 'Kenya Job Creation Index 2014', Daily Nation, 15 May.
- Wincla, O., 2014, 'News and Views on Youth Identity in Urban Kenya', *Daily Nation*, 8 March.
- Waswalla, W., 2013, 'Community Radio Poised for Further Growth', The Standard, 6 January.



Protest Movements and Social Media: Morocco's February 20 Movement

Abdelaziz Radi*

Abstract

Historically, Morocco experienced large-scale political repression during the 1970s through the early 1990s. Through its actions, the regime repressed any claims aimed at challenging its authoritarian configuration of public space. Ironically, with the emergence of the 'February 20' movement, those claims were brought back again on to the political agenda. Born in the context of the Arab Spring, February 20 acquired legitimacy both nationally and regionally. Its use of civic and political forms of expression in order to conquer the social arena reflects not only a certain inefficiency of traditional representative bodies (political parties, official media and parliament) but also a relative emergency to convey their message. The leading technological means of communication used by the movement are Facebook, YouTube, Twitter, and blogs. The young used these tools not only to promote the movement per se, but also to facilitate its operational organization by informing policy makers, activists and even supporters of the movement nation-wide. This article tries to assess the extent to which the social media platforms utilized by the February 20 movement were a political game changer for a generation eager for freedom and change after decades of oppression in Morocco.

Résumé

Sur le plan historique, le Maroc a connu une répression politique à grande échelle au cours des années 1970 jusqu'au début des années 1990. Le régime a pris des mesures pour réprimer toutes les revendications visant à contester sa configuration autoritaire de l'espace public. Ironiquement, avec l'émergence du mouvement du «20 février», ces revendications ont été remises à l'ordre du jour politique. Né dans le contexte du printemps arabe, le 20 février a acquis une légitimité à l'échelle nationale et régionale. L'utilisation de formes civiques et politiques d'expression pour conquérir le domaine social reflète non seulement une certaine inefficacité des organes représentatifs traditionnels (partis politiques, médias officiels et parlement) mais aussi une urgence relative

^{*} Senior lecturer, Qadi Ayyad University, Marrakech, Morocco. Email: radiaziz@gmail.com

pour transmettre leur message. Les principaux moyens technologiques de communication utilisés par le mouvement sont Facebook, YouTube, Twitter et les blogs. Les jeunes ont utilisé ces outils non seulement pour promouvoir le mouvement en soi, mais aussi pour faciliter son organisation opérationnelle en informant les décideurs, les militants et même les partisans dudit mouvement à l'échelle nationale. Le présent article évalue le degré auquel les plates-formes de médias sociaux utilisées par le mouvement du 20 février ont changé la donne dans le jeu politique pour une génération avide de liberté et de changement après des décennies d'oppression au Maroc.

Introduction

For decades, many generations of Moroccan political activists and ordinary citizens waged battles against authoritarian institutions in unfriendly national and international environments. Historically, Morocco had experienced large-scale political repression during the reign of King Hassan II. Until the early 1990s, a political conflict pitted the monarchy against political organizations of the left.

The cause of disagreement consisted in the different conceptions both parties had regarding the system of political governance. The first conception evokes the monarch of postcolonial Morocco, or an authoritarian leader controlling institutional reform and political participation. The second conception suggests the emergence of a state that responds to the needs of its citizens and, importantly, a monarch that rules citizens rather than governs subjects (Cohen and Jaidi 2006:2).¹

Every time these political rifts occurred, the regime deployed its repressive arsenal to stifle all spaces capable of generating contestation. Known in the official discourse as the 'years of lead', such a period embodied a long and dismal era in the history of Morocco. Over the course of this period, Moroccans revolted several times, namely in big cities like Casablanca, Marrakech or Fez demanding democracy, dignity, freedom and social justice.²

Detentions, disappearances and torture were routine during the mid-1960s through the 1970s and late 1980s. Many have paid for the struggle with their lives. At that time, the activists did not have the high-tech communicative tools like social networks³ and Internet that would have allowed them to coordinate their actions and clarify their choices. Hundreds of volunteers had to spend whole nights drafting fliers by hand for distribution the following morning.

If the political claims were the outcome of the struggles initiated by activists in the past, the merit of the February 20 (F20)⁴ protest movement was to bring those same demands back on to the political agenda.⁵ Activism

and political involvement in Morocco came to occupy centre stage in current debates. Briefly, both movements relate to Moroccan contemporary protest history. While the claims remained identical, every generation was seeking to exploit the resources available to them. Thus, it helped add a brick to a large political building project.

This time around, February 20 kicked off the social, economic and political agenda in 2011. The activists who took the initiative to ignite F20 in Morocco at the beginning of 2011 aspired to create a revolt similar to those in Tunisia and Egypt. Later on, uprisings broke in Yemen, Libya, Bahrain and Syria. These popular movements confirmed the emergence of a new protest wave stretching across entire political regimes in the Middle East and North Africa. Such regimes essentially built their power on repression, cooptation, corruption and the absence of the rule of law.

The turmoil of 2011 was the product of a complex set of factors. Put simply, protests came to signal the bankruptcy of ideologies such as nationalism and socialism, which led to the erosion of state legitimacy in terms of an inclusive national and social project of development. Additionally, urbanization and globalization have not only inflated the size of popular expectations, but also underscored the failure of public policies to respond to them.

With the development of mass education and communication technologies, social maturation and political awareness took place. The youth voiced requirements for regaining a sense of social and national dignity through slogans expressed in a universal language: dignity, freedom, justice. It was a unanimous call against the humiliation felt under repressive authoritarian rule, arbitrariness, and lack of prospects for the young generations. Unlike in other Arab countries, the F20 protesters did not call for the fall of the regime, but rather focused on the end of absolutism, cronyism and corruption.

This article discusses the context of the emergence of F20, introduces the movement, considers its main components, presents its message, sheds light on its communicative strategy, analyses its merits, and, finally, explores its future role as a possible catalyst for change.

Presentation of the Movement

The Socio-economic and Political Context

The movement members were young and mostly unknown. They have arisen in the political arena in the aftermath of the demographic transition. They were mostly born in the 1980s/90s, and are among the 60 per cent of the Moroccan population who is under forty. They are the result of the demographic drop in the population growth rate and the decrease in the number of children

per household, with all the foregone qualitative consequences. Among these one can mention urbanization, rising educational standards, longer life expectancy, an ageing population, women's increased access to the workforce, rising divorce, declining marriage and growing bachelorhood rates.

They were the products of the social impact of the Structural Adjustment Program (1983–92) according to which harsh cuts affected vital public sectors like health and education. The families into which these young people were born suffered from the negative externalities of that programme. The latter induced a decrease in public investment, a severe rise in unemployment and poverty. Reversing the 1973 wave of 'Moroccanization', Structural adjustment included large-scale privatization of public services and signaled a significant withdrawal of the state from most economic activities.

Oddly, the Moroccan state had to implement structural reforms which 'challenge the authority and control [the state has] worked for decades to cultivate' (Cohen and Jaidi 2006:7). Ever since, Morocco has been 'trying hard to attract foreign investors to compensate for a shortage of domestic capital and to use international corporations as a gateway to foreign markets, notably Europe... the influx of foreign capital that was expected did not take place' (Layachi 1998:24).

The majority of the movement members grew within such an environment that shaped them. As the state became more remote, people bore the full brunt of the effects of globalization and Free Trade Agreements signed by Morocco with its main partners.⁷ This period also witnessed the rise of a new class of wealthy rentiers and 'businessmen'. The latter did not hesitate to exhibit indecently their wealth in a fundamentally poor Moroccan society with fewer employment opportunities at home and abroad. The intensity of frustration, notes Ted Robert Gurr, is the fuel of social movements (Gurr 1970).

The paradox between the skyrocketing costs of living and falling income, when available, drove scores of bitter young graduates into poverty, unemployment or the practice of a job that neither matched nor valued their university skills. Morocco's economic reform efforts have not materialized into concrete improvements in the living standards for all Moroccans.8 Unsurprisingly, there are gross income disparities across regions, between urban and rural populations, and between the urban rich and the further pauperized urban poor (El Aoufi and Bensaïd 2005).

This dangerous concentration of desperately poor people in big cities explains the 1980s and 1990s street riots and the foregone massive repression. Similarly, the subsequent protest movements and mobilization in the small towns of Bouarfa, Sefrou, Tata, Sidi Ifni, Al-Hociema, and Zagora reflected an intense feeling of frustration due to their socio-economic marginalization.

Despite its demographic importance, the youth turned into adulthood in a locked political system. It lives with the feeling that the political regime neither hears nor considers them. Marginality and humiliation afflicting the young constitute important grounds for engagement in protests. The new rising educated non-elite youth expressed a sense of belonging to some sort of 'useless Morocco'.

They were the products of a politically sealed horizon. For instance, the turnout in the 2007 elections was historically low despite an extremely expensive 'modern' advertising campaign. The general perception was that these elections did not respond to the real concerns of the people. More than two-thirds shunned the elections, as they always felt rejected by the institutions and the public policies emanating from them. Amongst the institutions, public school no longer represents the 'social elevator' it used to be.

The only thing left for young people to dream about was either to 'emigrate' or indulge in some type of informal occupation. Populations of 'different socioeconomic backgrounds are no longer connected through the primary myths and policies of nationalism' (Cohen and Jaidi 2006: 125-6). Economic liberalization has introduced 'new patterns of social marginality and [provided] space for new identity formation that rejects national identity and a national project of development' (Cohen and Jaidi 2006:43).

The wearing down of a national project of development undermined the legitimacy and authority of the state and led to the appearance of non-state actors on the socio-political scene. The logic of development, which favoured economic growth over social and human capital, only produced more exclusion and frustration. Actually, it is unthinkable to perceive of development in a society plagued with marginalization, poverty, corruption, impunity, lack of accountability, and subservience of the judiciary to the executive branch.

The belief that only economic growth would trigger an upgrading in social indicators paved the way for political support for any call to improve social conditions. Such a political voice for enhancing social conditions turned any control on political freedom into a public issue. For the young protesters, the Internet has been an instrumental catalyst using participatory media and social networks for political debates. With its modern, anonymous and horizontal nature, Facebook offered new forms of mass mobilization, which particularly affected this age range not prone to adopt the methods of past mobilization.

The Emergence of the Movement

In essence, F20 emerged from Facebook where it issued its initial statement for Moroccans 'to demonstrate peacefully' (Hammoudi 2012: 191–6). Its goal was to achieve large political reforms including a new constitution representing the 'real will of the people', and the dissolution of both the government and parliament with the formation of a transitional government. It originally consisted of three groups: 'Freedom and democracy now', 'People demand change', and 'For dignity, uprising is the solution'.

F20 managed to take to the street after the citizens gathered in the symbolic public squares previously defined through Facebook. During these rallies, the militants posted a collection of photos and videos immediately after they were taken. Thus, F20 reported not only its activities but also the flaws of the political regime, documented with both pictures and videos featuring information and follow-up issues of detention, torture and corruption. It used this strategy in order, on the one hand, to break the wall of fear among citizens who participated in the protest marches or were still reluctant to do so. On the other hand, by emerging from the virtual into the open public space, it confirmed itself as a political force to be reckoned with.

F20 carried out further discussions through Facebook over the weekend that followed its first demonstration. Following the baptism of fire, Facebook was then set to become a means for scheduling protests and disseminating the movement's video footage as well as a podium for the expression of its most urgent demands. Besides, it represented a platform for rich and heated discussions about the future steps to be undertaken and the best ways of achieving them. The strategic objective of the Facebook page (Ghonim 2012: 84) was to win support of Moroccan public opinion by: (i) convincing people to join the page and read posts; (ii) getting them to interact with the content by clicking the 'Like' button or leaving comments; (iii) leading them to implement their activism on the street.

F20 also sought to communicate with the youth¹² movements in the region in order to take advantage of their experience and acquire a regional dimension. Always padlocked by authoritarian practices, which pretend to speak on behalf of everyone, F20 devised a way to thwart censorship and challenge official narratives by co-producing dissident political content. Information was widely disseminated across the different branches (*tansiqiyyat*) of the movement on social networks. The activists themselves generated the content of these participatory patterns of information sharing.

However, no matter how critical, the potential offered by Facebook was not the exclusive cause of the protests. Rallies would be unthinkable

without the earlier political commitment of the F20 members. Nevertheless, although the use of Facebook certainly did not instigate protests, it shaped their organization. At an operational level, the actions of F20 focused primarily on a willingness to challenge authoritarianism. It planned neither to take power nor to promote a specific ideological or political agenda. The primacy of the demand for social justice contained in their slogans reflected this reality.

The occupations of symbolic public spaces country-wide were physical expressions of the popular dismay and disillusionment, which the F20 protest platforms conveyed. Such moves were essential ingredients for a real awakening and meaningful transformation of the political consciousness of the masses usually known for their passiveness and fatalism. Facebook was widely used by F20 as a carrier of new forms of organization of political commitment and participation. It laid the foundations for a much larger democratic expression. Facebook allowed the relocation into the virtual space of local events initiated by F20, especially those with a strong symbolic reach: the narratives of arrests and police repression.

The swift and massive propagation of information contributed not only to the building of indignation and convergence of opinions on social networks (the formation of consensus), but also triggered the potential for mobilization leading to the initiation of contestation (mobilization for action). Liberated through social networks, the voice of the movement became more audible. Hesitant critics no longer expressed their views exclusively in the private sphere. Nothing could be worse for the image of the regime abroad than public critical contestation.

F20 seemed to have learned more from Facebook about their ability to influence home politics than during decades of schooling. The movement's initiatives changed, at least initially, the dynamics of power between the regime and F20 in a truly unpredictable manner for the former. Fear switched sides. Through the depths of their despair, the youth of F20 offered the whole nation a lesson in hope, citizenship and political maturity heralding a process of transformation that has only just begun. They demonstrated that there were 'soft' ways and means to undermine authoritarianism.

Social platforms such as Facebook contributed greatly to the protest ethos of F20. Virtual networks may have transformed the nature of political and social confrontations. They helped F20 address the fundamental dynamics of change and power in a different way, all the more so because its structure offered a liberating potential for the political currents that compose it.

The Components of F20

The F20 movement¹³ was a new form of protest. It was not a labour, political, religious, cultural or reformist movement. It did not operate with the logic of a labour union because unions belong to a limited part of the citizenry, and represent sectarian demands. It imposed no entry barriers and unambiguously asserted its goal to change a corrupt and authoritarian regime.

F20 did not function like a political party. The masses in a party are limited to party members, sympathizers with its political line, or to the people who accept its leaders. The goal of the party is to win elections, access political power, and implement a particular political agenda. Eventually, the focus of the whole struggle is on a process where the party is itself nothing but a tool used to serve the broader interests of people. However, partisan logic has it that each party inevitably uses this struggle framework for the purposes of narrow partisanship.

F20 had room for neither party sectarianism nor leadership battles. Actually, non-partisan participants in the movement were averse to all sectarian partisanship and competition between parties. For non-partisan militants, they came to support the goal of overthrowing corruption and authoritarianism, not to shore up a particular party.

As a unique mass struggle movement, F20 gave a voice to the people without one. He Thousands of Moroccans broke the silence. They took to the streets to demand freedom, dignity and democracy. Until the recent past, people did not even dare speak about, let alone criticize, the monarchy. People were finally out and stopped saying that everything was fine. They were re-wired not to fear the regime. With unmatched political demands, F20 defined itself as an active political movement leading popular unrest.

The parties that composed F20, albeit to a modest extent, were the Moroccan radical left-wing parties such as the United Socialist Party, the Federal Congress Party, the 'Democratic Way', the Moroccan Association for Human Rights, the Amazigh Democracy Movement and the 'Vanguard Party' (*Hizb at-tali3a*), as well as other groups and small streams with a revolutionary orientation.

Additionally, the Justice and Charity Association (JCA) (*jama'at al-'adl wa-l-ihsan*) ¹⁵ Islamic movement participated in F20 and bore an important part of the logistical burden. ¹⁶ Actually, F20 derived its popular and organizational skills from the JCA without endorsing its ideological backdrop, while it adopted the radical left's communicative tone. Unsurprisingly, the most active militants in F20 belonged to the forces of the revolutionary left. Alongside the JCA, the parties of the left were therefore the basic political

components of F20, notwithstanding the singular ideological split of its members. They all aspired to achieve societal, democratic and revolutionary changes in tune with their publicly declared goals. The organizational makeup of F20 translated into its protest messages.

The Message of the Movement

F20 threw a big stone into the Moroccan political 'swamp'. While not totally novel in their nature, the claims expressed by the movement were an unprecedented blend of social, economic and political demands. These can be summed up as follows:

- a democratic constitution to be drafted by an elected constituent assembly reflecting the genuine will of the people;
- dissolution of both the government and parliament and the formation of an interim transitional government subject to the will of the people;
- independence and impartiality of the judiciary;
- the trial of those involved in corruption cases, abuse of power, and looting of the country's resources;
- recognition of *Tamazight* as an official language alongside Arabic and consideration of the specificities of the Moroccan identity in language, culture and history;
- release of all political prisoners, prisoners of conscience and prosecution of those responsible for their detention;
- immediate and comprehensive integration of the unemployed in the civil service through fair and transparent competitions;
- ensuring a dignified life by reducing the costs of living and increasing the minimum wage;
- enabling all citizens to access social services and improving their costeffectiveness.

F20's political slogan embodied these claims: 'Parliamentary Monarchy'. Its ceiling of demands amounted to a political transition from an executive to a parliamentary monarchy where the king reigns and not governs, thereby giving all power and sovereignty to the people. The movement highlighted the big divide between mainstream electoral politics and the main street. Often accused of suffering from political lethargy, the movement proved that the young were able to respond to all the forces calling for reforms.¹⁷ F20's credo was: Moroccan youth are politicized, but have refused to take part in a 'corrupt political system'.

Weekly protests in the public street were the form the movement gave to that political message. F20 considered it was a legitimate right for the Moroccan youth to demand reforms that would ensure democratic transition, which turned over the years into a slogan bereft of any tangible political content. It conveyed the message that young people had the right to express their aspirations in outright defiance of any form of tutelage. Indeed, 'Contemporary protest societies . . . are characterized not only . . . by the proliferation of itemized protest against virtually any political decision but also by a confusing complementarity between bottom-up campaigns for radical change emerging from new radical action networks and top-down campaigns for radical change emerging from governments' (Blühdorn 2007: 3). ¹⁸ Throughout its different protest campaigns, the trilogy of 'freedom', 'dignity' and 'social justice' was F20's defining message. It developed communication strategies and implemented tactics to improve forms of protest in an attempt to remain close to its base and consistent with its initial founding Facebook manifesto.

Communication Strategy

The slogans of F20 faithfully translated its public communicative strategy. Islamist lexicology was totally absent from its slogans. The latter positioned themselves midway between the legacy of previous struggles and the formulation of a new phraseology signaling the peculiarity of F20. Gradually, the movement's coordinators created slogan committees that worked to develop, homogenize, and organize effective new slogans during public appearances.

F20 was particularly cautious in preventing spillover effects between oral protest slogans and slogans directly attacking the sacred figure of the king. In this regard, F20 never adopted the famous expression 'Down with the regime' that flourished elsewhere in the Arab revolts This slogan was often replaced by less radical formulations such as 'Down with despotism', or 'Down with corruption'. The conveyance of protest slogans by F20 echoed popular melodies that were part of the emotional register of Moroccans. F20 skillfully dosed the emotional fiber to arouse and optimize the sympathy of public opinion, thereby making violent police repression even more shocking.

In essence, F20 undertook a peaceful and professional communication strategy. It was imbued with a touch of Moroccan creativity. The movement immediately conducted communication in classical Arabic, but not only. It drafted news items and slogans in Standard Arabic. However, their eagerness to target a larger audience also compelled them to use both colloquial Arabic and French. Often, the militants drafted banners in two languages 20 as

if the messages were also destined for external consumption. The *Amazigh* alphabet (*Tifinagh*) was present in the communication strategy of F20, though was not particularly visible especially in big cities.

Remarkably, 'Arench', a mixture of Arabic and French, emerged on banners as well. This 'language' frequently used by private radio and the Moroccan street not only created 'bilingual illiterates', but also translated a certain pride towards national languages. The same linguistic register used in folk art, like Moroccan rap, was utilized in view of its growing popularity and appeal among the younger generations.

The same 'linguistic cocktail' appeared on social sites such as Facebook, Youtube, Twitter, and blogs.²¹ Arab Spring lingo thus turned protests into a mobile political culture travelling at a blinding speed and bringing with it groundbreaking slogans demanding immediate change. Forsaking their wall of silence and collective fears, young people found on the social networks spaces for dialogue that 'politics as usual'²² was unable to provide. Fear of politics ingrained in their minds, the debate distorted by self-censorship and political waffle suddenly gave way to individual freedom that eventually generated a vibrant public space. Enthralled by dynamics created by the collective migration onto the virtual platforms, F20 had the merit of emerging into the public space whenever the opportunities arose.

The Merits of the Movement

Born in the context of the Arab spring, F20 acquired legitimacy nationally and regionally. F20 managed to build a two-fold protest ethos. The first was based on economic and social demands drawn from the daily lives of Moroccans such as the high costs of living, unemployment, corruption, health and educational crises.²³ It also sought to focus on the call to revisit the major political orientations of society and challenged the dominant traditional model of power. It stirred a rather stagnant Moroccan political life.

Within months, the movement's protests yielded a swift reaction from the establishment that nobody could have predicted. F20 compelled the regime to change its political agenda²⁴ to declare a constitutional amendment and a package of reforms, which, at least in the short or medium term, were unthinkable. A couple of weeks after the first protests, King Mohammed VI gave a speech on 9 March 2011 where he launched the long awaited project of constitutional reform.²⁵

F20 created a new alignment between the political components of society and its intellectual elite,²⁶ regarding which positions to adopt in support of or in opposition to the popular protests. On the media front, the

movement recommended a real liberalization of the public media landscape. Its objective was to create a space for democratic debate and put an end to the manipulation, dumbing down and monopolization of public opinion carried out by the official media.

It confirmed that the current institutions were too flawed to count on any reform from within.²⁷ It pointed out that elections were illegitimate at the level of participation, mechanisms and results; elections only yielded sham institutions directly following the regime's instructions. Consequently, people massively abstained from political participation, as was shown in the September 2007 low participation rates (NDI 2007: 2; NDI February 2008).

F20 gave legitimacy to peaceful popular protests, snatched the right to demonstrate in the street, and showed great political maturity for maintaining peaceful demonstrations. It ushered in an unprecedented public debate focusing on political taboos such as the king's sanctity, power, wealth, corruption, allegiance and accountability.

F20 responded with the same weapons as the regime that was hit by a profound de-legitimization. In the movement's slogans, the regime's legitimacy was no longer linked to the struggle for independence or economic reforms but to terminating the era of impunity and privileges. This bottom-up shift in the reallocation of legitimacy signaled the obsolescence of old methods of governance and the inauguration of a new era that would give predominance to the people.

The Future of the Movement

Each social movement is the product of its context. F20 turned its marginality into a combat resource. It chose new forms of struggle inspired by the idea that was the cornerstone of the issuance of the first Facebook call for demonstrations in February 2011. The movement shifted from the virtual into the physical space in order to put pressure on an authoritarian regime.

Born after the fall of the Berlin Wall, movement militants found themselves amidst a fast, free and mobile virtual community. Open and faithful to the dynamic of the exchange of ideas, some of them took part in F20. They expressed their hope to live in a political setting different from those experienced by previous generations of Moroccans.

Three years later, the time of the ardour of protests gave way to a period of analysis and reflection. F20 was no longer in a position to carry on its intensive political street rallies. They reached their peak in 2011. Yet, F20 should not be cheerfully dismissed for that matter. Certainly, the constitutional amendment, among other exogenous factors, significantly

weakened but did not totally wipe out F20's core message. Their 'leaderless' structure of protest proved less of a managerial burden but eventually exposed the movement to political retrieval and repression.²⁸ Intrinsically, the lack or absence of political skills of many rally leaders nationwide also took its toll on F20.

F20, which began spontaneously and without political umbrellas, mutated into a stage for uncompromising discourses, presenting themselves as revolutionary agents seeking radical change. Given these breakdowns, it became the target of attacks from traditional mainstream parties, which sided with the regime. In spite of these severe blows, the movement did not completely withdraw from the political field. The core claims upon which F20 had founded its struggle ethos are still looming. For a movement that lasted barely over a year, activists from its different branches submitted their experience for criticism, examination and analysis. Considering F20's militant line, five main phases could be distinguished.

The first was the stage of the monthly marches dominated by their political nature under the banner of 'parliamentary monarchy' before it was offset by the popular slogan of 'democratic constitution' in the hope of drawing the largest number of militants to the marches.

The second phase ushered in the transition from political to social slogans. They were formulated in a simple language that common people could both understand and respond to. F20 organized weekly marches in popular neighbourhoods. These marches aimed at broadening the base of participants. They sought to secure the contribution of a 'critical mass' with the hope of granting F20 a popular character. However, the participation of the masses remained symbolic. Decades of repression meant that any call for rallies against authoritarianism received a mild welcome.

The third part was 'defensive'. The activists tried to isolate and play down the series of institutional reforms laid down in the king's 9 March 2011 discourse. The aim of the activists was to discredit, de-legitimize and eventually shun the official plan for reforms. Nevertheless, as F20 militants started to lose steam, they realized that their mission was to supervise protests rather than demonstrate on behalf of the people.

The fourth period followed the completion of the ratification of the July 2011 constitutional referendum. Predictably, the movement acted as if nothing significant occurred and continued to re-iterate the same demands mentioned in the initial phase mentioned above. In the aftermath of the November 2011 elections, a new government emerged. A large segment of the population expressed the hope that the Islamic-led coalition government would improve their living conditions. F20 experienced the withdrawal of part of its main

supporters. In this context, the claims of toppling a newly elected government emerging from the leading opposition and taking office for the first time appeared all the more uncanny as it was regarded as promising by many.

Finally, the fifth stage, where F20 needs to show special political edge in order to cope with the new sobering realities. No matter how convenient it appears, the idea of focusing the attacks exclusively on the government, led by the PJD (Justice and Development Party), may ultimately serve the opponents of democracy more than benefit F20 itself. Additionally, in its eagerness to accommodate the monarchy, each time the current government comes under heavy fire from its political opponents, it systematically blames them for seeking to jeopardize the fragile national political unity and stability. Having regularly experienced such assaults itself, F20 could not afford to lose more ground keeping in mind the ongoing crackdown campaigns from which its members still suffer.

Until there is evidence to the contrary, the best option for F20 seems unlikely to be the easiest. Self-reflection is as mandatory as a profound change in political strategy is unavoidable. Mobilizing and planning to change a composite society one does not thoroughly understand surely leads to political suicide. Furthermore, such understanding does not happen overnight. Unmistakably, it makes sense to reprimand a movement of just about a year-old for what it has failed to accomplish. However, perhaps it makes more sense to point out that F20 significantly contributed to reconcile Moroccan youth with politics, unleash a level of political debate, and raise the ceiling of political demands and awareness. It represented a weapon of mass denunciation expressed in an unusual language of protest. The movement was mainly driven by the disillusionment with 'politics as usual' driven by the cosmetic concessions of the regime and echoed by traditional parties.

Currently, the political debate across television screens that transmit the parliament sessions is, by many accounts, unable to provide an appetizing recipe even several years after the peaceful rallies of F20 and the 2011 constitution, which granted unprecedented powers to the president of the government. In parliament, the opposition says the government failed, while the government responds that it has accomplished many things for Moroccans despite its suffering from 'pockets of resistance'. In his recent televised mid-term address before MPs, the president of the government could not specify the nature of the social and political reforms he had achieved. Meanwhile, the growing problems Moroccans experience on a daily basis do not make his case any stronger.

Far from the spirit of democratic accountability and control, most parliamentary debates amount to firing sound bombs that create moments of short-lived political shows. Every politician in Morocco today pays lip service to the idea that their party sides with the 'concerns of the street' and with the 'interests of Moroccans', while no one knows the truth about the positioning of the Moroccan street. If it is easy to credit it all to F20, it seems hard to deny the movement some political dividend in the near future.

Maybe one should not underestimate its ability to regroup and morph into a political structure, provided it corrects its course of struggle and liberates itself from the ideological remoteness that drove away its hub supporters. The movement is called upon to express the concerns emanating from the street, which have now acquired both the momentum and courage to cry out in the face of injustice. Such a call implies revisiting the country's time-honoured democratic transition that began with the socialist government of the first political alternation in 1998, but has been at a standstill since then.²⁹

Conclusion

At this stage of the research, it is difficult to provide a thorough and appropriate assessment of a movement over the course of such a short but eventful period. As inspiring as they are unsettling, protest movements such as F20 do not operate in a vacuum. The regional context played a significant role in igniting the protests in Morocco. There is no denying that communications technologies challenged the power of regimes to rein in protests within a local framework.

Nevertheless, in itself, the availability of social media is neither necessary nor sufficient to incentivize collective action in undemocratic societies. It would be premature to overstate the virtues of social networks by presenting them as the main cause of the protest ethos of F20. Nevertheless, it would be equally inaccurate to deny their role as powerful information instruments, which served as engines of protest and mobilization. F20 was able to use such communicative power to put pressure on the regime with the aim of producing fundamental political changes.

The utilization by the movement of these social networks as a rare space of freedom, where everyone could learn and communicate, eventually proved effective. Through Facebook, for instance, the youth realized that they not only shared similar views but that they were also not alone in their ordeal and struggle. They tilted the balance in their favour by making public a series of scandals and abuses that were embarrassing for the regime. Through an increased de-legitimization of the regime, they highlighted the lack of separation of the three branches of power, rampant corruption, cronyism and the existence of an ageing political class disconnected from the realities. Economically and socially, F20 conveyed the impoverishment of the middle class, a deficit in social justice, and growing unemployment for a predominantly young population.

The movement capitalized on these networks to convince as many people as possible to move from the Internet to the streets. In this regard, Facebook was the means of gathering the youth of F20 around a common cause. Undoubtedly, with social networking, the dynamics of protest movements significantly mutated. These networks liberated public discourse and made audible divergent overtones in a political setting riddled with thought orthodoxy.

This article has attempted to elucidate the emergent background of F20, describe the movement, understand its message, spell out its communicative strategy, evaluate its merits, and, finally, investigate its future role as a possible catalyst for change.

For the sake of an accurate understanding, it is important to put F20 into a global historical context. After decades of political repression, Morocco undertook political and economic reforms most of which were imposed by international financial and human rights institutions. However, these reforms proved too costly for the Moroccan state to sustain. On the social front, such economic policies marginalized large segments of the population. By equating market integration with development, these reforms were hailed as a solution to poverty.

Hampered by inadequate economic resources and pressured by creditor states, Morocco moved towards more state retreat from the provision of basic public services. The consequence was the exacerbation of social inequalities in terms of income distribution and access of Moroccans reliant upon public support. Prioritizing economic growth over social development only generated more unemployment, poverty and exclusion, thereby challenging the capacity of a national development project to include all communities. Such a political tone for improving social conditions invited political freedom into the public debate, namely with the explosion of social networks.

Emulating the Arab Spring, non-state actors such as F20 made urgent social, economic and political demands, which the regime translated into a new constitution. Early elections took place, an Islamist-led coalition government from the opposition took office, some political prisoners were freed and the populace began to foster new hope. Although F20 continued to ignore these events, it could barely deny it lost its core supporters. The political ambition of F20 was conceivably bigger than its capacity to mobilize for its cause.

Consequently, many have already considered F20 past history. But unless one undervalues F20's socio-political outcome, its message has lost nothing of its original appeal. It communicated the regression of values of domination

by the vibrant youth, connected the dots between the rising new media and a much broader process of democratization. The movement challenged an unsubstantiated notion according to which traditional elites confined youth more to an age cohort than to a category of political participation. It confirmed that there is an urgent need to rethink views on youth.

In the aftermath of its perceptible decline, F20's popular demand for change has remained unanswered. Key socio-political transformations bring about both hope and fear. Wary of the sweeping change the F20 movement proposed, Moroccans saw in the PJD the most credible political alternative to respond to their claims. At mid-term, however, the PJD lost much of the political 'virginity' and credibility it once enjoyed. The PJD appeared as the ultimate firewall of the regime. It has come to be organically identified with it and thus alienated many of its grassroots' followers. Ironically, the ability of any political entity, beyond F20, to mobilize Moroccans around a common cause rebounds.

In the meantime, the remaining F20 members also took a dose of their own medicine by gathering in Rabat to weigh up the itinerary of their movement. As mentioned earlier, five stages were distinguished from F20's first Facebook call for demonstrations to its present status. The movement watered down the idealism and hubris of its early protests. It concluded that losing a battle did not amount to losing a war against authoritarian rule. The rallies revealed the frailty of authoritarianism before the unexpected power of the street. It breathed life into a dream of Moroccan youth demanding change.

Arguably, the movement lacked effectiveness as it relied more on boycott than it did on participation from within the existing institutions against which it built its protest ethos. Yet, its ideas would keep constant pressure on the regime against any temptation to roll back into past practices that hitherto managed to extend the status quo. It underlined the regime's strategy of maintaining absolutist rule with minor changes instead of engaging in extensive political reforms. The regime fears these reforms might inexorably jeopardize its power. Predictably, F20 dismissed the king's carefully calibrated top-down reforms as window-dressing calling them 'façade democracy', doing too little too late.

There are already foreboding signs that demands for change will only become more compelling. The wave of social protests is far from being in the rear view mirror. As anyone who has been centrally involved in crisis situations will tell you, battlefield medicine is never perfect. There are no easy quick fixes to the speed, virulence and magnitude with which the current social, economic and political problems are spreading. The

core expectations that Moroccans had for the country following colonial independence remain, to date, fundamentally unaddressed. Therefore, a genuine political paradigm shift seems as necessary as it is inevitable. Perhaps the time has come for Morocco to confirm that is not the only country to believe in its exception.

Notes

- 1. In Morocco, Daadaoui argues, 'the dual nature of the state developed through the various stages of state formation is reinforced by a process of ritualization of political discourse. This means that political authority and power in Morocco are subject to a constant influx of sociocultural symbols that garner great societal significance. The ritualization of the political discourse serves to pacify and weaken oppositional forces in Morocco, while empowering the monarch as the epitome of the nation to rule unchecked' (Daadaoui 2011:73).
- 2. Back in 1856 Alexis de Tocqueville already wrote that 'despotism, far from struggling against this tendency (the confinement in a narrow individualism where all public virtue is stifled), makes it irresistible, because it strips citizens of any common passion, mutual need to communicate, opportunity to interact together; [despotism] walls them up, so to speak, in private life' [author's translation].
- 3. The concept of 'social network' means a set of individuals, associations or organizations that meet with a common goal of acting together for a cause. In sociology, this notion is used to examine the relationships within a group and understand the way it operates. In the 1990s, the concept also referred to the social networks on the Internet where individuals can express themselves and build 'virtual relationships' with other users.
- 4. For convenience purposes, I refer to the February 20 movement as F20.
- 5. 'Ruling elites from Morocco to Bahrain have learned to contain popular demands, reassert control over restive societies, and recalibrate ruling formulas to limit the revolutionary potential of protest movements' (Heydemann 2013:61).
- 6. The primary purpose of structural adjustment was 'to bring about economic growth through a market economy that encourages private investment, diminishes state economic involvement, liberalizes commerce, entices foreign investment, and promotes exports' (Layachi 1998:21).
- 7. Politics alone does not explain these revolts. Indeed, globalization and free trade have not kept their promises. Stiglitz made clear that the West told underdeveloped countries that the new economic system would provide them with unprecedented wealth. It brought unprecedented poverty instead. Economic globalization has deepened the rift between North and South and between the wealthy classes and the deprived in the countries of the South. Strengthening dependence, structural unemployment and the dominance of the rentier economy are the visible consequences. The Arab world, with its oil revenues provided to states, is being hit hard by these repercussions (Stiglitz 2002: 3–8).

- 8. It would be interesting to explore two basic aspects of the 'upgraded' authoritarian conception of change. The first relates to the role of authoritarianism in determining the forms taken by the changes during the paradigm shift from a locked political system to the discourse of the 'promotion' of democracy. The second is the relationship between the processes of democratization and economic reforms. According to Steven Heydemann, this process of adaptation and change among Arab regimes signals 'the emergence of new patterns of authoritarian governance that have reduced the vulnerability of Arab governments to pressures for political and economic reform, and equipped them to capture and exploit the gains from economic openness and technological innovation. These trends also make Arab regimes able to mitigate at least some of the social and political pressures associated with the sense of stagnation, vulnerability, and insularity that have long been evident in Arab perceptions of their own circumstances. Upgrading has been effective in part because it has delivered visible, meaningful benefits to Arab societies, even as it reinforces existing regimes. Not least, it has provided the framework through which Arab leaderships have extended and reinforced the social coalitions upon which their regimes depend' (Heydemann 2007: 27).
- 9. No social movement can emerge if it does not have a minimum of political opportunities. The study of the environment is an issue that is structuring the activity of the protesters. Sidney Tarrow defines the concept of political opportunities as based on five factors: i) the degree of closure or opening of the political system; ii) stability or instability of political alignments; iii) the presence or absence of allies and support groups; iv) the division of the elite or their tolerance for protest; v) the government's ability to initiate policy (cited in Fillieule 1993: 48).
- 10. 'For some years now, it has been apparent that a great many of the new regimes are not themselves democratic, or any longer "in transition" to democracy. Some of the countries that fall into the "political gray zone ... between full-fledged democracy and outright dictatorship" are in fact electoral democracies, however "feckless" and poorly functioning, but many fall below the threshold of electoral democracy and are likely to remain there for a very long time.' (Diamond 2002: 23)
- 11. Actually, a whole body of literature on economic liberalization under authoritarian regimes suggests that the latter is not conducive to democratization: 'Many saw the liberalization taking place in MENA countries as essentially a façade whereby authoritarian elites conceded the bare minimum necessary to appease critics. Though some maintained that elites might not be able to control the openings that they created, as time wore on, it appeared that the authoritarian regimes that liberalized were becoming *more* stable, not less. The adoption of liberal institutions, it has been argued, was part of a process of "authoritarian upgrading" where regimes responded to social and economic pressures by changing their modalities of control.' (Ahmed and Capoccia 2014: 6)
- 12. The concept of youth is complex as it is neither static nor homogeneous. The centrality of the concept refers less to the inherent characteristics linked to their category (those aged 15–25) than to the construction of youth through

- socialization institutions such as family, school and job market: 'it is not the relations between ages that create change or stability in society, but change in society which explains relations between different ages' (Allen 1968: 321).
- 13. Though we are using here the concept of 'movement' in its loose sense, we should distinguish it from other social modes of expression. The concept of 'riot' is defined as the negation of the concept of social movement. It means a collection of violent collective ephemeral, unorganized action, with neither leadership nor accurate social demands. This is the opposite of a social movement. If the social movement (labour unions) is devoted to the defence of specific material interests, the concept of popular movement described here refers to a movement where the core issues are still about bread and butter issues, particularly access to resources. In many cases, the actors involved are the underprivileged, the marginalized, workers and poor farmers. These popular movements carry the hope that democratic structures will remove oppression, allow participation and hence overcome many of the socio-economic inequalities.
- 14. Alain Touraine specifies that 'the concept of social movement is only useful if it serves to highlight the existence of a particular type of collective action, through which a specific social category challenges a form of social domination, both general and particular, and calls against it to values in the general direction of the society it shares with its opponent in order to deprive the latter of legitimacy' (1997: 118) [author's translation].
- 15. From now on, for convenience purposes, I refer to *jama'at* al-'adl wa-*l-ihsan* (Justice and Charity Association) as the JCA.
- 16. The JCA withdrew on 18 November 2011, although none of the objectives of F20 had yet been achieved. Such a move showed that the JCA movement took part in F20 insofar as the latter served its political agenda.
- 17. Decades of political and economic reforms left the powers of the monarchy intact. As Lise Storm points out, there are 'no guarantees to the outcome of any political reform process, nothing is certain. However, it seems more than probable that if Morocco begins with a reform of the party system, then a reform of the political system will follow. On the other hand, if the reforms sought were introduced in the reverse order, it is doubtful whether reforms to the party system would be carried out as the pressure on the parties to adopt and implement such reforms would have almost vanished with the King losing his political powers. Moreover, as the King is strongly against substantial reforms to the political system and the population has not been mobilized behind this campaign, it seems unlikely that such reforms are going to take place in the near future' (Storm 2007: 172).
- 18. This radical change represents a significant transformation of protest politics: the mobilization of a disempowered and excluded minority against the traditional centres of power.
- 19. The content of protest slogans itself is the subject of tough negotiations between competing ideological trends and leaderships. The wording of protest slogans is not an opportunity for the emergence of new leaders, as much as it confirms and reinforces political pluralism inside F20:

- 20. Ya makhzan ya jabaan sha3b al maghrib laa yuhaan (Oh makhzen Oh coward Moroccans are not to be humiliated); ya 3aalam shu:f shu:f al maghrib mahku:m bi al khawf (Oh World Look look Morocco is ruled by fear); jamaahir tu :ri tu :ri 3la annidaam addiktatu :ri (Oh people revolt revolt against the dictatorial regime); wakhkha ta3ya ma Tfi gha tsh3al 3atsh3al (However hard you try to put the fire out, you won't succeed); hiyya naar al jamaahir naar qwiyya gha tsh3al (Tis People's fire, a strong fire that would form a flame); al huku :ma msha :t uw jaat uw al Haala hiyya hiyya (Government comes and goes but our conditions are always the same); 3ayyituna bi ashshi:3a:ra:t uw Hna huma addaHiyya (You've worn us out with slogans and we're always the victim); al hukuma barra barra (Government Out); al barlaman barra barra (Parliament Out); ya maghribi ya maghribiyya (Oh Moroccan males and females); al jihawiyya 3lik uw 3liyya masraHiyya (Regionalism is but a head game on you and me); ha :dihi ira :dat al jamahir la : budda min attaghyi :r (Tis the will of the People change is inevitable); ashsha3b yuri :du isqaata al fassa :d (The People want to down corruption).
- 21. 'The Moroccan linguistic market ... is marked by the diversity of languages. Linguistic varieties present are prioritized so that the speakers, guided by their linguistic habitus (see Bourdieu 1982), aspire to the mastery of socially valued language products. There is then a strong competition between languages, namely Tamazight (Berber), standard, colloquial Arabic and foreign languages including French, Spanish and even more nowadays with English. The conflicts between these languages are sometimes latent and sometimes overt, according to the power positions implied by the social uses of these languages through the social practice of speaking subjects. The linguistic market is thus the setting for the symbolic violence that takes place within the context of diglossic or even polyglossic linguistic relationships between the languages in competition. These relationships are in constant entropy in the social field and are underpinned by issues related to the ownership of symbolic capital.' (Boukous 2005:86) [author's translation]
- 22. 'A form of protest that is becoming increasingly widespread is blogging. The number of bloggers is high and growing in most Arab countries. Governments fear them and try to control the internet. Blogging is related to some extent to the youth movement as bloggers tend to be young and youth movements use blogs as a form of communication. Bloggers are effective in disseminating information, spreading the word when protests are being planned, and circulating audio-visual materials documenting the excesses of governments and their security services.' (Ottaway and Hamzawy 2011:12)
- 23. 'People have become sceptical of the ability of traditional political parties to make any difference in their daily lives. In fact, Moroccan political parties are 'conservative in the face of a society yearning for change, and have lost much of their power to mobilize and articulate societal interests' (Layachi 1998:39).
- 24. '[M]iddle [class] and upper [class] families, who are dissatisfied with the public educational system, enrol their children in private schools or in the French "mission" to guarantee them good mastery of the French language and better job prospects' (Boum 2008:214).

- 25. The decision of authoritarian rulers to comply with the new rules of the democratic game produces political incoherence for the former. In fact, 'the coexistence of democratic rules and autocratic methods aimed at keeping incumbents in power creates an inherent source of instability. The presence of elections, legislatures, courts, and an independent media creates periodic opportunities for challenges by opposition forces. Such challenges create a serious dilemma for autocratic incumbents. On the one hand, repressing them is costly, largely because the challenges tend to be both formally legal and widely perceived (domestically and internationally) as legitimate. On the other hand, incumbents could lose power if they let democratic challenges run their course. Periods of serious democratic contestation thus bring out the contradictions inherent in competitive authoritarianism, forcing autocratic incumbents to choose between egregiously violating democratic rules, at the cost of international isolation and domestic conflict, and allowing the challenge to proceed, at the cost of possible defeat' (Levitsky and Lucan 2002:59).
- 26. While the president of the government and parliament were somewhat enhanced under the new constitution, preponderant executive authorities remained in the hands of the king. For example, the king:
 - continues to appoint the prime minister, although he is now required to choose a member of the party with the highest proportion of the vote in legislative elections (art. 47);
 - continues to appoint government ministers, although he is supposed to do so based on a proposal by the prime minister (art. 47);
 - retains the authority to fire government ministers (art. 47);
 - continues to preside over cabinet meetings and retains the authority to convene such meetings (art. 48);
 - retains the ability to dissolve parliament (art. 51);
 - remains commander-in-chief of the armed forces (art. 53);
 - continues to accredit all ambassadors and to sign and ratify treaties (with certain exceptions that require parliamentary approval) (art. 55);
 - continues to exercise his powers via decree (art. 42); and
 - remains the country's supreme Islamic religious authority as 'Commander of the Faithful' (art. 41).
- 27. Parties and the political elite, according to Rémy Leveau, allowed the central authority to use tribal structures to control the countryside. The traditional system works well inside the modern one. True legitimacy goes to those who are able to accumulate historical and traditional attributes, more than just modern ones (Leveau 1985:236). However, a rising educated, urban middle class has gradually become an important actor in the social system, increasingly replacing rural support for the monarchy.
- 28. In this regard, the experience of political alternation in 1998 had been disappointing for Moroccans dreaming of a better future. And even the Prime Minister of the time, Abderrahmane Youssoufi, who 'had been willing to work within the system, felt greatly deceived when that same system failed to deliver

- on its promise of openness' (Layachi 1998: 86). It is a fact of Moroccan political life that the Moroccan monarchy has always ensured full control of the electoral rules (i.e. division into constituencies) to prevent any possible landslide victory of a given party, which would allow it alone to have a majority in parliament.
- 29. Driven by a kind of 'political purity', F20 refused from the outset to enter openly into the political game; this was one of the major vulnerabilities of the movement. Admittedly, frustration and resentment were conveyed by the heterogeneous hotchpotch, which forms F20. Nevertheless, the lack of stable, coherent and strong leadership made it permeable to any tactical infiltration, which complicated its approach towards a possible reconfiguration of power relationships. The utilization of social networks is then a double-edged sword for F20 militants since the use of these services increases their exposure. The supervision of social networks by the authorities depends on the nature and level of the threat. Clearly, a complete block of social networks is inadequate when the potential threat comes from small groups. In the struggle between the security services and the movement, the authorities did not cut Internet connections. Instead, it seemed likely that they adopted a different strategy, which consisted of infiltrating these networks and screening their communications. It would be interesting to examine more closely this aspect of the relationship between the regime's attitude and the movement.
- 30. The emergence of F20 in 2011 underlines the limitations of the reform momentum undertaken by the regime since the early 1990s. If these reforms were able to smooth out the explosive potential of previous political claims, they have not really responded to the issues raised a decade later by F20 (Hibou 2011: 3). Hence, there is no straight line moving from authoritarian rule into resolutely democratic progress. Domestic politics remains subject to the ruler's disposition, which would entail either backpedalling or gradual withdrawal of any announced in-depth reform 'one where progress is followed by retrogression, that is, reversal or partial reversal

References

- Ahmed, A. and Capoccia, G., 2014, 'The Study of Democratization and the Arab Spring, *Middle East Law and Governance* 6, Koninklijke Brill NV, Leiden, p. 1–31.
- Allen, S., 1968, 'Some Theoretical Problems in the Study of Youth', *Sociological Review* 16 (3): 319–31.
- El Aoufi, N. and Bensaïd, M., 2005, *Chômage et employabilité des jeunes au Maroc*, Geneva: BIT.
- Arieff, A., 2011, *Morocco: Current Issues*, Congressional Research Service, 20 December, pp. 1–26, http://www.fas.org/sgp/crs/row/RS21579.pdf.
- El Ayadi, M., 2005, « La note de travail », in El Ayadi, M., Bourquia, R. and Darif, M., *Etat, monarchie et religion*, Collection 'Les cahiers bleus', No. 3, Février, p. 10–30.

- Blühdorn, I., 2007, 'Social Movement Studies', *Journal of Social, Cultural and Political Protest* 6, May, (1): 1–20, University of Bath.
- Boukous, A., 2005, 'Dynamique d'une situation linguistique : Le marché linguistique au Maroc', www.rdh50.ma/fr/pdf/contributions/GT9-5.pdf.
- Boum, A., 2008, 'The Political Coherence of Educational Incoherence: The Consequences of Educational Specialization in a Southern Moroccan Community', *Anthropology and Education Journal Quarterly* 39 (2):205–23.
- Clément, W. J., 1975, 'Le Commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite', *Revue française de sociologie* 16 (2):257–64.
- Cohen, S. and Jaidi, L., 2006, *Morocco: Globalization and its Consequences*, New York NY and Abingdon: Taylor and Francis.
- Daadaoui, M., 2011, Moroccan Monarchy and the Islamist Challenge: Maintaining Makhzen Power, New York: Palgrave Macmillan.
- Diamond, L., 2002, 'Elections without Democracy. Thinking About Hybrid Regimes', *Journal of Democracy* 13 (2): 21–35.
- Fillieule, Olivier, ed., 1993, Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine, Paris: L'Harmattan.
- Ghonim, W., 2012, La Révolution 2.0, Steinkis.
- Gurr, T. R., 1970, Why Men Rebel, Princeton PA: Princeton University Press.
- Hammoudi, I., 2012, 'Le mouvement du 20 Février: identité, évolution et perspectives', *Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales* 4, *Hors série*, March, pp. 185–219.
- Heydemann, S., 2007, 'Upgrading Authoritarianism in the Arab World', Analysis Paper, No. 13, The Saban Center at the Brookings Institution, Washington, October, http://www.brookings.edu/~/media/research/files/papers/2007/10/arabworld/10arabworld.pdf.
- Heydemann, S., 2013, 'Tracking the Arab Spring', *Journal of Democracy* 24 (4): 59–73.
- Hibou, B., 2011, 'Le mouvement du 20 février, le Makhzen et l'antipolitique. L'impensé des réformes au Maroc', CERI, Sciences-Po.
- Layachi, Azzedine, 1998, State, Society and Democracy in Morocco. The Limits of Associative Life, Center for Contemporary Arab Studies, Edmund A. Walsh School of Foreign Service, Georgetown University.
- Leveau, R., 1985, *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Collection *Références*.
- Levitsky, S. and Lucan, A.W., 2002, 'Elections without Democracy: The Rise of Competitive Authoritarianism', *Journal of Democracy* 13 (2): 51–65.
- Mamfakinch.com, 2011, 'Communiqué Mamfakinch/Mamsawtinch: Appel aux Militant(e)s du 20 Février', 29 June.
- National Democratic Institute for International Affairs, 2007, Final Report on the Moroccan Legislative Elections, 7 September.
- National Democratic Institute for International Affairs (NDI), *Voter Apathy in the September 2007 Moroccan Elections*, Qualitative study produced for the NDI from November to December 2007, February 2008.

- Ottaway, M. and Hamzawy, A., 2011, 'Protest Movements and Political Change in the Arab World', *Carnegie Endowment for International Peace*, 28 January.
- Sadiki, L., 1993, 'Progress and Retrogression of Arab Democratization', *Journal of Arabic, Islamic and Middle Eastern Studies* 1 (1): 80–103.
- Stiglitz, J. E., 2002, Globalization and Its Discontents, New York NY: W.W. Norton.
- Storm, Lise, 2007, Democratization in Morocco. The Political Elite and Struggles for Power in the Post-Independence State, New York NY: Routledge.
- de Tocqueville, Alexis, 1981, L'ancien régime et la révolution, Tome 2, in Œuvres complètes, Paris: Gallimard.
- Touraine, A., 1997, Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents, Paris: Fayard.
- Waterbury, J., 1975, Le Commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite, Paris: PUF.



(ISSN: 0850 3907)

Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest : étude comparée des mouvements de contestation « *Y'en a marre* » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso

Ibrahima Touré*

Résumé

Ces dernières années ont été marquées, en Afrique, dans la foulée des forums sociaux mondiaux (Porto Alegre en 2001, 2003, 2005; Bamako en 2002; Nairobi en 2007; Dakar en 2011), par un foisonnement des mobilisations sociales et citoyennes menées par des collectifs de jeunes. Ces derniers prennent depuis activement part, dans leurs pays respectifs, à la réflexion et aux combats, mettant en jeu des questions de société et de gouvernance sur le continent, qu'ils ne laissent plus désormais aux seuls ressorts des organisations syndicales, des partis politiques ou des décideurs publics. Si les travaux de recherche portant sur ces formes de mobilisations sociales de jeunesse sont multipliés, les grilles de lecture proposées restent cependant descriptives et rarement comparatives. S'inspirant des modèles d'analyse de l'actionnalisme et du processus politique (political process) et s'appuyant sur deux mouvements de contestation, en Afrique de l'Ouest, fondés par de jeunes leaders d'opinion, en particulier « Y'en amarre » au Sénégal et le « Balai citoyen » au Burkina Faso, nous montrons, dans ce papier, 'dont l'ossature date d'il y a deux ans, que les mouvements sociaux juvéniles, coalisés ou non, sont au cœur de la vitalité démocratique du continent. Ils s'identifient comme de véritables contre-pouvoirs et engagent, individuellement et collectivement, en fonction des opportunités et des contraintes du moment, les citovens dans des systèmes de valeurs nouveaux. Et ceci, en vue, non seulement, d'une re fondation politique mais aussi d'un changement social pour le développement. Ces mouvements constituent, en outre, des fenêtres d'opportunité permettant non seulement, à la démocratie de ces pays de trouver de nouvelles énergies, mais également de se donner de nouveaux circuits de représentation.

Mots clés: jeunesse, mouvements sociaux, citoyenneté, Sénégal, Burkina Faso

^{*} Docteur en sociologie, Burkina Faso. E-mail: tibrahima62@gmail.com

Abstract

Within the framework of worldwide social forums (Porto Alegre in 2001, 2003, 2005; Bamako in 2002; Nairobi in 2007; Dakar in 2011) one can notice these last years a wide range in Africa of civic and social mobilizations led by associations of young people. In their respective countries, these latter are actively taking part in the fights for issues related to society, economic and political management in the continent; a challenge which they do no longer accept to be the sole responsibility of trade-unions, political parties, and decisions makers. It's true that scientific works about these forms of social mobilizations of young people are on increase, but the procedures they adopt are descriptive and are rarely of comparative nature. We aim to make use of the analysis models of actionnalism and political process (processuspolitique) in order to demonstrate that whether they are allied or not, these movements are expressive of the democratic vitality of the continent. They can be looked upon as real anti-establishment forces; individually and collectively, depending on the present opportunities and constraints, they involve the citizens in new systems of value. Their ultimate purpose is not only to create conditions for a total political reformation, but to favour social change for development. Besides, these movements constitute new opportunities allowing their countries to strengthen their democracy, but also to widen their representativeness possibilities. This paper is centered on a comparative analysis of two modest but exemplary contestation movements in West Africa founded by young opinion leaders. They are « Y'en a marre » in Senegal and « Balai citoyen » in Burkina faso. To this end we try to highlight their historical background, their political and conflicting nature, their forms of struggle, the occupied fields and the impacts of their mobilizations on the public spaces of the considered countries.

Key Words: young people, social movements, citizenship, Senegal, Burkina Faso

Introduction

Il est indéniable que les mobilisations sociales et citoyennes se sont multipliées cette dernière décennie sur le continent africain. Elles ont été l'œuvre de diverses forces vives parmi lesquelles les jeunes¹ se battant dans leurs pays respectifs, pour l'avènement d'une justice sociale et d'un devenir démocratique plus inclusif. Les jeunes² n'hésitent plus à relever les défis de leur autonomisation, à se positionner comme des acteurs centraux des combats pour la paix, l'éthique, la citoyenneté et le développement. C'est surtout dans le domaine politico-institutionnel, notamment autour de la question électorale et « des problématiques de succession ou d'alternance » (Banegas 2012:2), que l'action de ces collectifs de jeunes a été la plus marquée et la plus médiatisée³. En Afrique de l'Ouest, par

exemple, et au Sénégal en particulier, le cas du mouvement de contestation baptisé « *Y'en a marre* »avait fait école et inspiré la naissance, le 18 juillet 2013, d'un autre mouvement au Burkina Faso, dénommé « Balai citoyen »⁴.

Ces mouvements ont en commun d'être mis sur les fonts baptismaux par des collectifs de jeunes, suite à une série de crises sociopolitiques (Loada 1999; Chouli 2012, 2013; Diop 2013b) et économiques (Daffé & Diagne 2008; Diop 2013a; Ouédraogo 2014), dans les deux pays que nous étudions ici. Ils présentent tous les deux un fort ancrage spatial, social et temporel, inscrivant leurs luttes dans la durée, impliquant des concitoyens nationaux et de la diaspora, avec une forte utilisation du numérique, et notamment des réseaux sociaux (Facebook), pour influer sur le fonctionnement des systèmes social et politique. Face au constat de la crise culturelle au Sénégal et d'une administration toujours en voie de rationalisation (Ly 1997:55), le mouvement « Y'en a marre » s'est voulu, par exemple, porteur de valeurs sociales nouvelles, à travers le slogan de « Nouveau type de Sénégalais » (NTS). Le mouvement « Balai citoyen » présente, également la singularité de vouloir « assainir citoyennement et proprement le Burkina Faso sans se salir les mains ». Il s'est imposé dans l'imaginaire populaire burkinabé, comme la nouvelle mode et le nouveau déclencheur des évolutions sociales et politico-institutionnelles. Le « Balai citoyen » s'est opposé avec véhémence à la modification de l'article 375⁵ et a exigé le départ, sans condition, du pouvoir de Blaise Compaoré, à la fin de son mandat, en 2015.

Tout en les situant dans le contexte de l'environnement international mouvant, nous montrons, dans ce papier, que ces mouvements sociaux juvéniles sont au cœur des dynamiques sociales et se posent comme de véritables sentinelles de la démocratie. En dépit de multiples tentatives de canalisation (Diop 2010 ; Chouli 2012 ; Touré 2013), nous suggérons que ces nouveaux « centres » de pouvoir constituent des fenêtres d'opportunité permettant, non seulement à la démocratie de ces pays de trouver de nouvelles énergies, mais aussi, de se donner de nouveaux circuits de représentation, face à des gouvernements nationaux, devenus plus « interventionnistes » et « répressifs ».

Le texte est organisé en cinq parties. La première revient sur le cadre d'analyse. La seconde explore le fondement historique de « *Y'en a marre* » au Sénégal et du « Balai citoyen » au Burkina Faso. Les différentes « structures d'opportunités politiques » nationales et internationales, sont mobilisées dans l'argumentation, pour expliquer l'émergence de ces deux mouvements. La troisième analyse, dans le cadre du paradigme actionnaliste et de ses prolongements théoriques, leur nature politico-conflictuelle. La quatrième est consacrée aux formes de lutte mobilisées par ces mouvements. Les différentes

modalités de mobilisation sont élucidées. La cinquième apprécie l'impact de leurs actions sur l'espace public.

Intérêt des approches de l'actionnalisme et du processus politique pour analyser les mouvements sociaux juvéniles en Afrique de l'Ouest

Dans les sciences sociales, notamment en science politique, un ensemble de théories explicatives a été développé pour cerner les mouvements sociaux, leur contexte d'émergence et leurs effets (Boucher 1990 ; Cefaï 2007). Pourtant, les concepts et les théories explicatives élaborés, n'ont qu'une faible résonance en Afrique (McSween 2010). La primauté a surtout été accordée, dans les années 1980, au paradigme dominant de la société civile contre l'État (Diouf 1997). Malgré cette lacune partielle d'adaptation de ces paradigmes aux sociétés africaines, nous nous situons, dans cette contribution, au croisement de deux modèles d'analyse, pour appréhender les dynamiques de l'action collective et citoyenne, autour des mouvements de jeunes « *Y'en a marre* » au Sénégal et du « Balai citoyen » au Burkina Faso. Il s'agit de l'actionnalisme et du processus politique (*politicalprocess*).

L'actionnalisme pose l'hypothèse centrale de la capacité des « nouveaux » mouvements sociaux, par opposition aux mouvements ouvriers, à agir collectivement, comme acteurs historiques, sur la société pour la produire et la transformer (Touraine 1973). Le paradigme du conflit met en avant, à ce sujet, l'idée majeure que les mouvements sociaux exercent des fonctions centrales de médiation, de clarification de la conscience collective et de pression sur l'espace public (Touraine 1965). Ce qui est le cas, nous le verrons plus loin, des deux mouvements analysés. Il semble que leur activisme grandissant reste en phase avec leur désir de construire de « nouveaux » imaginaires destinés à encourager des pratiques de gestion des cités plus inclusives, transparentes et efficaces, en partenariat parfois avec la société politique.

L'approche du processus politique (politicalprocess) a fait l'objet de multiples développements théoriques (Ancelovici 2009 ; McSween 2010). Elle met l'accent sur « les facteurs politiques et la dynamique processuelle de l'action collective » (Ancelovici 2009:40). Ce deuxième modèle, issu de la théorie de la mobilisation des ressources⁶ et du courant de la structure des opportunités politiques, est pertinent pour expliquer surtout les facteurs ou « préconditions structurelles » (Chouli 2013:3), à l'origine des mobilisations collectives, par exemple dans les deux pays considérés, « soit : 1) un contexte politique offrant des opportunités de mobilisation ; 2) l'existence préalable de réseaux sociaux et organisationnels permettant le recrutement, la diffusion de l'information et la mobilisation de membres ; 3) le développement et la diffusion d'un discours mobilisateur par les leaders du mouvement »

(McAdam, McCarthy & Zald 1996, cité par McSween 2010:7). En bref, le modèle d'analyse des opportunités politiques postule que le contexte politique (contraintes et opportunités) est déterminant pour la structuration ou non des mouvements sociaux.

Aux origines des mouvements « Y'en a marre » et du « Balai citoyen », une crise des formes classiques de la représentation au Sénégal et au Burkina Faso

L'analyse des mobilisations sociales de la jeunesse en Afrique de l'Ouest, et en particulier, au Sénégal et au Burkina Faso, doit prendre en compte le contexte structurel et conjoncturel (« épisodes de contestation ») dans lequel cellesci ont émergé. Les facteurs qui ont conduit à la naissance des mouvements « Y'en a marre » et du « Balai citoyen » sont de plusieurs natures. On a donc intérêt à explorer différentes entrées analytiques.

Au Sénégal, l'arrivée au pouvoir de l'opposant historique d'Abdou Diouf (1980-2000), Abdoulaye Wade, qui rangeait, depuis 1988, ses campagnes électorales sous le thème du sopi (changement en wolof, la langue nationale dominante dans le pays), et à travers, surtout, une marche« bleue » inéditem ayant mobilisé, en 2000, toute une jeunesse en euphorie, qui l'avait porté au pouvoir, va être marquée par de nombreux ratés institutionnels et économiques. L'État et ses différents démembrements, ont été en butte à la mauvaise gouvernance, aux logiques claniques et clientélistes, à l'absence de démocratisation ou, pour reprendre une expression suffisamment évocatrice de Hughes (1996), aux institutions bâtardes des institutions légitimes. On pense, d'abord, à l'affaire Alex Segura, alors représentant-résident du Fonds monétaire international (FMI) au Sénégal, auquel le président Wade aurait remis une mallette contenant une somme substantielle d'argent, à l'aéroport, juste avant son départ de fin de mission du Sénégal. Un second aspect de ces ratés institutionnels a eu trait à la phrase restée célèbre de Wade « maa wakhoonewakheet » ou « j'avais dit, je me dédis ». Wade disait qu'il n'allait pas se présenter aux élections présidentielles de février 2012, après avoir tenu, quelques mois plus tôt, un discours contraire. Ce double discours de Wade avait fait scandale, et inspiré la sortie, par le rappeur sénégalais Awadi d'un album titré « maa wakhoonewakheet ». Ce tube a finalement été choisi comme l'hymne d'un mouvement dénommé M23 (en référence à la manifestation du 23 juin 2011, organisée par des mouvements sociaux contre le projet de ticket présidentiel de Wade) et va avoir une influence considérable sur l'opinion. Il nous faut, à présent, ajouter, en troisième lieu, la transhumance politique⁷ qui a été érigée en véritable norme, durant les deux mandats de Wade. Plusieurs ténors du régime socialiste avaient transhumé au Parti

démocratique sénégalais (PDS), sur recommandation de son régime, après la chute du président Diouf, soit pour échapper à des poursuites judiciaires, soit pour se donner un nouveau souffle dans le parti au pouvoir. Cette transhumance politique, fortement encouragée tout au long de ces douze années de pouvoir, a permis au président Wade de se faire, par moments, moins d'adversaires politiques et de construire son hégémonie⁸. Il ne nous semble pas utile de s'étendre, ici, sur la constitutionnalisation de la fonction de chef de parti, suite à la charte fondamentale du 22 janvier 2001 (Diop 2013; Samb 2013), les innombrables remaniements ministériels, l'utilisation politique d'audits ou encore la révocation des assemblées locales élues (Touré 2012). Ces inquiétudes sur la désacralisation des institutions sont renforcées par plusieurs auteurs comme El Hadji Omar Diop qui a pu écrire que la fonction ministérielle était devenue, dans de nombreux cas, une monnaie d'échange, un instrument de fidélisation des alliés politiques (2009:313).

Les politiques économiques [Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), Stratégie de croissance accélérée (SCA), Document de politique économique et sociale (DPES)] proposées, sous la houlette des institutions financières internationales, par le régime libéral et interventionniste de Wade, n'ont pas été à la mesure des attentes citoyennes. Ils n'ont pas réussi, notamment, à relancer l'économie agricole (Diagne 2013) et le tissu industriel (Niang 2013), à réduire la pauvreté (Daffé & Diagne 2008), les inégalités en santé (Becker, Diakhaté & Fall 2008 ; Touré & Tall 2013) et le chômage, notamment celui des jeunes (Mesplé-Somps & Robilliard 2013). Selon la Banque mondiale (2009), les jeunes âgés entre 15 à 35 ans représentaient plus de 50 pour cent des demandeurs d'emploi, au Sénégal. On peut penser que les processus d'insertion des jeunes sur le marché du travail, ne se sont donc pas améliorés, de 2000 à 2012, du fait de la rigidité de celui-ci, de ses contraintes structurelles⁹ puisque, selon des statistiques nationales (ANDS 2013:71), 12,7 pour cent des jeunes étaient encore touchés par le chômage, dont une importante frange féminine. De nombreux jeunes, en cherchant à se réaliser socialement, ont choisi le chemin de l'émigration clandestine, dans des conditions de départ très souvent tragiques¹⁰. La multiplication des scandales économiques, la croissance soutenue de la dette intérieure du pays, la privatisation des sociétés nationales, n'étaient pas, en réalité, étrangères à une telle donne. Le nœud du problème a résidé dans la concentration accrue des pouvoirs autour de l'exécutif et particulièrement au palais présidentiel. Cette hypertrophie a beaucoup affecté la bonne marche des institutions, pendant une décennie. La situation budgétaire du pays a été d'ailleurs qualifiée de très alarmante entre 2007 et 2012 (Diop 2013a). Le taux d'inflation tournait autour de 6,0 pour cent entre 2007 et 2008, après

avoir atteint 2,3 pour cent en 2002 et 2,1 pour cent en 2006 (Daffé 2013:90). L'indice de développement humain (IDH) du Sénégal avait régressé en 2012, et restait inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, selon le Rapport mondial sur le développement humain de 2013. L'IDH du Sénégal a été de 0,47 en 2012, contre 0,471 en 2011. Le pays se situait ainsi au 154° rang mondial sur les 187 pays que comptait le classement. À ce sombre tableau, il est possible d'ajouter les « structures d'opportunité transnationales » (Cefaï 2007 ; Ancelovici 2009 ; Pommerolle & Siméant 2010 ; McSween 2010), telles que la vulnérabilité du pays face aux chocs exogènes (fluctuations des cours mondiaux, des denrées de première nécessité, du pétrole) (Daffé 2013) et climatiques (cycles d'inondation) (Thiam 2013). Ce qui a eu des incidences néfastes sur le niveau de vie des populations, l'accroissement des inégalités, l'accès aux services sociaux de base, expliquant largement les multiples mouvements de grogne des associations de consommateurs.

Il y a eu, plus globalement, un sentiment de désillusion des Sénégalais sur le bilan de Wade, pourtant qualifié, au moment de sa première investiture de « héros » et de « patriarche bâtisseur » (Sarr 2013). Pendant son règne, de multiples formes de contestation et de mobilisation se sont ainsi constituées chez les étudiants (Zeilig 2004), les marchands ambulants (Diop 2010 ; Touré 2012), les mouvements citoyens (Gellar 2013), les syndicats d'enseignants (Ndiaye 2013), le mouvement hip-hop (Niang 2013), etc., pour décrier son style de gestion des deniers publics. Citant une interview réalisée le 28 février 2012 avec le coordinateur du mouvement, Fadel Barro, la lettre d'information de la Fondation Rosa Luxemburg – Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, relate ici les circonstances historiques de la fondation du mouvement « *Y'en a marre* » (2012:4) :

Le mouvement Y'en a marre est né ici [à Parcelles Assainies, un quartier populaire de la banlieue dakaroise] avec des amis rappeurs du groupe Keur Gui, un groupe de rap qui est originaire de Kaolack mais actuellement basé à Dakar. Nous sommes des amis d'enfance. Nous nous sommes connus depuis Kaolack d'où nous sommes tous originaires. Ensuite on s'est retrouvé à Dakar. Ils sont devenus rappeurs. Nous sommes devenus journalistes. On s'est retrouvé dans le même quartier. On habite dans le même quartier aux Parcelles Assainies. C'est chez moi qu'on avait l'habitude de se rencontrer, d'échanger, de parler de la situation du pays, etc. C'est autour de ces discussions-là qu'on a décidé un jour de vraiment s'organiser parce qu'on était ce jour-là, je me rappelle dans la nuit du 15 au 16 janvier 2011. On était là en train d'échanger sur la situation du pays. On voulait envoyer des mails mais on n'avait pas d'électricité. Il y avait une longue coupure d'électricité. Alors on s'est offusqué du fait qu'on était jeune et qu'on ne faisait rien. On s'est offusqué du fait aussi que les seules personnes qui parlaient à l'époque

c'étaient des imams de Guédiawaye qui sont des personnes du troisième âge, alors que nous les jeunes on ne faisait rien. [...] Voilà autour de ça on a décidé ensemble de mettre quelque chose sur pied pour rompre, n'est-ce pas, avec ce laisser-aller-là. [...] On s'est engagé la même nuit à créer le mouvement et après de longues discussions on a trouvé le nom. On a décidé que *Y'en a marre* sera une organisation populaire qui va toucher les masses, qui va se faire l'écho des mots d'ordre et de la frustration des Sénégalais, mais qui vise surtout à ramener les préoccupations des Sénégalais au centre des débats. [...] Que la voix de la jeunesse soit audible, soit entendue, ça c'était important. Voilà, c'est comme cela que le mouvement est parti.

La situation politique, sociale et économique du Burkina Faso est pratiquement identique à celle du Sénégal, en termes de mal gouvernance, de vulnérabilité du pays, et par son classement au rang des pays les moins avancés (Ouédraogo 2014). Le régime de Blaise Compaoré avait bridé toute forme d'opposition dans le pays, entraînant une restriction de certaines des libertés d'expression (Leblanc & Gomez-Perez 200711). À l'instar du Sénégal et d'autres régions du continent (M'baya 1995; Mkandawire & Olukoshi 1995), le pays a été mis sous la tutelle des institutions financières internationales désireuses de rationaliser les dépenses publiques, de réduire le poids de l'État sur les questions sociales, la régulation du développement. Le Rapport mondial sur le développement humain de 2013 situait le Burkina Faso à la 183° place sur 187 pays, avec un indice de développement humain (IDH) équivalant à 0,343 en 2012. On estimait à 3,3 pour cent environ¹² le nombre de chômeurs, constitué en majorité de jeunes. À ces difficultés s'ajoutent, à partir de 2008, la hausse des denrées de première nécessité, et des dysfonctionnements dans la distribution de l'électricité, l'augmentation, dans un contexte de crise de l'énergie, de près de 50 pour cent du prix de la bouteille de gaz. L'incapacité des structures institutionnelles existantes à faire face à ces carences et aléas économiques, a plutôt créé des espaces vides pour d'autres acteurs de la société civile non syndicale, désireux de transformer, d'une certaine façon, les superstructures de la société, tant sur le plan idéologique (nouvelle citoyenneté) qu'au sein de l'organisation sociale (nouvelles pratiques). C'est dans ce contexte de crise multiforme (Ouédraogo 2014) qu'est né le « Balai citoyen », autant comme vecteur de « forces sociales émergentes » (Assogba 2011) que comme porteur d'un immense espoir populaire d'alternance politique. Ce mouvement est perçu par ses concepteurs, Sam's K le Jah et Smockey, comme « un véhicule de mobilisation et de résistance dans un contexte politique qui crée et instaure l'exclusion et la marginalisation du plus grand nombre de citoyens burkinabé au profit d'une minorité qui s'octroie des privilèges indus¹³ ». Dans sa lettre de mission, le mouvement entend lutter contre la gestion patrimoniale de l'État, la personnalisation du pouvoir, le clientélisme, la corruption et œuvrer pour l'instauration de l'État de droit. Dans la charte du mouvement, on peut lire :

Jeunesse consciente et engagée du Faso, Chers parents, Citoyennes et citoyens balayeurs (cibals et cibelles¹⁴), Nous avons pratiqué la règle du silence pendant trop de temps. Quand on veut contraindre un peuple à accepter son insignifiance, il se doit de réagir. Notre peuple a été provoqué. Le pouvoir autiste de Blaise Compaoré multiplie depuis des mois sorties et propos attentatoires à notre cohésion nationale [...] Ne laissons pas le régime vieux de 27 ans hypothéquer notre avenir. Il a déjà causé d'innombrables dégâts par sa politique antisociale et de mauvaise gouvernance économique, avec en sus les nombreux assassinats. Ne lui laissons donc pas ébranler en profondeur les fondements de notre vivre ensemble républicain. Le projet funeste d'instituer une présidence-à-vie ou une succession dynastique est contraire à la tradition politique de ce pays depuis son indépendance en août 1960.

Il est aussi intéressant de faire le lien entre le militantisme des mouvements « Y'en a marre » et du « Balai citoyen » et la crise des idéologies politiques traditionnelles dominantes au Sénégal et au Burkina Faso. Dans ces pays, l'enchâssement du spirituel et du temporel a une origine ancienne et préexiste à la nouvelle modernité politique. Par exemple, au Sénégal, avant l'intrusion des jeunes et de la société civile dans le jeu politique, l'espace public, colonial et post-colonial, était surtout animé par les figures du marabout et du prince (Coulon 1981; Cruise O'Brien, Diop & Diouf 2002). Ils étaient les acteurs politiques majeurs. La mise en valeur des colonies et l'application des politiques de développement économique et social définies par les élites politico-administratives, au lendemain des indépendances, se sont déroulées en partie grâce à l'appui des chefferies religieuses et traditionnelles (DeDecker 1967). Il y a eu un peu partout en Afrique, notamment au Burkina Faso et au Sénégal une sorte de construction d'un compromis entre légitimité légale et rationnelle et légitimité coutumière et culturelle. Ce compromis s'est construit, au Sénégal, à certains points de vue, autour de l'idéologie du don et du contre-don (Cruise O'Brien 1992 ; Cruise O'Brien, Diop & Diouf 2002). L'État apporte son soutien matériel, technique et financier aux chefferies religieuses (constructions de mosquées ou d'instituts islamiques, appui au ziara annuel, soutien à l'occasion des gamou, magal ou des fêtes religieuses) et celles-ci font reconnaître, à leur tour, le pouvoir de l'État chez les disciples.

Mais le *ndigël* politique¹⁵ sur lequel s'était toujours appuyé le régime socialiste depuis Léopold Sédar Senghor (1960-1980), va profondément s'effriter au cours des années 2000. Les prémices et les contours de l'épuisement du mode de régulation politique socialiste, ont été mis en lumière par de nombreux travaux (Diop, Diouf & Diaw 2000). L'issue des seconds

tours des joutes électorales présidentielles de mars 2000 et 2012, qualifiées alors par tous les observateurs internationaux de scrutins transparents, suffit à montrer comment les citoyens aspiraient, quand le besoin se faisait sentir, à un profond changement des pratiques politiques. Le signe du délitement et du rejet des idéologies politiques traditionnelles a été, en partie, l'émergence sous le second mandat d'Abdoulaye Wade d'une série de mouvements citoyens désireux d'apporter la rupture face aux politiques lé. Nous pouvons citer Bës du niakk du guide religieux Serigne Mansour Sy Djamil, Fekkee ma ci boole de l'artiste Youssou Ndour, Taxaw Tem de l'ancien émissaire des Nations Unies, Ibrahima Fall, Yamale de l'homme d'affaires Bara Tall, etc. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'idée d'occuper en profondeur le terrain des préoccupations quotidiennes et citoyennes revient comme un refrain dans le contexte d'émergence du mouvement « Y'en a marre ». Fadel Barro, cité par la lettre d'information de la Fondation Rosa Luxemburg (2012:4), revient ici sur la signification de l'action de son mouvement, à ses débuts :

Le rassemblement du 19 [mars 2011] devait nous permettre de dire aux Sénégalais que l'histoire du Sénégal leur appartient et que cela n'appartient pas qu'aux partis politiques. Le 19 mars est l'anniversaire de l'Alternance. Nous nous sommes dit que pour la première fois, nous en tant que peuple, déconnectés des préoccupations partisanes, nous pouvons dire ce qu'on veut et comment on trouve l'Alternance. On a voulu se réapproprier notre histoire, redonner le pouvoir au peuple, au simple citoyen sénégalais. C'est ce jour-là qu'on a lancé le slogan du Nouveau type de Sénégalais, le NTS. Le bien public nous appartient, c'est à nous de le défendre et de le préserver.

Un autre élément de convergence dans l'avènement des deux mouvements étudiés, est lié au sentiment partagé d'une certaine impunité des décideurs publics. Les assassinats restés célèbres de Thomas Sankara¹⁷, suite au coup d'État de Blaise Compaoré en 1987 et du journaliste Norbert Zongo, directeur du journal *L'Indépendant*, en décembre 1998 à Sapouy¹⁸, ont logiquement constitué des terrains de prédilection investis par le « Balai citoyen » pour se donner une identité sociale. Dès les années 2000 déjà, l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ) s'était mobilisée contre cette série d'impunités et avait exigé du gouvernement, la juste réponse à ces crimes.

Au total, le contexte que nous venons de décrire, auparavant fustigé par d'autres acteurs de la société civile (Loada 1999), au travers de marches de protestation (Mkandawire & Olukoshi 1995), parfois violentes (Faye 2013), a exercé au cours de ces dernières années un effet considérable sur la « nouvelle » mobilisation sociale des jeunes au Sénégal et au Burkina Faso. Il a modifié surtout leurs façons de concevoir désormais la citoyenneté et leurs fonctions sociales dans leur environnement. En bref, au niveau donc le plus évident, les

mouvements juvéniles « *Y'en a marre* » et du « Balai citoyen », revigorés par l'incertitude de l'avenir, l'absence de perspectives socioéconomiques claires, le désir de changement, sont sortis de ce souhait de constituer une alternative au monopole partisan et au pouvoir hégémonique de l'État.

La portée politique et conflictuelle de « Y'en a marre » et du « Balai citoyen »

Il est impossible de parler de mouvement social sans que celui-ci ne s'identifie à une cause spécifique à défendre, ne se donne des règles de fonctionnement et surtout ne se dote de structures qui le maintiennent (Touraine 1965 ; Favreau 2012). De toute évidence, les mouvements « I » et du « Balai citoyen » présentent la similarité de converger tant du point de vue de leurs orientations, de leurs revendications que de leurs modes opératoires. Ils se veulent porteurs d'une « nouvelle manière de faire la politique ». Comme tels, nous pouvons les considérer comme des groupes d'intérêt institutionnel et social, défendant des intérêts moraux et symboliques (protection du bien commun, soutien à la traque des biens mal acquis, assainir la vie publique, amener les politiques à se conformer aux règles du jeu démocratique, changer la société). En faisant le pari de ne pas briguer de mandat électif, ces deux mouvements cherchent plus ou moins à s'émanciper du politique, mais s'en rapprochent paradoxalement, pour deux raisons. Primo, ils s'inscrivent dans une trajectoire d'action collective parfois pacifique, mais toujours conflictuelle. Rétrospectivement, au début de ces mouvements, il y a eu d'abord et surtout des dysfonctionnements, le conflit (Coser 1982). Ceux-ci constituent, en partie, les signes d'un bon fonctionnement de la société et de la démocratie. Plus clairement, « Y'en a marre » et le « Balai citoyen », sont nés dans un contexte de contestation de l'inertie et des contradictions des sociétés sénégalaise et burkinabé. Secundo, et c'est précisément relié, ces mouvements veulent transformer les règles du système social et politique, sur lesquels ces sociétés reposent, en leur impulsant, notamment, de nouvelles dynamiques qui les contraignent à se restructurer (Assogba 2010). En dénonçant la passivité des instances sociales et en contrôlant activement l'action gouvernementale, ils participent, par le rap et le reggae, qui constituent des réservoirs « folkloriques » et cognitifs par essence (Traïni 1998), au dévoilement des hypocrisies antérieures. En tant que « forces de résistance et de défense », ces deux mouvements tentent, ainsi, même timidement, de forger des identités politiques et sociales nouvelles. Sams'K le Jah, un des animateurs du « Balai citoyen », exaltait, dans une ses interviews avec la presse locale, que :

Chaque citoyen burkinabé reconsidère son rôle dans la marche de la société parce qu'on est longtemps resté en marge de toutes les décisions qui ont été

prises. Donc aujourd'hui, il faut que chacun s'implique véritablement et de façon responsable, de façon citoyenne, parce qu'on a la profonde conviction qu'un autre Burkina est possible¹⁹.

Réciproquement, nous serions tenté de croire qu'il s'agit ici du même projet idéologique qui anime le mouvement « Y'en a marre », dont l'ambition a été, selon son coordonnateur, « de fabriquer un individu dans un système qui permet de rendre possible le développement, qui permet de bien utiliser toutes les ressources en vue d'aller vers le développement » (Fondation Rosa Luxemburg 2012:5). Dans l'imaginaire des« Y'en a marristes », le NTS est ainsi destiné à susciter un « sursaut d'orgueil » chez les jeunes. Il vise à provoquer un changement de comportements et de mentalités, de même qu'à amener le citoyen à être conscient de ses droits et devoirs. Le concept sert également à lutter contre les inégalités sociales, économiques et politiques, et à promouvoir de meilleures méthodes de gouvernance. Dans l'esprit des « Y'en a marristes », une telle vision invite subséquemment à une redéfinition radicale des rapports dialectiques entre l'État, la société, le citoyen et son environnement. Globalement, ces mouvements, rassemblant des jeunes originaires des milieux populaires, plaident entièrement pour une nouvelle « citoyenneté constructive » et de nouveaux moyens de participation sociale aux décisions publiques²⁰.

Les mouvements sociaux sont souvent constitués à partir d'organisations pré-structurées (Boucher 1990; McSween 2010). Comme nous l'avions annoncé, pour le cas de « Y'en a marre », le noyau central du mouvement vient du groupe de rap Keur Gui Crew de la ville de Kaolack (centre du pays), connu du grand public par son engagement pour les causes sociales et ses textes engagés²¹. Différentes configurations y sont représentées, parmi lesquelles des étudiants, des rappeurs, des diplômés, des journalistes. Parmi ses membres fondateurs et les plus en vue au plan médiatique, on peut citer Cheikh Fadel Barro, Aliou Sané, Cyril, alias Thiaat, Kilifeu, Malal Talla, alias Fou Malade, Simon. À l'inverse, le « Balai citoyen » est constitué par ce que certains nomment les « grandes gueules » de la musique burkinabé²². Il s'agit du reggae man Karim Sama, alias Sam's K le Jah, natif de la Côte d'Ivoire et grand idolâtre de Hailé Sélassié et du rappeur Serge Martin Bambara, dit Smockey, figure de proue du hip-hop au Burkina Faso²³, qui avaient sorti, en 2008 deux albums intitulés « Dossiers classés », en hommage au journaliste Norbert Zongo et « À balles réelles » pour fustiger les bavures policières à l'Université d'Ouagadougou et soutenir des étudiants déguerpis du campus. De plus, « Y'en a marre » et le « Balai citoyen » possèdent un système similaire d'organisation (coordination, clubs, porte-parole, structures extérieures, manifestes, etc.). Les principales

ressources proviennent des membres et des solidarités sociales. Pour le cas de « Y'en a marre », le principal bailleur du mouvement est l'ONG britannique Oxfam. L'appui des diplomaties étrangères n'est pas en reste. Plusieurs critiques ont été, en revanche, adressées aux mouvements sociaux juvéniles que nous analysons ici. Ceux-ci ne sont pas toujours autonomes financièrement pour dérouler leurs programmes, ce qui pose grandement le problème de leur subordination aux appuis extérieurs, de leur viabilité et donc de leur empowerment. Une autre critique, également fréquente, a trait à la dynamique « d'ongeisation » des mouvements sociaux dans le but de capturer la rente du développement. La question de leurs sources de financement a fait l'objet de vives controverses, surtout, pour le cas de « Y'en a marre ». Cette organisation est accusée de se transformer en « affaires », en « espaces privilégiés de construction des figures de la réussite », pour amasser le plus de fonds, et d'avoir un écho international, source de notoriété pour ses dirigeants. Il y a, dans une telle vision, peu de degrés de rupture par rapport aux pratiques des partis politiques.

Une pluralité de formes de lutte mobilisées

Les mouvements sociaux de jeunes « *Y'en a marre* » et du « Balai citoyen » entendent ouvrir les élites au pouvoir aux aspirations populaires, faire prendre en considération les exigences citoyennes, à travers un processus intensifié de communication politique (Cotteret 1973:55). En ce sens, ils jouent un rôle important de cohésion sociale en insistant sur un même référentiel civique : « non au ticket présidentiel », « touche pas à ma constitution », « non à la modification de l'article 37 », « non au Sénat », « oui à un meilleur vivre ensemble ».

Les médias « traditionnels » (presse, radio, télévision, affiches) et les technologies de l'information et de la communication (internet, téléphones portables, réseaux sociaux) sont souvent considérés comme des supports de communication et de pression nécessaires, à la réussite des mobilisations citoyennes. « Y'en a marre » au Sénégal et le « Balai citoyen » au Burkina Faso étaient, dès leur naissance, acquis à l'idée que leurs actions auraient plus de poids, si elles étaient relayées à travers les médias. D'une certaine façon, les campagnes médiatiques et les conférences de presse, sont restées une opportunité pour eux, d'exprimer leurs doléances, de mener un lobbying et d'affirmer leurs forces. Une des fonctions des mouvements sociaux de jeunes, au Sénégal et au Burkina Faso, a été d'ailleurs de relancer, sur l'espace public, un certain nombre de débats et de revendications (amélioration du pouvoir d'achat, protection de la nature et de l'environnement, luttes contre la délinquance financière et l'impunité, passivité des Sénégalais et des Burkinabé, soutien aux entreprises en difficultés, respect de la constitution, réouverture de dossiers

judiciaires...), auparavant pris en charge par d'autres acteurs de la société civile²⁴. Alioune Badara Diop a bien raison de souligner que « la possibilité offerte à l'expression dissidente peut potentiellement entraîner l'émergence de mouvements sociaux organisés, lesquels distillent de nouveaux enjeux sensibles, jusque-là délibérément occultés par les médias officiels » (Diop 2010:140).

Il s'agit aussi pour les mouvements de jeunes Sénégalais et Burkinabé, de constituer des coalitions d'alliances, avec des partis politiques et des organisations de la société civile de façon à mieux faire pression sur les décideurs. À cet égard, en descendant manifester dans la rue, avec l'opposition politique contre la modification de la constitution au mois de juin 2011, le mouvement « Y'en a marre » a exprimé son opposition au président, Abdoulaye Wade, de se faire réélire pour un troisième mandat. Cette mobilisation a finalement amené Wade à retirer son projet de ticket présidentiel. Séverine Awenengo Dalberto (2012:4) considère d'ailleurs que la réussite de cette mobilisation, doit beaucoup à la jonction entre les mouvements de la société civile et les partis politiques de l'opposition²⁴. Cette orientation de « Y'en a marre » est quasiment similaire à celle du « Balai citoyen » pour qui « les frontières générationnelles, idéologiques et sociales s'effacent lorsqu'il s'agit de défendre la démocratie ». Le mouvement n'a cessé de réitérer son engagement à travailler, en synergie, dans le cadre d'une unité d'action avec des organisations de la société civile ou avec des partis politiques, regroupés autour d'un chef de file de l'opposition politique²⁶. Avant la naissance du « Balai citoyen », différents segments de la population se sont mobilisés et se sont opposés par divers moyens au pouvoir en place, notamment en 1998 et en 2011 (commerçants, boulangers, hôteliers, industriels, pêcheurs, artisans, paysans...). Ils cherchaient à dénoncer le règne de l'impunité, de la corruption, la mise sous tutelle de la magistrature, les tracasseries policières, l'imposition de la Taxe de développement communautaire et du port du casque à Ouagadougou, la cherté de la vie, le manque d'emplois et de terres, les coupures d'eau (Chouli 2013).

Nourris de ces différents niveaux de mobilisation de portée populaire et sectorielle, menés par différents acteurs du mouvement syndical et du champ politique, les mouvements de jeunes deviennent, de fait, plus actifs sur d'autres terrains, en particulier socio-politico-institutionnels ou environnementaux. Dans une de ses sorties par voie de presse, au cours du premier trimestre de 2014, le coordonnateur du mouvement « *Y'en a marre* », Fadel Barro, avait dénoncé l'érection de la violence politique, comme forme de dialogue au sein de l'Alliance pour la République (APR), parti au pouvoir, le bradage du domaine national illustré par la construction avortée de l'ambassade de Turquie sur

la corniche ouest de Dakar (à travers le Collectif de défense du littoral²⁷) ou encore la poursuite du projet Sen-huile, Sen-éthanol dans la commune de Mbane. De plus, les modes de communication par relations « face à face » (concerts pédagogiques, rencontres-débats, foires aux problèmes, foires aux solutions, sit-in, marches, signatures de pétitions...), organisés sur des sites symboliques tels que la place de l'Obélisque (Dakar), la Place de l'Indépendance (Dakar) ou à la Place de la Nation (Ouagadougou), constituent autant de répertoires mobilisés par ces mouvements. Ces moyens de lutte permettent, de part et d'autre, d'alerter l'opinion publique nationale et internationale, de collecter des fonds, d'informer et de sensibiliser les citoyens. Le contexte international des « opportunités politiques » (McSween 2010) est également important à prendre en compte dans l'analyse des dynamiques relationnelles des mouvements sociaux. Ceux-ci sont des systèmes ouverts, des lieux favorables à la multiplication de solidarités transfrontalières entre acteurs hétéroclites (Favreau 2012). Un réseau d'échanges et de synergie, s'est instauré, depuis, entre « Y'en a marre » et le « Balai citoyen ». Celui-ci s'est, d'ailleurs, beaucoup inspiré de « Y'en a marre », ce qui lui permet de recevoir, de l'autre, des inputs essentiels à son fonctionnement. À l'occasion de plusieurs concerts et de projections de films que le « Balai citoyen » avait organisés à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso, des représentants de « Y'en a marre » avaient répondu présents, pour manifester leur soutien et apporter des conseils à leur homologue burkinabé.

Quels éléments de bilans tirer de l'action de « Y'en a marre » et du « Balai citoyen » ?

Les mouvements sociaux produisent de nouveaux droits et devoirs, entraînent de nouvelles réformes et ouvrent de nouveaux acquis (Favreau 2012). « Y'en a marre » et le « Balai citoyen » ont permis, à travers leurs actions sur leur espace public respectif, des avancées sociales, économiques et politiques importantes. Au Sénégal, les actions de « Y'en a marre » pour l'alternance au pouvoir et le respect du verdict des urnes, n'ont pas été vaines. En instruisant les populations sur les enjeux de citoyenneté²⁸ et en menant des opérations médiatiques pour un meilleur accès à des services de base²⁹, « Y'en a marre » présente l'originalité d'avoir contribué, à travers le mouvement des forces vives du 23 juin 2011, à une seconde alternance démocratique pacifique au Sénégal, en mars-avril 2012. Le président sortant, Abdoulaye Wade, était ainsi défait au second tour des élections présidentielles, par le candidat Macky Sall, malgré la validation controversée par le Conseil constitutionnel de sa candidature en janvier (Banegas 2012; Diop 2013). On peut penser, à ce sujet, que le combat idéologique mené par les « Y'en a marristes » a fait prendre conscience qu'un autre pouvoir, reflétant les aspirations citoyennes, pouvait être mis en place sur la base de joutes électorales transparentes. Séverine Awenengo Dalberto développe de fort belle manière la thèse que « la force de « *Y'en a marre* » a certainement résidé dans sa capacité à incarner une nouvelle figure de la modernité, qui replace l'engagement et la citoyenneté au cœur des récits et imaginaires d'une part importante de la jeunesse » (Dalberto 2012:11).

Il est intéressant par ailleurs, de mettre à l'actif du mouvement « *Y'en a marre* », compte tenu ici de l'apport indiscutable des recommandations du mouvement plus ancien des assises politiques et citoyennes organisées en 2008-2009 et des engagements de campagne du candidat Macky Sall, les nouvelles dispositions prises dans l'amélioration de la gestion des affaires de l'État. C'est le cas par exemple des opérations d'audits de la fonction publique, l'amorce d'une réflexion sur la réforme des institutions menée par la Commission nationale de réforme des institutions (CNRI) et qui a abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution par référendum en mars 2016, la réduction de la taille du gouvernement et du nombre d'agences, la mise en place de l'Office national anti-corruption (OFNAC), l'activation de la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI) ou, sur le plan social, la diminution du coût du loyer ou le lancement de la traque des biens dits mal acquis alors piloté par cette même CREI.

Au Burkina Faso, la manifestation de protestation pacifique du 29 juin 2013 à la place de la Nation, en plein centre d'Ouagadougou, sur appel de l'opposition politique, a été un premier test d'adhésion populaire, de grande envergure, pour le « Balai citoyen ». Elle a rassemblé des milliers de manifestants, en marge de la grande manifestation contre la création d'un sénat, pour sensibiliser le public sur une « possible » alternance démocratique présidentielle, en 2015. Les manifestations du 28 juillet 2013 à Ouagadougou, Koudougou, Bobo Dioulasso, Dédougou ou Ouahigouya et celle du 18 janvier 2014, réunissant des milliers de personnes, ont également eu un écho retentissant, du fait de leur forte mobilisation populaire. Le « Balai citoyen » a de plus plaidé, dans ses mobilisations, pour la libération des étudiants incarcérés à la Maison d'arrêt et correctionnelle d'Ouagadougou³⁰. Le déplacement d'une partie de leurs actions vers le développement d'initiatives citoyennes n'est pas à négliger dans la sphère d'intervention des mouvements sociaux (Favreau 2012). C'est le cas de « Y'en a marre » qui s'est illustré, à travers les chantiers du NTS, dans des activités d'éco-citoyenneté et de renaissance des structures publiques de services (opérations de réhabilitation de la cantine scolaire de l'établissement Salif Ndongo de Pikine Djidah Thiaroye Kao dans la banlieue de Dakar, rénovation des latrines et installation de bacs à ordures dans ce même établissement, etc.), palliant ainsi les lacunes des institutions publiques (État, collectivités locales) dans ces secteurs. C'est le cas également

du « Balai citoyen » dans le cadre de l'opération d'assainissement du Centre médical urbain (CMU) de Pogbi, à Ouagadougou le 5 août 2014, du projet « mobilisation des jeunes pour un suivi citoyen des politiques publiques », lancé en mai 2017, en vue d'influencer les processus de prise de décisions.

Dans un cas comme dans l'autre, les bilans des mouvements sociaux de jeunes burkinabé et sénégalais sont loin de connaître leur épilogue. Les actions menées sur l'espace médiatique par les « Y'en a marristes » contre la médiation pénale instituée par l'État, pour recouvrer l'argent public supposé détourné par des tenants du régime de Wade, n'ont pas abouti. Certains dignitaires du régime sortant, avaient pu bénéficier de cette mesure prévue et encadrée par la loi, au Sénégal. De la même manière, la plateforme revendicative du « Balai citoyen » appelant l'État à subventionner la Société nationale burkinabé d'électricité (SONABEL), pour mettre fin aux coupures d'électricité et délestages intempestifs n'avait pas également connu les effets escomptés. Une autre équation de ces mouvements est la construction d'alternatives concrètes aux difficultés quotidiennes des citoyens, même s'ils s'enrôlent, quoique timidement, dans des actions d'éco-citoyenneté et de développement local (Favreau 2012). Les mouvements sociaux étudiés n'offrent pas encore de programmes alternatifs aux politiques étatiques et aux programmes des partis politique, au moment où pourtant les besoins des populations en soins de santé primaires, sécurité, éducation, formation, logement, etc., demeurent croissants. Voilà pourquoi nous nous demandons si l'action de ces mouvements dont l'utilité symbolique est reconnue, et justifiée sur le plan de l'efficacité sur le terrain. Ceux-ci ne sont pas indemnes de nombreuses faiblesses institutionnelles et organisationnelles et manquent d'expertise technique, notamment pour la conception et la mise en œuvre de projets de dimension régionale ou nationale. Ils souffrent, de même, aussi d'une dépendance du court terme, et, par conséquent, d'un manque de perspectives stratégiques.

Conclusion

Les stratégies d'insertion des jeunes dans les espaces publics et les arènes institutionnelles, se sont multipliées en Afrique de l'Ouest, ces dernières années. Au Sénégal et au Burkina Faso, « *Y'en a marre* » et le « Balai citoyen » se sont distingués, par leur rôle décisif, dans les dynamiques de mobilisation autour d'enjeux liés à la citoyenneté, à la consolidation de la démocratie, à la réforme des institutions, à la critique du conformisme d'antan et à la transformation des conduites individuelles et collectives. Ces deux mouvements qui ont des caractéristiques identiques, sont nés en réaction à la situation politique, culturelle et économique des deux pays étudiés et ont activement

contribué à la constitution de nouvelles représentations du monde institutionnel et social et à la créations de « nouvelles opportunités politiques ». Ils se sont affirmés comme de véritables forces de transformation sociale (Leblanc & Gomez-Perez 2007 ; Assogba 2010 ; Gellar 2013).

Les deux mouvements considérés ont pu bénéficier, au Sénégal comme au Burkina Faso, d'un contexte politique interne et externe favorable à des mobilisations. Il est marqué par la déliquescence de la classe politique traditionnelle, la gestion néo-patrimoniale du pouvoir, le développement des médias privés et des réseaux sociaux. À cela il faut ajouter le développement du mouvement altermondialiste (Ruano-Borbalan 2002 ; Pommerolle & Siméant 2010) et la question de la transition démocratique, qui a secoué l'Afrique du Nord, au début de l'année 2011, sous le nom de révolution du jasmin (Lugan2013 ; Ouédraogo 2014). « Y'en a marre » et le « Balai citoyen » émergent comme une nouvelle génération de groupes de pression, investissant en même temps différents thèmes socio-politico-économiques et culturels, négligés par les institutions politiques traditionnelles. Ils en font des sujets d'information et de sensibilisation ainsi que des objets de contestation, sans proposer, toutefois, de programmes alternatifs durables. La question reste entière de savoir si l'identité de ces mouvements va résister au temps (Touraine 1965) et, corrélativement, si ceux-ci vont échapper à une récupération politique. Ces mouvements semblent difficilement explicables par un seul paradigme. La perspective la plus féconde consiste à privilégier une triangulation des modèles d'analyse.

Notes

1. Si on porte la réflexion sur un horizon historique plus lointain, ces mouvements de contestation de jeunes ne sont pas du tout nouveaux sur le continent (Chole & Ibrahim 1995). L'application des Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), par leurs effets socioéconomiques dévastateurs (en particulier les pertes d'emploi et le chômage des jeunes), avaient créé une vague de contestation chez les jeunes et les femmes du continent (Mkandawire & Olukoshi1 995). Ils ont alors mis en œuvre des stratégies de riposte à la crise, à travers des réseaux d'économie sociale et solidaire (Favreau 2012). Les années 1990 annonçaient déjà les prémisses d'un « Printemps de l'Afrique » (Mkandawire 1995:83) et ont été marquées par une forte implication des jeunes dans les mouvements de contestation des régimes autocratiques, dans le cadre des conférences nationales en Afrique francophone (Ibrahim 1995; Daloz & Quantin 1997; Boulaga 2009). Au cours de cette même période, on a pu parler, par

- exemple au Sénégal, du phénomène « *bulfaale* » [popularisé, entre autres, par le groupe de rap Positive Black Soul (PBS)] i. e. « sois indifférent » ou « ne t'en fais pas » comme forme de lutte et de contestation des jeunes contre les « classes dominantes » du pays » (Assobga 2011:5).
- 2. Les frontières de la recherche sur la question des jeunes se sont diversifiées (Mbodj 1993; Galland 2001; Leblanc & Gomez-Perez 2007; Lee 2014). Cette thématique a, pendant longtemps, été analysée à partir des approches, concepts et outils analytiques de l'anthropologie anglo-saxonne britannique alors dominants, en sociologie de la jeunesse. L'inscription, dans la réflexion, de la jeunesse comme « âge de la vie », « période de transition », « phase d'un cycle de vie », ponctuée par des « rites de passage » ou de la jeunesse comme « incivilité », « vulnérabilité », « itinérance », « problème » ne peut, pour nous, plus prospérer (Gauthier & de Singly 2000). Les mutations en cours, notamment sur le continent africain, appellent à une plus grande déconstruction de la recherche sur le monde juvénile. Les contextes sociaux, culturels, politiques, économiques, technologiques, démographiques qui diffèrent, d'un pays à un autre, rendent inopérante toute définition uniforme, unilinéaire et normative de la jeunesse. Toute conceptualisation sérieuse de la notion doit donc aller au-delà des idées reçues et des stéréotypes, en prenant par exemple, en compte la subjectivité de la jeunesse, longtemps définie comme une « catégorie particulière », la construction de cette subjectivité par les jeunes eux-mêmes (à travers, par exemple, la culture populaire et artistique, leurs nouveaux styles de vie, leurs nouvelles formes de langage), leurs processus d'individualisation, leur participation, dans un monde globalisé et interconnecté, aux transformations locales et transnationales (éducation, santé, emploi, sécurité, lutte contre la pauvreté, démocratie).
- 3. Le rôle de la presse a été considéré comme central dans ces processus démocratiques (Bianchini & Koala 2003). D'autres travaux de recherche mettent en avant, de leur côté, les relations entre les associations, les ONG et les États, comme facteurs explicatifs des révolutions arabes les relations entre les associations (Abu-Sada & Challand 2011).
- 4. Littéralement, « Balayer ce qui ne va pas dans la société burkinabé ». Le balai, au sens propre du terme, constitue ici un symbole, une image, un slogan, une arme de lutte citoyenne et politique à laquelle l'opposition burkinabé a parfois largement recours lors de ses meetings.
- 5. L'article 37 de la Constitution burkinabé prévoit la disposition suivante : « Le président du Burkina Faso est élu pour cinq ans au suffrage universel direct, égal et secret. Il est rééligible une fois ». Au pouvoir depuis 1987, Blaise Compaoré a été réélu en 2005 et en 2010, après une révision constitutionnelle du 11 avril 2000.

- 6. Certains auteurs comme Boucher (1990:16) ont établi un rapprochement entre la théorie de la mobilisation des ressources et la sociologie des organisations. Ce modèle est pertinent pour analyser l'aspect organisationnel des mouvements étudiés ainsi que leurs stratégies de positionnement et d'investissement de l'espace public ouest-africain.
- 7. Cette expression, certes très poétique, désigne précisément le passage de militants d'un parti politique à un autre. Cette transhumance induit ainsi une certaine forme de labilité dans l'engagement politique, dont les chefs d'État usent et abusent envers leurs opposants. Dans ce cadre, celui qui opère le changement est récompensé. C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi de nombreuses carrières politiques restent en zigzag.
- 8. Il nous est impossible de donner des chiffres exacts sur cette transhumance, tant elle se déclinait au pluriel. De même, on peut nuancer notre propos en mentionnant que la transhumance n'est pas forcément synonyme d'absence d'adversité. Beaucoup de conflits internes avaient éclaté au grand jour au PDS (Diop 2013b; Touré 2013).
- 9. On pense ici à la multiplication d'agences pour l'emploi et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes [Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ), Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), Office National pour l'emploi des jeunes de la banlieue (ONEJBAN), etc.], à leur faible articulation, à la faiblesse du secteur privé structuré et non structuré, l'inefficacité de l'investissement public, entre autres.
- 10. Leur slogan était « Barça ou barçakh », i. e. se rendre à Barcelone ou mourir. De nombreuses pirogues de fortune embarquées, pour la destination méditerranéenne, avaient chaviré, en haute mer, faisant des centaines de disparus, amenant l'opinion publique à alerter le gouvernement sur son devoir d'action.
- 11. Nuançons, tout de même, en mentionnant que le Sénégal, contrairement au Burkina Faso, a connu, en 2000 et en 2012, deux épisodes d'alternance politique pacifique et transparente qui ont consolidé son image de « vitrine » de démocratie en Afrique.
- 12. http://www.statistiques-mondiales.com/Burkina_faso.html page consultée le 27/09/2014.
- 13. http://www.koaci.com/burkina-faso-balai-citoyen-mouvement-pour-assainir-gouvernance-83932.html page consultée le 05/03/2014.
- 14. I. e. « citoyens et citoyennes balayeurs ».
- 15. Consignes de vote aux taalibé, i. e. de l'arabe « Taleb », signifiant écolier, disciple, élève d'un maître.
- 16. La classe politique sénégalaise et, en particulier, l'opposition, a été fragilisée, pendant longtemps, par des querelles de leadership [Ligue démocratique/

- Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT), Parti de l'indépendance et du travail (PIT), And-Jef/Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AJPADS), Alliance des forces de progrès (AFP), Union pour le renouveau démocratique (URD), Parti socialiste (PS), etc.]. Cette donne a influé sur son identité et son efficacité dans sa conquête du suffrage des électeurs (Diop 2013:73), malgré une hausse considérable du nombre de partis politiques, au nombre de 228.
- 17. Sur la révolution nationale démocratique et populaire au Burkina Faso, voir Jean Ziegler, 1986, Sankara. Un nouveau pouvoir africain, Entretiens avec Jean-Philippe Rapp, Lausanne, Pierre-Marcel Favre/ABC.
- 18. Nous pouvons en outre, mentionner la mort, dans un poste de police, en février 2011 de l'élève Justin Zongo, résidant à Koudougou, qui avait entraîné plusieurs vagues de manifestations et de contestations sévèrement réprimées (Chouli 2012).
- 19. http://www.afrik.com/burkina-le-balai-citoyen-veut-nettoyer-chez-compaore page consultée le 30/04/2014.
- 20. D'autres auteurs parlent « de nouvelles formes de présence politique : par exemple, des rencontres régulières avec les députés, avec les partis politiques ; des tables de concertation établies durablement avec d'autres mouvements sur des enjeux communs ; de nouveaux dispositifs d'information (pas seulement des relations publiques) du mouvement portant sur ses priorités et ses actions; des prises de position en période électorale. » (Favreau 2012:7)
- 21. http://www.seneclash.com/Le-mouvement-Y-en-a-marre-etend.html page consultée le 05/03/2014.
- 22. http://www.koaci.com/burkina-faso-balai-citoyen-mouvement-pour-assainir-gouvernance-83932.html page consultée le 11/05/2014.
- 23. http://www.afrikinfos.blogs.nouvelobs.com/tag/koudougou page consultée le 11/05/2014.
- 24. C'est le cas de l'association « Les jeunes volontaires pour l'environnement» qui a fêté en février 2013 à Tsévié au Togo ses 10 ans et qui se mobilise dans plus d'une vingtaine de pays africains sur les questions liées à l'accès à l'énergie, l'eau potable, la protection des ressources naturelles, la lutte contre les changements climatiques. De même, au Séné gal comme dans d'autres régions d'Afrique, les syndicats de travailleurs (Fall 2006; Ndiaye 2013), d'étudiants (Dieng 2009; Zeilig2004) ont toujours été à l'avantgarde (Mbembé 1985; M'baya 1995). La Confédération africaine des syndicats libres, l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN) ont vu le jour bien avant l'indépendance de la plupart des pays africains en 1960. Au Sénégal, également, on a encore à l'esprit le mouvement set sétal, être propre et rendre propre, qui s'est constitué dans les différents quartiers urbains, au début des années 1990.

- 25. Il était souvent difficile de séparer les combats des mouvements sociaux du combat politico-syndical, en raison de la similitude de leurs revendications qui explique parfois de telles jonctions.
- http://burkina24.com/news/2014/03/10/meeting-du-mpp-a-bobo-ledementi-du-mouvement-balai-citoyen-sur-sa-participation/ page consultée le 11/05/2014.
- 27. Après lancement de pétitions sur les réseaux sociaux, le Collectif de défense du littoral a organisé, sur la corniche de Dakar, le samedi 12 avril 2014, une marche pacifique, pour sensibiliser et dénoncer l'attribution d'une superficie de 4 000 mètres carrés à la République de Turquie pour la construction de sa nouvelle ambassade. Cette manifestation qui a réuni de nombreux acteurs de la société civile a été dispersée par les forces de police. Des responsables de « Y'en a marre », très dynamiques dans la mobilisation, ont été interpellés puis libérés. En mai 2014, le président, Macky Sall, avait ordonné l'arrêt des trayaux.
- 28. Il s'était agi, pour le mouvement « *Y'en a marre* », d'organiser des campagnes de proximité, pour l'inscription des jeunes sur les listes électorales, de mobiliser des comités de veille, pour sécuriser le vote (Touré 2013).
- 29. Nous pensons aux manifestations populaires contre les coupures d'électricité et notamment la pénurie d'eau qui a secoué, en septembre 2013, la capitale, Dakar, et dont la Société nationale des eaux du Sénégal (SONES) a été jugée responsable.
- 30. Des étudiants de l'Université d'Ouagadougou se sont mobilisé pour protester, le mercredi 31 juillet 2013, contre la décision du Centre national des œuvres universitaires (CENOU) de fermer cités et restaurants, notamment à Kossodo, Patte-d'Oie, Gounghin, Zogona. Des heurts violents avec les forces de l'ordre, s'en sont suivis, lejeudi1er août 2013, lorsque celles-ci voulaient « reprendre » les véhicules administratifs de l'État « saisis » la veille par ces étudiants. Interpellés, plusieurs d'entre-eux ont été accusés de violences faites sur des agents de la force publique, de destruction volontaire de biens publics et privés et ont comparu à la Chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance (TGI) d'Ouagadougou. Le «Balai citoyen »avait exigé du gouvernement la fin de ces poursuites judiciaires et la libérations ans délais et sans conditions des étudiants arrêtés (voir : http:// burkina24.com/2013/08/19/fermeture-descites-universitaires-le-balai-citoyen-demande-au-gouvernement-de-quitter-aussi-leurs-logements-de-fonction/ page consultée le 27/09/2014.

Références

- Abu-Sada, C. & B., Challand, 2011, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes »,Disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://humanitaire.revues.org/index931.html. Page consultée le 05/02/2014.
- Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2013, *Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II)*, ministère de l'Économie et des Finances (MEF), Rapport définitif, mai.
- Ancelovici, M., 2009, « Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, nº 2, p. 39-61.
- Assogba, Y., 2010, « Théorie systémique de l'action sociale et innovation sociale », Université du Québec en Outaouais (UQO), Série : *Recherches*, nº 31, p. 1-14.
- Assogba, Y., 2011, « Insertion des jeunes exclus en Afrique », Université du Québec en Outaouais (UQO), Série : *Recherches*, n⁰ 39, mai, p. 1-13.
- Banegas, R., 2012, « Afrique de l'Ouest : des crises de la citoyenneté », octobre, disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_introrb.pdf. Page consultée le 8 mars 2014.
- Banque mondiale, 2009, *Demande du secteur privé pour l'emploi des jeunes : conclusions de l'étude au Ghana et au Sénégal*, Réseau pour l'emploi des jeunes et Fondation internationale pour la jeunesse, juillet, DWP.
- Becker, C., Diakhaté M. & Fall, A., 2008, « Répartition des ressources et équité dans l'accès à la santé : une reproduction des inégalités ? », dans Daffé. G. & Diagne A., (Éds.), *Le Sénégal face aux défis de la pauvreté. Les oubliés de la croissance*, Paris et Dakar, Karthala, CRES et CREPOS, p. 81-108.
- Bianchini, P. & Koala, S., 2003, « Presse écrite, mouvements sociaux et jeux politiques au Burkina Faso : éléments pour une socio-histoire de l'opinion dans un pays d'Afrique noire », *Les cahiers du journalisme*, nº 12, p. 170-197.
- Boucher, J., 1990, Les mouvements sociaux. Réflexion à partir des théories de l'action collective et de la régulation, Cahiers du CRISES, coll. Études théoriques.
- Boulaga, F.-E., 2009, Les conférences nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre, Paris, Karthala.
- Cefaï, D., 2007, Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective, Paris, La Découverte.
- Chole, E. & Ibrahim, J., (Éds.), 1995, *Processus de démocratisation en Afrique noire. Problèmes et perspectives*, Dakar, CODESRIA.
- Chouli, L., 2012, *Burkina Faso 2011. Chronique d'un mouvement social*, Toulouse, Tahin Party.
- Chouli, L., 2013, « Les mouvements sociaux de 1998 et 2011 au Burkina Faso comme indices et réponses à la crise de la représentation politique », Le retour de la question politique : crise de la représentation et luttes démocratiques en Afrique, 4° Colloque international de Dakar 22, 23 & 24 mai, p. 1-7.
- Coser, L.-A., 1982, Les fonctions du conflit social, Paris, PUF.
- Cotteret, J.-M., 1973, Gouvernants et gouvernés. La communication politique, Paris, PUF. Coulon, C., 1981, Le marabout et le prince, Islam et pouvoir au Sénégal, Paris, Pedone.

- Cruise O'Brien, D., 1992, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine, Sénégal : la démocratie à l'épreuve*, nº 45, p. 9-20.
- Cruise O'Brien, D., Diop, M.-C., Diouf, M., 2002, La construction de l'État au Sénégal, Paris, Karthala.
- Daffé, G., 2013, « Le pouvoir de l'argent et l'argent du pouvoir : la gestion de l'économie sénégalaise 2000-2010 », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, Sénégal (2000-2012).
- Daffé G. & Diagne, A., (Éds.), 2008, Le Sénégal face aux défis de la pauvreté. Les oubliés de la croissance, Paris et Dakar, Karthala, CRES et CREPOS.
- Dalberto, S., A., 2012, « De la rue aux urnes : la longue marche de la deuxième alternance au Sénégal », octobre, Disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_svd.pdf. Page consultée le 8 mars 2014.
- Daloz, J.-P. & Quantin, P., (Éds.), 1997, *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala.
- De Decker, H., 1967, Nation et développement communautaire en Guinée et au Sénégal, Paris, Mouton, La Haye.
- Diagne, A., 2013, « Les politiques agricoles : alignement sur les objectifs officiels et efficience », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, *Sénégal (2000-2012)*.
- Dieng, A.-A., 2009, Les grands combats de la Fédération des étudiants d'Afrique noire : de Bandung aux indépendances 1955-1960, Paris, l'Harmattan.
- Diop, A.-B., 2010, « Sénégal : les mouvements sociaux sous l'alternance », *Alternatives Sud*, vol. 17, p. 139-145.
- Diop, E.-H. O., 2009, Partis politiques, démocratie et réalités sociales au Sénégal. Essai critique pour une étude réaliste du multipartisme, Dakar, Crédila.
- Diop, M.-C., Diouf, M. & Diaw, A., 2000, «Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, *Côte d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste*, nº 78, p. 157-179.
- Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, Sénégal (2000-2012). Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale, Paris-Dakar, Karthala-CRES, Vol. 1.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le sopi à l'épreuve du pouvoir, Paris-Dakar, Karthala-CRES, Vol. 2.
- Diouf, M., 1997, « Mouvements sociaux et démocratie, perspectives africaines », *Les avatars de l'État en Afrique*, GEMDEV, Paris, Karthala, p. 130-134.
- Fall, B., 2006, « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone. De la tutelle des centrales métropolitaines à celle des partis nationaux uniques, ou la difficile quête d'une personnalité (1900-1968) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps. L'internationalisme en question(s)*, Vol. 4, nº 84, p. 49-58.
- Favreau, L., 2012, « Coopératives et mouvements sociaux : la face cachée de leur réussite »,Vie économique, Vol. 3, nº 4, p. 1-11.
- Faye, O., 2013, « La violence au temps du sopi », dans Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, Le Sénégal sous Abdoulaye Wade.
- Fondation Rosa Luxemburg, 2012, Actualité de la FRL, nº 3, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, Dakar. Disponible en version électronique à l'adresse suivante : http://www.rosalux.sn/wp-content/uploads/2011/01/NL3-RL-FR. pdf. Page consultée le 08/03/2014.

- Galland, O., 2001, « Adolescence, post-adolescence, jeunesse : retour sur quelques interprétations », *Revue française de sociologie*, Vol. 42, nº 4, p. 611-640.
- Gauthier, M. & de Singly, F., 2000, « Voir les jeunes autrement », *Lien social et politiques*, n° 43, p. 5-8.
- Gellar, S., 2013, « The Rise of Citizen Movements and the Consolidation of Democracyunder the Abdoulaye Wade Regime (2000-2012) », dans Diop, M.-C.,(Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*.
- Hughes, E.-C., 1996, Le regard sociologique, Essais choisis, Paris, EHESS.
- Ibrahim, J.,1995, «Transition démocratique en Afrique : le défi d'un nouveau programme », dans Chole, E. & Ibrahim, J., (Éds.), 1995, *Processus de démocratisation en Afrique. Problèmes et perspectives*.
- Leblanc, M.-N. & Gomez-Perez, M., 2007, « Jeunes musulmans et citoyenneté culturelle : retour sur des expériences de recherche en Afrique de l'Ouest francophone », *Sociologie et sociétés*, vol. 39, nº 2, p. 39-59.
- Lee, J. S., 2014, « An Institutional Framework for the Study of the Transition to Adulthood », *Youth & society*, Sage Publications, vol. 46, n^o 5, p. 706-730.
- Loada, A., 1999, « Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après-Zongo », *Politique africaine, la renaissance afro-asiatique ?*, nº 76, p. 136-151.
- Lugan, B., 2013, *Printemps arabe : histoire d'une tragique illusion*, Paris, Bernard Lugan.
- Ly, B., 1997, « Processus de rationalisation et changement des valeurs sociales au Sénégal », *Revue sénégalaise de sociologie*, n⁰ 1, Université Gaston Berger de Saint-Louis, p. 21-59.
- M'baya, K., 1995, « Crise économique, ajustement et démocratie en Afrique», dans Chole, E. & Ibrahim, J., (Éds.),1995, *Processus de démocratisation en Afrique. Problèmes et perspectives*.
- Mbembé, A., 1985, Les Jeunes et l'Ordre politique en Afrique noire, Paris, l'Harmattan.
- Mbodj, G., 1993, « Domaines et dimensions de la crise sociétale de la jeunesse au Sénégal », *Revue Université, Recherche et développement*, n^o 2, Université Gaston Berger de Saint-Louis, p. 37-50.
- McSween, N., 2010, « Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains », Université du Québec en Outaouais (UQO), Co-publication ARUC/ISDC et CRDC, Série : *Recherches*, nº 32, p. 1-15.
- Mesplé-SompsS. & Robilliard, A.-S., 2013, « Une croissance partagée ? Évolution de l'emploi et des indicateurs de pauvreté non monétaire 2001-2005 », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, *Sénégal* (2000-2012).
- Mkandawire, T. & Olukoshi, A., (Eds.), 1995, Between liberalisation and oppression: the politics of structural adjustment in Africa, CODESRIA, Dakar.
- Ndiaye, A. I., 2013, « L'action collective protestataire (1996-2004) », dans Diop, M.-C.,(Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade.*
- Niang, B. B., 2013, « Politique industrielle et développement économique : le cas du Sénégal », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, *Sénégal (2000-2012)*.
- Niang, A., 2013, « Le mouvement hip hop au Sénégal. Des marges à une légitimité sociale montante », dans Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*.

- Ouédraogo, B., 2014, Droit, démocratie et développement en Afrique. Un parfum de jasmin souffle sur le Burkina Faso, Paris, l'Harmattan.
- Pommerolle, M.-E. & Siméant, J., 2010, « L'internationalisation du militantisme en Afrique », *Alternatives Sud*, Vol. 17, p. 229-234.
- Ruano-Borbalan, J.-C., (2002), « La société civile mondiale : mythes et réalités », *Sciences Humaines*, n⁰ 130, p. 16-22, août-septembre.
- Sarr, I., 2013, « Du héros au patriarche bâtisseur. Évolution et rupture dans la construction de l'image d'Abdoulaye Wade », dans Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*.
- Thiam, M. D., 2013, « Les inondations au Sénégal (2000-2011) : une gestion erratique », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, *Sénégal (2000-2012)*.
- Touraine, A., 1965, Sociologie de l'action, Paris, Seuil.
- Touraine, A., 1973, Production de la société, Paris, Seuil.
- Touré, E.-H. S.-N & Tall, A., 2013, « Chronique des décisions prises en faveur du troisième âge entre 2000 et 2010 », dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, Sénégal (2000-2012).
- Touré, I., 2013, « Démocratie participative, décentralisation, finances publiques et aide au développement», dans Diop, M.-C. (Éd.), 2013a, Sénégal (2000-2012).
- Traïni, C., 1998, « Le militantisme « identitaire ». Déplacer ou dépasser les frontières de la « politique » ? », *La politique ailleurs*, CURAPP, PUF, p. 88-98.
- Zeilig, L., 2004, « En quête de changement politique : la mobilisation étudiante au Sénégal, 2000-2004 », *Politique africaine*, *Sénégal 2000-2004*, *l'alternance et ses contradictions*, n⁰ 96, p. 39-58.

De bul faale à Y'en a marre: continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal

Mamadou Dimé*

Résumé

L'histoire sociopolitique sénégalaise est parsemée d'épisodes de mobilisation des jeunes au cours desquels ils ont exprimé, par des formes violentes, par l'art ou par le discours des formes de défiance, de contestation et de dissidence vis-à-vis du pouvoir politique notamment. C'est le cas du phénomène bul faale (en wolof, « t'en fais pas ») dans les années quatre-vingt-dix où la jeunesse urbaine a posé des actes de dissidence politique et sociale grâce au puissant instrument de dénonciation sociopolitique qu'est le rap. C'est aussi le cas à la fin des années 2000 où les jeunes ont violemment contesté le régime du président Abdoulaye Wade. Le mouvement Y'en a marre a joué un rôle crucial dans cette contestation en cherchant notamment à susciter, à capter et à instrumentaliser la colère juvénile qui s'est extériorisée au cours des années 2011 et 2012. Tout en retracant les dynamiques juvéniles de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne au Sénégal, notre recherche propose une analyse comparative entre le phénomène bul faale et l'actuel mouvement Y'en a marre. À travers une analyse des acteurs et des péripéties des deux mouvements, des « états de service » qu'ils revendiquent ou qui leur sont associés (« déracinement du baobab socialiste » et chute d'Abdoulaye Wade) et des contextes socio-économiques et politico-institutionnels de leur éclosion et de leur évolution, nous mettons en évidence les permanences et les ruptures dans les dynamiques juvéniles de contestation sociopolitique.

Mots clés : jeunesse, contestation politique, critique sociale, pouvoir, Sénégal, citoyenneté, démocratisation, précarité

^{*} Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Saint-Louis, Sénégal. E-mail : mamadou.dime@ugb.edu.sn

Abstract

Senegal's socio-political history is punctuated by episodes of youth commitment in which they expressed themselves through violent forms, using arts or speech forms of defiance, protest and dissent vis-à-vis the political power. It is the case of "bul faale" phenomenon (meaning in wolof, «don't mind») in the 90s when urban youth performed acts of political and social dissent through the powerful tool of socio-political denunciation that is rap music. It was also the case in late 2000s when young people violently braved the regime of President Abdoulaye Wade. "Y'en a marre" movement (in wolof, "we are fed-up") played a crucial role by arousing, capturing and exploiting juvenile anger in 2011 and 2012. This paper aims to retrace the dynamics of juvenile sociopolitical contestation and citizenship affirmation in Senegal. We focus on a comparative analysis of "bul faale" and "Y'en a marre". Through an analysis of the actors and the vicissitudes of the two movements, their "achievements" («uprooting the Socialist baobab» and Abdoulaye Wade's fall), the socio-economic and political-institutional contexts and their evolution, we highlight the continuities and discontinuities in the socio-political contestation by juvenile dynamics.

Key Words: youth, political protest, social criticism, power, Senegal, citizenship, democracy, poverty

Introduction

Cette recherche propose une lecture sociologique des multiples modes et figures de contestation politique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal à travers une approche comparative entre la génération *bul faale* des années quatre-vingt-dix et l'actuel mouvement *Y'en a marre*. Elle fait ressortir les continuités et les discontinuités entre les deux modalités et médiums d'expression de la dissidence, de l'engagement et du militantisme chez les jeunes. Nous adossons notre analyse à une prise en compte des contextes sociaux, politiques et économiques dans lesquels ces mouvements de révolte juvénile ont éclos pour mieux rendre compte des dynamiques sociétales dont ils sont porteurs dans la reconfiguration, voire la réinvention, du contrat social sénégalais ainsi que dans l'émergence de nouvelles pratiques de citoyenneté et de nouveaux acteurs dans la société civile et dans l'arène politique.

Nous montrons surtout comment il est possible de lire, à travers l'avènement du mouvement *Y'en a marre*, un passage de flambeau générationnel dans les modes, stratégies, discours de contestation sociopolitique et de renouvellement de l'engagement et des pratiques de citoyenneté chez les jeunes Sénégalais. Nous insistons sur le rôle déterminant joué par les deux formes de contestation

dans la chute des figures politiques perçues comme les symboles par excellence des dérives politiques et des tares sociales sur qui porte leur dénonciation (Abdou Diouf dans le cas de *bul faale* et Abdoulaye Wade dans le cas de *Y'en a marre*). À l'avant-garde de cette contestation politique qui a revêtu différentes modalités d'expression, y compris une forme violente dans les deux cas (émeutes, violences urbaines, manifestations rudement réprimées, perturbations du système scolaire, etc.), se trouvent les groupes de rap, Positive Black Soul pour *bul faale* et *Keur Gui*, Simon, Fou Malade et le journaliste Fadel Barro pour *Y'en a marre*. Si les porte-étendards du phénomène *bul faale* n'ont pas directement affronté le pouvoir d'Abdou Diouf alors en place, néanmoins, ils ont joué un rôle majeur comme porte-voix, visant à rendre audibles les maux affligeant la jeunesse urbaine des années quatre-vingt-dix à travers leur production musicale tournée vers une satire sociopolitique féroce (Dimé 2007; Niang 2010).

En revanche, dans le cas du mouvement *Y'en a marre*, le degré d'engagement dans le champ politique a été nettement plus marqué et ses porte-drapeaux se sont très tôt inscrits dans un processus de défiance vis-àvis du pouvoir d'Abdoulaye Wade et de remise en cause de son bilan à la tête de l'État, mais surtout de sa légitimité et légalité à prendre part à l'élection présidentielle du 26 février 2012. Ainsi, les jeunes *Y'en a marristes* ne se sont pas juste cantonnés dans une posture de dénonciation pour amener le vieux candidat à ne pas « forcer¹ » et à respecter la disposition constitutionnelle l'empêchant de se présenter à un troisième mandat². Ils ont joué un rôle actif dans la violente vague de contestation pré-électorale et électorale qui a fait craindre le pire pour le Sénégal.

Certains leaders du mouvement, Fou Malade, les rappeurs Kilifa et Thiat du groupe *Keur gui*, et Simon ont personnellement fait les frais de la violente répression policière au plus fort des manifestations à Dakar : intimidations, bastonnades, emprisonnements, etc. Comme les deux phénomènes ont tous les deux été couronnés par une alternance politique : « déracinement du baobab socialiste » (Diouf, Diop & Diaw 2000), « éviction de Gorgui », il est possible de mettre en relief leur contribution dans ces *success stories* politiques qui ont permis, à chaque fois, à l'expérience démocratique sénégalaise de survivre malgré l'ampleur et la violence des secousses qui l'ont fait dangereusement chanceler comme en 1983, 1988, 1993, 1996 et 2000 (Diop 2004 ; Diouf 2002, Diouf & Diaw 2000) et en 2012 (Diop 2013a, 2013b).

À travers le déclin du lutteur Mohamed Ndao Tyson3, tête de file par excellence de la génération *bul faale*, l'éclatement du groupe de rap Positive Black Soul, rampe de lancement de ce mouvement avec le succès de son album éponyme, et l'avènement aujourd'hui du mouvement *Y'en a marre* et le rôle

qu'il a joué dans la seconde alternance politique, il serait pertinent de lire une transmission de relais aux plans générationnel, territorial et sociopolitique à une génération soucieuse d'une citoyenneté reformulée et de comportement civique qui se décline à travers des slogans comme « daas fananale » (aiguiser et attendre), « ma carte, mon arme », « refusons l'indiscipline et l'anarchie », des « émeutes citoyennes » à la place des « émeutes urbaines », etc. Ce transfert s'effectue dans un contexte global d'accentuation des périls socioéconomiques auxquels sont en butte les jeunes Sénégalais et auxquels le nouveau président Macky Sall est sommé de répondre rapidement sous peine d'attiser de nouveau la colère juvénile qui s'est placée en quelque sorte dans une posture de « sentinelle », de veille politique et « d'alerte citoyenne ».

Cette étude fait le point sur l'ensemble de ces enjeux et propose une lecture contrastée entre les deux dynamiques à la lumière d'une analyse de leur contexte de naissance, des modalités de déclinaison de leur engagement et de leur combat, du rôle de la musique rap et de la manière dont elles contribuent à renouveler les pratiques de citoyenneté chez les jeunes et des stratégies de mobilisation et d'organisation qui, dans le cas de *Y'en a marre*, ont beaucoup exploité les opportunités nouvelles offertes par les technologies de l'information et la communication (Facebook, blogues, Twitter, commentaires sur les portails Internet consacrés à l'actualité politique sénégalaise).

Comme ailleurs, en Afrique, au Sénégal, la jeunesse forme une catégorie aux contours flous, aux frontières mouvantes et à la composition hétérogène (Dalberto 2011). Malgré les mutations démographiques en cours (vieillissement, recul de l'indice synthétique de fécondité, etc.), les jeunes continuent de former la majorité de la population sénégalaise. Les moins de vingt ans représentent 50,9 pour cent de la population (ANDS 2009). Mais la catégorie des jeunes n'est pas seulement réductible à cette tranche d'âge ou à celle de moins de 25 ans, contrairement à d'autres contextes socioculturels, comme dans les sociétés occidentales. Elle peut englober des tranches d'âges supérieures (moins de 35 ans). Le statut de jeune fait donc référence à des considérations davantage liées à la prise de rôles au sein de l'espace domestique et de la société globale au sein d'une société sénégalaise plus urbanisée et plus globalisée (autonomie résidentielle, indépendance financière, statut matrimonial, autonomie décisionnelle, etc.) qu'à des caractéristiques strictement démographiques (Antoine, Fall & Adjamagbo 2002).

De bul faale à Y'en marre : continuités et discontinuités dans la contestation sociopolitique

Le mouvement Y'en a marre témoigne de l'irruption marquée de la « génération Facebook, SMS » dans le champ politique actuel et traduit

un acte de défiance vis-à-vis des figures du « marabout et du prince » ayant exercé un réel monopole dans la gestion du « contrat social post-colonial » au Sénégal (Cruise O'Brien 1992; Diop & Diouf 1999; Diop 2003; Diop 2004). Ses modes, thèmes et stratégies (défiance, organisation, conquête), postures, discours et porte-étendards (le rappeur) le mettent en position de rupture, de renouvellement, de reformulation et de continuité de la contestation sociopolitique impulsée à la fin des années quatre-vingt-dix, pendant donc les années d'austérité, d'ajustement et de xoslu (galère), par la génération bul faale qui a porté au pouvoir l'ancien président Wade – honni par la suite par les Y'en a marristes – à la suite de plusieurs années d'émeutes urbaines, de révoltes estudiantines et de forte répression policière, mais également de « conscientisation » du mouvement hip hop alors naissant.

Critiquer et s'engager : le rap comme exutoire et arme de dénonciation massive chez les générations bul faale

À Dakar, au cours des années 1990, la musique rap est un médium d'extériorisation des frustrations, d'expression du désabusement, d'énonciation des revendications et des rêves des « générations de la crise ». Positive Black Soul est le leader de ce vaste kaléidoscope de groupes de rap puisqu'à cette période, plus de 2 000 groupes étaient recensés dans un milieu *underground* où régnaient une compétition féroce et des clivages, sources de polémiques, de tensions et parfois de conflits entre « possee » au sujet des messages à véhiculer, des styles à privilégier (hardcore, freestyle, rap mbalax, radical), du rôle à accomplir, des territoires à défendre et des relations à établir.

Malgré les dissensions internes, les différences de style, de sonorités et de thèmes, le rap érigé par Didier Awadi et par Duggy Tee, fondateurs du Positive Black Soul au rang de porte-voix de la masse des « chômeurs, des non-autonomes et des débrouillards ». À travers leurs albums, s'exprime une puissante voix, pour décliner et dénoncer, en des termes crus et dénués de toute censure et, parfois, dans une surenchère de radicalité les maux affligeant les jeunes, mais surtout les fléaux gangrenant la société sénégalaise : incurie des politiciens, toxicomanie, violence, cupidité, hypocrisie, égoïsme, corruption, pauvreté, obsession pour les biens matériels, dégradation des mœurs, monétarisation à outrance des rapports sociaux, etc. Dans le contexte des années quatre-vingt-dix, le mouvement hip-hop est porteur d'un discours de critique sociale acerbe déclinée dans un style langagier et des codes linguistiques témoignant d'un fonctionnement de logiques d'hybridité et de métissage, mais aussi de fidélité à la langue wolof. La radicalité de la satire sociale exercée à travers le rap amène à lui conférer le statut « d'arme de dénonciation massive », un rôle qui vient s'ajouter à celui d'exutoire des frustrations vécues à cause de la galère par une jeunesse urbaine exposée aux dures conséquences des programmes d'ajustement structurel d'alors.

Le mouvement hip hop a réellement pris son envol au Sénégal à la fin des années quatre-vingt dans un contexte où commençaient à sévir les premiers effets délétères de la crise économique et sociale, de mise en place des premiers programmes d'ajustement structurel et de fortes turbulences dans le secteur éducatif qui ont culminé avec l'année blanche de 1988, mais également de tensions sociales et politiques nées de la contestation sous des formes violentes de l'hégémonie du Parti socialiste alors au pouvoir, des différends frontaliers avec le voisin mauritanien, qui se sont soldés par des violences intercommunautaires qui ont fait de nombreuses victimes et entraîné un mouvement de part et d'autre. Comme dans un mouvement d'expiation et de lavage à grandes eaux de tout ce sang déversé, les jeunes se sont lancés tous azimuts dans des opérations de nettoyage et d'embellissement des quartiers dénommés Set Setal dont l'écho a été amplifié par la chanson que le chanteur Youssou Ndour lui a consacrée. Ce mouvement Set Setal analysé comme une esquisse de reconquête citoyenne (Diouf 1995) pourrait être mis en rapport avec les pratiques du mouvement Y'en a marre en faveur d'une nouvelle attitude citoyenne en matière d'autoprise en charge de la lutte contre la saleté⁴.

Les classes moyennes urbaines subissaient les premiers contrecoups de la crise économique et sociale et encaissaient rudement le choc des mesures d'austérité mises en œuvre dans le cadre des politiques d'ajustement structurel : fermetures d'usine, licenciements, départs volontaires, réduction des dépenses sociales de l'État. Au même moment, les jeunes citadins, surtout de Dakar, s'ouvraient de plus en plus aux produits de consommation culturelle venus des États-Unis : clips vidéo, musique provenant des ghettos d'Harlem, du Bronx, de Brooklyn, dominée à cette époque par la musique rap. Sur la bande FM alors naissante, les jeunes pouvaient accéder, avec une excellente qualité d'écoute, de loin meilleure celle à laquelle ils étaient jusqu'ici habitués sur la bande AM, aux paroles, aux images et à la musique des rappeurs américains dans le cadre d'émissions radiophoniques et télévisuelles comme Génération 80 (sur l'unique chaîne télé d'alors de l'ORTS avec l'animateur Moïse Ambroise Gomis), Hit inter Sky présenté sur Dakar FM par l'animateur Aziz Coulibaly qui fait partie des pionniers dans la vulgarisation du rap auprès d'un auditoire formé pour l'essentiel à l'époque des enfants des couches urbaines aisées et des classes moyennes (Niang 2010).

S'inscrivant dans une démarche de mimétisme, les premiers groupes de rap ont émergé dans les quartiers résidentiels des SICAP avec, notamment, le Positive Black Soul né dans le quartier de Sicap Amitié avec Didier Awadi,

alors étudiant au département d'anglais de l'Université de Dakar. Un certain nombre de chercheurs ont souvent l'habitude dans l'étude de l'historiographie du mouvement hip hop d'identifier, comme trait de démarcation entre le hip hop aux États et au Sénégal, le fait que ce dernier serait né dans les quartiers huppés avant de se propager par la suite vers les classes populaires. Notre lecture du mouvement nous amène à considérer que la naissance du rap est indissociable du basculement dans la précarité des ménages de la classe moyenne. C'est au sein des enfants de cette classe qui ont toujours placé l'institution scolaire au centre de leurs itinéraires d'ascension sociale que le mouvement a pris son envol avant de se diffuser vers les couches pauvres de la banlieue. Les jeunes font l'expérience des grèves à répétition dans le secteur éducatif, voient leurs parents affronter les premiers effets des mesures d'austérité, voient leurs aînés faire face au phénomène naissant des diplômés chômeurs ou des maîtrisards obligés de s'improviser du jour au lendemain hommes d'affaires dans le transport urbain, le secteur de la boulangerie, de la pêche, etc.

C'est au sein de cette frange qui fait l'amère expérience d'une dégringolade socioéconomique que se recrutent les pionniers du mouvement rap pour tout d'abord extérioriser leurs frustrations, égrener leur litanie de revendications, exprimer leur colère, émettre leur constat accablant que le pays va mal. Ils ne manqueront pas de faire du rap le porte-voix pour rendre audibles les maux qui gangrènent le pays, situer les responsabilités des uns et des autres, allant des « politichiens qui dilapident les deniers publics » (paroles du groupe de rap BMG44 dans un album intitulé Politichiens) aux marabouts qui les cautionnent ou légitiment leurs actes parce que « grassement soudoyés ». Le rap devient en quelque sorte la caisse de résonance des frustrations de ces générations « nées et socialisées » dans la crise (Antoine, Fall et al. 2002) qui devant la fermeture de leur horizon professionnel, adoptent, s'approprient, innovent avec un nouveau genre musical pour se livrer à une satire sociale et s'ériger en nouveaux censeurs décriant les multiples tares de la société sénégalaise.

Rappeurs et « jeunesse malsaine » : acteurs majeurs du « déracinement du baobab socialiste »

Le « fiel » des rappeurs de l'époque *bul faale* se déverse en général sur les acteurs politiques, notamment le régime socialiste de l'époque que les textes dénonciateurs du mouvement rap tiennent pour responsable de la galère des jeunes et de la dureté des conditions de vie. Les actes de défiance politique s'exprimèrent avec virulence à l'occasion des élections de 1988 caractérisées par un niveau de mobilisation exceptionnel dans le jeu politique. Celui-ci

s'est matérialisé à travers un soutien sans faille à l'opposant d'alors, Abdoulaye Wade, qui, par son charisme, le pouvoir de ses slogans mobilisateurs (*le Sopi*⁵ notamment), a réussi ainsi à capter la colère et le désenchantement des jeunes et à les instrumentaliser dans son objectif de conquête de pouvoir politique à cette période.

La jeunesse urbaine, surtout sa frange scolarisée (étudiants et élèves), sera ainsi à l'avant-garde du combat contre le régime socialiste qui a pris la forme de violentes manifestations urbaines qui ont ponctué la campagne électorale de 1988 et la période post-électorale, surtout au cours d'un meeting à Thiès du candidat Diouf au cours duquel il fustigea cette « jeunesse malsaine ». Cette déclaration faite sous le coup de l'indignation et de l'énervement traduit plus que tout autre acte l'ampleur du divorce entre le pouvoir socialiste et les jeunes (Harvard 2001) au cours de cette période très tourmentée de l'histoire politique sénégalaise qui a culminé avec l'instauration de l'État d'urgence, suite aux troubles post-électoraux qui ont fait fortement vaciller le régime de Diouf, vainqueur contesté de cette élection qui a constitué une première étape dans l'irruption des jeunes dans le jeu politique.

L'intrusion des jeunes dans l'espace politique ne s'est pas traduite par des gains électoraux importants pour leur candidat, car en réalité la majorité d'entre eux ne pouvaient participer à l'élection, puisque non inscrits sur les listes électorales. Cependant, elle représentait un premier coup de hache sur le baobab socialiste qui a beaucoup chancelé pendant toute la décennie 90 du fait de l'ampleur de la contestation estudiantine, syndicale et politique. Ce baobab que les jeunes avaient réussi à secouer vigoureusement finira par être terrassé à l'élection 2000 qui consacre la première alternance politique dans le pays après une décennie de lutte et de mobilisation dans un contexte de vogue du phénomène bul faale. Certains analystes ont considéré le lutteur Mohamed Ndao Tyson comme « le leader emblématique, la principale figure individualisée de la génération bul faale » (Havard 2001:68) par le nouvel « éthos » qu'il a introduit dans l'arène : valorisation de l'effort et du travail, culte du corps, ascension sociale.

Mais nous pensons que cette lecture propose un rôle démesuré à ce lutteur, certes fort populaire et charismatique et dont le cheminement et les sacrifices pour s'extirper de la galère témoignent de nouveaux itinéraires et symboles de réussite sociale. Mais le lutteur n'a su jamais ni voulu, même au faîte de sa popularité, assumer le rôle de porte-voix des générations de la galère, au contraire il s'est inscrit dans une dynamique individualisée d'enrichissement, au point d'avoir été récupéré par le Parti socialiste lors de la campagne électorale de 2000. En réalité, c'est l'armada de rappeurs de cette décennie et leurs groupes les plus en vue tels PBS, Rap'adio, Pee

Froiss, Xuman, à qui doit échoir cette responsabilité d'éveil des consciences, d'exutoire des frustrations et d'expression sur le plan politique du sentiment de ras-le-bol généralisé à l'égard du régime de Diouf et des effets néfastes des politiques d'ajustement sur les conditions d'existence des jeunes (Diop & Faye 2002). L'alternance de 2000 peut ainsi être lue comme la consécration de ce travail inlassable de critique politique et sociale du mouvement rap. Sur ce point au moins, nous partageons l'analyse de Havard (2001:76) sur l'influence des rappeurs dans la défaite électorale de Diouf.

Les rappeurs, qui sont apparus comme de nouveaux porte-parole des aspirations politiques des jeunes et dont on peut résumer le discours en trois points : volonté d'afficher une distance avec la classe politique, affirmation de la nécessité d'une alternance du pouvoir, mais, en même temps, refus de soutenir un candidat en particulier. Au cours de la campagne de février 2000, les jeunes de la génération *bul faale* ont provoqué toute une série de ruptures avec les modes de dire et les modes de faire traditionnels de la politique au Sénégal. La plus spectaculaire de ces ruptures fut sans doute la remise en cause du principe du *ndiguël*⁶ politique, la consigne de vote donnée par les marabouts, laquelle était le fondement même du « contrat social sénégalais ».

Avec l'élection en 2000 de Wade qui s'est présenté comme le candidat « des jeunes, des chômeurs et des désœuvrés » pendant tout son parcours, la génération bul faale pensait avoir placé à la tête de l'État un homme politique sensible à son sort et qui aurait à cœur la résolution des maux qui continuent de l'assaillir. On peut ainsi mettre à l'actif de Wade pendant sa présidence la promotion de jeunes leaders politiques à des postes de responsabilité administrative et ministérielle, des investissements publics accrus dans le secteur de l'éducation (nouvelles universités, généralisation de la bourse et de l'aide sociale aux étudiants), de l'emploi et des loisirs. Malgré les efforts mis dans la satisfaction de la demande sociale, dans la matérialisation des promesses mirobolantes aux jeunes dans les moments de conquête du pouvoir, la désillusion des jeunes à l'égard du régime libéral a pris une grande ampleur au fur et à mesure de l'éclatement des multiples scandales financiers qui ont jalonné l'ère Wade.

Ce désenchantement des jeunes, surtout ceux ayant humé l'âcre fumée des grenades lacrymogènes et enduré les bastonnades des GMI⁷, est en plus attisé par « l'arrogance de nouveaux riches » affichée par les anciens « compagnons de galère » passés dans la caste des privilégiés du nouveau régime. Les fortunes subites d'anciens « galériens », l'incapacité à saisir le travestissement des espoirs placés en l'alternance, la dure réalité de l'exercice du pouvoir et des arbitrages qu'elle impose et les faibles capacités de manœuvre des pouvoirs publics dans

un contexte d'accentuation des périls et de renchérissement du coût de la vie apparaissent comme d'autant d'éléments de la césure entre Wade et les jeunes qui l'ont l'accompagné dans ses combats pour conquérir le pouvoir. Élu par les jeunes, s'étant toujours proclamé président des jeunes, pourtant ce sont les jeunes qui contribueront, de manière active et violente, à le chasser du pouvoir après 11 ans à la tête de l'État.

Les dernières années de présidence de Wade ont permis ainsi de mesurer l'ampleur du désespoir des jeunes qui s'est exprimé dans la dimension la plus tragique à travers l'émigration clandestine en direction de l'Espagne à bord de pirogues de fortune (Dimé 2010). Au cours de la décennie 2000, la production musicale des rappeurs n'a cessé de vitupérer les dérives de « l'alternoce » et la faillite de Wade qui peut être appréhendée à travers la « gestion catastrophique des délestages électriques, des inondations, des finances » (Xuman de la première génération et qui a rallié par la suite le mouvement Y'en a marre). Même si cette contestation s'est émoussée au début des années 2000 dans un contexte d'état de grâce, d'euphorie de lendemains enchanteurs et d'enthousiasme généré par l'épopée de l'équipe nationale de football à la Coupe du monde de 2002. Les critiques sur la déception et la trahison se sont réamorcées dès le milieu des années 2000 dans les albums des rappeurs. Le groupe Pee Froiss s'est distingué dans ce registre de dénonciation des espoirs trahis à travers deux titres « Luy ndeyu li » = qu'est-ce qui explique ceci? et « Kany » = piment. De même, Xuman s'est illustré dans cette posture à travers une satire du régime de Wade dans un morceau intitulé « Goor gui » où il se livre à une attaque féroce, dans un style allégorique, contre la méthode Wade. Ces critiques ont pris plus de vigueur devant le constat d'une gestion patrimoniale plus marquée de l'État et l'intention affichée par Wade de briguer un troisième mandat et, possiblement, de paver la voie à son fils, au cœur désormais du dispositif de gestion du pouvoir. C'est le mouvement Y'en a marre qui réussira à capter la rancœur des jeunes urbains et à la canaliser vers une contestation très prononcée du pouvoir de Wade.

Y'en a marre, genèse d'un mouvement juvénile de contestation sociopolitique et de reconquête citoyenne

Le 23 juin 2011 constitue une date marquante dans la jeune et tumultueuse histoire sociopolitique sénégalaise. Ce jour-là, de violentes émeutes urbaines ont embrasé Dakar ainsi que des villes de l'intérieur comme Thiès, Mbour, Saint-Louis, Kaolack ou Louga. Elles ont forcé le pouvoir en place à reculer sur un projet de réforme constitutionnelle rejeté par ses détracteurs, car conçu pour paver la voie à ce que les médias, les partis d'opposition et une frange de la société civile ont qualifié de « schéma de dévolution monarchique » du

pouvoir. À l'avant-scène de cette contestation qui a surpris, par sa soudaineté et son organisation – beaucoup fondée sur les TIC : Facebook, SMS, twitter et les virulents débats à travers les commentaires des internautes sur les sites Web dédiés à l'actualité sénégalaise tels que Seneweb, Dakaractu, Nettali, Xibar (Ly et Seck 2012) –, mais également par son audace et sa radicalité, se trouve un groupe de jeunes, rappeurs pour la plupart, qui se sont autobaptisés mouvement *Y'en marre* (Kassé 2011a, 2011b). Ce dernier constitue un collectif de jeunes qui s'était donné pour mandat d'être le catalyseur de la révolte juvénile contre le pouvoir d'Abdoulaye Wade et pour objectif, à terme, son départ du pouvoir, celui-ci étant, de leur avis, constitutionnellement disqualifié pour participer à l'élection présidentielle de février 2012.

Un puissant cri de colère et de révolte s'est ainsi élevé au sein de cette jeunesse urbaine pour décliner sa désillusion à l'endroit du président Wade sur qui elle avait fondé beaucoup d'espoirs au moment de son élection après plusieurs décennies de gestion socialiste du pouvoir. Ce sentiment juvénile de « ras-le-bol » a été émis pour extérioriser la frustration d'être astreint à une galère perpétuelle (Dimé 2007; Antoine, Fall & Adjamagbo 2002), mais également pour déclamer leur combat en vue de la naissance de ce que les rappeurs Keur gui, Fou Malade et Simon, porte-drapeaux du mouvement, appellent *le nouveau type de Sénégalais* (NTS), le *nouvel ordre national* (NON), bref, l'émergence d'une nouvelle et forte conscience citoyenne chez les jeunes Sénégalais.

Les émeutes se sont répétées une semaine plus tard en réaction aux insupportables coupures d'électricité dans ce que dans la presse dakaroise on a qualifié « d'émeutes de l'électricité ». Ces soulèvements populaires qui ont fait craindre le pire au cours de la fin du mois de juin 2011 n'étaient que le début d'une contestation sociopolitique dont le caractère violent ne s'est estompé qu'après la proclamation des résultats du premier tour qui rendait inéluctable la tenue d'un second tour entre le président Wade, dont le rejet de la candidature a nourri l'exaspération et la colère de la société civile, et une frange des candidats à l'élection présidentielle qui lui déniait toute légitimité. Au sein de la société civile, c'est surtout le collectif autoproclamé *Mouvement du 23 juin* ou M23 – au sein duquel les jeunes de *Y'en a marre* ont joué un rôle de premier plan en vue de l'invalidation de la candidature du président Wade sortant – qui s'est distingué dans ce combat qui a vite débordé son champ habituel d'expression (médiatique notamment) pour revêtir les oripeaux d'une insurrection urbaine.

Les semaines d'avant-campagne et de campagne électorale ont d'ailleurs été marquées par des scènes de guérilla urbaine quotidiennes dans le cadre de manifestations violemment réprimées à la place de l'Indépendance, au centre-ville dakarois et à la place de l'Obélisque surnommée place Tahrir, en référence au célèbre lieu de rassemblement des milliers d'opposants au régime d'Hosni Moubarak lors du « printemps égyptien ». Un climat de tension extrême ayant nourri les craintes d'un basculement du pays dans une phase de chaos et d'instabilité a ainsi plombé l'atmosphère politique. La violence de la répression (plusieurs morts ont été dénombrées autant à Dakar qu'à l'intérieur du pays) a ainsi semblé contribuer à accréditer l'idée d'un « printemps sénégalais » dont le point d'orgue a été la défaite électorale du « Vieux ».

Les jeunes de Y'en a marre se sont arrogé une responsabilité décisive dans la survenue de cette deuxième alternance au Sénégal, même si on peut d'ores et déjà souligner « l'absence d'atomes crochus » entre eux et le nouveau président Macky Sall. Quoique le rôle politique des jeunes dans la survenue de l'alternance reste à être documenté de manière rigoureuse, force est de constater que l'intrusion de Y'en a marre dans le jeu politique et son désir d'y jouer un rôle majeur symbolisent pour la jeunesse sénégalaise actuelle son désir d'être le catalyseur de changements sociaux, politiques, générationnels, et surtout dans le mode de gouvernance, dans un contexte de double faillite des élites traditionnelles - politiques et maraboutiques (Diouf 1999) – et d'incapacité des programmes de développement à venir à bout des nombreux défis auxquels font face les jeunes : lancinant problème du chômage, perturbations récurrentes dans le système d'enseignement, en particulier dans les universités (nombreuses grèves, violence estudiantine, etc.), manque de qualifications professionnelles, dépendance sociale, report des aspirations en matière d'autonomie économique, résidentielle et dans le domaine matrimonial, etc. (Kassé 2011a; Dimé 2014; Diop 2013b).

Ces périls sont d'autant plus graves et urgents qu'ils se posent dans un contexte où l'émigration, de préférence en Occident, qui pouvait contribuer à entretenir l'espoir des jeunes en un futur moins ardu, est devenue aujourd'hui extrêmement contraignante du fait du resserrement draconien des conditions de départ (coût, ampleur de la demande, etc.), de l'acuité de la crise sévissant dans les principaux pays d'accueil des Sénégalais en Europe et du quasi arrêt du phénomène « barça ou barsakh » (émigration clandestine vers l'Espagne à bord de pirogues qui ont atteint leur point culminant au cours des années 2007 à 2008) (Tandian 2013). Si les émeutes du 23 juin 2011 ont donné au mouvement Y'en a marre une forte visibilité médiatique et ont placé les fondateurs du collectif à l'avant-scène dans le combat contre le régime de Wade, il faut cependant reconnaître que le processus de naissance du collectif date de plus longtemps.

« 'Y'en a marre' de rester les bras croisés! » Contexte d'émergence et ruptures et continuités avec la génération bul faale

Y'en a marre est une réaction née d'une prise de conscience qui s'est faite dans un contexte urbain marqué par des coupures d'électricité et une série de scandales fonciers et financiers (conditions opaques dans lesquelles le Monument de la renaissance a été érigé et questionnements à propos de son coût dispendieux et de son opportunité dans un contexte où l'État peine à résoudre les problèmes d'éducation, de santé et de transport devenus plus aigus). Les fondateurs du collectif mettent en avant ces éléments lorsqu'ils retracent les péripéties de sa naissance. Fadel Barro, journaliste de profession et un des membres fondateurs de Y'en a marre, raconte les conditions, à première vue banales, dans lesquelles le collectif a été fondé :

Une soirée du mois de janvier 2011, je reçois les rappeurs du groupe Keur Gui de Kaolack qui sont des amis d'enfance. Ils sont connus pour leur engagement et leur esprit anticonformiste, voire rebelle... Quand Diouf était au pouvoir, ils ont été emprisonnés pour une dénonciation virulente de la gestion de la ville de Kaolack. À cette époque, feu Abdoulaye Diack, un des barons influents du PS, en était le maire. J'étais avec Thiat et Kilifeu, les rappeurs de Keur Gui, avec d'autres amis à boire du thé et à discuter de choses de la vie... quand soudain nous nous sommes retrouvés dans le noir, car l'électricité venait encore d'être coupée. C'était encore un de ces nombreux délestages de la SENELEC. Personne ne pouvait plus travailler à Dakar. Tout le monde en avait ras-le-bol. Même les imams, des personnes âgées, se sont mobilisés contre ces coupures. Nos débats ont vite porté sur les coupures et sur ce qu'il y avait à faire pour y mettre fin. J'ai ainsi reproché aux rappeurs de ne rien faire, si ce n'est des chansons et de ne pas s'impliquer pour que les choses changent. Mes amis rappeurs se sont défendus et la discussion a été très passionnée. Nous sommes arrivés au constat que c'est le pouvoir en place qui est le responsable de cette situation et qu'il fallait faire quelque chose pour faire changer les choses. Nous nous sommes dit qu'on en avait marre de rester les bras croisés. C'est ainsi qu'est né Y'en a marre. Quand l'électricité est revenue vers 4 heures du matin, nous avons envoyé notre premier communiqué par email comme collectif Y'en a marre. Je savais comment les choses marchaient avec les médias.

À la suite de sa naissance au mois de janvier 2011, ce sont les émeutes urbaines de juin qui vont fournir au collectif *Y'en a marre* l'occasion de se faire connaître des Sénégalais, de se poser en « opposants intrépides au régime de Wade » et à l'intention qui lui est alors prêtée de transférer le pouvoir à son fils, Karim Wade, mais également la possibilité d'élargir ses bases de recrutement de leur mouvement et de décliner la « nouvelle conscience citoyenne » dont ils se disent les porteurs. Le collectif est, à sa naissance, structuré autour de rappeurs et du journaliste Barro. Les rappeurs,

à la fondation du mouvement, sont ceux de *Keur Gui* (Kilifeu et Thiat⁸), Simon et Fou Malade. Au fur et à mesure que grandira la renommée du collectif, d'autres rappeurs s'y joindront, surtout après les émeutes de juin qui ont conféré à ses initiateurs un leadership dans la contestation juvénile et citoyenne contre le pouvoir en place.

Les conditions de naissance de Y'en a marre et les objectifs clairs de revendication politique et citoyenne que ses fondateurs se sont donné le mettent nettement en position de rupture par rapport à la génération bul faale, chez qui les rappeurs étaient davantage dans une posture de critique sociale et de sensibilisation des jeunes à travers leurs textes. Avec Y'en a marre, on est en face d'initiatives organisées de revendication politique qui, très vite, trouvent des alliés en certains démembrements de la société civile dakaroise mobilisée contre une troisième candidature d'Abdoulaye Wade. Alors qu'il a affirmé n'avoir pas l'intention de se présenter à un troisième mandat au cours d'un entretien sur la chaîne TV5, à l'approche des élections, le discours du président est aux antipodes de son interview, que les médias dakarois ont passée en boucle au cours de l'année 2011. Cette décision fondée sur une logique de waxon waxet (se dédire en wolof) a surtout eu pour conséquence de servir de déclic dans les dynamiques de mobilisation de la société civile autour de Alioune Tine, responsable de l'ONG des droits de l'homme RADDHO, et des membres du collectif Y'en a marre. Ils vont ainsi former une espèce de « Sainte-Alliance » avec les partis d'opposition politique dans un collectif baptisé « Mouvement du 23 juin ou M23 » en référence à cette date au cours de laquelle le pouvoir, face à la mobilisation populaire, manifesta sa volonté de faire avaliser par l'Assemblée nationale un projet de loi devant instaurer l'idée d'un « ticket présidentiel » à l'américaine (élection d'un président et d'un viceprésident), avec seulement 25 pour cent des votants.

Après les émeutes de juin, les responsables de *Y'en a marre* se sont lancés dans une phase active de mobilisation politique plutôt citoyenne, car c'est le qualitatif qu'ils préfèrent pour caractériser leur mouvement, pour ainsi marquer leur distance d'avec les politiciens et « les manières de dire et de faire » la politique. Cette mobilisation a pris la forme d'appels et de tournées en vue d'une inscription massive des jeunes sur les listes électorales dans le cadre d'une campagne baptisée *dass fananal* (aiguiser et attendre) à travers des slogans comme « ma carte, mon arme ». La mobilisation citoyenne a pris la forme de compilations rap dont la plus connue est celle de *Y'en a marre*. Dans cette production qui a permis de constater l'arrivée de nouveaux rappeurs dans le collectif, le titre phare est « Faux! pas forcé », message adressé au président pour l'inviter à ne pas forcer ce puissant « barrage juvénile » opposé à sa candidature.

Le pouvoir de Wade, conscient de la menace que représente Y'en a marre a essayé de le contrecarrer très tôt par des tentatives de récupération non abouties (tentatives de corruption), par la stratégie de l'intimidation (arrestation, bastonnade de leaders dans les locaux de la police, accusations de trouble à l'ordre public, etc.), mais surtout par la création d'un mouvement de jeunes favorables au président dénommé Y'en a envie et la promotion de rappeurs tels Pacotille, pour contrer le discours de protestation de Y'en a marre. Les actes d'infiltration de Y'en a marre et les stratégies pour le discréditer n'ont pas donné les résultats escomptés : Y'en a envie n'a jamais réussi à susciter un réel impact mobilisateur malgré les moyens financiers alloués aux jeunes, aux rappeurs et musiciens choisis pour porter ce discours de brouillage des Y'en a marristes. Au contraire, le contexte de tension de l'élection présidentielle va lui fournir l'occasion de le radicaliser et de susciter une adhésion plus importante auprès de la jeunesse urbaine.

Le rôle actif du mouvement *V'en a marre* dans l'alternance de 2012

Le début de l'année 2012 a été marqué par la mobilisation des jeunes de *Yen a marre* et des autres membres de la société civile regroupée dans le collectif du M23 et des partis d'opposition unis par leur combat contre la candidature de Wade. Ils plaçaient leur dernier espoir dans la publication de la liste des candidatures validée par le Conseil constitutionnel qui devenait ainsi le recours ultime pour le rejet de la candidature de Wade. Malgré l'ampleur de la mobilisation sur la place de l'Obélisque le jour de la délibération du Conseil constitutionnel, les fortes pressions à travers les médias exercées sur ses membres et malgré le fait qu'une bonne partie des spécialistes de droit constitutionnel du pays se soient prononcés contre la validité juridique d'une telle candidature, le Conseil constitutionnel a entériné la candidature de Wade. Au prononcé de l'arrêt, la place de l'Obélisque s'est embrasée et la manifestation organisée dans l'attente de la décision a été violemment réprimée. L'opinion publique a été révulsée ce jour-là par la mort en direct de l'étudiant Mamadou Diop écrasé par un camion de la police⁹.

Le ton venait ainsi d'être donné d'une campagne électorale du premier tour marquée par des scènes de guérilla urbaine quasi quotidiennes, d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants autour de la place de l'Indépendance. Les membres de *Y'en a marre* ont ainsi persisté dans une posture de rejet de la candidature de Wade même après le démarrage de la campagne électorale. Il n'est pas surprenant qu'ils soient du côté des opposants déniant à Wade, jusqu'au dernier moment, sa légitimité à prendre part à l'élection. Cette frange de l'opposition s'est distinguée par une campagne électorale ayant pris la forme d'appels à manifester quotidiennement à la

place de l'Indépendance et à passer outre l'arrêté d'interdiction, d'où les tensions quotidiennes qui ont atteint leur point culminant à la suite d'une grenade policière lancée à l'intérieur d'une mosquée tidiane au centre-ville¹⁰. Un acte vite assimilé par les membres de cette confrérie comme une profanation inadmissible d'un lieu sacré, d'où les réactions de colère qui ont encore attisé la violence et accru la colère envers le pouvoir de Wade.

Ce contexte de tension, l'impopularité du régime de Wade, sa mauvaise campagne électorale, la désarticulation de ses politiques et propositions par rapport à la réelle demande populaire centrée essentiellement sur la cherté de la vie, les multiples scandales financiers ayant émaillé son règne, le rejet de toute forme de transfert familial du pouvoir, etc. paraissent autant d'éléments explicatifs de sa déroute électorale que les résultats du premier tour laissaient déjà entrevoir. Le deuxième tour fournira à l'opposition l'occasion de réaliser une « union sacrée » autour de Macky Sall, arrivé deuxième au premier tour, et lui donnera la possibilité de parachever la sanction contre Wade. Ce qui est intéressant à souligner, c'est le tiède appui donné au nouveau président par la frange de la société civile qui s'est le plus illustrée dans le rejet de la candidature de Wade, en l'occurrence Y'en a marre et le M23 qui étaient au départ dans une posture de boycott de l'élection. On pourrait en plus y déceler un manque de confiance envers l'ancien numéro 2 de Wade, qui a une part de responsabilité dans la gestion libérale pour avoir occupé des fonctions plus élevées sous l'ère Wade à titre de ministre des Mines et de l'Énergie, de ministre de l'Intérieur, de Premier ministre, et de président de l'Assemblée nationale.

Bul faale contre Diouf, Y'en a marre de Wade, puis après?

Comme dans le « déracinement du baobab socialiste » (Diop, Diouf & Diaw 2000), l'issue du deuxième tour de l'élection de 2012 a consacré davantage le rejet d'un système usé que l'adhésion à un programme de gouvernement et à une vision de société. Les Sénégalais ont été avant tout dans un scénario de « Wade, dégage et après on verra ». À la manière des révolutionnaires tunisiens ou égyptiens, « Wade, dégage ! » est vite devenu le slogan de ralliement des *Y'en a marristes*. Wade ayant été évincé par les urnes, *Y'en a marre* se trouve dès lors délesté d'une partie de ses arguments de mobilisation et du fondement même de sa stratégie protestataire.

Après avoir pris du galon à l'occasion des émeutes de juin, après avoir joué un rôle déterminant dans les manifestations violentes qui ont rythmé la campagne électorale du premier tour et, de ce fait, avoir contribué par sa mobilisation, son vote, ses pressions, son maillage du territoire, au départ de Wade, *Y'en a marre* cherche à s'inscrire aujourd'hui davantage dans une

dynamique d'émergence d'une nouvelle citoyenneté déclinée à travers le concept de « nouveau type de Sénégalais ». On peut donc se poser la question de la réelle portée de la pléthore de slogans lancés par le collectif pour faire « naître » un nouveau type de citoyen soucieux de ses droits, mais surtout de ses obligations :

Le NTS est celui qui ne laisse pas traîner par exemple les sachets plastiques, n'urine pas dans la rue, ne monte pas dans un car rapide surchargé, ne brûle pas des pneus quand il est mécontent. En quelque sorte, il fait la promotion d'un comportement citoyen. Il n'est pas fataliste et prend ses responsabilités.

Les impératifs énoncés ici en série relèvent-ils des slogans creux et des vœux pieux ou se traduiront-ils par des changements significatifs dans les comportements, les attitudes des Sénégalais ? Autrement dit, *Y'en a marre* se cantonnera-t-il dans une posture énonciative et discursive ou a-t-il les capacités d'inciter les Sénégalais à une attitude de citoyenneté constructive ? En ne s'attaquant à rien de moins que ce qu'on pourrait appeler une « révolution comportementale », *Y'en a marre* se place dans un champ que les pouvoirs publics n'ont jamais réussi à maîtriser malgré l'ampleur des moyens dont ils disposaient et les leviers sur lesquels ils pouvaient s'appuyer (médias, institutions, écoles, etc.).

Depuis l'élection présidentielle, *Y'en a marre*, ayant épuisé le registre de la contestation, se place en mode construction, en vue de l'émergence d'une citoyenneté renouvelée dans l'optique de faire émerger un « nouvel ordre national » (NON) qui est perçu par ses fondateurs comme un idéal à atteindre. Pour y arriver, six types de chantiers ont été identifiés. Ils sont en quelque sorte les domaines où le Collectif compte intensifier ses actions de sensibilisation et de mobilisation : le Chantier formation à la citoyenneté (Chafs) ; le Chantier renforcement et observation de la démocratie (Chrod) ; le Chantier environnement et santé communautaire (Checs) ; le Chantier arts et cultures urbaines (Chacur) ; le Chantier entrepreneuriat, leadership et auto-promotion (Chela) et le chantier Paix et solidarité (Chaps).

Les chantiers sont énoncés, mais peu d'informations ont été données sur les modalités concrètes de leur réalisation et le type d'actions devant être mené, et surtout sur les moyens de leur financement. Le collectif se cherche encore dans le type de relations à établir avec le nouveau pouvoir en place à l'élection duquel il a contribué. Se placera-t-il dans une posture de surveillance et de critique pour éviter les dérives et pour le respect des engagements en termes de prise en charge des questions d'emploi des jeunes, d'une gestion rigoureuse des finances publiques, ou bien sera-t-il plus dans une attitude plus bienveillante à l'égard du régime ? Une telle attitude délégitimerait considérablement le mouvement et mettrait à nu la vanité de

son projet d'émergence d'un « nouveau type de Sénégalais », car celui-ci doit être concomitant d'avec l'avènement « d'un nouveau type de gouvernance » fondé sur la compétence, une gestion vertueuse, la réduction du train de vie étatique, une attention soutenue aux préoccupations des populations en matière de santé, d'éducation, de sécurité, d'alimentation, mais surtout de baisse du coût de la vie, etc.

Réaction spontanée à la suite d'une prise de conscience, puis cri de protestation contre un régime et ses dérives, *Y'en a marre* inaugure un nouveau chapitre dans sa courte histoire, celui de l'institutionnalisation comme structure de la société civile, avec ses pesanteurs, les risques qu'une massification de ses bases engendre de manière inexorable en termes de luttes de pouvoir, des logiques conflictuelles quant aux sens et attentes liés à cet engagement citoyen, sans compter les risques liés aux tentatives de récupération par le nouveau pouvoir et les appétits que les fonds alloués pour soutenir cette expérience d'organisation citoyenne pourront susciter. Le collectif semble être en ce moment dans les bonnes grâces des bailleurs de fonds et des ONG de soutien à la société civile africaine et suscite de plus en plus la curiosité de l'extérieur (ambassades de pays occidentaux, médias, organismes de défense des droits humains, chercheurs, activistes africains, etc.).

Les responsables de Y'en a marre se targuent ainsi d'avoir fait déplacer jusque dans leurs locaux situés dans le quartier populaire des Parcelles assainies, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Ils s'enorgueillissent aussi d'avoir eu des audiences avec des personnalités comme le milliardaire Georges Soros¹¹, mais surtout d'avoir fait partie de la courte liste des acteurs de la société civile à avoir rencontré le président Obama lors de sa visite au Sénégal en juin 2013. Les leaders du mouvement sont également régulièrement consultés par les médias pour s'exprimer sur les questions sociopolitiques de l'heure. Les récents événements survenus à Dakar comme la pénurie d'eau¹² et la construction projetée de l'ambassade de la Turquie sur la corniche de Dakar ont amené ses dirigeants à sortir du silence dans lequel ils étaient emmurés et à renouer avec la posture de critique de l'action gouvernementale. Certains responsables les plus en vue sur le plan médiatique, notamment Fadel Barro, ont été au-devant de la protestation lancée par la coalition dénommée « Non au mur » pour s'insurger contre les constructions anarchiques le long de la corniche dakaroise.

Cette critique se concentre sur le non-respect de ses promesses par le président Sall et sur le sentiment qu'au fond, « les choses n'ont pas réellement changé » depuis le départ de Wade. Ayant perdu, avec la chute de Wade, ce qui faisait la quintessence de sa dynamique de mobilisation, *Y'en a marre* se trouve dans une posture d'atermoiement, de mise à jour de ses

revendications, mais surtout dans une phase de réactivation de sa stratégie protestataire devant la difficulté d'identifier une thématique fédératrice et mobilisatrice, alors que la désillusion et la frustration semblent gagner la plupart de ses membres. Dans l'histoire, des initiatives populaires de jeunes visant un changement de comportement comme le *Set Setal* ont fait long feu, malgré les objectifs ambitieux qui leur étaient associés à leur naissance. *Y'en a marre* pourra-t-il se prémunir contre une telle situation et ainsi ne pas finir comme un énième éphémère « cri de colère » de la jeunesse urbaine sénégalaise ? Pour le moment, il cherche à se positionner, d'une part, comme une philosophie de l'action et un collectif de vigilance et d'action citoyenne pour les changements de comportements et, de l'autre, comme porte-voix des frustrations des jeunes encore confrontés à une précarité multidimensionnelle.

Conclusion

Comme mouvement de contestation de l'ordre sociopolitique, bul faale comme Y'en a marre s'inscrivent dans une longue tradition de mobilisation citoyenne et de participation politique des jeunes au Sénégal. En effet, l'histoire sociopolitique du pays est jalonnée par des épisodes de mobilisation juvénile en réaction à des situations sociales jugées intolérables ou problématiques. C'est le cas du mouvement étudiant de mai 1968 au cours duquel les bases du régime de Senghor ont été fortement ébranlées. C'est le cas du phénomène set setal à la suite des tragiques événements nés du différend sénégalo-mauritanien de 1989 où il fallait en quelque sorte « nettoyer l'espace sénégalais » souillé à la suite des tueries (Diouf 1992 ; Diouf et Fredericks 2013). Elle est marquée par des dynamiques de contestation et de défiance à l'égard des pouvoirs politiques, soit une forme latente de critique, de sensibilisation par le langage du rap dans le contexte des années bul faale (décennie 90) et à travers un engagement plus direct et plus actif lié à un rejet plus net du pouvoir politique, à l'image de la « jeunesse malsaine » ayant sérieusement secoué, aux élections de 1988 et de 1993, les fondements du pouvoir d'Abdou Diouf avant de les terrasser en 2000. Le mouvement Y'en a marre perpétue en ce sens une tradition de contestation politique des jeunes dont le passé remonte loin (Mbembé 1986), dans la période coloniale et aux premières années de l'ère post-coloniale, mais aussi à travers les multiples mouvements étudiants.

Cette recherche a proposé une lecture de l'ancrage de cette tradition de contestation sociopolitique de la jeunesse sénégalaise portée aujourd'hui par le mouvement *Y'en a marre*. Nous avons mis l'accent sur une approche comparative entre *Y'en a marre* et son devancier direct, à savoir le phénomène

bul faale. À travers une analyse de leurs conditions sociales de naissance, des figures au cœur des mouvements (à chaque fois celle du rappeur), de la forme de leurs stratégies contestataires, du contenu des messages et slogans de mobilisation, des résultats sur lesquels ont débouché ces expériences de protestation juvénile, nous avons mis en lumière les continuités et les discontinuités entre les phénomènes bul faale et Yen a marre. Avec l'émergence de Yen a marre, on est ainsi dans une phase de passage de flambeau intergénérationnel dans la contestation sociopolitique. Mais ce mouvement cherche à dépasser aujourd'hui ce statut pour poser les jalons d'une nouvelle citoyenneté, subsumée par le concept de nouveau type de Sénégalais.

Notes

- 1. En référence à un slogan de Y'en a marre intitulé « Faux! pas forcé ».
- 2. L'interprétation de cet article de la Constitution a nourri les débats les plus passionnés au Sénégal.
- 3. Sa défaite devant le fringuant jeune lutteur Balla Gaye qui, par l'âge, appartient à la même génération que les *Y'en a marristes*, mais la similitude s'arrête à ce niveau. Il est le symbole de la nouvelle génération de lutteurs « bodybuildés » au niveau d'instruction bas et qui sont plus dans une posture de conquête de prébendes dans le champ politique et d'exhibition de leur standing de nouveaux riches que dans une posture de leadership générationnel et de porteurs d'un discours de critique politique et de refus d'embrigadement par les élites politiques au pouvoir à la manière du lutteur Yékini qui est davantage dans un schéma de critique politique.
- 4. Après les différents sit-in, les jeunes de *Y'en a marre* se faisaient un devoir de ramasser les ordures et autres détritus laissés sur place (sachets vides surtout), comme pour donner l'exemple du *Nouveau type de Sénégalais* préoccupé par la lutte contre les incivismes.
- 5. Sopi : changement en wolof
- 6. Mot de la langue wolof signifiant littéralement injonction. Désigne une consigne de vote donnée par un marabout à ses disciples. Lors des différentes, les leaders ont l'habitude de faire une cour assidue aux marabouts, en particulier aux grands dignitaires de la communauté mouride pour pouvoir ainsi bénéficier de leur *ndiguel*.
- 7. Groupement mobile d'intervention, corps anti-émeute de la police sénégalaise. Le rappeur Xuman se plaît à les appeler « Groupement des matraqueurs indisciplinés ».
- 8. Ce sont les noms de scène de ces rappeurs. En wolof, *Kilifeu* signifie le patriarche et *Thiat*, le dernier de la famille, le benjamin, *keur gui*, nom du groupe signifiant la maison. Le troisième membre du groupe Mollah

- Morgun qui a participé au dernier album du groupe intitulé *Nos connes doléances* sorti en 2008 a par la suite quitté le groupe.
- 9. Surnommé « Dragon ».
- 10. Il s'agit de la « zawiya » El hadj Malick Sy. Au-delà de la réaction à ce qui est assimilé à un acte de profanation de ce haut lieu de la confrérie tidiane, les émeutes qui ont résulté de cette situation ont été l'occasion pour les tidianes d'extérioriser leur frustration à l'endroit du président Wade accusé de partialité envers la confrérie mouride à travers un traitement préférentiel en matière d'investissements publics, d'exposition médiatique de son appartenance à la confrérie, etc. Cette colère des tidianes doit être intégrée parmi les facteurs explicatifs de la chute de Wade lors de l'élection de 2012.
- 11. Il est le fondateur d'Open societies, Initiative active dans la promotion de la démocratie, de la justice sociale et de l'État de droit dans le monde. La représentation en Afrique de l'Ouest (OSIWA) s'est illustrée dans le soutien à la société civile, la promotion d'élections libres et transparentes et une expérience originale de surveillance citoyenne des élections présidentielles de 2012 au Sénégal surnommée *Election situation room*.
- 12. Cette pénurie est survenue suite à une avarie dans un tuyau survenue à l'usine de Keur Momar Sarr à 250 km de Dakar et alimentant la capitale en eau potable. Cette panne a privé les Dakarois du liquide précieux pendant plusieurs semaines, occasionnant de vives critiques à l'encontre du pouvoir de Macky Sall pour sa mauvaise gestion de l'affaire, révélatrice en dernier lieu de l'ampleur du sous-développement du pays et de la mal gouvernance. *Y'en a marre* a semblé retrouver du mordant avec cette situation. Fou Malade et *Thiat* se sont notamment illustrés par la virulence de leurs critiques à l'égard du président Sall, ce qui marque d'une certaine manière la fin de l'état de grâce de ce dernier auprès de la frange urbaine contestataire qui a activement contribué à son élection. Dakar et sa banlieue ont renoué, pendant cette période, avec les émeutes urbaines dans les quartiers Niarry Tally, Yoff ou Yeumbeul.

Références

- Agence nationale de la démographie et de la statistique (ANDS), 2009, Banque de données des indicateurs sociaux du Sénégal BADIS 2007-2009, en ligne URL: http://www.ansd.sn/publications_BADIS.html.
- Antoine, P., A-S. Fall, et A. Adjamagbo, 2002, *Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar*, Programme de recherche jeunesse et précarité urbaine, Rapport d'étape, CODESRIA-IFAN-IRD.

- Banégas, R., & J.-P. Warnier, 2001, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, nº 82, p. 5-21.
- Biaya, T. K., 2000, « Jeunes et cultures de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, n° 80, p. 12-31.
- Coulibaly, A., 2003, *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée?*, Dakar, Les éditions sentinelles.
- Cruise O'Brien, D., 1992, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, n° 45, p. 9-20.
- Dahou, T., & V. Foucher, 2004, « Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive », *Politique africaine* n° 96, p. 5-21.
- Dalberto, S. A., 2011, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse », *Les carnets du CAP*, p. 37-65.
- Dimé, M., 2007, « Galérer, ruser, partager et rêver : figures de la précarité juvénile à Dakar », dans Y. Assogba (Éd.), *Regard sur... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 123-143.
- Dimé, M., 2014, « Abdoulaye Wade et les jeunes : de l'euphorie de l'alternance à la contestation de *Y'en a marre* », Communication au colloque *Élections de 2012 : et si on laissait parler les chiffres !*, équipe de recherche Sige Gis, section de science politique, Université Gaston Berger de Saint-Louis, 25 mars.
- Diop, M. C., & M. Diouf, (Éds.), 1999, Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus, Dakar, Paris, Codesria, Karthala.
- Diop, M. C., M. Diouf & A. Diaw, 2000, « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, p. 157-180.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2003, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2004, Gouverner le Sénégal entre ajustement structurel et développement durable, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2013a, Sénégal (2000-2012), Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale, Paris, Karthala-CRES.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., & M. Diouf, 1990, Le Sénégal sous Abdou Diouf, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., & O. Faye, 2002, « Les jeunes et la gouvernance de la ville » dans M-C. Diop (Éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 687-720.
- Diop, M-C., 2002, « Réformes économiques et recompositions sociales », dans D. O'Brien, M.-C. Diop & M. Diouf (Éds.), La construction de l'État au Sénégal, Paris, Karthala, p. 63-82.
- Diop, M.-C., & O. Faye, 2002, « Les jeunes et la gouvernance de la ville » dans Momar-Coumba Diop (éd.), *La société sénégalaise entre le local et le globa*l, Paris, Karthala, p. 687-720.

- Diouf, M., 2002, « Les cultures urbaines entre tradition et mondialisation », dans M.-C. Diop (Éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, p. 261-288.
- Diouf, M., & R. Fredericks, 2013, Les arts de la citoyenneté. Espaces contestés et civilités urbaines, Paris, Karthala.
- Diouf, M., 1992, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set/Setal à Dakar », *Politique africaine*, n° 46, p. 41-55.
- Havard, J.-F., 2004, « De la victoire du « sopi » à la tentation du « nopi ». « Gouvernement de l'alternance » et liberté d'expression des médias au Sénégal », *Politique africaine*, n° 96, p. 22-38.
- Kassé, M., 2011, « « *Yen a marre* » : ce que la jeunesse sénégalaise dénonce », *Pambazuka News*, n° 207, en ligne (http://www.pambazuka.org/fr/category/features/77025/print). 20 avril 2014.
- Kassé, M., 2011, « « *Y'en a marre* » ou les défis d'une génération galère », *Pambazuka News*, n° 207, en ligne, (http://www.pambazuka.org/fr/issue/207). 22 avril 2014.
- Ly, M.-A., & A. Seck, 2012, « Anthropologie du langage et de l'imaginaire des discours politiques populaires : notes sur la violence verbale dans le débat politique au Sénégal », *Signes, Discours et* Sociétés, 8, La force des mots : valeurs et violence dans les interactions verbales, 30 janvier 2012. En ligne : http://www.revue-signes.info/document.php?id=2704. ISSN 1308-8378.
- Magrin, G., 2007, « Sopi or not sopi ? », EchoGéo, mis en ligne le 21 juin 2007 URL : http://echogeo.revues.org/document838.html. Consulté le 21 juillet 2024.
- Mbembe, A., 1986, Les jeunes et à l'ordre politique en Afrique noire, Paris, L'Harmattan.
- Niang, A., 2010, *Intégration sociale et insertion socioprofessionnelle des jeunes boys par le mouvement hip-hop à Dakar*, Université Gaston Berger de Saint-Louis, thèse de doctorat de sociologie.
- Tandian, A., 2013, « Jeunesse urbaine en désillusion. L'espoir du changement ». DIOP M.-C. (Éd.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve*, Paris, Karthala.



From Subalterns to Independent Actors? Youth, Social Media and the Fuel Subsidy Protests of January 2012 in Nigeria

Christopher Akor*

Abstract

This article explores issues around the changing nature of social networks and social movements involving youth in Nigeria. Using the youth-driven 2012 fuel subsidy protests, the article raises two fundamental questions. First, do the youth-led protests represent a genuine shift for the youth from being mere subalterns to neo-patrimonial power groups to a more assertive role, which seeks to challenge the power structure in the country, or are they simply frustrated expressions of marginality? Second, in what ways have social media affected social networks and movements and their capacity for mobilization in Nigeria? It appears that the bourgeoning youth population in Nigeria has led to a realization by youth groups of their power to substantially affect the course and conduct of governance in the country. On 1 January 2012, the Nigerian government unilaterally decided to remove the subsidy on petrol leading to a 120 per cent increase in the price of the product. The move provided opportunities for youth resistance through social media. This article uses insights from this protest to explore these questions and show the fluid nature of youth social networks and movements.

Résumé

Cet article explore les problèmes liés à la nature changeante des réseaux sociaux et des mouvements sociaux impliquant les jeunes au Nigeria. Se fondant sur les manifestations contre la suppression des subventions du carburant de 2012 menées par les jeunes, le présent article soulève deux questions fondamentales. Tout d'abord, les manifestations dirigées par les jeunes représentent-elles un véritable changement pour la jeunesse qui s'émancipe de son statut de subalterne des groupes de pouvoir néo-patrimoniaux pour assumer un rôle plus affirmé visant à contester la structure du pouvoir dans le pays, ou sont-ils simplement

^{*} Centre for Competitiveness and Strategy, Nigeria. Email: cjakor@gmail.com

des expressions frustrées de marginalité ? Deuxièmement, de quelle manière les médias sociaux ont-ils affecté les réseaux et les mouvements sociaux et leur capacité de mobilisation au Nigeria ? Il semble que la population jeune en pleine croissance au Nigeria ait conduit les groupes de jeunes à se rendre compte de leur pouvoir d'affecter de manière substantielle le cours et la conduite de la gouvernance dans le pays. Le 1er janvier 2012, le gouvernement nigérian a décidé unilatéralement de supprimer la subvention de l'essence, entraînant ainsi une augmentation de 120 pour cent du prix du produit. Cette mesure a offert à la jeunesse des possibilités de résistance par le biais des médias sociaux. Le présent article se fonde sur cette manifestation pour examiner ces questions et montrer la nature fluide des réseaux et des mouvements sociaux des jeunes

Introduction¹

Having suffered severe deprivations and abuse of rights under military dictatorships for nearly three decades, many Nigerians were hopeful on the eve of civil democratic rule in May 1999. They expected the new democratic government to guarantee their fundamental human rights, especially freedoms of expression and association. The incoming President, Olusegun Obasanjo – a former military dictator who voluntarily handed over power to a democratically elected government in 1979 – raised expectations further when he solemnly promised to heal the wounds of the country and institute a regime of equity, order and accountability in the governance of the country. Since then however, there has hardly been order in the country as organized violence and crime have spiralled as a result of the emergence and proliferation of 'youth-led identity-based social movements' (Gore and Pratten 2003:212). From 1999, such groups as the Ijaw Egbesu boys in the Delta, the Oodua People's Congress (OPC) in the South West, the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) in the East, and the Arewa People's Congress (APC) in the north have risen to contest the legitimacy of the state. It appears that civil democratic governance gave many of these youth groups - formed in the mid-1980s as secret societies to respond to the post-SAP economic crises and driven underground by the oppressive and repressive military regimes – the latitude to express themselves (Gore and Pratten 2003; Adebanwi 2005; Nolte 2004). The inability of the state to contain these groups has led to the emergence of more militant and terrorist groups such as the Niger Delta Vigilante (NDV), Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND), Niger Delta People's Salvation Front (NDPSF), Niger Delta People's Volunteer Force (NDPVF) and the Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-Jihad (The Congregation of the People of Tradition for Proselytism and Jihad) or Boko Haram, who have successfully challenged the legitimacy of the state and exposed its inherent weaknesses and contradictions. In all cases,

with the notable exception of the Boko Haram terrorist group, the activities of these youth-led groups were mobilized around issues of resource control and marginalization by the state, and are often responses 'to the Nigerian politics of plunder' (Gore and Pratten 2003:211). Meanwhile the repressive nature of military rule and the ruthless suppression of all peaceful protests by marginalized groups unwittingly led to a shift in the loci of power from community elders to aggrieved 'youth' groups who have been using violent means to successfully challenge the legitimacy of the state (Obi 2006). By the early 2000s, violence became the chief means by which power and resources were negotiated in Nigeria such that the disparate Niger Delta militant groups were able to successfully negotiate an amnesty programme in 2009 worth billions of dollars, and set the precedence for the violent confrontation with the state as a means of resolving disputes.

Youth groups were content to use violence, protests or threats of these to negotiate favourable deals with the state, often serving as agents of, or being propped up by, politicians (Watts 2007:650). The twin events of the Occupy Wall Street protests in the United States and 'Arab Spring' that led to the overthrow of some authoritarian leaders in the Middle East, however, alerted Nigerian youth to their latent power to influence or even change the leadership of the country and to the use of social media for mobilization. Therefore, when, on 1 January 2012, the Nigerian government, in a unilateral move, announced the removal of the subsidy on petrol, it did not predict youth protest beyond the usual threat of strike by the labour unions. On 2 January, youth flooded the streets in protests, under the banner 'Occupy Nigeria Movement' and set the agenda for the unprecedented national protests and strike that followed which visibly threatened the survival of the ruling elite.

This article seeks to interrogate the issue of youth agency and the instrumentality of social media in the mobilization and organization of the protests. In doing so, it seeks to answer two key theoretical questions: first, do the youth protests represent a genuine shift from being just mere subalterns to neo-patrimonial power groups to a more assertive role, which seeks to challenge the power structure in the country, or are they just frustrated expressions of marginality? Second, in what ways has social media affected social networks and movements and their capacity for mobilization in Nigeria?

A 'Lost Generation'? Youth, Violence, and Political Engagement in Contemporary Africa

African youth appears to be at the margins of the African society. Despite constituting the majority of the African population (under the age of thirty-five) and being at the centre of social interaction and transformations, youth

play only a marginal role in the political, economic, social and cultural processes of their societies (De Boeck and Honwana 2005:1). As Jon Abbink (2005) describes it, 'they are marginalized in national state policies and have a weak legal position'. This is quite unlike the youth of the 1960s to late 1970s who, due to the newly won independence and economic boom, had an easy, quick and enjoyable socialization into responsible adulthood. In distinguishing between Africans who grew up in the 1960s to late 1970s and their successors – those who grew up in the 1980s upwards – Donald Cruise O'Brien (1996:56) describes the latter as a 'lost generation'; a disempowered, stunted and now bitter youth with less access to the means of becoming adults, and their 'youth' at 'risk of becoming indefinitely prolonged'. The sight of young school graduates with no formal sector employment, and in no position to set up an independent household came to signify the predicament of this 'lost generation' (O'Brien 1996:57).

For the majority who do not have access to education or skills, they simply grow up in dire conditions of social exclusion, with health problems, especially AIDS, and crisis within the family due to poverty (Abbink 2005:1). The option open to them is to engage in violence and insurgent movements of various kinds, as well as criminal activities, to which they are so easily recruited (*ibid*.). Most of them however, become trapped in the vortex of 'youthness' even when they grow older since they continue to appropriate the space of youth as a means of accumulation. In Nigeria's Niger Delta, for instance, where violent insurgency is shaped by the politics of extraction and rent seeking, remaining a 'youth', even when one is above fifty years of age, is essential to remaining relevant as violent youth groups have supplanted local or community elders as the real sources of power in the oil producing communities. With population growth on the rise, outstripping food supply and economic growth, the proponents of this view see no hope or prospect that the situation will change for the better in the near future.

But not all agree with this bleak picture of African youth. Some have criticized the 'lost generation' thesis for overgeneralization and underestimating young people's agency (Bray 2010:294). They contend that the 'lost generation' theorists sought to apply to a whole generation the experiences of a small minority of young people and severely underplayed the resilience of so many young people struggling to make a living even in the face of adverse circumstances. Not only did large-scale research in the early 1990s conclude that the whole idea of a 'youth crisis' was a myth created by those who mistook a range of intractable problems in which young people find themselves to mean a 'youth crisis' (Slabbert et al. 1994:26), another survey in South Africa showed how most youth maintain a very positive and ambitious attitude to

life, contrary to what the 'lost generation' theorists postulate.² For example, the spectacle of child soldiers in Africa has become permanently edged on to the consciousness of Western watchers or analysts of Africa. But it may not tell the entire story. As Smith (2011:100) argued:

The little boy clutching an AK-47 taller than himself featured as a prominent image of the continent, despite being taken out of context. Would international audiences have been similarly perplexed by the discovery of young fighters had they been told that 40 to 50 per cent of the Africans south of the Sahara were younger than fifteen? All over the world, a "child soldier" is an oxymoron. But in Sub-Saharan Africa, a child soldier is more of a redundant statement given the sheer availability of youth. In fact, academics and journalists should have emphasized that only an estimated 200,000 out of a total of some 300 million children joined the fighting when there were no good schools or jobs for them, often no home or a parent left, and warlords urged them to live and rule by the gun.

What is more, researchers have found that in Africa, children and youth, in the face of severe chronic poverty and disempowerment, still show 'initiative and dexterity in using the available social, cultural discursive and imaginative resources to make sense of highly problematic familial and neighbourhood relationships, and to reduce the pains caused by them' (Bray 2010:295). Being the most active and energetic category of the population, the youth are wont to create new and innovative ways to 'resist, subvert and manipulate' their exclusion and marginalization (Iwilade 2013:5). One of the tools that has come in handy for youth to subvert their exclusion and marginalization is the widespread use of social media - Facebook, Twitter, and Blackberry Messaging service (BBM). From being just mere tools of social interactions for young people, social media has become, for the African youth, a tool for mobilization and class action against oppressive regimes and classes on the one hand, and a tool for keeping themselves informed about the global discourses on democracy and development on the other hand. The successful use of social media to initiate, mobilize and coordinate the 'Occupy Wall Street' protests, and most especially, the 'Arab Spring' that led to the overthrow of long-standing dictators and created a protest culture in North Africa and the Middle East was not lost on youth in sub-Saharan Africa. Thus, when the Nigerian government announced a policy the youth considered as deepening their marginalization, they wasted no time in reacting.

The 2012 Fuel-subsidy Protests

What we are witnessing with 'Occupy Nigeria' is a generational transfer, as young, social-media enabled activists gradually take over the baton from

unionist stalwarts. Nigeria's young population is increasingly letting go of the deferential attitude of their parent's generation. In the south at least, young Nigerians are beginning to ask questions... At long last, there is accountability pressure building up in the system. (Jeremy Weate cited in Iwilade 2013: 9). Subsidy on petrol is an emotive as well as a political issue in Nigeria. Perhaps, in a moment of candid honesty, Nigeria's former military President, General Ibrahim Babangida remarked: the issue of subsidy should be seen more as politics and not economics.... It is better to seek political solution to the subsidy discourse than invoking the sentiments of economics (Odenyi 2012).

So, when late in 2011 the government of President Goodluck Jonathan decided to remove the subsidy on petrol, it knew that the decision would, if not well handled, lead to social unrest as labour unions and civil society groups have a history of vigorously protesting such policies whether under military or civilian regimes. Beginning from October of that year, the government started to consult with labour unions, civil society organizations (CSOs), youth groups, and religious and professional associations. The outcomes of these meetings and consultations have been subject of dispute. While some, like the National Association of Nigerian Students (NANS), argue that, indeed, labour unions and civil society groups did agree with the government, on principle, on the need to remove the subsidy on fuel, civil society groups especially rejected that suggestion and maintained that they rejected the proposal out right, even though the government said the removal of subsidy would take effect from April 2012. Dauda Mahammed, the then President of NANS argued that prior to the removal, they had been consulted and had agreed that government should remove the subsidy but that palliatives should also be provided to cushion the effects on the poor (Abang 2012). The other groups vigorously contested this position insisting the student body has long been compromised by the government.3 NANS had long been considered the youth wing of the ruling People's Democratic Party. From the days when protesting Nigerian students almost singlehandedly forced the government to cancel the Anglo-Nigerian Defence pact in 1962 (Dudley 1982; Akintola 2010), the 1978 'Ali Must Go' student riots challenging the government over the increase in school fees and living expenses on the campuses of Nigerian universities, to the various anti-SAP strikes and protests, NANS is widely believed to have lost the radical fibre that it used to be known for. Assessing NANS after twentyfive years, Reuben Abati as well known journalist and social commentator, was most unsparing in his criticism:

What was on display in the 25th anniversary of NANS was opportunism, if not infantilism; perfidy of the highest order and gross irresponsibility. It is either the students' leaders were suffering from amnesia or they were under

a spell. The celebration of NANS at 25 ought to have been prefaced by a return to the circumstances and ideals that produced NANS in 1980 (cited in Akintola 2010:114).

In the dying days of the Obasanjo administration, NANS became the most vocal youth vanguard of the administration endorsing the 'third term' agenda of the ex-president, decorating the ex-president with the title of 'Defender of Democracy' and accepting financial gratifications from him (Akintola 2010:114).

'Occupy Nigeria', Youth and Social Media Mobilization

The proliferation of mobile technology has made it easier for Nigerian youth to freely communicate and also mobilize. The growing impatience with the dire economic situation in the country led to debates and discussions on social media – Twitter, Facebook and BBM – as early as October about the possibility of staging the Nigeria version of the 'Occupy' protests. According to Japhet Omojuwa, one of the youth mobilizers,

The discussion then was that it [Occupy Nigeria] was something that was not possible; that Nigerians were always going to adjust to any situation and will bear whatever the government foist on them; that they weren't going to come out. They were going to adjust to whatever the government throws at them just like the dog will adapt to any situation it finds itself [in].

The mobilization and discussions continued and were heightened by the plan of government to remove the subsidy on fuel. A large section of youth felt the government was just trying to transfer to the people the cost of its inefficiencies and corruption-ravaged system. In the course of the debates, the leader of the Nigerian Youth Council declared a hunger strike and protest against the removal of subsidy on 11 November 2011. The government responded by placing him under intense monitoring. He was subsequently arrested and detained for trying to cause unrest in the polity. It took the intervention of many youth who camped at the office of the State Security Service (SSS), where he was being kept, for him to be released, but not without stern warnings to abort any planned protests. The Nigerian Youth Council's resolve and insistence to proceed with the protests led to the unleashing of the state security on them. They had no choice but to go underground and rely on social media for communication and mobilization for the protest.

Attempts to stage protests on 11 November were met with stiff resistance from the security agencies who cordoned off the roads leading to the National Unity Fountain (the venue of the protest) with armoured tanks, police dogs and snipers. Many youth were scared and ran away leaving only about twenty

of them to continue with the protests. Eventually, even these were chased away with the aid of security dogs. By December the government had begun assembling various phoney youth groups at the Presidential villa to receive their endorsement for the planned subsidy removal.⁴

This sour experience, coupled with the less than satisfactory behaviour of the government, strengthened the resolve of the youth to stage the 'Occupy Nigeria' protests, come what may. But since the government's planned removal of the subsidy was slated to start in April, the protests were also scheduled to start then. The government, however, had other plans. As people travelled to their various hometowns for the yuletide celebrations, it jolted the nation on 1 January 2012 with the announcement that the subsidy on petrol had been removed and the price had been increased from N65 to N141 per litre.

The April date for the removal of subsidy was obviously a dummy sold to the people by the government. Suddenly, transport fares rose by as much as 300 per cent and most people were trapped in their villages because they could not raise the new transport fares to return to the cities after the announcement. The action angered labour, CSOs and youth groups. If they had been willing to give the government some benefit of the doubt, this action, they claimed, had once more proved to them that the government, like others before it, cannot be trusted to honour its words and must be made to realize it cannot take its citizens for granted. As one of the mobilizers of the protest puts it:⁵

this was an opportunity for a generation to say ... we're not going to take every nonsense that the government throws at us ... a movement ... that will really set a new order of engagement between the governors and the governed; to make them know that they can't just wake up and do things anyhow.⁷

On 1 January, immediately after the announcement by the government, the youth started conversations on social media on the next steps to take. The Blackberry phone, produced by Research in Motion (a Canadian firm) was one of the most popularly used phones in Nigeria and was more popular with the youth who especially like its instant messaging BBM facility. Having been forced to go underground by the government, and with their Facebook and Twitter accounts being actively monitored by security agencies, BBM became the only secure means with which they could communicate seamlessly without the security agencies breathing down their necks. The anger of the youth was palpable and they resolved to begin the protest the next day.

Despite the yuletide celebrations, they stormed the streets the following day. The protests started in Abuja on 2 January, in Lagos on 3 January, in Kano on 4 January, and consequently spread to other locations in the country. The protests were sporadic. The youth blocked major streets, chanted anti-government

songs, and demanded the reversal of the fuel price back to N65. They also carried various placards denouncing the economic policies of the government and calling on the president to sack the Finance Minister, whom they saw as an agent of the World Bank. The turn-out was unprecedented, and saw even the middle-class coming out in large numbers to protest against the government. The protests soon became like a national movement, except in the South-South and South-East regions where protests never held for obvious reasons.⁷



Figure 1

Both the CSOs and labour movements were unprepared for the protests. There was no single agreed response or platform of CSOs. The civil society sector in Nigeria is diverse in its composition. Formal CSOs, registered as non-governmental organizations, are of different sizes and interests, with differing access to resources and focus. But they were all united in their opposition to the government. Before the protest, they had been working differently and were planning to confront the government individually in case government went ahead with the policy. But once the street protests begun – championed by the youth – they moved swiftly to take control, or as one of them modestly describes it, 'to structure that anger and to formalize demands that will create a way out of the crisis'.⁸

The CSOs and youth groups, organized under the 'Occupy Nigeria' banner, all came together and set up various headquarters in different parts

of the country – in Abuja, at the office of the Centre for Democracy and Development (CDD), in Lagos, at the office of the Save Nigeria Group (SNG), in Kaduna and Kano, at the CDD office – to coordinate the protests and enable them to speak with one voice. The protests were hugely successful. As Hussein Abdu puts it:

I have never seen such a protest in the history of this country. I have been involved in several protests but have never seen that ... the size as recorded by our monitoring team in the situation room was taking place simultaneously in about 78 locations or cities across the country.

It is important to point out, as stated earlier, that the issue of subsidizing imported petrol (PMS) in Nigeria is a very sensitive one and any plan by the government to remove the subsidy has always been vigorously resisted. In fact, labour unions, CSOs and student bodies have gained their legitimacy over time as a result of always resisting government attempts to remove the subsidy on petrol. As Guyer and Denzer (2013:54) assert, 'since the boom in Nigerian oil production of the 1970s, the Nigerian people and certain of their organisations, such as the Nigerian Labour Congress (NLC), have expected and demanded that one part of their share in the "national cake" should be an affordable price of petrol and kerosene at the pump'. The Nigerian Labour Congress (NLC) and the Trade Union Congress (TUC) have built their reputations on strike actions to protest and prevent the government from removing the subsidy on petrol (for instance, see Nwoko 2009; Okafor 2009; Okafor 2010; Ering and Akpan 2012).



Figure 2

For all the efforts of the youth however, the protests were not as effective as envisaged since people still went to work, businesses were opened and there was free and uninterrupted movement of people and goods. Although, the protests were gathering momentum, businesses and work activities continued as usual in the country with the effect that many youth and people who were also dissatisfied with the government and wanted to take part in the protests could not because they had to go to work or to their various businesses. Historically, the traditional trade unions - the NLC and TUC – were more successful at forcing the government to negotiate with them because of their capacity to declare strike actions that shut down the economy and prevent movement of people. It was only a week later (on 9 January) that the NLC and TUC commenced the 'mother of all strikes' after securing the approval of their National Executive Councils (NEC).9 The strike action effectively paralysed all economic and social activities in the country including the total shutdown of the nation's airspace. Many CSOs and youth groups were not happy that the NLC and TUC did not join the protests until a week after the movement had gathered momentum. To them, the duo just came to 'hijack the protest'. But such accusations show limited awareness of trade unions' internal processes. 'You do not just declare a strike. You must seek authorisation from your NEC and also issue notice to the government.'10 In fact, the President of the TUC claimed that the CSOs and youth groups thought they could go it alone, but it was when they discovered they could not grind the country to a halt that they came asking them to declare a national strike. In Esele's words:

They felt they could go it alone ... but they found out that activities were still moving. So they came to us and we told them that we cannot join them like that. We have our organs ... even the government knows the organs and so we cannot be seen to be violating our own constitution. Besides, I could lose my position if I bypass my NEC and go on the radio and announce a strike.¹¹

Despite their differences, all parties – youth, CSOs and organized labour – decided to stand strong and fight together. The Labour Civil Society Coalition (LASCO) – founded around 2005 during one of the series of strikes to protests against the deregulation policy of the government – was resuscitated to give direction to the protests and strike and meet with the government, if necessary. No youth or youth group was represented in this alliance in their own capacity, but were only recognized as part of civil society. But once the strike was declared, the protests moved into an interesting phase as the youth took over the protests in major Nigerian towns with the CSOs only providing the platform.

The demands of the parties to the alliance parties seemed, at least initially, to be the same. While CSOs and youth groups started the protests with a

charge of 'revert back to N65 or nothing', in the course of the protests, the conversation changed. It moved beyond 'reverting back to N65' to 'cutting down on the cost of governance and fighting corruption'. Organized labour, also decided to modify their demands. As the NLC secretary couched it:

This time around we decided that we are not going to talk about prices but we want to focus on the leakages, looting, and corruption within the oil industry, which has distorted the process of pricing.¹²

They also decided not to negotiate with the government until a reversal of the increase was effected. But after many pressures were brought to bear on them, especially by members of the National Assembly, they decided to meet with the government, while still not renouncing any of their demands (*ibid.*).

There is no doubt the protest discourse was driven by popular youth culture. With the strike ensuring that the entire country was shut down, all focus shifted to the protest venues across the country. In Lagos, Nigeria's most populated city and commercial nerve centre, for instance, crowds, consisting mainly of youth, estimated at about three million attended each of the protest rallies. The rallies also succeeded in attracting popular musicians, actors and entertainers in Nigeria. Music and humour became the major media of protests as very popular young artists took turns on the stages at protests venues to sing, dance and make jokes – all targeting the government.

So sophisticated was the Lagos protests that the government began to suggest that the protests were sponsored by opposition politicians. President Jonathan repeated the allegation in September 2012:

[During] the demonstration in Lagos, people were given bottled water that people in my village don't have access to. People were given expensive food that the ordinary people in Lagos cannot eat. So even going to eat free alone attracts people. They go and hire the best musicians to come and play and the best comedian to come and entertain. Is that demonstration? Are you telling me that that is a demonstration from ordinary masses in Nigeria who want to communicate something to government? I believe that that protest in Lagos was manipulated by a class in Lagos and was not from the ordinary people.

The organizers of the protests dispute this claim. While admitting to committing some resources towards the organization of the protests, they were adamant that no politician was behind the protests. But even some CSO groups, especially in Abuja, believed the Lagos protest was highly sophisticated and may appear as if it was sponsored, particularly by the Nollywood movie industry.

The Lagos dimension is a bit different ... the Nollywood community was effectively blackmailed by the protests group and because of the mass outing, they thought they were also losing their fans. Secondly, they were angry the

president actually promised them some resources during his campaigns and that didn't come at that particular time and they were very angry. [Also], the leadership of the motion theatre group were effectively mobilized by the activist community in Lagos.¹³

The Save Nigeria Group – the arrow head of the Lagos protests – denied this allegation, and the insinuation that it blackmailed actors and musicians into performing at the protests. Its spokesman claimed that they only spent about N7.5 million (US \$50,000) on the entire protests, and the bulk of the money was spent on printing materials, hiring public address systems and renting electricity generators. ¹⁴ Tunde Bakare, convener of the Save Nigeria Group and a vice-presidential aspirant of the Congress for Progressive Change in the 2011 general elections, corroborated that figure and denied that any musician, actor or comedian that either entertained or performed at the events were paid. 'They came out of their own volition. Nigerians – particularly the youth – just trooped out because they were fed up.' He continued:

we never cooked a single meal and we did not buy snacks at all throughout the period. The only time we provided food was when we came back here every evening to do a review and it was not a sumptuous meal ... it was just to appreciate those who were in the engine room knocking out the issues and deciding what we will focus on the next day.¹⁵

Cracks and Breakdown of the Coalition

Cracks started appearing among the coalition parties when organized labour felt the CSOs had politicized the protests and strikes and were pursuing other agendas. Organized labour was referring to the protests in Lagos and Kano, which Esele admitted had been taken over by groups with different agendas. The Lagos rallies were the cynosure of all eyes. Initially, the demand was for the government to revert back to the old fuel price of N65 per litre, but as the protests continued and the government remained intransigent, the message from the rallies began gravitating from 'N65 or nothing' and 'kill corruption, not Nigerians' to 'Jonathan must go', or as Tunde Bakare himself puts it 'if he [Jonathan] cannot render services to the people, then it is time to pack up and go and let those who can do it do it'.¹6



Figure 3

The protests in Kano, the political bastion of the CPC Presidential Candidate, Muhammad Buhari, also moved towards a clamour for regime change. The strike/protests were taking place some months after the 2011 general elections, which Buhari had lost to Jonathan. The declaration of Jonathan as the winner of the elections led to series of violence in Kano and other states in Northern Nigeria. Many people were killed and houses of those perceived to be Jonathan's supporters were burnt. The battle cry of most Kano protesters quickly changed from 'N65 or nothing' to 'Ko Ya Janye Sai Ya Sauka', which literally means 'even if he withdraws the price increase, we would continue to protest until he resigns'. The popular jubilee square in Kano was quickly renamed 'Tahir Square' in an apparent bid to invoke the spirit of the Egyptian revolution, and true to their words, the protesters in Kano continued after the suspension of the strike action.

This was the point of departure between the coalition parties. While the CSOs and youth groups were calling for regime change, the trade unions felt their agitation was non-political and the CSOs and youth had no right to call for regime change. This, according to Esele, was unacceptable to organized labour.

One thing the labour unions do not joke with is that we are a democratic institution. We will never break down a democratically elected government. When we see our protest is getting to that tipping point, we pull back ... we want to change the policy and not the policy maker. It is only the electorate that can do that and so when Ojota [and Kano] were talking about Goodluck must go, we said if Goodluck goes, that ends democracy.18

Besides, organized labour claimed the level of violence and deaths – about fifty-five confirmed – were unusually high and unwarranted, and blamed the CSOs for orchestrating the violence with their harsh rhetoric which was akin to calling for revolution. According to Esele,

Where we started having problems was when people were destroying government's property and houses. We had to call another NEC meeting to tell them that we needed to be careful about this. We have so many scars from military dictatorship ... no matter how bad the government is, we don't want to involve the military and we don't want to create an avenue for the military to come back (ibid.).

It was at this point the labour union decided to negotiate with the government and put a quick end to the protests before it got out of hand. Even before then, the government had been putting severe pressures on the labour leaders to see reason with it and jettison its CSO and youth partners, whom the government was convinced were being used by opposition politicians to bring down the government. However, the labour unions decided to go along with its coalition partners into the negotiating room. However, after several days of negotiation, and sensing that the CSO representatives were not willing to shift ground, the labour leaders went alone to meet with the President on the night of 15 January and negotiated to call off the strike if the government reduced the price of petrol to N97 per litre. The 15 January meeting with the President lasted into the small hours of the morning, and as the CSOs and youth groups were out in the streets protesting, the NLC and TUC presidents held a press conference where they announced the suspension of the strike. The unilateral suspension by labour immediately led to recriminations between the coalition parties. CSOs and youth groups generally alleged that organized labour sold out or were intimidated by the government to call-off the strike. The labour unions on their part accused the CSOs of naivety on the issues of social protests and the arts of negotiation.

The CSOs and youth groups refused to listen to the labour unions and vowed to continue with the protests until their objectives were achieved. However, the withdrawal of labour led to the collapse of the protests. Although most civil society groups issued press statements calling on Nigerians to continue with the protests, and although the protests in Kano continued for a day longer, the government effectively flooded the streets and hot-spots with troops and police and brought about an end to the 'Nigerian Spring' that never was.

Finally, it can be said that the mobilization and the staging of the 'Occupy Nigeria' protests caught the government unawares. When the President announced the increase in prices of fuel on 1 January, he must have been

thinking of the labour unions and their strike ritual and may have been preparing to negotiate with them as was always the case. However, the youth - whom a senior government official refers to as 'the collective children of anger (Abati 2012) - in particular, had realized the strategic importance of their demographic advantage and the mobilization capacity of social media and had sought to radically renegotiate the social contract and patterns of authority. The attraction of 'Occupy Wall Street' and the 'Arab Spring', however, blinded the youth and CSOs to the realities of deep social cleavages that may make any popular uprising difficult in the Nigeria context. As it is, the government fully exploited these cleavages and, perhaps also used some form of 'settlement' to safely douse the raging fire lighted by these 'collective children of anger'. Being relatively inexperienced in the game of 'social protests', the youth and CSOs adopted a hard-line position. But the moment labour – which although mouthing popular rhetoric were more interested in fixing the price of petrol than ensuring accountability or a corrupt-free downstream sector – pulled out of the protests, they naturally collapsed even when the youth and CSOs threatened to continue with the protests.

Youth Agency in a Neo-patrimonial Setting

As we have seen from the discussion above where youth have mobilized to challenge state decisions they perceived as being detrimental to their welfare using social media as an effective tool of mobilization, our task is to show how these efforts demonstrate real youth agency and a determination to renegotiate patterns of authority within a highly neo-patrimonial context like Nigeria where youth/student groups, labour and even opposition politicians have often acted as mere subalterns to dominant political groups, even when they claim to be independent actors. Implicit in the assumption of the renegotiation of patterns of authority is the belief that a current pattern of authority exists that constrains specific social formations — youth in this instance — from reaching their full potential. It is also implicitly assumed that there is a continued shift in patterns of authority such that marginalized or disadvantaged groups strive to 'renegotiate their place and space within the milieu' (Iwilade 2013:11).

The strike/protests and the way they was ended demonstrate the centrality of neo-patrimonial networks in Nigerian politics (Joseph 1987; Chabal and Daloz 1999; Maier 2000; Adebanwi and Obadare 2013; Erdmann 2013) where political actors have turned the state, in Harneit-Sievers words, into 'a pseudo central arena, where struggles for shares of the "national cake" dominate all other considerations and actions' (Harniet-Sievers 2002: 139). In such struggles, the government, thanks to the constant flow of 'unearned' rents, is able to greatly

increase its powers, which it uses to destabilize other sections of the society so as to keep them from challenging their hold on state power and resources.

However, there is a sense in which the classic model of neo-patrimonialism in Africa excludes or ignores client agency. The model harps unnecessarily on about the brutal contestation for power in the postcolony and fails to account for the shifting nature of actors and the creative ways in which these clients are able to shape the system, as much as they are being shaped by it. As the youth-led subsidy protests show, neo-patrimonial accounts sometimes exclude the voices of those who challenge its patron-client relations in increasingly sophisticated and effective ways. The Niger Delta insurgency can also be understood in this way. Over the years, the region has experienced gross neglect, exploitation and environmental degradation as a result of oil exploitation and exploration activities. Peaceful agitations and protests were violently suppressed by the military. With so many redundant youth, a violent rebellion against the state began. The tactics the insurgents used included hostage-taking, kidnapping, pipeline vandalization and open and deadly combat with the Nigerian Army Joint Task Force (JTF), deployed to restore peace and order in the region (Obi 2006). Needless to say, the insurgency was effective. It significantly reduced Nigeria's oil exports, created fears in the international oil market leading to higher oil prices, and made the country unstable and on the brink of war (Watts 2007).

By 2007, at the height of the violence, oil production had declined from 2.4 million barrels per day to 1.4 million barrels per day. With the revenues of the country and the source of funding for patrimonial networks threatened by youth violence, the government was forced to offer the militants amnesty in June 2009. Militant commanders like Government Ekpemupolo, Ateke Tom and Boyloaf were paid millions of dollars for accepting the amnesty and also got billions of Naira contracts for protecting the pipelines they were once destroying. The amnesty programme also made provision for the establishment of vocational training camps to train the militants in pipeline welding, carpentry, marine engineering, boat making etc. The programme also made provision for the payment of a monthly stipend of N65,000 (US \$406) to thousands of youth who were registered. This was in a context where the national minimum wage was just N18,000 (US \$112). The amnesty achieved its aims as the violence subsided significantly and oil production picked up and grew to about 2.6 million barrels per day.

However, more than five years later, and as billions of dollars are being spent to placate the repentant militants in the name of amnesty, oil theft and illegal refining have increased and even worsened. There is a sense in which the persistence of this problem can be seen as a product of the amnesty itself. Oil theft predated the amnesty programme, however the programme appears to

have shifted the locus of 'insurgency' from violent attacks against the military and oil industry personnel to the deliberate sabotage of oil infrastructure for explicit material purposes. Stripped of the rhetoric of resistance, oil thieves have become an even greater threat to oil infrastructure than they were in the pre-amnesty period.

Conclusion

This article has reviewed the January 2012 subsidy protests in Nigeria, the issue of youth agency and the roles of social media in mobilizing protests. It has argued that the twin events of the Occupy Wall Street and the Arab Spring movements opened the eyes of the Nigerian youth to the continually shifting patterns of authority and their ability to critically alter the balance of power and renegotiate their place within a system that constrains them to the margins of society. Although the presence of abundant petro-dollars coupled with the neo-patrimonial nature of Nigerian politics have tended to portray a picture of youth and other groups acting merely as subalterns to the dominant power groups in the country, youth groups have continued to demonstrate real agency and have constantly found creative ways to renegotiate the power structure in the society. This does not however mean they are unaffected by the neo-patrimonial system in place. While some have decided to challenge the system frontally through large-scale protests and an uncompromising call for accountability and inclusion, others have turned the neo-patrimonial system into a resource and have been using it to further their accumulative tendencies. What is absent from the narrative is the classic neo-patrimonialist reference to culture, ethnicity and tribe that is often used to explain social mobilization in postcolonial Africa.

Finally, the outcome of the protests in Nigeria shows that the youth still have a long way to go in their quest to 'establish some sort of equal power relations with paternalistic forces in society' (Iwilade 2013:13). Even though the youth clearly dominated the protests and shaped their discourse, they were effectively side-lined and were not represented in the negotiations that led to the suspension of the strike. This shows the stubborn and enduring character of neo-patrimonial networks. The ease with which the ownership of the protests was taking away from the youth by the trade unions and some CSOs also points to the absence of real youth leadership. That appears to be a feature of social media activism. From Egypt, to Tunisia and Nigeria, the youth have mostly mobilized for and initiated protests and revolutions only for them to be snatched from them by other entrenched groups like the Muslim Brotherhood in Egypt, organized labour in Nigeria and the Islamists in Tunisia.

Notwithstanding these setbacks, it is obvious that the appropriation of social media has enhanced their ability to challenge dominant power groups while also making it difficult for the power groups to clamp down on or prevent the use of social media to challenge their authority. Therein lies the chance for African youth who have long been consigned to the margins of their various societies. By refining their strategies and improving their organizational and leadership skills, the youth have the potential to substantially alter the balance of power in their favour in the African postcolony.

Notes

- This article is the product of a research project certified and partly sponsored by the African Studies Centre, University of Oxford. The author interviewed a total of thirty-six respondents in Lagos and Abuja between 15 March and 15 April 2013.
- 2. CASE (1993).
- 3. Interview with Auwal Musa 28 March 2013.
- 4. Some of those interviewed claimed that in December 2011, they were personally invited by some faceless youth groups to the State House, but only verbally and through phones. No emails were sent and the meetings had no agenda. During the period, several of such youth groups were shown on National TV claiming to support the subsidy removal programme of the government. As Rotimi Olawale said 'I don't go to such meetings, where you invite me, capture my face and show it on national TV that I have supported what I don't understand.'
- 5. Sam Itodo, interview in Abuja, 23 March 2013.
- 6. Interview with Japhet Omojuwa in Abuja, 24 March 2013.
- 7. These regions overwhelmingly voted for Goodluck Jonathan and are his strongest support bases. The president is also from the South-South region.
- 8. Interview with Jibrin Ibrahim, 4 April 2013.
- 9. The Nation, 2012.
- 10. Chris Uyot, interview in Abuja 3 April 2013.
- 11. Interview with TUC President, Peter Esele, 3 April 2012.
- 12. Chris Uyot, interview in Abuja 3 April 2013.
- 13. Hussein Abdu, interview, Abuja 3 April 2013.
- 14. Yinka Odumakin, 9 April 2013.
- 15. Tunde Bakare, interview, Lagos 9 April 2013.
- 16. Interview in Lagos, 9 April 2013.
- 17. Email communication with Y.Z. Yau.
- 18. Interview, Peter Esele, 3 April 2012.

References

- Abang, M., 2012, 'I Was Not Part of Occupy Nigeria Because of Government Palliatives NANS President', *Citizens Platform*, 23 April, http://citizensplatform.net/2012/04/i-was-not-part-of-occupynigeria-because-of-government-palliatives-nans-president/, accessed 25 May 2013.
- Abati, R., 2012, 'The Jonathan They Do Not Know', *Premium Times*, 19 August, https://www.premiumtimesng.com/news/97682-jonathan-is-not-a-drunk-says-reuben-abati.html, accessed 25 May 2013.
- Abbink, J., 2005, 'Being Young in Africa: The Politics of Despair and Renewal', in Abbink, J. and Van Kessel, I., eds., *Vanguard or Vandals: Youth, Politics and Conflict in Africa*, Brill: Leiden.
- Adebanwi, W., 2005, 'The Carpenter's Revolt: Youth Violence and the Reinvention of Culture in Nigeria', *Journal of Modern African Studies* 43 (3): 339–65.
- Adebanwi, W. and Obadare, E., eds., 2013, *Democracy and Prebendalism in Nigeria: Critical Interpretations*, New York NY: Palgrave Macmillan.
- Akintola, B., 2010, 'The Perils of Protest: State Repression and Student Mobilization in Nigeria', in Adebanwi, W. and Obadare, E. eds., Encountering the Nigerian State, New York NY: Palgrave Macmillan.
- Bray, R. et al., 2010, Growing Up in the New South Africa: Childhood and Adolescence in Post-apartheid Cape Town, Cape Town: HSRC Press.
- Chabal, P. and Daloz, J., 1999, Africa Works: Disorder as Political Instrument, Oxford: James Currey.
- Cruise O'Brian, D.B., 1996, 'A Lost Generation? Youth Identity and State Decay in West Africa', in Werbner, R. and Ranger, T., eds., *Postcolonial Identities in Africa*, London: Zed.
- De Boeck F. and Alcinda, H., eds., 2005, *Makers and Breakers: Made and Broken: Children and Youth as Emerging Categories in Postcolonial Africa*, Oxford: James Currey.
- Dudley, B.J., 1982, *An Introduction to Nigerian Government and Politics*, London and Basingstoke: Macmillan.
- Ekeh, P., 1975, 'Colonialism and the Two Publics in Africa: A Theoretical Statement', Comparative Studies in Society and History 17 (1): 91–112.
- Erdmann, G., 2013, 'Neopatrimonialism and Political Regimes', in Cheeseman, N., Anderson, D. and Scheibler, A., eds., *Routledge Handbook of African Politics*, Abingdon and New York NY: Routledge.
- Ering, S.O. and Akpan, F.U., 2012, 'The Politics of Fuel Subsidy, Populist Resistance and its Socio-Economic Implications for Nigeria', Global Journal of Human Social Science 12 (7).
- Gore, C. and Pratten, D, 2003, 'The Politics of Plunder: The Rhetoric of Order and Disorder in Southern Nigeria', *African Affairs* 102 (407): 211–40.
- Guyer, J.I. and Denzer, L. 'Prebendalism and the People: The Price of Petrol at the Pump', in Adebanwi, W. and Obadare, E., *Democracy and Prebendalism in Nigeria: Critical interpretations*, New York NY: Palgrave Macmillan.
- Harneit-Sievers, A., 2002, 'Review: Federalism and Ethnic Studies in Nigeria by Rotimi Suberu', Africa Today 49 (3): 138–40.

- Iwilade, A., 2013, 'Crisis as Opportunity: Youth, Social Media and the Renegotiation of Power in Africa', *Journal of Youth Studies*, DOI: 10.1080/13676261.2013.772572.
- Joseph, R. A., 1987, Democracy and Prebencial Politics in Nigeria: The Rise and Fall of the Second Republic, Cambridge: Cambridge University Press.
- Maier, K., 2002, This House Has Fallen: Nigeria in Crisis, New York NY: Basic Books.
- Nolte, I., 2004, 'Identity and Violence: The Politics of Youth in Ijebu-Remo, Nigeria', *Journal of Modern African Studies* 42 (1): 61–89.
- Obi, C., 2006, Youth and Generational Dimensions to the Struggle for Resource Control in the Niger Delta: Prospects for the Nation-State Project in Nigeria, Dakar: CODESRIA.
- Odebola, N. et al., 2012, 'Lagos Fuel Protests Sponsored Jonathan', *The Punch Newspaper*, 19 September, http://www.punchng.com/news/lagos-fuel-subsidy-protests-sponsored-jonathan/, accessed 25 May 2013.
- Odenyi, P., 2012, 'Fuel Subsidy Removal, Ill-Timed IBB', *Vanguard Newspaper*, 2 January, http://www.vanguardngr.com/2012/01/ibb-condemns-fuel-subsidy-removal-says-its-ill-timed/, accessed 25 May 2013.
- Nwoko, K.C., 2009, 'Trade Unionism and Governance in Nigeria: A Paradigm Shift from Labour Activism to Political Opposition', *Information, Society and Justice* 2 (2): 139–52.
- Okafor, C.O., 2009, 'Remarkable Returns: The Influence of a Labour-led Socioeconomic Rights Movement on Legislative Reasoning, Process and Action in Nigeria, 1999–2007', *Journal of Modern African Studies* 47 (2): 241–66.
- Okafor, C.O., 2010, 'Between Elite Interests and Pro-Poor Resistance: The Nigerian Courts and Labour-Led Anti-Fuel Price Hike Struggles (1999–2007)', *Journal of African Law* 54 (1): 95–118.
- Okpaga, A., Ugwu, S.C. and Eme, O.I., 2012, 'Deregulation and Anti-subsidy Removal Strikes in Nigeria', *Arabian Journal of Business Management Review* (OMAN Chapter) 1 (7): 69–83.
- Smith S., 2011, 'Youth in Africa: Rebels Without a Cause but not Without Effect', *SIAS Review* 31 (2): 97–110.
- Van Zyk Slabbert, F. et al., 1994, Youth in the New South Africa, Pretoria: HSRC Press.
- Watts, M., 2007, 'Petro-Insurgency or Criminal Syndicate? Conflict and Violence in the Niger Delta', *Review of African Political Economy* 34 (114): 637–60.



Social Networks as Anti-revolutionary Forces: Facebook and Political Apathy among Youth in Urban Harare, Zimbabwe

Manase Kudzai Chiweshe*

Abstract

The much celebrated Arab Spring has championed social media as an organizing force. This led to the celebration of a new revolutionary force for people seeking more justice and accountability from their leaders. Maghreb became the example to follow for others across Africa especially given the central role youth played in the revolts. This article questions the ability of social media to galvanize, organize and bring together youth in other parts of Africa to be actively involved in political processes within their own spaces. Using the example of urban youth in Harare, the article show that the most popular social networking site, Facebook, is anything but a site of deep political engagement. Rather, youth spent hours on the site discussing anything from fashion, gossip, sport, sex, relationships, religion and music. By removing youth from serious engagement with issues that affect their lives, social media is cultivating political apathy among Zimbabwean youth. There are little, if any, serious policy debates and discussions online. Social media alone is thus not a panacea to address youth political apathy in Africa.

Résumé

Le très célèbre Printemps arabe s'est fait le champion des médias sociaux en tant que force organisatrice. Cela a conduit à la célébration d'une nouvelle force révolutionnaire pour les personnes qui réclament plus de justice et de reddition de compte à leurs dirigeants. Le Maghreb est devenu l'exemple à suivre pour les autres en Afrique, en particulier compte tenu du rôle central joué par les jeunes dans les révoltes. Le présent article examine la capacité des médias sociaux à galvaniser, organiser et rassembler les jeunes dans d'autres parties de l'Afrique pour participer activement aux processus politiques dans leurs propres espaces. En utilisant l'exemple de la jeunesse urbaine à Harare, nous montrons

^{*} Rhodes University, Grahamstown, South Africa. Email: manasekudzai@gmail.com

que Facebook, le site de réseautage social le plus populaire, est tout sauf un site d'engagement politique profond. Au contraire, les jeunes ont passé des heures sur le site à discuter de la mode, des potins, du sport, de la religion et de la musique. Ecartant les jeunes d'un engagement sérieux dans des questions qui affectent leur vie, les médias sociaux cultivent une apathie politique au niveau de la jeunesse zimbabwéenne. Il y a peu, le cas échéant, de débats politiques et de discussions sérieux en ligne. Les médias sociaux ne sont donc pas une panacée pour remédier à l'apathie politique des jeunes en Afrique.

Introduction

The much celebrated Arab Spring has championed social media as an organizing force. This led to the celebration of a new revolutionary force for people seeking more justice and accountability from their leaders. Maghreb became the example to follow for others across Africa especially given the central role youth played in the revolts. This article questions the ability of social media to galvanize, organize and bring together youth in other parts of Africa to be actively involved in political processes within their own spaces. Using the example of urban youth in Harare I show that the most popular social networking site, Facebook, is anything but a site of deep political engagement. Rather youth spent hours on the site discussing anything from fashion, gossip, sport, religion and music. By removing youth from serious engagement with issues that affect their lives, social media is cultivating political apathy among Zimbabwean youth. There are little, if any, serious policy debates and discussions online. Social media alone is thus not a panacea to address youth political apathy in Africa.

Youth involvement in politics has mainly been as cannon fodder for older politicians who use them for campaigning as foot soldiers and at times as perpetrators of political violence. They are rarely represented in senior political positions with one party having a man over sixty as the national youth chairperson. I therefore ask what social media can do to improve youth participation in politics and policy? To simply think the mere presence of these cyberspace networks and communities will work as a magic bullet is erroneous and unhelpful. Rather we need to question how we can increase knowledge and generate interest amongst the youth through various platforms including but not limited to social media. This article explores the celebration of social media as a panacea to address youth voter apathy in Africa. Social media sites in Zimbabwe are not cultivating political consciousness in today's youth. This article focuses on questions around the current state of youth political activism, prevalence and utilization of social media platforms amongst the youth. How are the youth utilizing social media platforms and how are social media platforms affecting political activism amongst the youth?

After the Arab Spring we have seen the rise in calls to use social media as a platform to increase youth political participation in sub-Saharan Africa. What has not been done is to question the efficacy of such an approach in countries such as Zimbabwe. How feasible is Facebook as the most popular site in the country as a platform to cultivate and grow political participation of youth? It is imperative to analyse how hours spent discussing social issues and browsing entertainment platforms on social media has meant that we have a youth that spends the majority of their time in front of a small screen and not out on the streets demanding their rights. Social media as an addictive force means that youth are 'imprisoned' on their laptops, computers, phones and tablets and may become anti-revolutionary.

Background

As of December 2011 Zimbabwe had 1,445,717 Internet users, which is 12 per cent of the population. Manganga (2012) note that in 1990 there were only ten computer companies in the country but in 2004 the number had increased to 200. Cyberspace has become an important political space in urban Zimbabwe, however the majority of people are resident in the rural areas. Rural areas have serious challenges including network coverage and lack of electricity. Mobile telecommunications companies are gradually increasing coverage thus offering increased access to the Internet for rural communities. The cost of compatible phones and browsing fees may continue to be a deterrent for many among the poor. This is important because the majority of disenfranchised voters remain marginalized from access to this space that can offer them resources for organizing and demanding their rights. Many politicians in Zimbabwe have taken to Facebook to connect better with citizens. The leader of the Movement for Democratic Change has a Prime Minister's page on Facebook. Urbanites in Zimbabwe are increasingly finding themselves joining Facebook which in many ways has made the site a political constituency.

Created in a doom room at Harvard University by Mark Zuckerberg and his classmates, Facebook has become a worldwide phenomenon. In the vision of its creator, the social networking site's main goal is to open up an information flow for people. By 21 July 2010 it had reached 500 million users. The site is integrated into the daily media practices of its users, most of whom have access from work stations and mobile devices. The popularity of Facebook continues to grow exponentially in Zimbabwe. With the rise of mobile Internet access and an increase of cheap smart phones on the market, many urban and even rural people are fast becoming 'netzens'. Facebook offers a platform for instant communication and the meeting of people in different spaces. Now,

many Zimbabweans are spending hours a day at local Internet cafes with some spending as much as US \$3 a day to keep up date with their Facebook page.² Both old and young people in Zimbabwe are spending hours at Internet cafes in order to use Facebook to stay in touch with friends and family, providing a lot of business for cafe proprietors. Mzaca (2012) argues that in Zimbabwe, Facebook is as popular and essential as water. It has become so important that people cannot imagine life before the Facebook era.

Mudapakati's (2011) study on Facebook usage among youth in Zimbabwe outlines interesting findings concerning the use and popularity of the social platform. She highlights how youth use Facebook as a self-presentation platform where they manage their impressions. Facebook is widely used as a communication tool with relatives from abroad and friends from past relationships. The social network had an addictive element to it. Mudapakati noted how numerous respondents spent around three to five hours a day online. Facebook is used for religious soul-edifying messages, the storing of history/pictures and as a meeting place for boyfriends and girlfriends. This has prompted worries about the effect of excessive social media use on young people's ability to socialize in person, with others voicing more serious fears about delinquency. Still, many here acknowledge the potential that Facebook and other social media can have on development.³

Manganga (2012) highlights that with the enactment of legislation such as the Access to Information and Protection of Privacy Act (AIPPA) and the Public Order and Security Act (POSA) since 2002, freedom of the press has been under threat in Zimbabwe. As such, alternative publics are emerging online e.g. Zimbabwe Situation, Zimonline, talkzimbabwe, zimdaily, newzimbabwe, ZW News, zvakwana.org, ZW News and Zimonline. There are Internet radio stations like Afro Sounds FM, SW Africa and Zimnetradio. Cyber activist Bev Clark runs the Kubatana.net website (Manganga 2012: 118). What is interesting is how the vast majority of these publications and websites are run by people in the diaspora. There are even posts and sites run by white people who lost land during the land occupations in 2000, such as Cathy Buckle. Whilst all these activists and content are there online, it means very little if people in Zimbabwe have no access or do not relate to the sentiments. There is already a disjuncture of space and experience. From my discussions with youth, they outlined that they cannot listen and believe news about how they are living from people who are miles away from Zimbabwe. In the same manner, youth highlighted how it would be impossible to follow the ideas or calls for protests from someone sitting safely in Australia, South Africa or England. In summary, whilst there is an alternative public sphere emerging online it lacks connections to the grassroots.

Social Media and Political Organizing: The New Public Sphere

Lynch (2011) discusses Egypt where a Facebook-planned protest on 25 January 2011 bloomed into a massive, society-wide mobilization, which drove President Hosni Mubarak and his regime from power. Social media gained prominence during what has now been termed the Arab Spring. Facebook became an influential factor in grassroots mobilization, especially in Egypt. The power to share, organize and discuss political issues of the day in cyber space proved crucial in strengthening the movement against powerful regimes. Mzaca (2012) quoting Bosmol argues that

Social media makes social organization easier and effective. Social media used by Egyptian protesters brought together individuals who shared common goals and ideas, but also offered a medium for planning. In the case of Egypt, social media forced the government to take accountability. Transnational social networks made it very difficult for governments to lie and hide from their citizens.

The power of social media was acknowledged by the Egyptian regime as it tried in vain to block Facebook. Social media suddenly became the buzzword for many movements fighting against various forms tyranny across the world. It is heralded as a new space to organize, free of suppression.

Jürgen Habermas's work on The Structural Transformation of the Public Sphere (1989) is instrumental to analysing the emergence of social media as spaces to discuss political issues. The public sphere is a part of social life where citizens discuss matters of importance and form public opinion for the common good. Habermas used coffee houses, societies and salons in the seventeenth and eighteenth centuries where people met and discussed as equals in rational critical debates. Thornton (1996) notes that the debate had a set of rules which included avoiding use of emotion or emotive language, and focused on the rationality of the content alone. There should be a common interest in truth and criticism which is an important process to test the proposals being put forward and also so that participants can discover a meaning together as a result of the process itself (Calhoun 1993: 13). Social media thus becomes the modern day public sphere, the cyber space that promotes debate and common sharing of ideas. In this public sphere, unlike in Habermas's time, people meet virtually (via optics) which opens space for all genders, classes, ages and races without discrimination.

To better understand the importance of Habermas's public sphere to the analysis of this paper I turn to its critics. Dahlgren (2007) outlines the existence of 'counter public spheres', thus there are multiple and often competing spaces. The Internet, in its anarchic nature, provides space for many competing public

spheres. This may have a negative influence on increasing a critical mass with common interests. The Internet offers differing and competing views which might cause more fragmentation along gender, class, age and ethnic lines. Whilst there is innovative appropriation by many, this is not enough as people still have a choice as to whether to watch and agree with your message. The Internet, as a public sphere, is too impersonal in that you do not control when and how people meet to discuss. There is no rational debate at all times as different interests and groups can anonymously infiltrate your messages and discussions. It is disingenuous to claim that simply by creating political pages on Facebook, where people comment, click 'like' and become members, this itself promotes a democratic process and space for all people.

In further analysing 'counter public spheres' Fraser (1993) draws our attention to the multiple public spheres, which appear when certain groups are denied access to the public sphere. As governments ignore the interests of people, subaltern *counter publics* appear. They are parallel discursive arenas where members of subordinated social groups invent and circulate counter-discourses, which in turn permit them to formulate oppositional interpretations of their identities, interests and needs (Fraser 1993). Facebook can form part of these subaltern counter publics and give space to youth who are largely marginalized from policy decisions and discussions. The Internet thus offers many benefits for youth activism and the creation of what Benkler (2006) calls the 'networked public sphere'. Networked public spheres emerge on the Internet and promote counter publics, which allow participation of the masses in a way that filters public opinion more effectively than ever before. Walton (2011: 48) however notes:

Enthusiasts for "Facebook revolutions" seldom ask who is excluded from the networked publics of Web 2.0. Similarly, Goldstein and Rotich draw connections between Kenyan blogs and the democratic promise of Benkler's "networked public sphere," but they leave the specialities of access in this context untheorized. Can the Internet really be counted as a "commons" on a continent where only 10 per ecnt of the population access online media?

Lim (2006) talks about cyber and physical urban civic spaces to explore the ways in which space and place have been bound up with the formation of (political) identities in the history of conflicts and struggles over political power. What is particularly important about her thesis is the understanding of space. She argues that successful manipulation of space is central to the exercise and contestation of power (politics). Lefebvre (in Soja 1989:80) argues that 'Space is not a scientific object removed from ideology and politics; it has always been political and strategic'. Borrowing from Foucault, Lim (2006) notes that space is fundamental in any exercise of power. There is thus a linkage between

space knowledge and power which implies that structures of meaning which are implicated in the production and use of power are themselves implicated and produced in specific 'spaces' (Lim 2006:3). The Internet is one such 'space' which may begin as a physical construct; the organization and meaning of space is 'a product of social translation, transformation, and experience' (Soja 1989: 79–80). Cyberspace is thus itself a fundamental constituent of knowledge and power regimes. This thus helps us understand how the Internet, despite its 'freedom', is ultimately linked to power regimes.

Conceptualizing the power of new media and its influence on youth political activism requires nuanced discussions which outline how the adoption of information technology speaks to 'glocal' realities in Zimbabwe. We cannot assume that what occurred in the Maghreb region can simply be replicated anywhere in sub-Saharan Africa. Our academic endeavours in Africa are littered by instances of copying and pasting concepts foreign to our cosmology and existence. The power of social media is one such enterprise. We have seen the celebration of this powerful force in political activism without questioning how our communities have embraced and are using these platforms. Political activism does not just emanate because people have access to the Internet. It is rather fostered through years of work in the grassroots. As such, to understand the experiences of youth in Zimbabwe on social media, this study proposes to use a grounded theory. To demonstrate, describe and discuss youth political apathy in Zimbabwe we need to be guided by evidence from the field.

Social Media: Revolutionary or Anti-revolutionary?

There is a fierce debate around whether social media such as Facebook is revolutionary or anti- revolutionary. In this section I outline these debates showing how social media contributes to my understanding of youth in Zimbabwe. On the one hand there are cyber-pessimists such as Malcolm Gladwell who dismiss social media activism as based on weak ties and therefore only demanding low-risk participation. Bennett (2008) however argues that the Internet not only provides useful tools for campaigning, but also access to greater political and social capital. Young people can express their political views through participatory new technologies, such as joining online single-issue groups, signing online petitions and engaging in digital media production such as creating YouTube videos. Fawdry (2012) notes that the Internet is a powerful resource with abundant information about local and national issues. The information however may be so much as to cause individuals to feel as if they do not have the capacity to enact change. As Fawdry (2012) puts it:

Although via the internet I can access the Facebook profile of a student at the University of Libya who I don't know, I would be more likely to accept an invitation to go and protest against political repression in Belarus, having stayed with a nice Belorussian I met through using the internet site Couchsurfing. The technology of the internet creates impersonal relationships which perhaps only become instrumental in evoking action if individuals meet one another.

The argument here is that the Internet cannot substitute physical connections. It is a brilliant planning and organizing tool but as an instrument of cultivating political interest and debate it is debatable.

Other critics such as Andrew Keen continue to note how the Internet is a form of false consciousness. They see little value in putting the Internet on a pedestal as a vehicle of enhancing social progress. Keen notes, 'What would I say to the people that are sitting in front of their computers believing in revolution, I would tell them that they are subjects or victims of false consciousness, that they're wrong, that they're believing in something that doesn't really exist, that they're dupes, they're exploited, particularly those that give away their labor for free so that young men in Silicon Valley can become infinitely rich'. Wasserman (2012) however notes how early adopters of mobile Internet in Southern Africa increasingly use their mobile phones to browse news shared by their friends, deciding whether to pass on news-related links and occasionally sharing cartoons, videos and visual mash-ups with political themes. What is missing in this analysis however is an understanding of how political systems are instituted within Southern Africa to alienate youth from the decision making process. In the same manner then, how can social media be used to assist youth in ensuring their voices are heard?

To encapsulate this discussion we need to further dissect debates on technological determinism. Technological determinism is the theory that technology is an autonomous force that changes society. This provides explanations for many changes that can be observed in society, and has a very simple cause/effect form. The question is whether technology shapes and controls social change. In the case of this article the question is reframed as: can social media shape social reality and society in Zimbabwe? The answer is more complex than the debates provided by proponents and critics of technological determinism. There is a symbiotic relationship between technology and social change bearing in mind that for Africans most of this technology is borrowed from outside. How we use it and adopt it to our contexts is highly contextual. In many ways, youth political agency online across the Maghreb is one such way local people can 'glocalise' social media. It does not mean that this is true in all contexts, as much as some scholars would want to create a similar picture in countries such as Zimbabwe.

Davis (2011) notes that the Internet has led to an increase of 'slacktivism' which includes signing Internet petitions, joining a community organization without contributing to the organization's efforts, the copying and pasting of social network statuses or messages or altering one's personal data or avatar on social network services. Such activities require minimal personal effort and may have no practical effect. Morozov (2011) uses Colding Jorgensen's experiment in Denmark to show how people easily join groups online without information. Jorgensen opened a group announcing the demolition of a historical fountain and over 27,500 joined up. Another term used to describe activists' activities online is 'clicktivism'. This is where groups keep track of the number of people who click on their petitions or notices. At times these are related to real life physical protests, but as with slacktivism, most people online simply click without following up on the causes. Ultimately social action is reduced to having members on an email list rather than engaged people.

Methodology

This research employed a triangulation of qualitative and quantitative research methods. This was to ensure that evidence from multiple sources would be cross-checked and searched for regularities. The 'hard figures' produced by quantitative methods are crucial to building the case for addressing gender disparities, while qualitative methods enable a more in-depth examination of youth political apathy and other issues that are not easily 'counted'. The study thus utilized a questionnaire, in-depth interviews, desk review and observations of the Facebook site. Through triangulation I intend to analyse how ultimately social media is a form of false consciousness: an opium that lulls youth into political apathy as unquestioning subjects. The quantitative questionnaire was web-based. The respondents were asked to self-administer the questionnaire and return it via email. As such, out of a hundred questionnaires, seventy were returned and form the basis of this analysis.

Respondents were purposively chosen from among university students in Zimbabwe. University students were chosen because they have the means and access to the Internet through college computers, mobile phones and Internet cafes. Students are also knowledgeable and many are active in politics. They are urban-based and privy to many political debates and information through newspapers and informal discussions. They form part of a young generation of 'digital natives' interconnected through time and space in the cyber world. To augment the questionnaire, eight interviews were conducted with male and female students. The interviews provided context to understand the activities and experiences of Facebooking among students. While the study is not representative of all students or young people in Zimbabwe it

provides an important context in understanding the impact of Facebooking on youth political participation. In addition, I took up intensive observation of the Facebook patterns of youth, most of whom were part of my sample over a period of two months. This technique is a form of cyber ethnography by which the researcher is involved in online observation of the actions of participants as an observer. This form of netnography adapts the traditional, in-person ethnographic research techniques of anthropology to the study of online cultures and communities formed through computer-mediated communications (Kozinets 2006). Netnography as a method emphasises the cultural contextualizing of online data, thus it provided illuminating insights and corroboration of data collected by other methods.

The State of Youth Political Activism in Zimbabwe

Youth in Zimbabwe are a heterogeneous group, differentiated by age, gender, class, race, ethnicity and level of education. As such the history of youth political participation has to be understood within a specific context in a spatial and temporal manner. In this section I will not dwell on historical issues around how young people were responsible for and involved in fighting colonial rule but rather focus on postcolonial spaces for youth. The post- independence government in Zimbabwe emerged as a paternalistic institution that sought to bring all dissenting voices under its wings. ZANU PF's youth wing, led by a sixty-year- old male, has emerged as an important vanguard of foot soldiers and perpetrator of violence since independence in 1980. With the emergence of the Movement for Democratic Change post-2000 Zimbabwe, young people have been used by both parties to perpetrate horrific abuses. Youth are thus largely associated with violence in Zimbabwe.

The role of youth in politics has to be understood from a historical prism before we can begin to outline the ways in which social media can be used to shift perception and systems. Zimbabwe's political historiography highlights how youth have become cannon fodder for political parties leading to rampant youth-driven violence. Widespread unemployment, marginalization and poverty have left youth vulnerable to abuse by political parties. There are however some youth especially in urban spaces who are organizing and demanding their rights. Groups such as Youth Initiative for Democracy in Zimbabwe (YIDEZ) are working towards realizing youth interests but they remain urban and middle class, divorced from the majority of youth in rural and poor urban areas. Youth in Zimbabwe have thus largely been on the periphery of political decision-making and appear more as foot soldiers furthering certain political ideologies. Any analysis of youth activism needs to understand how this has evolved since independence, especially post-2000,

where during the economic and political crisis youth responded in various ways including undertaking short – and long-term migration.

Post-2000 Zimbabwe suffered a dilapidating political and economic crisis precipitated by land invasions by veterans of the liberation struggle and like-minded groups. Fast-track land reform was criticised both locally and internationally for its chaotic character and dire economic effects.⁶ Such criticism, especially from Western donors, brought with it sanctions, suspension of balances of payments and supports, a reduction in direct foreign investment and decreases in humanitarian aid. This, combined with declines in agricultural productivity and subsequent industrial production in downstream industries, led to a rapidly devaluating Zimbabwean dollar, enormous inflation and high unemployment figures. With widespread political violence the crisis led to food shortages, dilapidation of service delivery, unemployment and widespread hardships. Young unemployed people without any qualifications carved out spaces for themselves through migrating to buy groceries in neighbouring countries and reselling them in Zimbabwe; dealing in foreign currency; and diamond and gold panning, amongst many other activities opened up by the crisis. In many ways the crisis was positive for the unemployed and unqualified youth as the salaries in formal employment became useless.

Within this context of crisis young people in different situations reacted differently. Whilst for educated and employed youth the crisis eroded their income base, it did offer spaces for entrepreneurial youth to make money in legal and illegal ways. Political violence during elections and various forms of repression by state agents, such as beatings by the army, unlawful arrests and fears of being an opposition supporter were part of this crisis. The argument here is that in Zimbabwe despite the prolonged hardships for the majority of the people, youth have responded in various ways. To simply think that in all countries where there are political and economic crisis, uprisings (whether initiated via the Internet or not) will occur is erroneous. We need to understand societies in their historical development. In the same way the Arab Spring was not an ahistorical process; rather it developed in a specific context, and technology is part of this.

Youth Facebooking Patterns and Interests

Analysis of Facebook activities among research participants highlighted the importance of the site for communication and entertainment purposes. All the respondents spend an average of two hours daily chatting with family and friends (Table 1). Browsing through friends' pages and pictures is another favourite pastime of the research participants. In the interviews, respondents

noted that Facebook is a site to have fun. They log on to catch up with family and friends. One participant noted that, 'Facebook allows us know what is happening in the lives of people around us. It is a good way to keep in touch with those close to you but is far away'. Facebook has made it easier to communicate with friends and family who have migrated from Zimbabwe.

Table 1: What do you do on Facebook?

Activity	Percentage	Average hours per day online
Chatting with friends	100	2
Chatting with family	100	2
Browsing through friends' pages and pictures	100	2
Playing games	56	0.5
Looking for old acquaintances	64	1
Reading jokes	98	0.5
Looking for fashion tips	48	0.2
Following activities of famous people	68	0.2

To ascertain further what research participants do online I asked a question about what they comment on. It is important to highlight that when you comment on Facebook, the comments are out in public. Thus it was not surprising to see very few people commenting on political issues openly. Only 6 per cent (Table 2) commented on political issues though the interviews suggested that these political issues are perhaps complaints about service delivery. From the focus group discussion, participants gave different reasons for not engaging openly in political debates. One reason is that they afraid of being arrested or victimized. Another reason is that most people do not believe Facebook is there for political issues. As a participant noted, 'Facebook is not a place for political slogans. If you want politics start a political party'. Some of the participants noted that political discussions are only done through inboxes where these can be private. Others claim that they are 'friends' with politicians on Facebook and a few participants claimed to post messages on their walls.

Table 2: What do you comment about on Facebook?

Activity	Percentage
Photos of friends	100
Religious issues	94
Events in friends' lives	100
Jokes	52
Sport	56

Fashion discussions	43
Popular entertainment discussions	54
Political issues	6

Table 3 shows that only 2 per cent of the respondents post political messages on their pages. As noted above, participants in this study are not inclined to post political messages on the Internet. This is not only out of fear but also due to the lack of privacy on Facebook as noted by a participant in an interview: 'What you write on Facebook can haunt you for life. You have to be careful what write.' A majority of participants (97 per cent) noted they post religious messages on their pages to profess their love and faith in God. What is interesting is that 93 per cent have at one time used Facebook to vent their anger and frustration. The site thus offers a space for people to vent and share their everyday experiences with friends and family.

Table 3: What do you post on your profile?

Activity	Percentage
Religious messages	97
Famous quotes	100
Events in my life	100
Sport messages	57
Jokes	65
School	98
Vent frustrations	93
Political messages	2

There are very popular pages followed by Zimbabweans from all across the world. These pages highlight the interest that many youth on Facebook have. What is interesting is how these sites lack engagement with political issues though some of them contain political satire. Whilst such political satire is in many ways a way of engaging with political issues, it remains trivial and focused on peripheral political personalities such as Joseph Chinotimba, an erstwhile leader of the war veterans' movement. A page that parodies him called *Masasi achinotimba* (Chinotimba's sayings) has 171,469 followers (see Table 4 below). Engagement in critical discussions about issues affecting youth is rarely done on Facebook. From the interviews and discussions with participants it is apparent that people still prefer to see whom they are talking to when it comes to political issues. One respondent noted that 'Politics is a sensitive topic in Zimbabwe. You cannot just trust anyone with your thoughts, even your friends'.

Pages such as *DeMbare Dotcoms* opened by fans of a football club attract 44,885 followers, whilst the recent Big Brother Africa Show generated a lot of comments and discussions around the two Zimbabwean representatives who were removed from the house for fighting. The fight generated a lot of interest amongst Facebook users who had already been using the site to post comments about the show. One such page is the *Taneta NaManeta* (we are tired of Maneta) page which was opened by people who did not like one of the Zimbabwean housemates. Sex and relationships is also a big activity on Facebook with many pages emerging about sexual matters. The popularity and growth of such pages is interesting as people use the anonymity of cyberspace to discuss publicly certain issues that may be difficult to discuss with others. One such page on relationships is Kuzeya Nyaya Dzese na tete Rose na sekuru *Joe. Dzerudo, dzebonde nehupenyu* (Stories about love, sex and life with Aunt Rose and Uncle Joe), which has 120,331 followers. The page is described as 'the only open forum to discuss anything with us. sex, love, money, life and anything you may think of'. There is a plethora of such platforms discussing intimate sexual issues. One of the most interesting I came across was Auntie Jenny's Lounge which has over 14,000 subscribers. Table 4 below outlines some of the most subscribed pages online by Zimbabwean youth.

Table 4: Examples of popular pages visited by students⁷

Page	Type of activity	Number of people subscribed
Masasi achinotimba (Chinotimba's sayings)	Political satire	171,469
Dembare dotcoms	Sport	178,665
H-Metro real life drama	Gossip	202,716
Masasi aProphet Makandiwa (Makandiwa's sayings)	Religion	83,032
Prophet Uebert Angel and Spirit Embassy	Religion	236,642

Such issues and topics preoccupy many youth online. They are not looking to be recruited to a cause on the Internet. Asked whether they would accept a call to go onto the streets to protest over any issue via Facebook the majority said 'No', with those saying 'Yes' noting that they would only do so if they had previously met and organized in person with others. As one young man said 'You cannot trust that all the people online who say they are coming. It is easier to commit to something over the screen but in reality you need people you can trust.' Trust recurs as an important theme that is not built in the anonymity of cyber space but by foot soldiers in communities making converts to their cause.

Major political parties have pages on Facebook with many subscribers, for example ZANU PF Youth League has a page with 2,417 followers. One of several of Morgan Tsvangirayi's pages has 70,987 followers. The Zimbabwe Women Lawyers Association has a page dedicated to sharing critical issues affecting women in Zimbabwe. Yet the overwhelming uses of Facebook by young people remain oriented towards self-presentation, entertainment and communicating with friends and family. Radicalization of Facebook will not happen automatically just because it is there and people are talking. Rather it is mainly a tool that allows organizing and assists people in networks of trust built over time to act. Through analysis of Facebook patterns of youth who participated in this research we begin to understand that constructing social media as an alternative public sphere needs to be contextualized. Young people in Zimbabwe utilize and understand social media as a space where they have to be careful about their political affiliations.

Class and Gender Dimensions of Facebook Access in Zimbabwe

Facebook remains overwhelmingly an urban pursuit. Access is based not only on being physically present in spaces with access to mobile phone networks but financially being able to participate. Yes, we are building online communities but unfortunately not for all our citizens. The majority of youth in Zimbabwe are alienated from technology simply because they cannot afford it. With official unemployment at over 80 per cent, youth are concentrated in the informal sector with low incomes and difficult working conditions. Most parents can barely afford to ensure their own technological needs let alone their adolescent children's. Access to Internet cafes is only for those in urban centres who have to pay and at times need to travel to the city centres to access the Internet. In rural communities where the majority of the population is located (crucially adolescent girls who are the most marginalized group) people are largely shut out of Internet coverage and usage. Whilst mobile phones are increasingly penetrating the rural landscape, the Internet, and social networking in particular, are still largely unknown.

Information technology is in many ways increasing the class and gender cleavages already existent among youth in Zimbabwe. There is a technology divide that separates a growing number of Internet activists and the people at the grassroots in the country. Whilst the Internet has opened up space for young women of a certain class it remains out of reach for most poor urban and rural girls. The Internet offers a space for young women to meet, socialize and interact with little patriarchal surveillance. Online their voices are ideas and they can share ideas without fear of societal reprisal. From my

research, however, the majority of girls did not view social media as a platform for political ideas or discussions. Their view of social media is as a space for discussing everyday issues that affect their lives. As indicated many girls from poor backgrounds cannot afford access to the Internet. In urban centres girls cannot afford the cost of surfing the Internet and in rural areas the technology is not accessible. Gender also raises the question of how equal participants in discussions can be while gender inequalities exist. Men have been a dominating presence on the Internet: 'Make no mistake about it, the Internet is male territory. Considering its roots are sunk deep in academia and the military industrial complex, that's hardly surprising' (Spender 1995: 166).

Impact of Facebook on Political Activism

There is a need for deeper analysis of social contexts to understand how Internet-based activities can aid or negatively impact on political activism among young people. We need to go beyond populist notions around the power of social media as a neutral forum without a centre that promotes the democratization project. In this study one of the key findings was how the impersonal nature of Internet-based relations often leads young people to vacillate in their responsibility for political issues affecting them. Most respondents noted how they thought that it was not their role to start political discussions or raise issues. They argued that they are not politicians and Facebook is for fun and not serious things like politics. Others claim that they are involved in politics by simply clicking and supporting certain causes. I have discussed the rise of this form of clicktivism where political participation has been reduced to simply 'liking' a page on Facebook. Fawdry (2012) argues that this leads to the normalization of political action as a minimal effort task played out in front of a computer screen and not taking to the streets.

Grassroots movement which involve the building of trust over time through face to face interactions with communities of young people remain important in cultivating interest in politics. Social media can only aid in organizing and making it easier to communicate for already existing movements in the same way that it can be used by authoritarian governments to counter and ensure surveillance of opponents. Linked to this is another very important issue amongst youth in Zimbabwe: the fear of being arrested or beaten up for being politically vocal online. On the Internet you do not know whom you are talking to as recent arrests in Zimbabwe show. As Mozorov (2011: 5) noted 'Yes, [social media] are affecting the world. But it also looks like the other side – the authoritarian governments – are getting empowered as well'. Chhiba (2011), on the other hand, warns us not to overestimate the role of social media as a revolutionary force, noting that:

This argument is however, made with caution, so as not to overstate the role of ICT's in the protests, which stem from two factors. Firstly, history provides records of many civilian uprisings that have occurred in the absence of ICT and secondly, due to the fact that the protests in Egypt gained momentum even once the Government cut off access to the internet. Hence, this rules out a direct causal relationship between ICT's and the uprisings in North Africa. However, we can say that while ICT's did not cause these protests, it played a significant role in enabling these protests to succeed.

My research further highlights the importance of context in understanding the impact of social media on political activism. We cannot simply expect to transplant experiences in the Maghreb to other parts of the continent.

Sokari Ekine (2009), in an edited collection of mobile phones and politics in Africa, shows that there is need for sustained work and ingenuity to embed technology in day-to-day activism. Political activism does not automatically appear because of Facebook. In many ways Facebook has appeared anti-revolutionary. As youth spend more and more hours on their computers and mobile phones chatting about the latest gossip, television programmes, fashion and mundane activities, they are not in the streets bothering anyone. Social media has sanitized our youth who are increasingly less interested in engaging in political discussions which are seen as topics for the older people. This is not to blame youth apathy on social media but rather to outline that cyber networks alone will not solve this historical trend, which is widespread across the world. In Zimbabwe young people were at the forefront of fighting the liberation war in the 1970s but post-independence have largely been seen as perpetrators of politically motivated violence.

Conclusion

The preceding discussion has shown that social media, that was heralded as influential in the Arab uprisings, does not necessarily hold the same promise in all circumstances. It has explored how in Zimbabwe Facebook in particular has operated as an anti-revolutionary force. The argument is that with youth spending an average of three to four hours online, they are trapped on their computers and mobile phones thus are not in the streets causing mayhem. Facebook is a space that promotes discussions around mundane everyday activities that have little to do with critical issues affecting young people. Social media also leads to the rise of clicktivism by which young people increasingly feel that by just clicking online they are supporting a cause. In a country where only 12 per cent of the population has access to the Internet it is highly unlikely that a Zimbabwean Spring will come forth via the Internet. The article has also highlighted how trust

and face to face interactions are important in building political networks as youth are skeptical of discussing politics online.

Notes

- 1. http://www.internetworldstats.com/africa.htm.
- 2. http://globalpressinstitute.org.
- 3. http://globalpressinstitute.org/global-news/africa/zimbabwe/facebook-grips-zimbabwean-youth#ixzz22r9McqJ5
- http://thetrichordist.wordpress.com/2012/04/19/andrew-keen-on-the-false-idealism-of-the internet-video/.
- 5. http://rejon.org/media/cvsbook/cvsbook/src/determinism/determinism-goguen. doc.pdf.
- Critics included, among others, the opposition party Movement for Democratic Change, the Commercial Farmers Union, Western donors, the United Nations Development Programme, the Zimbabwe Farmers Union and NGOs.
- 7. Figures correct as of 16 October 2014.

References

- Benkler, Y., 2006, *The Wealth of Networks How Social Production Transforms Markets and Freedom*, New Haven CT: Yale University Press.
- Bennett, W.L., ed., 2008, Civic Life Online: Learning How Digital Media Can Engage Youth, Cambridge MA: MIT Press.
- Calhoun, C., ed., 1993, *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge MA: MIT Press.
- Chhibi, P., 2011, 'ICT's as a Tool for Democratisation: Why Invade? Just "Poke!", The North African revolutions, Consultancy Africa Intelligence Africa Watch Unit, http://www.consultancyafrica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=690:icts-as-a-tool-for-democratisation-why-invade-just-poke-the-north-african-revolutions-&catid=57:africa-watch-discussion-papers&Itemid=263, accessed 30 June 2012.
- Dahlgren, P., 1995, *Television and the Public Sphere: Citizenship, Democracy and the Media*, London: Sage.
- Davis, J., 2011, *Cause Marketing: Moving beyond Corporate Slacktivism*, http://evidencebasedmarketing.net/cause-marketing-moving-beyond-corporate-slacktivism, accessed 22 November 2011.
- Ekine, S., ed., 2009, SMS Uprising: Mobile Phone Activism in Africa, Cape Town: Pambazuka Press.
- Fawdry, A., 2012, 'Young People in Internet Politics?', http://www.thinkyoung.eu/index.php/publications/75-young-people-in-internet-politics.html), accessed 8 July 2012.
- Fraser, N., 1993, 'Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy', in Calhoun, C., ed., *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge MA: MIT Press.
- Habermas, J., 1989, *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge: Polity Press.

- Kozinets, R.V., 2006, 'Netnography 2.0', in Belk, R.W., ed., *Handbook of Qualitative Research Methods in Marketing*, Cheltenham (UK) and Northampton MA: Edward Elgar Publishing.
- Lim, M. 2006. 'Cyber-Urban Activism and the Political Change in Indonesia', *EastBound Journal 1*, http://www.eastbound.info/journal/2006-1/, accessed 20 July 2012.
- Lynch, M., 2011, 'After Egypt: The Limits and Promise of Online Challenges to the Authoritarian Arab State', *Perspectives of Politics* 9 (2): 301–11.
- Manganga, K., 2012, 'The Internet as Public Sphere: A Zimbabwean Case Study (1999–2008)', Africa Development XXXVII (1): 103–18.
- Mudapakati, Y., 2011, 'Facebook Me: An Exploratory Study of Social Networking among Women's University in Africa Students', unpublished undergraduate thesis, Women's University in Africa.
- Morozov, E., 2011, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York NY: Public Affairs.
- Mzaca, V., 2012, Social Networking and the Future of Political Reporting in Zimbabwe and Beyond, http://www.newstimeafrica.com/archives/22070, 12 July.
- Spender, D., 1995, *Nattering on the Net: Women, Power and Cyberspace*, Melbourne: Spinifex Press.
- Soja, E.W., 1989, Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory, London: Verso.
- Thornton, A., 1996, 'Does Internet Create Democracy?', unpublished M.A. journalism thesis, http://www.wr.com.au/democracy/index.html, accessed 7 March 2010.
- Walton, M., 2011, 'Book Review: Mobilising African Publics', *Information Technologies* and *International Development* 7 (2): 47-50.
- Wasserman, H., 2012, 'Talking Politics: Young South Africans and Political Participation in Mobile and Social Media', paper presented at IAMCR2012 on 17 July, Durban.



© Conseil pour le développement, Volume XLII, No. 2, 2017, pp. 149-171 (ISSN: 0850 3907)

Déterritorialisation et communautés imaginées : analyse anthropo-philosophique des mouvements et des réseaux sociaux des jeunes dans l'Afrique post-coloniale à la lumière de la pensée d'Arjun Appadurai

Serge Bernard Emmanuel Aliana*

Résumé

Cette contribution se focalise sur les concepts de déterritorialisation et de communauté imaginée pour (re)penser la dynamique des mouvements et des réseaux sociaux à l'ère de la mondialisation. En prenant pour cadre théorique la pensée d'Arjun Appadurai, elle entend rendre intelligible les processus à travers lesquels les jeunes Africains (re)définissent et (re)configurent leurs identités pour créer des branchements et des connexions sur des intérêts miniaturisés et hyper spécialisés. Nous postulons que dans la construction de ces formes de socialités inédites et souvent déterritorialisées, l'imagination joue un rôle moteur. Avec elle, c'est l'idée d'invention qui prévaut dans un contexte où les médias occupent le devant de la scène et qui, non seulement diffusent, mais modèlent et infléchissent les processus culturels. En nous adossant à la communauté imaginée comme élément essentiel dans la construction de l'État-nation post-colonial, nous montrons que l'imagination est un outil heuristique et herméneutique indispensable pour cerner les contours ontologiques des univers post-coloniaux. Dans la mesure où elle implique l'exil anthropologique et la déterritorialisation du sujet, l'imagination amène à formuler les questions suivantes : comment, par des pratiques imaginatives, les néo-mouvements et réseaux sociaux jeunes en Afrique organisent-ils la mise en ordre/désordre sociopolitique et culturelle ? Concrètement, il est question de s'interroger sur les formes dissidentes et insidieuses que prend la créativité dispersée, tactiques bricoleuses des groupes et individus déterritorialisés qui veulent se projeter, souvent à l'intérieur des communautés imaginées, dans une utopie échappant à tout dispositif institutionnel territorialisant ou à tout bloc historique dominant.

Mots clés : communauté imaginée, déterritorialisation, mouvements et réseaux sociaux jeunes, Appadurai, Afrique post-coloniale

^{* (1975–2016),} chercheur et enseignant/ assistant, Département de Philosophie École Normale Supérieure de Yaoundé (ENS), Cameroun.

Abstract

This contribution focuses on the concepts of deterritorialization and imagined community to (re) think the dynamics of movements and social networks in the age of globalization. Taking theoretical framework for the thought of Arjun Appadurai, it intends to make intelligible the processes through which young Africans (re) define and (re) configure their identities to create connections and connections on miniaturized and highly specialized interests. We postulate that in the construction of these forms of new and often deterritorialised sociality, imagination plays a leading role. With her, it's the idea of invention prevails in a context where the media occupy the front of scene and which does not only diffuses, but modulate and inflect cultural processes. By backing us to the imagined community as an essential element in the construction of postcolonial nation-state, we show that imagination is essential to identify the ontological contours of the postcolonial world heuristic tool and hermeneutics. To the extent that it involves exile anthropological and deterritorialization of the subject, the imagination brings to formulate the following questions: how by imaginative practices, youth neo-movements and social networks in Africa organize their socio-political and cultural order/ disorder? Specifically, it is about questioning dissident and insidious forms that takes creativity dispersed bricolous tactics of individual deterritorialized groups who want to project, often within imagined communities in a utopia beyond any institutional arrangement territorializing or any dominant historical bloc.

Key Words: imagined community, deterritorialization, youth movements and social networks, Appadurai, postcolonial Africa

Introduction

L'histoire des mouvements et des réseaux sociaux est récente en Afrique. Si elle s'enracine dans la mouvance des nationalismes africains des années 1950,c'est depuis le milieu des années 1980, en réalité, qu'on assiste sur le continent à une croissance importante du nombre d'associations autonomes (McSween 2010). En effet, depuis cette période, on a vu naître de nombreuses mobilisations sociales prenant des formes qui vont de l'émeute spontanée à la manifestation organisée en passant par la construction de regroupements associatifs, avec, en creux, l'ambition de participer activement aux débats sur les politiques publiques. Notons cependant que quels que soient leurs motivations, leurs modes d'organisation/régulation et leurs méthodes d'action, il s'observe aujourd'hui que tous les mouvements sociaux africains présentent une même caractéristique. Selon Mamadou Diouf (1997), ils partagent une expérience commune de l'oppression et une volonté constante de lutter pour la conquête et/ou l'affirmation d'une identité qui leur assure la survie.

Une telle observation est pertinente, car elle a le mérite de remettre en question les approches simplificatrices qui se sont uniquement intéressées au rôle des mouvements associatifs dans les logiques de développement¹, occultant très souvent la complexité du phénomène. L'étude menée par Mamadou Diouf, dans le cadre d'un programme GMT² du CODESRÎA, entreprend de (re)centrer l'analyse non sur les demandes des mouvements sociaux (démocratie, droit de la personne, liberté d'expression, etc.), mais sur la manière dont ces demandes sont appropriées différemment, dans le temps et dans l'espace, par les groupes sociaux, les classes sociales, etc. L'avantage de ce (re)centrage est de situer et d'intelliger la problématique des mouvements et des réseaux sociaux dans le contexte de la globalisation³, dépassant ainsi le cadre étroit de l'espace national-local. Car, soulignons-le, plusieurs auteurs sont d'avis que nombre d'associations africaines participent de façon croissante aux débats sur les politiques publiques dans les espaces nationaux des États ainsi que dans les espaces supranationaux, infranationaux, transnationaux, voire interétatiques.

À cet égard, la dialectique du local et du global qu'une certaine terminologie de la socio-anthropologie de la mondialisation nomme la glocalisation⁴ oblige à forger de nouveaux outils d'analyse pour (re)penser la dynamique des mouvements et des réseaux sociaux à l'ère de la globalisation. Aussi, en dépit de l'intérêt certain des chercheurs pour les mouvements et les réseaux sociaux africains et de la place croissante que semblent prendre certains d'entre eux dans la sphère publique africaine et mondiale⁵, la compréhension théorique de la dimension sociopolitique et culturelle de ces dynamiques sociales demeure-t-elle fort lacunaire. Ce papier a donc pour but d'explorer les avancées théoriques de la socio-anthropologie et de la philosophie sur la problématique des mouvements et réseaux sociaux dans les univers post-coloniaux en contexte africain.

L'espace théorique de notre réflexion est la pensée d'Arjun Appadurai⁶. Cette pensée est choisie en fonction de sa pertinence épistémologicocognitive et méthodologico-discursive. En effet, dans son ouvrage *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation* (2000), Appadurai propose de nouveaux modèles théoriques d'inspiration post-moderniste pour éclairer les dynamiques culturelles dans le contexte de la mondialisation. Son analyse admet comme postulat de base que le poids des médias allié aux mouvements des populations de plus en plus importants conduit à un travail de l'imagination. Celle-ci étant analysée comme une pratique sociale (Appadurai 2000:55), on peut, dès lors, étudier des « représentations nouvelles » directement en rapport avec ce postulat. Appadurai s'attaque également au cadre de l'État-nation comme cadre de référence et parle de

l'entrée dans une période post-nationale de « déterritorialisation » (*ibid*.: 56-57), concept forgé par Gilles Deleuze (1980) et développé également par la géographie culturelle. Pour construire son analyse, Appadurai s'est créé des outils originaux constituant cinq dimensions qui agissent, selon lui, dans la construction des *communautés imaginées*. Il étudie l'influence conjuguée des médias et des déplacements des populations sur le travail de l'imaginaire. Ce travail, affirme-t-il, constitue « une caractéristique constitutive de la subjectivité moderne » (*ibid*.:27). D'après lui, l'imagination serait devenue un marqueur social. Sa teneur est relative aux caractéristiques des groupes sociaux qui en sont les acteurs. L'auteur s'en remet à Benedict Anderson pour proposer une interprétation du monde contemporain caractérisé par le « rôle nouveau de l'imagination dans la vie sociale » (*ibid*.:112).

En nous adossant à la notion de communauté imaginée comme élément essentiel dans la construction de l'État post-colonial, il s'agit de voir avec Appadurai que l'imagination est un outil heuristique pour la compréhension de nouvelles socialités en réseaux et les réseaux de nouvelles socialités qui s'élaborent dans le processus de la mondialisation. Avec l'imagination, c'est l'idée d'invention qui prévaut dans un contexte où les médias occupent le devant de la scène et non seulement diffusent, mais modèlent et infléchissent les processus culturels. Dans la mesure où elle implique au même moment l'exil anthropologique et la déterritorialisation du sujet, l'imagination peut servir d'idéal-type, au sens wébérien du terme, pour la (re)lecture des dynamiques sociales en Afrique. Prenant comme objet d'analyse la jeunesse africaine8, nous sommes amené à formuler les questions suivantes, le fil conducteur de notre réflexion : comment par des pratiques quotidiennes, les néo-mouvements et réseaux sociaux jeunes en Afrique organisent-ils la mise en ordre/désordre sociopolitique et culturelle grâce à l'action de l'imagination ? En d'autres termes, nous nous interrogeons sur les formes dissidentes, indociles et insidieuses que prend la créativité dispersée, tactiques bricoleuses des groupes et individus déterritorialisés qui veulent se projeter, souvent à l'intérieur des « communautés imaginées », dans une utopie échappant à tout dispositif institutionnel territorialisant ou à tout bloc historique dominant.

Pour répondre à ces questions, notre démarche, qui combine l'analyse des textes et la synthèse des textes analysés, entend :

- clarifier et révéler les enjeux de la notion de communauté imaginée dans le cadre de la socio-anthropologie de la mondialisation d'Appadurai, et son lieu de genèse qui est la pensée politologique de Benedict Anderson;
- voir comment, en l'associant au concept deleuzien de déterritorialisation, Appadurai en amplifie la portée pour définir les contours ontologiques du monde post-colonial;

- 3. montrer comment les notions de *communauté imaginée* et de *déterritorialisation* peuvent servir d'outils heuristiques et herméneutiques pour la (re)lecture et la compréhension de la réalité des mouvements et des réseaux sociaux jeunes dans l'Afrique post-coloniale;
- 4. s'interroger enfin sur la vision du monde que projette cette nouvelle théorisation en se demandant si, à défaut de l'exprimer ou de le refléter, elle ne ratifie pas l'ordre du monde existant dominé par la déterritorialisation du capital et les nouvelles formes de communautés consuméristes qui lui sont assorties.

L'idée de communauté imaginée : d'Anderson à Appadurai

Dans sa description d'un monde globalisé, Arjun Appadurai fait largement appel au pouvoir de l'imagination. Il se réfère alors à la communauté imaginée de Benedict Anderson. Sa thèse générale se fonde sur une relation analogue trouvée par Anderson entre l'imaginaire national et le rôle joué par les moyens de communication. Selon Appadurai, il existe un lien réel entre « le travail de l'imaginaire et l'apparition d'un univers post-colonial » (Appadurai 2000:55). Un tel univers inaugure l'avènement inédit de multiples fragments sociaux imaginaires déterritorialisés. D'après lui, l'ère des processus culturels globaux, c'est l'imagination comme pratique sociale. La globalisation de l'imagination transperce ainsi « la chaîne des stabilités » (op. cit.:69-70) et aboutit à des « voies complexes » où « le fantasme est désormais une pratique sociale ».

Si cette thèse est pertinente et innovante dans la mesure où elle a le mérite de mettre en avant l'idée d'après laquelle il n'y a pas de cultures fixes dans les États-nations modernes, mais seulement des imaginaires politiques d'horizons culturels divers, il n'en demeure pas moins qu'elle suscite une question que nous formulons de la manière suivante : Appadurai dit se référer à la communauté imaginée, catégorie heuristique et herméneutique mise à jour par Anderson pour démontrer les processus de création et de sédimentation du nationalisme moderne. Mais une telle référence est-elle réellement transposable à une autre échelle ? Dit autrement, est-il pertinent de parler de communautés imaginées transnationales ? La réponse à cette question exige un retour et un recours aux postulats de base de la notion de communauté imaginée tels que conçus par Benedict Anderson lui-même.

Le contexte d'émergence de la notion de « communauté imaginée »

C'est dans L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine de l'essor du nationalisme (1996) que Benedict Anderson réfléchit sur la notion de communauté imaginée. Cette notion prend place dans le cadre d'une vaste réflexion portant sur le

nationalisme. Selon cet auteur, c'est un véritable « esprit copernicien » (*ibid.*:17) qui s'impose lorsqu'il s'agit d'aborder la question du nationalisme. À cause de sa dimension mondiale, le nationalisme ne peut être comparé au libéralisme, au fascisme, ou à toute autre idéologie politique européenne. Mais dans une perspective anthropologique et comparative⁹, il peut, au contraire, être compris comme « une manière d'être au monde à laquelle nous sommes tous soumis » (*ibid.*:9). L'apparition des nations s'explique alors par une faculté universelle qu'auraient les hommes à élaborer, par l'imagination, des liens communautaires. Reste donc à expliquer dans quelles conditions les nations sont imaginées et comment les « nationaux » y sont très rapidement attachés.

Partant du constat selon lequel la plupart des théoriciens marxistes ont tourné le dos au nationalisme, le considérant comme une anomalie, B. Anderson fait quand même le pari de rendre intelligible la « question du nationalisme » à partir d'outils empruntés au marxisme. Son projet est, d'une part, de recenser les conditions objectives qui ont permis, dès la fin du XVIIe siècle, l'apparition au sein des sociétés civiles de ces « artefacts culturels d'un type bien particulier » (ibid.:18) que sont les nations, et de voir comment ces communautés imaginaires ont bénéficié rapidement d'une véritable « légitimité émotionnelle ». D'autre part, Anderson se propose de montrer pourquoi, sitôt créés, nations et nationalismes sont mobilisés par les monarques européens alors que leur légitimité n'est pas fondée sur la nation, et comment ces nouvelles communautés sont susceptibles de migrations géographiques et de transplantations sur des terrains idéologiques et politiques variés. Le souci d'Anderson n'est donc pas de savoir si le nationalisme est bon ou mauvais, d'inspiration libérale ou autoritaire, ethnique ou civique, mais de comprendre comment apparaissent, un peu partout, « des communautés imaginaires et imaginées comme étant intrinsèquement limitées et souveraines » (ibid.:19). Pour ce faire, il s'agit de définir, dans un premier temps, ce qu'est une communauté imaginaire ou imaginée et, dans un deuxième temps, de révéler les conditions de possibilité de sa matérialisation.

La communauté imaginée

La définition de la *communauté imaginée* est très brève et fait à peine l'objet de quelques lignes dans l'ouvrage d'Anderson. Mais elle est suffisamment révélatrice pour cerner et saisir le sens de la notion. Selon Anderson, au cœur des nations, se trouve une « faculté imaginante » qui consiste à créer une communauté imaginaire là où elle n'existe pas, puisque les membres qui la composent « ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens » (*ibid.*:18). Sitôt la nation postulée comme « imaginée », en raison de l'absence d'interconnaissance entre la plupart des membres, l'auteur énumère les caractéristiques de ce produit de l'imaginaire. Il en distingue trois :

- 1. la nation est imaginée comme limitée : elle est contenue dans les « frontières finies » et ne se figure jamais « coextensive à l'humanité » ;
- 2. elle est imaginée comme souveraine : formée à l'époque des Lumières, elle rompt avec les ordonnancements divins et dépasse, par l'idéal de liberté, la pluralité des confessions religieuses ;
- 3. enfin, elle est imaginée comme une communauté : en dépit des inégalités, elle est « toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale ».

Christine Chivallon, qui a produit sur l'ouvrage d'Anderson une intéressante monographie d'auteur, résume ainsi les conditions de cette émergence :

Ces préalables livrés, l'ouvrage se consacre à décrire avec originalité les processus qui rendent possibles l'émergence et l'expansion de ces sociétés nationales pour lesquelles il a été suggéré qu'elles tiennent leur profonde spécificité de l'élaboration d'une relation qui n'en est pas, puisque le face-àface « réel » ou « in situ » n'existe pas. Au premier rang de ces conditions de possibilité, figure le développement du capitalisme d'imprimerie, « l'essor de l'imprimerie-marchandise » qui s'apprête à supplanter, à travers la diffusion de la presse et du roman, le caractère sacré des langues religieuses, à rompre avec l'ordre divin et la hiérarchie cosmologique transmise par les élites locutrices des «langues-vérité». Portée par le capitalisme, la révolution des langues vernaculaires s'opère et crée « de vastes publics de lecteurs monoglottes ». Ces « langues d'imprimerie » vont ainsi finir par jeter les bases d'une « conscience nationale », embryon de la « communauté imaginée » grâce à une communication rendue possible « via l'imprimé et le papier » (p. 50-55). Le roman occupe une place singulière dans le processus de création de ces unités nationales nouvelles. En effet, son mode narratif introduit à l'idée d'une simultanéité dans un temps désormais conçu comme « vide et homogène ». En lieu et place d'un temps soumis à une sorte de fusion entre le passé et le futur, dans un présent toujours référé par rapport à une cosmologie d'essence divine, le roman ouvre la voie aux ruptures, à l'avant et à l'après, comme aux situations simultanées et séparées, à la « coïncidence temporelle » de l'ici et du là-bas. Le « temps vide et homogène », c'est celui que le calendrier et l'horloge mesurent, en contrepoint des temporalités emplies par la puissance éternelle du lien entre le terrestre et le céleste. De là, la possibilité de s'imaginer relié à l'autre, sans pour autant se voir, grâce à la conscience acquise de cette simultanéité des actes « accomplis à la même heure calendaire ». Mais l'apport du roman dans la création des nations ne s'arrête pas là. Comme on peut s'y attendre, il constitue également le moyen de véhiculer l'idée nationale : « la fiction s'infiltre paisiblement et continûment dans la réalité, créant cette remarque distinctive des nations modernes ». La presse effectue un travail similaire. Le journal rythme le temps, dans un quotidien déjà obsolète qui n'attend que son lendemain. Sa lecture crée cette « cérémonie de masse » aux tonalités modernes, celle des lecteurs se sachant seuls dans l'accomplissement de ce rituel séculier, mais avec la connaissance intime d'un partage avec des milliers d'autres qu'ils ne voient pas.

À la longue, au cours du XIXe siècle, quand le nationalisme passera à son stade « officiel », offensif et normatif, la « chose imprimée » sera la clé de voûte de la fixation de l'idée nationale, notamment grâce à l'instruction, l'écrit véhiculant volontiers les valeurs du patriotisme et de son sens sacrificiel et, avec elles, les limites de l'entour national intimant toujours à une conception à la fois ouverte (au Nous) et fermée (aux Eux). Et comme « la nation a été conçue dans le langage », ce sont aussi l'ensemble des textes et récits, l'accumulation de documents de toute sorte qui ont la charge de dire la fraternité, d'en tracer l'histoire et d'en créer le mythe, d'en authentifier les racines « naturelles » pour des sociétés neuves restées pourtant fragmentées, « fracturées par les antagonismes de races et de classes ».

De toute évidence, l'argument principal de l'ouvrage de Benedict Anderson se trouve dans le rôle joué par le capitalisme d'imprimerie pour créer la « communauté imaginée » de ces anonymes capables de mourir pour leurs concitoyens inconnus comme d'oublier, grâce à « une immense industrie pédagogique », certains des fratricides parfois fondateurs qui jalonnent leur inscription dans la filiation nationale. Comme le souligne fort opportunément Marc Redfield, le symbole de « la tombe du soldat inconnu » mis en valeur par Anderson permet d'accéder à la quintessence de cet imaginaire où le don de soi vient sceller une relation basée sur l'absence suprême du Nom, pour la gloire d'une supra-entité où les réseaux des identités individuelles disparaissent. (Chivallon 2007)

La notion de *communauté imaginée* d'Anderson va connaître un succès retentissant. Au-delà de sa vocation politologique, elle s'étendra à plusieurs champs disciplinaires et d'études, servant d'outil d'analyse pour comprendre les mutations et les dynamiques sociales du monde contemporain. Les plus connus de ces champs sont le post-modernisme et le post-colonialisme. À la faveur d'une migration conceptuelle et d'une approche méthodologique de la « déconstruction » (Derrida 1967), ces courants théoriques entreprennent une décontextualisation de la notion de *communauté imaginée* formulée pour les nations modernes pour les recentrer sur un ensemble de populations réputées être situées de manière instable dans les interstices des maillages nationaux. C'est ce saut conceptuel et méthodologique qui est rendu explicite par Arjun Appadurai.

Pour ce socio-anthropologue de la mondialisation, ce n'est pas auprès des formations politiques nationales que l'épanouissement de la *communauté imaginée* trouve véritablement son terrain de prédilection, mais auprès des populations perçues comme défiant la logique de la catégorisation développée par les nations modernes. L'ensemble qu'Appadurai va qualifier de *diasporique* entre désormais en scène pour devenir le pendant « fétiche » de « l'imaginaire » dans une perspective post-coloniale. Dans un monde global post-colonial, il n'y a pas d'idée de culture fixe, seulement des imaginaires de langage et de pratique sociale. C'est en déterritorialisant épistémologiquement, culturellement et politiquement la *communauté imaginée* qu'Appadurai peut définir et circonscrire les contours ontologiques de ce monde.

Déterritorialisation et communauté imaginée dans le monde postcolonial

Récurrent dans l'œuvre d'Appadurai, le concept de déterritorialisation est repris du philosophe Gilles Deleuze, chez qui la déterritorialisation implique le refus de toute assignation, de toute identification (Aliana 2010). Se déterritorialiser signifie quitter une habitude, une sédentarité, un lieu. Mais dans l'esprit de Deleuze, la déterritorialisation n'est pas une fin en soi, car ce concept se comprend mieux quand on l'associe à son contraire qui est la reterritorialisation (Deleuze 1980:10). Avec la reterritorialisation, le sujet retrouve un nouveau territoire (réel, virtuel, imaginé ou symbolique), un nouveau lieu, mais sous de nouvelles modalités, en attendant une prochaine déterritorialisation. Se déterritorialiser, c'est donc changer en permanence de lieu, d'identité, de nature : c'est devenir multiplicité (*ibid.:*15). On peut donc comprendre que la déterritorialisation soit au cœur de la socioanthropologie de l'exil d'Appadurai.

Dans le contexte du néocapitalisme globalisé, la déterritorialisation se donne comme phénomène de massification des flux de personnes apatrides, déracinées, « coulant » sur des territoires nationaux, sapant leur tradition et enracinement psychique, social, politique, économique, culturel ou symbolique. Cela a pour conséquence que ces personnes sont démunies de toute protection juridique liée à l'appartenance citoyenne. La déterritorialisation impose donc de nouveaux référents subjectifs et culturels qui, à leur tour, transforment radicalement les sociétés contemporaines. L'État-nation qui constituait un référent stable, conférant aux membres de la société leur ancrage privilégié, est défondé, désubstantialisé. Désormais, les identités et les identifications se produisent dans un nœud de relations nomadiques, apatrides, exiliques, redéfinissant un nouveau paradigme épistémologique et socio-anthropologique cher à des philosophes comme Michel Foucault : le réseau. C'est ce paradigme qui est

au cœur du schéma moteur et mobilisateur de l'analyse relationnelle de la socio-anthropologie configurationnelle de la mondialisation d'Appadurai. C'est en recourant à ce paradigme qu'Appadurai peut échafauder son concept d'*ethnoscape* pour mettre en lumière l'idée de communautés imaginées dans un monde de plus en plus déterritorialisé.

Déterritorialisation et ethnoscapes

Dans son raisonnement, Appadurai met en avant les processus de la globalisation en revisitant et (re)questionnant les dimensions nationaleslocales qui caractérisent le fonctionnement des sociétés actuelles (Appadurai 2000:7). Il étudie la distorsion chez les populations déplacées ou immigrées entre les représentations de leur espace d'origine et celle de leur nouvelle appartenance. Sa préoccupation majeure est d'inscrire le phénomène de la globalisation dans une dialectique des rapports de résistance et de pouvoir au sein de la culture exilique. L'entreprise théorique de l'auteur entend ainsi se distinguer de l'approche classique de l'immigration en ce sens qu'elle implique un double rapport aux sociétés dites de « départ » et aux sociétés dites d'« accueil ». Elle pose la thématique de la « diaspora » comme paysage social de la mondialisation ou du multiculturalisme contemporain. L'un des apports décisifs d'Appadurai est que « l'État-nation qui repose sur un isomorphisme entre peuple, territoire et souveraineté légitime est profondément remis en cause par la globalisation. La prolifération des groupes déterritorialisés, diversité diasporique qu'on observe un peu partout, a pour effet de créer de nouvelles solidarités transnationales » (*ibid*.:19).

Appadurai postule que de par le rôle aujourd'hui dévolu à l'imagination, la dimension culturelle est au centre du processus de la mondialisation. Toutefois, se détournant de la vision « culturaliste » qui essentialise la culture, il privilégie l'adjectif « culturel ». Notamment, il s'intéresse à la manière dont les différences culturelles sont mobiles dans un processus qui aboutit à produire l'identité d'un groupe. Mais, par définition, cette identité n'est pas figée, « elle fait flèche de tout bois usant parfois d'éléments qui pourraient apparaître comme relevant d'autres cultures » (*ibid.*:13). La dialectique des rapports culturels établit un rapport disjonctif entre l'homogénéisation et l'hétérogénéisation culturelles. C'est à l'intérieur de ce rapport antagoniste que se jouent aujourd'hui les interactions globales. Appadurai affirme qu'« au fur et à mesure que les forces issues des diverses métropoles débarquent dans de nouvelles sociétés, elles tendent rapidement à s'indigéniser d'une façon ou d'une autre » (*ibid.:6*). C'est ce processus d'indigénisation propre au monde post-colonial qui produit les « néo-tribus » qu'Appadurai nomme ethnoscape.

Le concept d'ethnoscape lui permet de mettre en lumière les formes fluides, irrégulières des paysages sociaux. Ces paysages sont des « briques » de construction des « mondes imaginés », c'est-à-dire des personnes et des groupes dispersés sur toute la planète. Les individus qui constituent les ethnoscapes sont donc : touristes, migrants, réfugiés, exilés, travailleurs, etc. Cette (re)configuration paradigmatique de l'ethnie, dans la phase actuelle de la globalisation du capital, permet à Appadurai de se prononcer sur la manière dont les différences culturelles aboutissent à produire des identités non pas figées, mais en constante (re)élaboration.

Cependant, ce qui intéresse le plus Appadurai, c'est la manière dont cette situation non seulement modifie la vie matérielle des populations, mais tend également à confier un rôle inédit à l'imagination. Désormais, l'imagination investit des pratiques quotidiennes, notamment dans des situations migratoires où les sujets sont obligés de s'inventer, dans les conditions d'exil, un monde à eux (*ibid*.:9).

L'hybridation ethnique et culturelle dans la globalisation : le rôle de l'imagination

L'imagination joue un rôle moteur dans la construction des nouveaux territoires ethniques et culturels. Dans ces nouvelles localités, émergent des identités mixtes, complexes, flexibles, hybrides. Pour Appadurai, ce n'est que la conséquence directe de nouvelles dynamiques initiées par les forces à la fois centrifuges et centripètes de la mondialisation.

L'auteur substitue la notion d'imagination à celle de « représentation collective ». Il voit dans l'imagination une force positive et émancipatrice. Désormais, l'imagination n'est plus cantonnée à certains domaines d'expression spécifique comme dans le passé. Appadurai entend donner à l'imagination une connotation plus large. Selon lui, l'imagination est devenue un fait collectif. Associée à l'innovation technologique, elle fonde la pluralité des mondes imaginaires (ibid.:31). Pour étayer sa thèse sur la nouvelle puissance de l'imagination dans les nouvelles configurations sociales, il s'appuie sur trois distinctions.

D'abord, l'imagination a abandonné l'espace d'expression spécifique de l'art, du mythe et des rites pour faire désormais partie, dans de nombreuses sociétés, du travail mental quotidien des gens ordinaires. Ces gens ont entrepris de déployer la force de leur imagination dans les pratiques quotidiennes. Appadurai en veut pour preuve la manière dont les déplacements des populations et les moyens de communication contextualisent et structurent, de concert, nos représentations actuelles (*ibid*.:31). Grâce à l'imagination, les

populations migrantes peuvent s'inventer de nouveaux modes de vie adaptés à leur exil. Celui-ci renforce ainsi les pouvoirs de l'imagination dans la double capacité de se souvenir du passé et de désirer le futur, ce qui donne lieu à un bricolage existentiel, une vie souvent dans l'improvisation, dont la stratégie consiste à s'adapter ou à s'ajuster dans les nouveaux contextes diasporiques.

Ensuite, Appadurai s'appuie sur une distinction entre l'imaginaire et le fantasme. Contrairement au fantasme qui implique nécessairement que l'on établisse une séparation entre le domaine de la pensée, le domaine du projet et celui des actes – domaines qui renvoient au monde privé des individus –, l'imagination nous projette dans l'avenir. Elle nous prépare à nous exprimer dans le domaine esthétique ou dans d'autres domaines. Nous nous aidons de l'imagination pour agir et non pas seulement pour nous évader (*ibid.:34*). L'imagination nous projette ainsi dans des utopies programmatrices susceptibles de redéfinir des trajectoires existentielles.

Enfin, Appadurai s'appuie sur une distinction entre les significations individuelles et collectives de l'imagination. Il considère l'imagination comme une propriété appartenant à des groupes d'individus. Le concept d'imagination peut parfois revêtir le nom de « communauté affective », c'està-dire un groupe d'individus qui partagent rêves et sentiments (*ibid.*:35). L'auteur fait référence à des types de confréries qui s'apparentent à ce que Diana Crane (1972) a nommé les « académies invisibles » par analogie au monde de la science. Ces confréries sont souvent transnationales, voire postnationales. Leur expression la plus concrète est ce qu'on appelle aujourd'hui les « néo-mouvements sociaux ». Comment donc ces nouvelles formes de socialité, à majorité constituées de jeunes, se distribuent-elles dans l'espace public post-colonial africain ?

Les néo-mouvements sociaux jeunes dans la sphère publique post-coloniale : socialités en réseaux et réseaux de socialités

Qui pourrait nier que l'une des caractéristiques globales du monde postcolonial est le sentiment de crise généralisée de la jeunesse africaine ? Pour des auteurs comme Jean et John Camaroff (2000:93), même si ce profond malaise est toujours modulé et filtré par les médiations locales, il semble émerger du capitalisme néolibéral et des évolutions de l'ordre planétaire qui en découlent. Manifestement, ce malaise prend source dans une logique contradictoire.

D'un côté, nous avons affaire à l'exclusion des jeunes des sphères de l'économie nationale. Cette exclusion s'étend davantage dans les secteurs productifs qui se métamorphosent et rétrécissent considérablement. Avec

l'imposition des programmes d'ajustement structurel, intervenus au cours des décennies 80 et 90 dans la quasi-totalité des pays africains, la situation sociale et économique de bien des États post-coloniaux est devenue dramatique. La patrimonialisation de l'État et les « politiques du ventre » (Bayart 1989) qui s'en sont suivies ont contribué à favoriser l'essor de réseaux de distribution et de solidarités tribaux, familiaux, claniques, régionaux, politiques, etc. Leur marque la plus visible est le développement d'une bureaucratie accélérée de la société à travers un fonctionnariat pléthorique. L'effet net a été la consolidation de la légitimation de l'État post-colonial (Bayart 1989; Mbembe 2001), non pas par le développement des biens publics, mais par la formation de clientèles et de personnes obligées. Les conséquences sociales et économiques désastreuses ont plongé une bonne partie de la population, notamment la jeunesse, dans l'économie informelle, la privant ainsi des anciens réseaux de clientèle et de redistribution. Le pacte social tacite étant rompu par la déstructuration et l'effondrement de l'État, par ailleurs outrageusement attaqué et émasculé par l'expansion planétaire du capitalisme et de son libre marché, c'est sur les ruines d'un ersatz d'État que s'est construit un redéploiement de la violence sous des formes jusque-là inédites (Duval et Ettori 2009 ; Jamfa Chiadjeu 2005). La jeunesse est alors la catégorie sociale productrice de cette violence à travers un certain nombre de mécanismes, parmi lesquels « la culture de la rue ».

Bien que ne constituant pas le mode univoque d'expression des jeunes, cette culture s'élabore dans un contexte où les formes de violence se répandent. Elle s'inscrit dès lors

Dans la dynamique transformatrice de la post-colonie et dans ses contradictions. Elle s'accomplit en plusieurs étapes historiques selon une double logique de rupture avec la société coloniale : être né dans la post-colonie et vivre dans les marges urbaines. Fort de ce double référent, les jeunes citadins se réapproprient les loisirs existants tout en les transformant à leur manière. Il s'ensuit que spatialisé, le loisir devient fondateur d'une culture de la rue ; il exprime la violence d'une revendication et se construit en légitimité dans l'espace public. Cette pratique sociale s'enrichit progressivement des emprunts et des échanges successifs, favorisés par les migrations, le transnationalisme et la globalisation qui renvoient aux oubliettes les perceptions dichotomiques et diachroniques telles que le local et le global, le rural et l'urbain, la tradition et la modernité, l'autochtonie et l'allochtonie, le natif et l'étranger. Elle concourt à la formation de nouvelles identités et des nouvelles sociabilités témoignant du caractère a-colonial d'une jeunesse déterritorialisée. Les nouvelles identités qui se tissent dans des réseaux apatrides et exiliques confirment, en retour, la capacité d'assimilation, d'autonomie, d'individuation/individualisation et de recomposition de nouvelles sociabilités de la jeunesse (Biaya 2000).

Cela nous introduit dans la seconde contradiction, que résument ainsi les Comaroff :

D'un autre côté, on constate le développement récent des cultures globales de la jeunesse dont les manifestations sont : la culture du désir, de l'expression de soi, de l'auto-gouvernement de soi, ainsi que l'affirmation en certains lieux de formes de politisation puissantes, quoique non conventionnelles. À l'ère du cybermonde et du cyberespace, les jeunes ont une capacité réelle de mobilisation et une efficacité accrue d'agir sur le monde. (Comaroff & Comaroff 2000)

Le cyberespace a l'avantage de reconfigurer les projets existentiels en reconstruisant des parcours qui doublent des domiciles fixes, des résidences assignées. S'érige donc un sujet dépaysé et déterritorialisé qui vit une instabilité spatiale, contraint de recréer sans cesse son identité (Aliana 2013). Il s'observe une véritable mutation du sujet qui l'oriente vers de nouvelles subjectivités et socialités prises dans l'étau de *l'anneau de* Moebius où l'intérieur se confond avec l'extérieur. Les jeunes¹⁰ – dans leurs diverses composantes et situations – deviennent, par ce fait, des neurones d'un *hypercortex planétaire*. Intégré dans le cybermonde, leur projet est la constitution de formes nouvelles de sociabilités en réseaux fondées sur la réciprocité et le respect des singularités (Aliana 2013).

C'est dans ce sens, écrivent les Comaroff (loc. cit.) que

La génération en Afrique est devenue un principe concret et quotidien de mobilisation sociale, altérant d'autres dimensions de la différence, notamment celles de la race, du genre, de l'ethnicité, de la classe [...] L'activisme transnational de la jeunesse est fondé sur des pratiques signifiantes mutuellement compréhensibles et rendues possibles par les flux planétaires des devises, des images satellitaires, des populations et des valeurs.

Ces flux ont pour conséquence d'éroder la souveraineté des États.

Naît ainsi un engouement relationnel particulier, fruit de la mise en contact de différentes expériences qu'ont les individus dans le cadre des mouvements associatifs, unités sociales susceptibles de (re)créer des espaces où il est possible de mobiliser des réseaux sociaux, de déplacer les frontières assignées (Owona Nguini 2004:291). Comme illustration, nous avons des *néo-tribus* (Mafesoli 1998) qui se recomposent aujourd'hui dans les grandes métropoles africaines autour des intérêts miniaturisés et hyperspécialisés. Ces associations, organisations et mouvements, pour reprendre Habermas (1997:394-395), « accueillent, condensent et répercutent en les amplifiant dans l'espace politique, la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères de la vie privée ».

Le décentrement et la délocalisation

Dans un contexte où l'État-nation africain est durement conquis et remis en cause par les forces qui atrophient la souveraineté territoriale de son économie politique, les jeunes sont contraints d'y trouver leur place. En découle donc chez eux une conception fluide et molécularisée de la dynamique culturelle, et la nécessité d'envisager la réalité de manière fractale (Appadurai 2001). Aussi les territoires culturels que le progrès technique efface se recomposent-t-ils dans l'imagination. En effet, chaque localité, chaque groupe, mais aussi chaque sujet, opère un travail diacritique qui consiste à tisser une trame de relations et de significations où se font et se défont des rapports entre des « soi » ou des « nous ». Il s'ensuit que la localité se définit comme une configuration particulière de ces rapports.

Dans l'espace mondialisé, ces rapports se nouent dans les cinq scapes définis par Appadurai. Leur agencement étant fortement impliqué dans la localité, ces scapes ne sont pas isomorphes avec les frontières des Étatsnations. C'est ce qui explique le fait qu'alors que le siècle précédent laissait clairement apparaître un mouvement qui disciplinait et homogénéisait les modalités de contrôle et de quadrillage de l'espace social, du corps et de la production, notre siècle, dont la caractéristique est la post-colonialité culturelle, semble faire éclater ces formes de socialités. Le divorce de l'État et de la nation s'accompagne dès lors de pratiques sociales qui lient les localités de façon transnationale. Ce phénomène, précisons-le, est largement tributaire du travail de l'imagination. Celle-ci met en désir des localités, par concaténation d'images et de clichés dont les motifs ne sont pas cantonnés à l'intérieur des cadres nationaux. Principe cardinal de l'exil anthropologique et de l'anthropologie de l'exil, l'imagination est bien l'un des carburants qui poussent la jeunesse africaine à agir.

L'imagination travaille, négocie, fait et défait les modalités du social. Associée à la globalisation/déterritorialisation du capital, elle crée des horizons où les rêves deviennent réalisables : rêve d'ailleurs mais aussi rêve de métamorphose de soi. La fatalité de l'ordre local tend ainsi à se résorber par l'intercession de l'ailleurs. L'ailleurs pénètre dans les localités qui sont elles-mêmes pétries d'imaginaires — ou, pour être plus précis, les images venues d'ailleurs par le biais d'une médiatisation imaginative. Les *communautés imaginées*, produits de ces localités imaginaires, définissent finalement les contours ontologiques d'un monde dans lequel le réel et le virtuel se brouillent. Du coup, dans la logique deleuzienne, c'est la *virtualisation*¹¹ qui devient le principe matriciel du monde post-colonial. C'est elle qui est au cœur de la transnationalisation. Elle inaugure l'avènement d'un sujet non localisable qui se trouve constamment dans un *hors-là*, c'est-à-dire *un non-lieu*. À l'encontre de l'Être-là heideggérien,

l'adverbe là ne réfère pas à l'existence, mais à un espace inassignable, à un lieu indiscernable. Précisément, le *là* renvoie à la déterritorialisation qui implique aussi le nomadisme. Appariées, la *virtualisation* et la *déterritorialisation* réinventent une culture nomade qui fait surgir un milieu d'intersections sociales où les relations se reconfigurent avec un minimum d'inertie. Fruit de l'imagination, c'est la virtualisation qui, au fond, joue le rôle de l'« ailleurs » pour d'autres points de l'espace transnational.

Une question reste cependant en instance : cette théorisation qui explique les dynamiques et les mutations sociales du monde post-colonial ne ratifiet-elle pas épistémologiquement l'ordre du monde existant charrié par la globalisation du capital et la société de consommation qui le gouverne ? Dit autrement, les communautés imaginées et déterritorialisées ne constituent-elles pas finalement des cellules consuméristes à travers lesquelles le capitalisme déterritorialisé se reflète et se déploie ?

La « culture jeune » globalisée et la société de consommation capitaliste

Remarquons qu'il y a une coïncidence entre l'émergence d'une « culture jeune » et la globalisation du capital. À ce sujet, Jean et John Camarroff observent que

L'aspect productif de la « culture jeune » s'est développé à partir du moment où les jeunes ont commencé à participer, à l'échelle planétaire, à l'élaboration de leurs propres marchés, qu'ils soient légaux ou illégaux. De même, cela s'est fait à partir du moment où leurs pratiques signifiantes sont entrées en résonance avec ces formes particulières du capitalisme post-moderne¹², si peu respectueuses des économies des *establishments* locaux. Les jeunes ont donc été un élément indispensable à l'ouverture de nouveaux espaces économiques d'une rentabilité sans précédent (Camarrof et Camarrof 2000:104).

Les effets du néolibéralisme déterritorialisé

Selon Jean et John Camarrof

Les possibilités libertaires de nouvelles technologies, qui tendent tout à la fois à privatiser et à mondialiser les moyens de communication, intrinsèquement liées aux effets du capitalisme dans sa version néolibérale, ont ouvert de nouvelles brèches à exploiter par les jeunes aventuriers visiblement libérés des entraves des topologies gérontocratiques. Précisément, c'est tout cela qui transpire du personnage équivoque du « hacker », un mineur hors-la-loi qui s'affirme en garant de la liberté sur les autoroutes de l'information,

développant son potentiel de créativité aux dépens des sociétés commerciales ou des gouvernements impérieux. [...] les cas des jeunes adolescents amassant des fortunes considérables grâce à la cybercriminalité. En ligne, ceux-ci effectuent des opérations de bourse dans leur chambre alors qu'ils sont supposés faire leurs devoirs. Les jeunes cybernautes ne sont pas les seuls à exploiter le potentiel immense qu'offre la nouvelle économie virtualisée que projette le néolibéralisme déterritorialisé. La libéralisation fait aussi le lit des jeunes entrepreneurs, habiles à manœuvrer au-delà des frontières restreintes des modes de production, des États et de leur légitimité. Des pays comme le Cameroun ou le Tchad en fournissent la preuve par le biais de ce qu'on appelle « les économies de brousse ». Ici, des jeunes « démarcheurs » traversent les frontières, changent de passeport, effectuent des transactions monétaires et se livrent à des trafics très risqués, comme ceux d'armes ou de drogue. De fait, ces jeunes inventent de nouvelles manières de s'enrichir à la marge des marchés mondiaux [...] on peut aussi évoquer le trafic des minerais précieux comme le diamant, en pleine explosion en Afrique, auquel se livrent les adolescents. [...] et qui permet d'entretenir des armées en Afrique centrale ou de l'ouest. Là encore, on observe la mise en place de structures innovantes au service d'un commerce libertaire, associé à la violence et au profit.

Prenons encore le cas des jeunes mourides du Sénégal, qui se sont lancés dans des entreprises transnationales avec un tel acharnement qu'ils parlent désormais de Dubaï comme d'une banlieue de Douala et de NewYork comme d'une banlieue de Dakar. Leurs gains permettent de financer de grands projets de reconstruction urbaine ou rurale au Cameroun ou au Sénégal, contribuant ainsi à transformer les relations de pouvoir au niveau local et, incidemment, mettent à nu l'incapacité de l'État à assumer le maintien de ses propres structures. Ces « économies fluides », certes, sont encore soumises à une certaine dose de contrôle étatique et, de ce fait, ne supplantent pas encore les grandes organisations politiques, mais elles les circonscrivent et relativisent profondément leurs effets, remettant ainsi en cause leur souveraineté exclusive. En somme, la culture jeune de l'époque de la globalisation du capital, qui a pour reflet théorique le post-colonialisme, a prouvé sa capacité non seulement à relier les lieux à travers l'espace transnational, mais aussi à motiver les divers types de pratiques du haut modernisme. [...] Elle fait nettement penser à la musique pop actuelle dont la pratique débridée du sampling tend à distendre le normatif en juxtaposant des sons sur des modes extraordinairement labiles, lorsqu'elle ne s'attache pas purement et simplement à vampiriser ou à cannibaliser les ethno-musiques issues des quatre coins du monde avec ses chaussures de sport à prix exorbitant, son baladeur lui crachant aux oreilles un rap décoiffant et son bipper qui le relie aux réseaux souterrains de l'économie mondialisée – est une synthèse réussie de l'enfant des rues des World cities de l'économie néolibérale. (Camarroff & Camarroff 2000:105-106)

L'apothéose de la consommation

C'est sur le terrain fertile de la déterritorialisation du capital où l'argent, les marchandises et les personnes ne cessent de se poursuivre autour de la planète que les *mediascapes* et leurs *ideoscapes* du monde moderne trouvent leur contrepartie fracturée et fragmentée (Appadurai 2000:5). Le grand paradoxe que doit affronter la politique culturelle aujourd'hui est que les *primordia* (de langage, de couleur de peau, de quartier ou de parenté) sont désormais globalisés. Selon Appadurai, il ne s'agit pas de nier que ces *primordias* sont fréquemment le produit de traditions réinventées ou d'affiliation rétrospectives, mais de souligner que l'ethnicité, qui était autrefois un génie contenu dans la bouteille d'une sorte de localisme, est désormais une force globale qui se glisse sans arrêt dans et à travers les fissures entre les frontières.

D'après Appadurai, le facteur qui permet de saisir cette complexité, c'est « le fétichisme de la production et le fétichisme de la consommation » (*ibid*.:79). Avec ces concepts qu'il emprunte à Karl Marx, Appadurai montre comment production et consommation s'épaulent pour donner une dimension nouvelle au monde post-colonial. La production, devenue un « fétiche », obscurcit en fait les relations de production, qui sont de plus en plus transnationales.

Le fétichisme de la production devient dès lors

L'illusion créée par les lieux contemporains de la production transnationale et qui, par l'idiome et le spectacle du contrôle du local, de la production nationale et de la souveraineté territoriale, masque le capital translocal, les flux de gains transnationaux, la gestion globale et, souvent, les travailleurs à l'étranger. Le localisme (au sens de sites locaux de production comme au sens d'Étatsnations) devient un fétiche déguisant les forces globalement disséminées qui dirigent en fait le processus de production. Le fétichisme du consommateur, lui, transforme le consommateur, à travers les flux de marchandises en signe. [...] « Signe » est ici à comprendre non seulement au sens que lui donne Baudrillard – un simulacre qui n'approche que de façon asymptotique la forme d'un agent social réel –, mais encore au sens d'un masque pour le siège réel d'opérations, lequel n'est pas le consommateur, mais le producteur et les nombreuses forces qui constituent la production. (*ibid.:79-80*)

Avec la fin des monopoles étatiques, le capitalisme post-national érige finalement le marché en grand Sujet, en substitution de tous les grands récits de la modernité. Le présupposé du souverain marché s'énonce ainsi : il faut que des marchandises soient produites en quantité croissante et à des coûts réduits. Pour réaliser les bénéfices grâce à la marchandise, il faut capter le désir

des multiples *communautés imaginées*, le rabattre sur le besoin et produire le sujet consommateur. La consommation apparaît donc comme l'un des aspects essentiels de la culture post-coloniale. C'est bien ce que fait valoir Gilles Lipovetsky) lorsque, esquissant le portrait de la société post-moderne/post-coloniale, il affirme :

Nous sommes voués à consommer, fût-ce autrement, toujours plus d'objets et d'informations, de sports et de voyages, de formation et de relationnel, de musique et de soins médicaux. C'est cela la société post-moderne : non l'audelà de la consommation, mais son apothéose, son extension jusque dans la sphère privée, jusque dans l'image et le devenir de l'ego appelé à connaître le destin de l'obsolescence, de la mobilité, de la déstabilisation (1983:16).

Conclusion

Sur un plan théorique, les notions de *communautés imaginées* et de *déterritorialisation* issues de la socio-anthropologie d'Arjun Appadurai et de la philosophie de Gilles Deleuze nous fournissent un outillage conceptuel et méthodologique pertinent pour intelliger l'action des mouvements et des réseaux sociaux dans le monde post-colonial. À la faveur de ces notions, les grilles de lecture et d'interprétation que nous avons appliquées au monde post-colonial laissent voir que la transnationalité, inscrite au cœur des dynamiques sociales contemporaines, associe intimement la culture et l'imagination. Une telle association impose une nouvelle temporalité à la mondialisation qui, désormais, doit dialectiser universalisation et fragmentation du monde. D'une part, la mondialisation véhicule une uniformisation accélérée du monde grâce au messianisme technologique, d'autre part, elle fait face à une fragmentation accentuée du monde avec, notamment, les replis identitaires, sectaires, communautaires qui souvent génèrent des socialités inédites.

Avec le rôle conjugué de l'imagination et des processus culturels, ces replis, devenus transnationaux, perdent leurs repères nationaux-locaux. Désormais, ils fonctionnent en réseaux d'interconnexions post-nationales, produisant ainsi des *néo-tribus* ou *ethnoscapes*, réseaux de socialités ou socialités en réseaux qui branchent des individus ou des segments sociaux aux intérêts divers. On se rend alors compte que l'ethnie, dans le monde post-colonial, est rentrée dans la phase de la déterritorialisation et de l'hybridation. Le dépassement des frontières naturelles, la contamination des langages, le métissage des genres et des races, l'hybridation générale de l'être sont autant d'éléments constitutifs des nouvelles communautés imaginées et déterritorialisées. C'est dans cet espace théorique que nous avons pu saisir le jeu et l'enjeu des néo-mouvements et réseaux sociaux jeunes dans la sphère publique post-coloniale.

Notes

- Les principales approches ayant été mobilisées jusqu'à une date très récente sont : la science politique africaniste, les approches élitistes et dépendantistes et les approches s'articulant autour du concept de société civile.
- 2. Le GMT (Groupe multinational de travail) s'est intéressé à la question des mouvements sociaux et de la démocratie en Afrique. Commencée en 1985, l'étude a pris près d'une décennie pour proposer une lecture plurielle aussi bien dans la thématique, les approches que les espaces des mouvements sociaux.
- 3. Mamadou Diouf exprime le regret qu'à cause de la durée de vie du réseau de recherche, l'ouvrage qui en est sorti a été publié dans une conjoncture particulière dominée par le débat sur les nouveaux mouvements sociaux, sur la société civile et sur les nouvelles affiliations qui reconfigurent des identités en compétition entre elles. Sans le dire explicitement, cette conjoncture n'est rien d'autre que la mondialisation et les nouveaux défis qu'elle impose.
- 4. Le monde globalisé serait un monde *glocal*, francisé en « GlobalLocal », selon un motvalise formé en associant global et local. Dans les théories sociales, la *glocalisation* a été développée et popularisée par le sociologue Roland Robertson dans « Glocalisation : Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity », dansMike Featherstone, Scott Lash and Roland Robertson (Eds.), *Global Modernities*, publication, London, SAGE 1995, p. 25-43). Celui-ci décrit la *glocalisation* comme la simultanéité (ou coprésence) des tendances à universaliser et à particulariser. D'après cet auteur, bien que le global et le local soient liés, le rapport entre eux n'est jamais direct et passe par de nombreux processus d'adaptation et d'interprétation. Au lieu de se « comprimer » mutuellement, le global et le local s'interpénètrent afin de produire un résultat unique dans chaque zone géographique. Dès lors, l'hétérogénéité prime sur l'homogénéité.
- On peut apprécier, à juste titre, les travaux de bon nombre d'auteurs africains regroupés et publiés dans un numéro spécial du Bulletin du CODESRIA (2009), nºs 3 & 4.
- 6. Né en 1949 à Bombay en Inde, Arjun Appadurai est un sociologue culturaliste et un anthropologue qui étudie la modernité et la mondialisation. Membre du Conseil d'orientation du Forum d'Avignon Culture, économie, média, il est auteur de plusieurs ouvrages dont : Géographie de la colère : violence à l'âge de la globalisation, Payot, 2009, Condition de l'homme global, Payot, 2013.
- 7. Les ethnoscapes issus des mouvements des populations (travailleurs, émigrés, touristes, refugiés, etc.), les médiascapes, répertoires d'image et d'information produites par les journaux, la télévision, les films, les technoscapes, c'est-à-dire les machines et les équipements mis au point par les multinationales, les firmes nationales et les agences gouvernementales, les financescapes, résultat des flux monétaires incessants sur les marchés et les places financières internationales, et les ideoscapes liés à la circulation d'images en référence aux représentations du monde, aux idéologies politiques, à la liberté, la démocratie, le bien-être, le droit, etc. Autant de paysages mouvants et irréguliers (scape) pour traduire un modèle de flux culturels globaux en permanente disjonction imprévisible dans l'optique de la déterritorialisation.

- 8. L'Afrique est un continent de jeunes. Plus de la moitié de sa population est âgée de moins de 25 ans. Ce facteur important doit être pris en compte dans toute analyse qui se veut pertinente sur la dynamique des populations africaines.
- 9. D'après l'auteur, seule une approche comparative des nationalismes européens, africains, asiatiques et latino-américains peut rendre compte de l'essor planétaire d'un « style d'imagination national » aboutissant, dans l'Europe dynastique comme dans les pays colonisés, à l'apparition de mouvements nationalistes. On verra bien que quoique spécialiste de l'Asie du Sud-Est, Anderson recourt, tout au long de son ouvrage, à un éventail d'exemples dans lequel sont représentées toutes les parties du globe.
- 10. Nous sommes ici d'avis avec Jeremy Jones qu'à travers le concept de « jeunes Africains », on laisse penser que « cet espace géographique et épistémologique est un bon point de comparaison ; que d'une certaine façon, le vécu des « jeunes » qui y évoluent seraient comparables. Cette supposition est peut-être fondée. Il n'empêche que d'autres comparaisons tout aussi valables peuvent être établies ailleurs. Par exemple se poser cette question qui ne cesse de nous tourmenter : que partagent en commun les enfants issus de la bourgeoisie noire émergente en Afrique du Sud avec les enfants réfugiés du Darfour. Mais, dans tous les cas, unanimement les jeunes sont considérés comme un « transformateur social » » (Jones 2009:3, traduction par nos soins).
- 11. En soutenant dans les années 60 que « le virtuel possède une pleine réalité, en tant que virtuel », Gilles Deleuze préfigure les contours ontologiques du monde actuel dont la caractéristique est d'être charriée par un mouvement général de virtualisation. « Plus qu'une mutation de l'être, la virtualisation est un déplacement ontologique qui bouleverse nos registres épistémologiques. Nous nous déplaçons vers un autre climat de l'être, comme si la terre se dérobait sous nos yeux ».
- 12. Dans un livre au titre révélateur, *Le Capitalisme post-moderne* (2001), Michel Vakakoulis essaie de mettre en lumière les caractéristiques principales de la dynamique de notre monde charrié par la mondialisation néolibérale. À partir d'un recadrage théorique des débats entre néo-modernes et post-modernes, l'analyse porte sur le statut de la modernisation capitaliste, ses formes et ses représentations. Selon Vakakoulis, les stratégies de modernisation flexible mises en œuvre au cours des vingt dernières années par les forces dominantes qu'il faut identifier à l'empire capitaliste ont bouleversé l'économie et la sociabilité de l'après-guerre: instauration de nouvelles règles économiques, célébration du marché comme élément-pivot de nouvelles règles démocratiques, globalisation de la concurrence, déclin des valeurs et des attitudes collectives au profit d'un individualisme carnassier.

Références

Aliana, Serge, 2010, « Géophilosophie et déterritorialisation : esquisse d'une nouvelle citoyenneté dans l'espace publique postnationale », *Afrique et développement*, vol. XXXV, n° 4.

Aliana, Serge, 2011, « L'université africaine face au pragmatique post-colonialiste », Éthiopiques, n° 86, 1^{er} semestre.

- Aliana, Serge, 2011, Économie culturelle globalisée et anthropologie de l'exil: une analyse critique des enjeux de la mondialisation à partir de la lecture de Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation d'Arjun Appadurai, communication présentée lors de l'Assemblée générale du CODESRIA, 5 au 11 décembre 2011, « L'Afrique et les défis du XXIe siècle ».
- Aliana, Serge, 2013, Virtualisation et déterritorialisation chez Deleuze: analyse philosophique des mutations et des transformations sociales à l'ère de l'hyperglobalisation, communication présentée à Montréal dans le cadre du Forum mondial des sciences sociales, 13 au 15 octobre, « Transformation sociale et ère du numérique ».
- Anderson, Benedict, 1996, L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte.
- Appadurai, Arjun, 2000, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Françoise Bouillot, Paris, Payot.
- Bouraoui, Hédi, 2005, *Transpoétique. Éloge du nomadisme*, Mémoire d'encrier, Canada.
- Bayart, Jean-François, 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Camaroff, Jean, & John Camaroff, 2000, « Réflexions sur la jeunesse. Du passé à la post-colonie », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000.
- Chivallon, Christine, 2007, « Retour sur la communauté imaginée d'Anderson », *Raisons politiques*, vol. 3, n° 27.
- Crane, Diana, 1972, *Invisible College : Diffusion of Knowledge in scientific communities*, Chicag, University of Chicago Press.
- Deleuze, Gilles, 1980, Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie, Paris, Minuit.
- Derrida, Jacques, 1967, De la grammatologie, Paris, Minuit.
- Diouf, Mamadou, 1997, « Mouvements sociaux et démocratie. Perspectives africaines », dans GEMDEV, *Les avatars de l'État en Afrique*, Paris, Karthala.
- Dioune, E. J., 1999, *La vie associative, ça marche. Le renouveau de la société civile aux États-Unis*, Paris, Nouveaux Horizons/Brookins Institutions.
- Dramé, Mamadou, 2009, « Le slam, une nouvelle expression de la jeunesse à mi-chemin entre le rap et la poésie traditionnelle », *bulletin CODESRIA*, n° 3 et 4.
- Duval, Claude & François Ettori, 2009, « États fragiles... ou États autres ? Comment repenser l'aide à leur développement, notamment en Afrique », *Géostratégie*, n° 25
- Jamfa Chiadjeu, Moïse Léonard, 2005, Comment comprendre la crise de l'État postcolonial en Afrique. Un essai d'explication structurelle à partir des cas de l'Angola, du Congo-Brazzaville, du Congo-Kinshasa, du Libéria et du Rwanda, Peter Lang, Éditions scientifiques européennes, Bern.
- Jones, Jeremy, 2009, « « Ce n'est pas normal, mais c'est fréquent » fuir pour se marier », Revue bulletin CODESRIA, n^{0s}3 et 4.
- Habermas, Jürgen, 1997, Droit et démocratie, Paris, NRF-Gallimard.
- Lipovetsky, Gilles, 1983, L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain, Paris, Gallimard.

- Mafesoli, Michel, 1998, Le temps des tribus, Paris, Livre de Poche.
- McSween, Nathalie, 2010, Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains. Co-publication : L'Alliance de recherche université-communauté/Innovation sociale et développement des collectivités (CRDC), in Série : Recherches, n° 32, mars.
- Mbembe, Achille, 2000, De la post-colonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Karthala.
- Owona Nguini, Mathias, 2004, « Gouvernement des conduites et conduites de gouvernement dans les associations camerounaises de Libreville (Gabon) : sens, puissance et interdépendance des filières de circulation humaine, dans Luc Sindjoun (Éd.), États, individus et réseaux dans les migrations africaines, Paris, Karthala.
- Patez, Fabrice, 1998, « Quelques remarques sur l'imaginaire national », *Les Cahiers de Ceriem*, n° 3, octobre, Université de Haute Bretagne, Rennes 2.
- Riedfield, Marc, 1999, « Imagination. The Imagined Community and the Aesthetics of Mourning », *Diacritics*, vol. 29, n° 4.
- Savarese, Eric, 1996, « B. Anderson, l'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme », *Politix*, vol. 9, n° 36.
- Tsikala K. Biaya, 2000, « Jeunes et culture de la rue en Afrique », *Politique africaine*, n° 80.
- Vakakoulis, Michel, 2000, *Le capitalisme post-moderne*, Paris, PUF, coll. Marx confrontation.



© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2017 (ISSN: 0850 3907)

Vivre sa passion et gagner sa vie : jeunes artistes du sud-ouest de Madagascar à la recherche de notoriété dans la capitale malgache

Elisé Asinome*

Résumé

Notre contribution vise à analyser les parcours des jeunes artistes originaires de la partie sud-ouest de Madagascar. Détenteurs d'une certaine notoriété dans leur région d'origine, de nombreux jeunes tuléarois débarquent à Antananarivo dans un but économico-artistique : vivre sa passion et gagner sa vie. Une destination de consécration pour certains et une étape importante débouchant sur l'acquisition de la notoriété à l'échelle nationale pour d'autres, Antananarivo promet aux artistes en herbe une aubaine pour leurs projets de vie : faire carrière dans la musique tropicale. Le phénomène de ruée vers la carrière musicale dans la capitale malgache soulève plusieurs interrogations auxquelles nous tenterons d'apporter des explications.

Mots clés : jeunes artistes, réseaux sociaux, nouvelles technologies, carrière musicale, showbiz, Tuléar, Antananarivo

Abstract

Our contribution aims to analyze the development of young artists from the southwest part of Madagascar. Holders of certain reputations in their areas of origin, many young tuléarois landed in Antananarivo in a socio-artistic purpose: to live his passion and livelihood. A destination of consecration for some and an important step leading to the acquisition of the reputation nationally for others, Antananarivo promises to aspiring artists a boon to their life projects: a career in tropical music. The phenomenon of rush towards the musical career in the Malagasy capital raises several interrogations to which we will try to provide explanations.

Key Words: Young artists, social networks, new technologies, music career, showbiz, Toliara, Antananarivo

^{*} Université d'Antananarivo, Madagascar. Email : asinome@hotmail.com

Introduction

De nos jours, la région sud-ouest est connue grâce à l'émergence d'une nouvelle génération d'artistes comme Manaly, Tsiliva, Sheilla, Nina's, Nhodas et Barinjaka .À l'ère numérique, les nouveaux talents se font connaître par la diffusion des mini-cartes en brousse ainsi que dans les centres urbains. Par rapport à leurs aînés comme Rasoa Kininike, Terakaly, Mamy Gotso et bien d'autres qui constituaient jadis la fierté de l'ex-province de Tuléar à la fin des années quatre-vingt-dix, ces nouvelles figures emblématiques du rythme du sud-ouest de Madagascar sont bien en avance sur leur temps. Les jeunes artistes ont intérêt à adopter et à maîtriser les nouvelles technologies pour la production, la présentation et la diffusion de leurs œuvres artistiques.

Détenteurs d'une certaine notoriété dans leur région d'origine, ils cherchent leurs propres voies à Antananarivo, afin de jouir d'une reconnaissance de leur talent musical à l'échelle nationale. Dans ce papier, l'analyse des trajectoires de vie des jeunes artistes originaires de Tuléar¹ nous intéresse particulièrement afin de questionner le phénomène de ruée vers la carrière musicale dans la capitale malgache. Le terme« parcours » nous renvoie, d'une part, à une notion temporelle, par rapport aux différentes étapes que l'artiste a poursuivies depuis le moment où il a révélé au public son talent. D'autre part, il fait référence à une notion spatiale du fait que l'artiste doit s'organiser dans un territoire donné pour exporter son talent en dehors de son domicile, son village ou sa région. En effet, tout en nous basant sur une approche biographique et une sociologie du parcours de vie, notre étude s'articule autour de trois axes :

- les orientations stratégiques des jeunes artistes tuléarois perpétuellement en quête de notoriété. C'est à partir des entretiens avec les artistes emblématiques et des travaux de documentation que les typologies de parcours des jeunes artistes sont décrites. On s'interroge également sur les moyens qu'ils ont mobilisés afin de réaliser leurs ambitions et d'évoluer dans un contexte plus favorable à la promotion de leurs talents;
- les différentes facettes du lancement de carrière d'artiste dans la capitale.
 Les rencontres avec quelques acteurs du domaine de production musicale nous permettent de comprendre les enjeux d'un jeune artiste dans la perspective de se consacrer à la musique. Il nous semble intéressant de savoir les rapports que l'artiste entretient avec le monde où il évolue et les personnes qui l'entourent dans sa vie artistique;
- les démarches poursuivies dans le cadre de la présentation et de la diffusion de leurs performances artistiques auprès du public. Dans cette section, une attention particulière est portée à l'adoption des nouvelles technologies par l'artiste dans le contexte actuel où ces

technologies contribuent énormément à l'expansion des œuvres artistiques. L'analyse de la dynamique individuelle de l'artiste permet de comprendre la réalité qu'il affronte au quotidien. Dans un souci permanent d'amélioration de sa performance artistique afin de développer sa notoriété auprès du public, il se trouve actuellement dans l'embarras devant les moyens de communication qui s'avèrent de plus en plus complexes.



Carte1: Localisation du sud-ouest de Madagascar

Source: www.mapquest.com

En quête de notoriété : du local au global

En provenance des districts voisins du chef-lieu de la région, les jeunes artistes ont des traits communs avec quelques nuances de leur parcours. Certains artistes ont baigné dans la musique depuis l'enfance et d'autres ont évolué plus tard au sein du cercle particulier : copains et/ou campus.

Damily a développé son talent de guitariste quand il était gardien de zébu en écoutant la musique mozambicaine à la radio. Cet autodidacte faisait partie d'un groupe de musiciens du village pour animer des « bals poussière » lors des cérémonies traditionnelles. À cette occasion, les jeunes artistes de la région disposaient d'un cadre permettant de démontrer leur performance musicale à travers le tsapiky, le style de musique qui intègre la guitare et la batterie.

Dès son jeune âge, Teta a adopté la guitare comme instrument de prédilection, comme Damily. Il évoluait au sein de son cercle familial qui jouait aussi dans des « bals poussière » et cérémonies (mariage, décès, circoncision...). Il a arrêté ses études en classe de sixième, à l'âge de 13 ans, et la musique a pris le relais.

C'est aussi dans le cercle familial que Tsiliva, originaire de Morondava, puise ses inspirations depuis son enfance à travers des expériences de chants évangéliques. Il a joué avec des artistes de renom de sa région.

Tandis que certains artistes ont quitté l'école tôt en classe secondaire comme Teta, certains ont été jusqu'à l'université. Dans le campus, ils ont développé leurs talents au sein de leurs bandes de copains. Entre animations de soirée et vie universitaire, ces jeunes artistes ont eu de quoi s'occuper à ce stade de leur vie.

En dehors des programmes pédagogiques, à Tuléar, l'université permet aux étudiants de s'ouvrir au monde et de découvrir les nouvelles technologies. D'après Nhodas, les activités de l'association socioculturelle du campus lui servent de tremplin pour développer le talent d'artiste dont il a rêvé depuis son enfance, à Ambovombe dans la région Androy. Il participe souvent à des concours de karaoké lors des soirées organisées sur le campus ou ailleurs. À travers des expériences d'interprétation de célèbres tubes, l'idée lui est venue d'écrire une chanson. Il a pu sortir un tube, grâce à l'aide de ses copains et membres d'un groupe de renom à l'échelle de la ville de Tuléar. Il a obtenu du soutien technique pour les arrangements musicaux en studio. Son argent de poche lui a servi à matérialiser son projet de partager avec le public sa création musicale. Il s'investit beaucoup dans la location des instruments de musique pour l'enregistrement en studio. Cependant, il lui a fallu d'abord terminer ses études de géographie à l'université pour se consacrer entièrement à la musique.

Nina's connaît du succès sur les bancs de l'université. Elle n'a pas encore terminé ses études. Originaire de Morondava, elle a poursuivi, après son bac, une formation en communication. Elle a adopté comme loisir la chanson et n'a pas envisagé d'en faire une carrière pour se consacrer à ses études. Mais face aux demandes multiples, elle part en tournée pour des concerts partout dans la Grande île.

Barinjaka ne s'attendait pas à son succès. Au début, il faisait de la musique juste pour le plaisir. À 15 ans, il apprenait la guitare puis le piano à l'église de sa paroisse, Ankaramena. Ayant acquis quelques notions de base, il s'est perfectionné à Ihosy auprès de ses copains. Il jouait les tubes de Mahaleo et d'Erick Manana, artistes réputés pour la musique folk.

C'est par un heureux hasard que Barinjaka a intégré un groupe de musiciens à qui il portait assistance à Ihosy. En l'absence d'un bassiste, il prêtait son talent au groupe lors des tournées dans la région. Après des services de « mercenariat » auprès de différents artistes de passage à Ihosy, il forme plus tard un groupe avec ses copains : Velomiranga.

L'enregistrement d'une chanson au studio constitue pour l'artiste un premier pas dans l'opération de mise à disposition auprès du public de son œuvre. Grâce à un informaticien, le premier tube a vu le jour juste à titre d'essai, après quelques expérimentations sur le logiciel d'édition de son Cubase. Le premier titre sort par la suite : « Rivo », qui est le nom d'une personne qui veille sur les jeunes musiciens du coin. Il a dépensé de petites sommes pour l'enregistrement qui a nécessité 5 000Ariary², notamment pour le passage en studio. Reconnaissant, il dédie sa chanson à cette personne qui a marqué une étape importante dans le parcours du groupe. Le tournage du premier clip est réalisé avec un simple appareil photo. Le clip vidéo a coûté près de 20 000 Ariary.³

Suite à un problème de couple au sein de sa famille d'accueil, Barinjaka a été obligé de rentrer à Ankaramena, chez ses parents. Sa mère a toujours cru au talent de son fils et l'a encouragé à continuer la musique. Il a formé plus tard son propre groupe qui porte son nom. Puis, avec ses petites économies réalisées pendant la période des vacances grâce à la vente des mangues sur la route nationale, il s'est offert un déplacement au chef-lieu, à Fianarantsoa, pour procéder à la prise de son en studio de quelques titres de ses chansons.

À travers ces exemples, on peut dire que la famille joue un rôle capital dans le développement du don artistique pour certains musiciens. Les potentialités artistiques sont révélées dans le cadre familial. Puis le jeune artiste cherche à optimiser son talent à l'extérieur du cocon familial, auprès des groupes de personnes qui appartiennent à son univers comme l'église et l'école.

Le parcours de Nhodas nous montre que l'appartenance à des réseaux sociaux permet de développer son talent. Il s'intègre dans différents cercles sociaux qui lui accordent les moyens nécessaires pour qu'il puisse réaliser son rêve : promouvoir son talent musical et acquérir de la notoriété. Le cas de Nina's nous apprend que pour les jeunes artistes la prise de décision de faire carrière dans la musique est en fonction de l'opportunité qui se présente à partir du moment où leurs œuvres musicales ont connu un succès fulgurant. Pour Barinjaka, sa situation familiale l'oblige à s'orienter davantage vers une carrière musicale. Grâce à des liens noués avec différentes personnalités dans ses cercles sociaux, il arrive à réaliser ses ambitions de devenir artiste de renom au niveau régional, ce qui lui permet de viser encore plus loin par l'exportation sa performance musicale sur tout le territoire malgache. C'est le rêve de tous les jeunes artistes originaires de Tuléar quand ils sont au début de sa carrière musicale. Mais quelles démarches ont-ils effectuées et de quels moyens ont-ils disposé pour atteindre cet objectif? Ils ont certes des potentialités considérables sur le plan artistique, mais pour réussir, il faut aussi compter sur d'autres paramètres qui sont plutôt liés aux cercles sociaux de l'artiste.



Photos : Barinjaka, adepte du « new-schoolkilalaky » ; Nhodas, le prince de RNB *Source* : Page Facebook de l'artiste

Développer son capital artistique et étendre son réseau social

Le talent ne suffit pas pour percer dans l'univers musical malgache où la concurrence devient de plus en plus rude. Il faut avoir de la ténacité et disposer de beaucoup de patience. En effet, les réseaux réels ou virtuels présentent des opportunités aux artistes pour se faire des contacts et nouer des relations avec les différents acteurs du secteur.

Avec des réseaux multiples et diversifiés, les jeunes artistes bénéficient d'une certaine assurance dans la mise en œuvre de leurs projets personnels pour faire carrière dans la musique. Les contacts entretenus grâce à ces réseaux comportent des avantages considérables pour leur démarche de production et de promotion de leurs œuvres artistiques.

Jeunes artistes locaux : talentueux, mais de seconde zone?

Ayant une certaine notoriété au niveau régional, Nhodas est sollicité lors de différents événements : la fête de l'Indépendance, les campagnes électorales... Avec seulement trois tubes à grand succès, il sillonne la région sud-ouest de Madagascar : Fort-Dauphin, Ambovombe, Bezaha, Sakaraha... Dans la ville de Tuléar, il est incontournable pour les artistes confirmés de passage qui souhaitent la prestation d'un artiste local pour la première partie du concert.

Il a joué auparavant le style traditionnel de l'ethnie Tandroy, banaiky, dans le groupe Talineso, puis dans Varanga. Afin de percer dans le chef-lieu de province, il adopte le style RNB, un genre musical en vogue qui attire un public assez large, surtout chez les jeunes.

Le RNB devient un phénomène musical très prisé entre 2012 et 2013. « Parmi les artistes de nouvelle génération à Tuléar, nous sommes dix-huit formations de RNB. Neuf groupes font dutsapiky⁴. »Ses chansons ont fait

un carton auprès des jeunes. Il a réalisé des tubes qui se classent au sommet du hit-parade local. Ses tubes s'enchaînent sur les ondes de radio et sur les stations de télévision. Bref, la nouvelle vedette de la musique tuléaroise se sent arriver au sommet de son art, à l'échelle régionale. Il a pu se positionner en tant que jeune artiste auprès du public. Prince du genre RNB, la notoriété de Nhodasse confirme de plus en plus. Il a toujours tenu en liesse l'assistance grâce à sa performance musicale exceptionnelle. Il est le seul artiste qui arrive à assurer quatre concerts dans la même année à Tuléar. Aujourd'hui, il sent que sa popularité dépasse la province de Tuléar. Cela lui sert donc de point d'intégration au cercle des professionnels de la musique au niveau régional. Il jouit également d'une notoriété exceptionnelle auprès de ses aînés, artistes de renom originaires de la région sud-ouest, qui s'installent dans la capitale, mais qui passent souvent dans la ville de Tuléar pour des concerts.

Fort de ses succès, Nhodas souhaite gravir une autre étape : conquérir le public, surtout le territoire malgache, avec sa musique. Il projette ainsi de couvrir l'ensemble du pays en tant qu'artiste national. Avoir la notoriété au niveau régional ne lui permet pas de développer suffisamment son art et de gagner sa vie. L'artiste local est payé entre 200 000 et 300 000 Ariary (80 à 120 dollars américains)⁵ lors du passage d'un artiste de renom national qui touche de deux à quatre millions d'Ariary. Écœuré par cet énorme écart, Nhodas décide alors de s'installer dans la capitale où il espère à la fois percer musicalement et gagner sa vie grâce à son art. En fait, Nhodas n'en était pas à son coup d'essai pour faire carrière dans la capitale.

En effet, depuis le début de sa carrière, l'artiste s'associe au circuit de promotion artistique, par l'intégration dans un ou plusieurs réseaux d'acteurs du secteur. Cette démarche contribue nécessairement à l'amélioration de sa performance artistique et à l'expansion de son art. Dans le but de se faire repérer par les gens et pour faire entendre sa musique, il n'hésitait pas à monter sur scène, même à titre bénévole, lors des festivités organisées sur le campus, à l'Alliance française de Tuléar ou ailleurs... Il a offert ses services d'artiste à différentes occasions à Tuléar ou dans les districts voisins. Le prince du RNB tuléarois reçoit également des invitations provenant des admirateurs qui habitent loin de Tuléar. À titre d'exemple, l'Association des étudiants de l'Université d'Antananarivo a fait appel à Nhodas pour animer sa soirée. On peut donc dire que les jeunes artistes mettent à profit ce petit réseau pour percer sur le plan musical et ainsi étendre leur rayonnement. La stratégie s'avère assez réaliste : se faire un nom au sein d'un petit cercle tout en opérant une manœuvre auprès de cercles élargis.

Pour les jeunes artistes originaires des provinces de Madagascar, après des années de succès dans la région puis dans le chef-lieu de province, le meilleur moyen pour grimper un peu plus dans l'échelle du succès, c'est de venir dans la capitale. En leur qualité de musiciens-accompagnateurs, ils tissent des liens partout. Des projets avec des pairs concourent à multiplier des expériences et donnent accès au réseau de contacts des acteurs du show-biz (studios, maisons de production, organisateurs de concert, salles de concert, agences de communication). Cette démarche promet des opportunités aux jeunes artistes pour se perfectionner et pour nouer des relations avec les potentiels collaborateurs avant de s'engager dans un projet personnel.

Vers la professionnalisation de son art

Ils sont nombreux ces jeunes tuléarois qui, depuis cette dernière décennie, viennent à Antananarivo dans un but économico-artistique : vivre sa passion et gagner sa vie. La capitale malgache est pour les artistes en herbe une aubaine pour leur projet de vie : faire carrière dans la musique tropicale. Que font-ils pour parvenir à leurs objectifs ? Chacun adopte sa propre stratégie : avoir un mentor pour le guider dans son projet artistique ou disposer d'un manager pour l'accompagner dans la construction de sa notoriété.

Disposer d'un mentor qui guide et oriente dans son projet personnel constitue un atout majeur pour réussir en musique. D'abord, il faut s'impliquer dans le projet d'un groupe de bonne notoriété. Ayant des notions de base en un quelconque instrument de musique ou d'autres talents, certains jeunes artistes commencent leur carrière en qualité de simples musiciens, choristes ou danseurs. Ils accompagnent les artistes respectés au niveau régional ou national pour des tournées dans les centres urbains ou en brousse. Pendant ces présentations, ils se familiarisent avec le monde du spectacle et se perfectionnent en musique.

Par ailleurs, pour certains artistes en herbe, la participation à un atelier de chant au sein de l'Alliance française, ou autres cadres de perfectionnement aux techniques de chant, s'avère nécessaire. Les aînés offrent leurs services de « dressage » vocal et donnent des conseils qui aident à l'amélioration du savoir chanter et au développement du talent. Ce système de coaching favorise l'assurance des jeunes talents vis-à-vis de leur créativité et de leur prestation artistique. Ils peuvent ainsi découvrir les différentes facettes du métier d'artiste. De plus, la fréquentation de studios d'enregistrement permet de se familiariser avec les mécanismes de la production artistique.

Dans un contexte de mondialisation où les programmes de téléréalité en vogue à l'étranger sont réadaptés à l'échelle locale afin de satisfaire les besoins des téléspectateurs malgaches en matière de divertissement, les chaînes de télévision proposent aux jeunes de différentes provinces du pays de présenter leurs talents à travers des télécrochets. En effet, de nombreux jeunes artistes

s'inscrivent dans des émissions musicales de téléréalité du moins pour se faire un nom et faire parler d'eux. Les jeux-concours de chants présentent des intérêts divers :plages publicitaires pour le monde des affaires et moyens de se faire connaître pour les jeunes artistes. En 2006, Firmin, jeune artiste originaire de Tuléar, connaît la notoriété grâce à ce genre d'émission télé.

Le passage à des émissions de téléréalité peut contribuer, certes, au lancement des jeunes artistes, mais cette participation ne garantit pas la reconnaissance du public. Beaucoup d'artistes deviennent célèbres sans s'exposer à la télé. Ils mettent en avant leur musique avant même leur personnage par la participation aux concerts et par la diffusion de leur musique. Ils côtoient les artistes de renom lors de leurs tournées afin d'accumuler des expériences et de présenter au public leur talent. La participation à la première partie du concert d'un groupe de renom permet de marquer son existence auprès du public, même si elle est moins payée. Être à l'affiche d'un concert entant que « guest », invité, contribue au moins à augmenter sa notoriété qui se cultive au fur et à mesure. Barinjaka montait sur scène pour la première fois en 2012 à Fianarantsoa, après quelques années de tour en brousse pour les bals-poussière. Il assurait la première partie des artistes vedettes en provenance de la capitale comme Black Nadia et Damama, toutes deux des célébrités originaires de la partie nord de la Grande île. Il s'agit d'une importante consécration pour la carrière du jeune artiste. Des échos par rapport à la qualité de sa prestation sont remontés jusqu'à la capitale, surtout auprès de ses pairs de renom.



Photos: Firmin, le gagnant du jeu-concours de chant; Nina's et son mentor

Source: www.rta.mg

Avant de se lancer dans une carrière solo, Teta s'est fait connaître dans le milieu musical en accompagnant des artistes confirmés au plan national comme Papa James. Tsiliva a également côtoyé des artistes de renom comme Tearano, Terakaly, Dadah de Fort-Dauphin. Pendant plusieurs années, il a puisé ses inspirations et s'est perfectionné auprès de ces groupes de renom.

Prendre son envol exige une démarche intelligente. À partir d'un duo avec un artiste confirmé, le jeune artiste laisse le choix au public : se mettre au premier plan pour être vu et repéré. La notoriété de l'aîné est utilisée afin d'attirer l'attention du public. Au fur et à mesure, les gens s'habituent à voir l'artiste et, dans cette perspective, le matraquage de clip et de chanson est d'un apport certain. Après plusieurs apparitions, le projet solo de l'artiste en herbe semble donc mûr.

Étant une artiste très prisée, notamment en matière de musique tropicale, Nina's a trouvé un mentor en Pierrot Matatagna, originaire du sud-est de Madagascar, dont le style musical est pourtant différent. Après un essai, la performance artistique de cette jeune originaire de la région Ménabea séduit un large public.

Rares sont les artistes qui ont la même chance que Nhodas. Ce dernier bénéficie de certains avantages qu'il n'a jamais connus auparavant. Un contrat de 3 ans renouvelable lui permet de bénéficier d'un hébergement dans le bâtiment de la maison de production, Business Music Production (BMP). Il se charge seulement de la création musicale et de la prestation sur scène. Le manager s'occupe des conditions nécessaires à l'artiste pour se consacrer à la musique. La logistique, le studio, le tournage, la logistique et la relation avec médias relèvent de la compétence du manager. Il dispose aussi des contacts nécessaires au lancement des artistes regroupés dans son écurie et à la promotion de leurs œuvres musicales. Dans sa stratégie commerciale basée sur la diffusion des clips puis l'organisation des concerts, la BMP met en place des relais auprès des vendeurs de CD dans toutes les provinces.

La BMP essaie aussi de varier ses offres de production musicale pour le public malgache. Cela vise à la fois à tirer des profits par l'organisation de concerts et à promouvoir ses protégés jeunes artistes. À partir de l'autoproduction de spectacles, la BMP offre aussi une possibilité de faire monter sur scène les artistes en début de carrière à côté des artistes renommés, lors des grands événements comme le lundi de Pâques et la fête de Pentecôte.

Les protégés de la BMP sont payés par concert réalisé. De plus, ils détiennent le statut de chef de groupe pendant les tournées. Le manager assure la coordination de chaque concert par la mise à disposition de musiciens, choristes et danseurs qui accompagnent l'artiste sur scène. Ce dernier est donc tenu de se plier à la discipline de la maison de production

s'il veut bénéficier des services d'accompagnement et d'assistance fournis par le manager.

Le manager apporte son appui à l'artiste au sujet du style musical à promouvoir et la stratégie nécessaire pour que les produits artistiques de son protégé soient acceptés par le public et lui rapportent de l'argent. Nhodas a raconté qu'il a vécu une expérience qu'il ne souhaite pas reproduire, dans la région sud-est de Madagascar, à Lokomby, avant son entrée à BMP. L'assistance se montre froide quand il présente ses chansons RNB. Son manager lui conseille de s'orienter vers la musique tropicale, quitte à s'éloigner du genre musical qui a construit sa notoriété. Il adopte par la suite le rythme tsapiky qu'il souhaite aussi représenter hors de sa région et partout ailleurs.

Barinjaka est convaincu de l'intérêt d'avoir un manager pour la gestion de sa carrière et surtout pour se lancer dans le showbiz, ce qui fait que l'artiste s'occupe davantage de la prestation et de la création musicale. La programmation et les relations publiques relèvent de la compétence du manager. L'artiste est sollicité pour assurer une présentation assez spectaculaire avec les musiciens qui doivent aussi contribuer sur scène à la production de l'ambiance.

Quelles démarches pour atteindre le top?

Dans la gestion de leur carrière musicale, des codes sont adoptés pour montrer son appartenance artistique et véhiculer son image d'artiste. L'artiste cherche à se distinguer de ses pairs sur certains aspects, mais il puise aussi de l'inspiration auprès d'eux à travers leurs styles et leurs univers musicaux. Les clips étrangers montrent des personnalités du show-biz qui servent de sources d'idée, par rapport aux modes vestimentaires ou à la coiffure. Les jeunes artistes malgaches suivent les tendances actuelles par l'extravagance, mais ils rajoutent des touches personnelles avec les matériaux locaux. Le style vestimentaire affiche à la fois la modernité et le traditionnel. Les coupes de cheveux dénotent l'appartenance identitaire qu'on souhaite véhiculer. Cependant, l'exigence du public repose davantage sur la performance musicale que sur les accessoires de présentation sur scène de l'artiste, même si ces derniers contribuent à entretenir l'image de l'artiste. D'ailleurs, pour les jeunes artistes qui veulent faire carrière dans la musique, les efforts menés pour la présentation doivent se conjuguer avec la créativité artistique dans leur style musical, l'habileté dans la promotion de leur musique à travers les différents canaux de communication, et l'objectif par rapport à leur pratique musicale.



Photo : Onja Tinondia *Source* : page Facebook de l'artiste

Photo : Bon Blacka Toliara Gorge *Source* : page Facebook de l'artiste

Style musical: une rupture dans la continuité

Sur le plan artistique, ce qu'on veut montrer à travers son apparence doit aussi se refléter dans la composition musicale. À Madagascar, le style musical fait référence à l'origine géographique et à l'identité de l'artiste. Les jeunes artistes apportent des nouveautés dans l'arrangement musical tout en gardant certains codes qui marquent leur appartenance musicale : au plan du tempo et des refrains.

Nhodas adopte le mélange du style moderne et traditionnel. Il offre une touche de modernité au rythme tsapiky. Toutefois, il rajoute une touche « sudaf » dans sa musique, ce qui donne un style tsapikysudaf. « Il faut être créatif pour se démarquer d'autres artistes à Tuléar. Beaucoup d'artistes font la RNB dans la capitale alors que je ne peux pas défier Dedaky, qui maîtrise bien le tsapiky de base. En fait, il veut suivre les traces de Manaly et Rasoa Kinike, tous originaires de Tuléar et devenus célèbres ces dernières années en musique tropicale. Ils modernisent le tsapiky à travers l'introduction d'instruments électriques, mais ils ont su garder l'essence même du tsapiky. Moderniser le son par les instruments amplifiés vise nécessairement à toucher un plus large public, mais le côté festif et la danse ne changent pas.

Depuis peu, le tsapiky existe aussi sous une forme édulcorée, élément d'exotisme pour certains groupes de variétés de la capitale ou base d'une version light aseptisée pour quelques musiciens de Tuléar, candidats à une vie moins dure, à un certain monde qu'ils espèrent atteindre et qui ont intégré les normes édictées par les « maîtres du monde » (Mallet 2012).

Le style de Barinjaka se démarque du kilalaky⁸ de base, un rythme ancré dans la région Ménabe. Il est adepte de la musique qui prône l'ouverture aux inventions et aux renouvellements. Cette approche lui permet d'explorer un débouché nouveau, plus lucratif. Avec, à l'arrière-fond, le rythme kilalaky qui est souvent joué avec des instruments traditionnels dont le « kabôsy », le « djembé », la guitare et/ou la batterie, Barinjaka apporte une touche nouvelle dans sa musique par l'introduction des instruments amplifiés, notamment l'utilisation de l'auto-tune, un logiciel de correction de tonalité et d'effet vocal. Cette astuce permet à la fois de corriger les fausses notes et de donner un aspect métal à la qualité vocale. Il introduit des timbres vocaux provenant d'instruments électroniques manufacturés. Il s'agit d'une technique habituellement utilisée dans la musique urbaine comme la RNB.

Dans leur démarche créative, les jeunes artistes se soucient à la fois de s'identifier à leurs racines et de s'éloigner de l'influence de leurs mentors à travers leurs prestations musicales. « Le meilleur moyen de la différence identitaire en musique étant alors de prendre le même objet comme référence et de le restituer sous une forme traduisant un savoirfaire spécifique – ce qui revient à marquer sa différence tout en feignant l'imitation » (Fernando 2007).

Les styles musicaux des jeunes artistes de Tuléar représentent une ouverture sur le monde, mais en même temps ils contribuent à redéfinir l'identité locale de la région. En effet, dans chaque titre on aperçoit cette signature tsapiky ou kilalaky. En fait, il s'agit d'un rythme qui se présente comme un lieu de la construction et de l'expression d'une identité régionale (Mallet 2012).

Actuellement, la musique tropicale promet un marché potentiel aux jeunes artistes. C'est pourquoi, à travers les prestations de ses protégés, la BMP préfère exploiter uniquement ce genre de musique « mafana » (ambiance chaude et joyeuse). Dans ce cadre, le leitmotiv de la maison de production est que la musique ne doit pas seulement remplir la fonction symbolique d'une région d'origine, mais aussi accorder à son auteur une opportunité à saisir pour gagner sa vie. La carrière musicale permet de répondre à certaines motivations personnelles parfois paradoxales : l'artiste a besoin de prestige et de ressources, d'une part, de quête d'authenticité et d'ouverture, de l'autre (Aubert 2012).

À partir de 2004, Tsiliva est connu pour avoir révolutionné le kilalaky en le rendant davantage accessible à un public plus large. D'ailleurs, comme beaucoup de jeunes artistes soucieux du show-biz dans leur présentation, l'artiste a répondu au désir de l'industrie musicale de rechercher les économies d'échelle en orientant ses produits plutôt vers un public de masse homogène (Fernando 2007). Ce qui nécessite, dans la création de chansons, la mise en relief de quelques touches personnelles, par rapport au texte et/ ou à la composition. Cela vise nécessairement à satisfaire l'attente du public de découvrir quelque chose d'original.

Le mélange de rythmes musicaux contribue à l'ascension de la jeune artiste, Nina's. Elle véhicule, avec ses arrangements et interprétations, des tendances musicales variées. En peu de temps, elle a été propulsée dans sa carrière. Elle se distingue par un style musical dénommé « variété tropicale malgache ». D'ailleurs, la personnalité musicale est un bien personnel qui se confond aussi avec les attentes sociales (Defrance 2007). L'artiste procède de manière à renouveler sa musique tout en restant dans le cadre de la matrice, c'est-à-dire sans défigurer l'ossature du style de base. Pour certains artistes, l'ouverture repose sur l'aspect du style musical, mais aussi sur la composition de la chanson. La collaboration avec d'autres artistes s'avère indispensable afin de découvrir d'autres horizons d'arrangement musical. Nina's fait appel à quelques musiciens de renom comme Khaleb, Florent, Pierrot Matatagna qui lui écrivent des chansons d'inspiration zouk, sudaf, slow.

Les jeunes artistes adoptent cette démarche de syncrétisme musical afin de toucher un public large. D'ailleurs, les mélanges de styles permettent de se positionner davantage face à leurs aînés et surtout de se démarquer des artistes originaires d'autres provinces de la Grande île. Ces derniers disposent dans le show-biz malgache d'une place assez importante. Les artistes originaires de la partie nord du pays s'activent beaucoup ces dernières années et détiennent une forte notoriété dans la musique tropicale ainsi qu'une part importante de marché. En effet, dans leur offre musicale, les jeunes artistes tuléarois essaient à la fois de témoigner de leur identité à travers leur propre style et de se montrer assez créatifs en introduisant des éléments nouveaux.

Par ailleurs, avoir de bons textes ou disposer des meilleurs compositeurs semble insuffisant dans la construction d'une certaine notoriété. Dans la démarche de coproduction de notoriété en faveur de l'artiste, le rôle des médias est crucial, pour les besoins de lancement d'œuvres musicales, mais surtout pour le « matraquage » de leurs œuvres. C'est un phénomène observé depuis une décennie quand les chaînes de télévision de la capitale ont commencé à consacrer des programmes réservés à la promotion des nouveautés.

Promouvoir son art et évoluer dans un environnement complexe

Il n'y a pas de structure spécifique pour les jeunes qui souhaitent se lancer dans une carrière musicale. Tout s'apprend sur le tas, d'où l'intérêt de s'intégrer dans le circuit des professionnels. Maîtriser la musique et son style musical ne suffit pas pour conquérir le marché du showbiz. Il faut aussi avoir des connaissances sur la stratégie de communication et des notions de marketing.

L'accès au « star system »nécessite pour un artiste la mobilisation de tous les canaux de communication afin de construire sa notoriété et de se faire connaître auprès des publics malgache et étranger de plus en plus exigeants.

L'investissement dans la communication permet à l'artiste d'exposer sa production artistique et d'augmenter son prestige artistique. Dans la capitale, au moins 6 chaînes de télévision doivent être sollicitées pour le lancement du clip permettant de créer un« buzz⁹ » autour de l'artiste et son œuvre. Plus de 20 radios sont contactées pour faire un tube. En effet, il faut investir aussi dans la programmation musicale auprès de ces passeurs de succès artistiques. Chaque chaîne consacre une émission de lancement de clips où l'artiste doit négocier la fréquence de lancement selon son portefeuille.

Il faut signaler que le créneau dédié à la diffusion des œuvres musicales est né en 2000 quand le nouveau patron d'une chaîne de télévision constate que la diffusion de clips à l'antenne n'apporte pas de ressources financières à la société, mais permet aux techniciens et aux animateurs de disposer de ressources complémentaires.

Certains jeunes originaires du sud participent à des émissions télés permettant de découvrir les nouveaux talents. La participation aux concours de chants offre la possibilité de se faire connaître et d'avoir la consécration dans la capitale, même si, pour certaines personnes, la qualité de prestation ne correspond pas à l'attente du public tananarivien. L'essentiel est qu'on soit connu grâce à sa propre performance ou au contraire par la pire prestation diffusée sous la rubrique insolite du programme télé. D'ailleurs, par cette participation aux télécrochets musicaux, les jeunes artistes s'associent aux manœuvres médiatiques de l'organisateur qui sait tirer profit de ce genre d'émission à travers les contrats de publicités.

Pour les artistes qui cherchent encore leur voie, la participation active à des émissions télévisées ou radiophoniques sert à informer ou à rappeler au public sa présence sur le circuit à travers l'annonce de la tenue d'un concert ou la sortie officielle d'un album. Les chaînes télés et les radios offrent aux jeunes artistes des espaces permettant de présenter et de communiquer leurs œuvres artistiques, comme de faire parler d'eux. Il s'agit d'un exercice qui

consiste également à fidéliser le public sur l'image de l'artiste. Ce genre de programme met certes en jeu le prestige de l'artiste, mais il contribue aussi à augmenter le rayonnement de l'artiste. La démarche auprès des radios et chaînes de télévision promet tout de même des retombées médiatiques assez importantes pour la notoriété.

Dans un clip, l'artiste montre des images extravagantes pour marquer l'esprit du public. L'appareil médiatique de l'industrie de la musique de variétés (radios, TV, magazines, tournées, interviews, star-system) exige aussi une originalité dans la prestation de l'artiste. De ce fait, l'acquisition de la notoriété à travers les médias devient de plus en plus complexe pour les jeunes artistes, d'où l'intérêt pour eux de multiplier des contacts auprès de leurs réseaux personnels et professionnels. Les producteurs, les techniciens et les animateurs de radio et de télévision constituent certainement des alliés dans leur projet personnel. Ce personnel des médias et de la communication est associé d'une manière directe ou indirecte à la promotion de l'artiste. Ces gens peuvent aussi devenir des acteurs redoutables, car ils ont le pouvoir de démonter, voire de détruire l'image de l'artiste. En effet, avoir une bonne relation avec eux constitue plus qu'un avantage malgré l'investissement à travers le felaka, petits cadeaux, à prévoir dans son opération de charme.

La capitale malgache dispose de hauts lieux de production d'ambiance. Au centre-ville, depuis des années, l'hôtel le Glacier offre des créneaux horaires, dans la semaine, aux jeunes artistes. À cette occasion, ils en profitent pour faire parler d'eux dans les médias au sujet de leur présentation sur scène. La soirée de vendredi est réservée aux groupes confirmés. La participation au cabaret vise à faire parler de soi dans les médias, à développer les contacts avec les milieux des producteurs de spectacles et à se faire repérer par les découvreurs de talents.

Un autre lieu branché se trouve dans la partie est de la capitale : Jao's Pub. La famille d'un artiste de renom, Jaojoby, a lancé cette idée de mettre à la disposition des artistes, surtout ceux des provinces, cet espace de divertissement et de rencontre avec le public. On y découvre presque à chaque fois de nouveaux talents.

Les nouvelles technologies : une aubaine pour les jeunes artistes

L'utilisation des nouvelles technologies (cédéroms, Internet, fichier numérique...) apparaît comme un moyen important afin de surmonter certaines difficultés dans les activités de communication de l'artiste et de booster sa carrière. Cependant, l'artiste se retrouve devant le dilemme de la sophistication des technologies. Certains arrivent à utiliser les outils informatiques. Ils ne manquent pas de présenter des nouveautés (clips,

chansons au format MP3),ou de poster les photos de spectacles sur leurs pages Facebook ou sur leurs blogs. D'autres sont obligés de faire appel à quelqu'un d'autre. C'est le cas de Barinjaka. Ce sont ses admirateurs qui mettent en ligne ses œuvres musicales. Il laisse aussi à son manager le soin de s'occuper de sa présence sur Internet.

L'utilisation des nouvelles technologies s'avère indispensable dans la démarche de conquête d'un public assez large. À travers différents témoignages, il apparaît que de nombreux artistes sont devenus célèbres grâce à l'adoption des nouvelles technologies au début de leurs carrières.

Les innovations technologiques représentent une manne stratégique pour les artistes qui cherchent à développer leur capital de notoriété, par l'adoption du numérique dans la promotion de l'art et de son auteur. La liste de jeunes artistes originaires de Tuléar ayant posté des clips vidéo sur Youtube est longue. Grâce à ce canal, on peut développer son audience et sa notoriété à moindre coût. Cette démarche vise aussi à avoir une résonance significative auprès du public à travers les commentaires et les appréciations des visiteurs.

Grâce à l'internet haut débit, disponible à Madagascar depuis quelques années et aux outils de compression (MP3, MPG), les internautes peuvent obtenir de la musique numérique gratuitement et rapidement. En brousse, l'avènement de la radio-carte favorise la distribution des œuvres musicales de Barinjaka. Une radio portable munie d'une micro-carte contient des fichiers sonores de format léger et audible, à partir de fichiers MP3, copiés dans les kiosques de vente de CD ou chez les organisateurs de fête. Les chansons sont vite diffusées à partir de ces passeurs de musiques comme les stations radio FM, les chaînes télé et les salles vidéo. Sans se soucier du problème de piratage, Nhodas distribue gratuitement des CD contenant ses clips et ses chansons. Cette démarche permet de promouvoir à moindre coût sa musique et de créer le buzz autour de l'artiste et de ses œuvres.

À Antananarivo, le matraquage s'avère de plus en plus compliqué surtout pour les moins fortunés, car il faut couvrir plusieurs radios et chaînes télé. Le tarif pour la diffusion est de l'ordre de 1 million 500 Ariary¹⁰ pour 15 jours. En effet, pour huit chaînes dans la capitale, l'artiste doit consacrer des sommes importantes pour le lancement de son nouveau produit musical.

La radio en ligne, « Radio paradisagasy », diffuse les chansons des artistes malgaches. C'est une aubaine pour les jeunes artistes souhaitant se faire connaître dans le monde.

Les maisons de production accordent toute liberté à leurs artistes pour créer le buzz et engendrer le maximum d'interactions sur les réseaux sociaux et pour renforcer leur audience et ainsi optimiser leur investissement. Il s'agit d'une composante essentielle du mix marketing des jeunes artistes.

Les communautés de fans en ligne entretiennent la dimension internationale de la notoriété de l'artiste. Son réseau d'admirateurs permet à Nhodas d'élargir son rayonnement en dehors de la Grande île. Avec plus de 890 amis, il développe ses réseaux sur Facebook à partir d'amis virtuels d'Europe et d'Asie. Parmi les diasporas malgaches en Chine, beaucoup partagent avec leurs propres amis l'œuvre de l'artiste. Ce système de réseau crée un effet boule-de-neige auprès des admirateurs potentiels et facilite l'expansion des œuvres artistiques à travers le monde.

Conclusion

La quête effrénée d'une carrière musicale à Antanarivo chez de jeunes artistes originaires de la partie sud-ouest de Madagascar soulève plusieurs interrogations auxquelles nous avons tenté de répondre. Détenteurs d'une certaine notoriété depuis leur région d'origine, les jeunes tuléarois débarquent à Antananarivo dans un but économico-artistique : vivre sa passion et gagner sa vie. Une destination de consécration pour certains, une étape importante dans l'acquisition de la notoriété à l'échelle nationale pour d'autres, la capitale malgache promet aux artistes en herbe une aubaine pour leur projet de vie : faire carrière dans la musique tropicale. Pourtant, la capitale n'est qu'une étape permettant de se faire un nom à l'échelle nationale et de se faire repérer par un producteur ou un promoteur de musique tropicale. Une fois qu'ils réussissent à « percer » auprès du public tananarivien, les jeunes artistes tuléarois projettent de conquérir d'autres horizons, plus vastes, à savoir une carrière internationale.

Notes

- 1. Tuléar est le chef-lieu de la région sud-ouest de Madagascar. Cette ville abrite environ 200 000 habitants.
- 2. Cinq dollars.
- 3. Huit dollars.
- 4. Entretien avec Nhodas, mercredi 14 mai 2014, à Ambohipo, Antananarivo.
- 5. 1 USD=2 500 Ar.
- 6. Il s'agit du rythme musical d'inspiration tribale, zoulou, dans le sillage de groupes sud-africains comme Juluka de Johnny Clegg.
- 7. Entretien avec Nhodas, mercredi 14 mai 2014, à Ambohipo, Antananarivo.
- 8. C'est un genre musical à rythme traditionnel, originaire du sud-ouest de Madagascar, à Morondava.
- 9. Il s'agit d'une stratégie marketing qui consiste à faire parler ou à faire du bruit au sujet d'un objet publicitaire.
- 10. Soixante dollars américains.

Références

- Aubert, L., 1996, « La vie d'artiste ou le défi de la représentation », *Cahiers d'ethnomusicologie* [En ligne], 9/1996, mis en ligne le 5 janvier 2012, consulté le 17 avril 2014. URL: http://ethnomusicologie.revues.org/1061
- Defrance, Y., 2007, « Distinction et identité musicales, une partition concertante », *Cahiers d'ethnomusicologie* [En ligne], 20 | 2007, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté le 12 octobre 2012. URL : http://ethnomusicologie.revues.org/247
- Fernando, N., 2007, « La construction paramétrique de l'identité musicale », *Cahiers d'ethnomusicologie* [En ligne], 20 | 2007, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté le 11 octobre 2012. URL : http://ethnomusicologie.revues.org/250
- Mallet, J., 2012, « « AsioElany! » », *Cahiers d'ethnomusicologie* [En ligne], 21 | 2008, mis en ligne le 17 janvier 2012, consulté le 12 octobre 2012. URL : http://ethnomusicologie.revues.org/1266
- Rakotoarivonjy, V., 2014, « Libertalia music-Records : les préparatifs vont bon train », consulté le 3 mars 2014 ; URL : http://www.newsmada.com/index. php/culture/35570-libertalia-music-records—les-preparatifs-vont-bon-train-#. U3BhQleS7IU



'Gifts of Art for Kenyan (M)Pigs': Festival of Resistance Against Elite Impunity in Kenya

Mokua Ombati*

Abstract

Drawing from the combined theories of Interaction Rituals and Symbolic Interactionalism, this article analyses the performance of rituals and the social construction of symbols in the mechanisms of art resistance against elite impunity in Kenya. Through ethnographic research, the study explores the unique varieties of art resistance advanced by Kenyan youth, their primacy, creativity and symbolism in the struggle for social transformation and contention, and the power of those typologies to transform both participants and the general public into more tolerant, enlightened, critical and active advocates of social change.

Résumé

Cette étude, s'inspirant des théories combinées des rites interactionnels et de l'interactionnalisme symbolique, analyse la performance des rituels et la construction sociale des symboles dans les mécanismes de la réalité de la résistance artistique au Kenya. A travers la recherche ethnographique, l'étude explore les variétés uniques de la résistance artistique avancées par la jeunesse kenyane, leur primauté, leur créativité et leur symbolisme dans la lutte pour la transformation et l'affirmation sociales et la capacité de ces typologies à transformer les participants et les populations en défenseurs plus tolérants, éclairés, critiques et actifs du changement social.

Introduction

The history of Kenya is replete with examples of broken promises and unfulfilled dreams. The masses have seen their living conditions deteriorate and their democratic rights evaporate. These and other shortfalls have driven Kenya into ethno-political violent conflicts before, during and after elections. In the 1992 elections, violence spread across the country, it subsided in 1996,

^{*} Department of Sociology & Psychology, Moi University. Email: keombe@gmail.com

only to resurface on a smaller scale before the 1997 elections. While the 2002 elections were calm, the period leading up to and immediately succeeding the 2007 elections saw renewed blood-shed, as the country was almost engulfed in a fully-fledged civil war. The character and magnitude of the 2007/08 hostilities increased in intensity. Though the risk of mass atrocities was potentially high, in the lead-up to the 2013 elections Kenyans remained largely patient through a delayed, error-ridden and much discredited electoral process, with the exception of isolated incidents of violence (Mokua 2013a).

The unfolding cycle of violence is rooted in long-term, foundational issues that have remained unaddressed since Kenya gained independence from Britain in the 1960s, with elections serving as a key trigger for the vicious outbreaks (ibid.). The instruments of political violence are part of the inheritance that Britain left its former colony. And whilst the problems with which Kenya is afflicted are also of its own making, the colonialists too laid the roots of ethnic strife that they so ruthlessly exploited in crushing the African uprising and rebellion of the 1950s. Successive post-independence Kenyan governments have continued, entrenched and perfected years of authoritarian misrule, which have created new agonies of their own. As Asingo (2003:22) confirms, former president Moi perfected 'most of the negative practices predominant in the closing years of the Kenyatta era such as neo-patrimonialism and corruption'.

Intertwined with the history of violent conflict, is a history of economic injustice and landlessness, the condition of the country's majority poor, which continues to fuel tribal struggles for power and resources (Hawke 2013). Distribution of wealth is extremely unequal in Kenya. The 2004 United Nations Development Programme Human Development report (UNDP 2004) records that Kenya is the tenth most unequal country in the world, and that the richest 10 percent of the population controls 42 percent of the country's wealth, while the poorest 10 percent owns less than 1 percent of the wealth. Access to resources varies highly from region to region (Hansen 2009).

Kenya's deeply neo-patrimonial politics is one of the most significant shortcomings. Since independence, powerful political elites have established support using state resources, causing widespread grievances over inequalities and long-standing perceptions of inclusion and exclusion in the distribution of state resources (Branch and Cheeseman 2008; HRW 1995; MacArthur 2008; Mueller 2008). Corruption and nepotism pervade Kenya's elite political class who are seldom punished judicially, electorally or otherwise. These and other constraints have dreadful consequences for leadership, accountability and representativeness. This patronage has weakened

fundamental state institutions like the judiciary, the police and parliament over so many years that they have lost their autonomy, public trust and confidence. What ought to be strong democratic institutions are instead perceived as 'partisan' and 'tied to the political elite, more particularly those representing the president's ethnic community' (Mueller 2008:195). This has meant these crucial institutions have remained but hollow shells that privilege the elite class and marginalize the populace (Branch and Cheeseman 2008; HRW 2008). The prevalence of weak and personalized institutions most inevitably causes discontent and sparks many contestations.

Ethnic and regional inequalities have not only infiltrated Kenyan politics but also the society more broadly, thus, polarizing the country along ethnic lines. Inter-ethnic rivalry and bitterness is more intense as the political elite's tribesmen and inner groups are rewarded with power, authority and state resources at the expense of other communities and groups. Amidst these deepening inequalities, resentment amongst those outside the favour of the political elite is certain to be more intense, and to feed the triggers and motivations for imminent violent conflict (Kanyinga and Walker 2013).

This ethnicization of politics, over the years, has increased the conditions for instability, fuelling perceptions that the outcome of elections would feed strongly on issues of inclusion and/or exclusion from the centre of state power and resources (Jonyo 2003; MacArthur 2008; Wrong 2010). All this spells trouble for the country if many of its long-standing issues of poverty, marginalization, inequality, past grand crimes and scams, youth unemployment, corruption, impunity, landlessness, ethnic divisions, poor governance and the lack of national cohesion are not urgently addressed. Issues such as the lack of institutional reforms, lack of land reforms, lack of transparency and accountability in the conduct of public affairs and imbalances in regional development are the combined motivations that spark violent conflict.

Despite some reforms in the country and international judicial proceedings against high flying personalities suspected of organizing and abetting the 2007/08 violence, many of the underlying drivers that motivate the cycle of electoral violence remain salient. The monumental impacts and brazen ramifications of ethno-political violence and their implications for peace, governance, development, stability and democracy remain alive (Mokua 2013b). Despite Kenya's international recognition as a country with the most progressive constitution with extensive freedoms and civil liberties, it has failed to engender public ideological support for elite leadership. The general apathy expressed by the populace threatens the democratic gains, nationalistic endeavours, national unity and identity (Murunga 2011).

In the wake of the phenomenal repercussions of past episodes of violence, a group of Kenyan youths determined not to allow the country to retrogress to such catastrophes in future, re-conceptualized, re-designed, re-formulated and re-framed public art, rather unconventional but innovative artilleries, into alternative tools for campaigning for social change (Mokua 2013a). The youths employ art as a weapon of challenging and finally breaking the chain of political elite patronage, hegemony and excesses. They collectively question the logic behind the political elite's domination, exploitation, oppression and mis-rule over Kenyans. With these lenses, public artworks are a way of demonstrating dissatisfaction with the cruel conditions of life that stand in contrast to the elite's comfortable way of life, which is perceived by the poor to result from political connections and corruption.

'Occupy parliament' protests

On Tuesday 14 May 2013, the youth organized a majorly successful protest dubbed 'Occupy Parliament'. The mega protests were an assault and offensive against the collective greed and gluttony of Members of Parliament (MPs) who unilaterally demanded increased salaries and allowances. Against advice by the Salaries and Remuneration Commission (SRC), the only constitutionally mandated institution to fix salaries for state officers, MPs envisaged increasing their perks. In exercising their patronage and hegemonic excesses the MPs tried to arm-twist, manipulate and coerce the Salaries and Remuneration Commission to succumb to their demands. Increased perks for MPs meant increased patronage and hegemonic control over the populace and a skewed allocation of resources by the elite few.

Political power has long been monopolized and used by elites to mobilize support, to determine policies regarding the allocation of resources, and to benefit individual ascendency to leadership. Ng'ethe and Katumanga (2003:328) contend that

the general orientation of the political class in Kenya is that of capturing the state. State power is perceived as the key issue, essentially because it facilitates wealth and capital accumulation given the salient role the state plays in the economic realm. The capture of the state is perceived by the elite as the sine qua non for political and economic survival.

These are major ingredients and triggers for violent conflicts.

Defining Art

'Art' as used here refers to what Chaffee (1993) characterizes as all types of performances, products or events involving creativity, expression and symbolism. Empirically, a typology of the purposes of art in protests can

be classified according to two dimensions: the intrinsic and/or extrinsic value recognized or attributed to art by its promoters, and the nature of the domain (i.e. social, political, personal, cultural etc.), that art (and its promoters) tackles and wants to affect. Intrinsic value means that the artists show insights of, and appreciation for, the reasons for which people make art in the first place; they describe the content and meaning of artworks, the 'creative drive' that originates them, or they perform under that drive. Extrinsic value means artworksare considered and valued for their extrinsic qualities such as having audience appeal, popularity and economic marketability. The socio-political domain means when artists work on social and political issues and want their artworks to have a social and political impact. The personal and cultural domain means when artists focus on intimate emotions and meanings, or when they focus on cultural capital issues, external to the political sphere. The peace protestors reside in the protesting experience as though they inhabit an alternative social world.

Given the dynamic presence of artforms in the 'Occupy Parliament' protests, the movement has been dubbed a 'creative movement'. The strong presence of art during the 'Occupy Parliament', protests provokes questions about the varied types of artforms present, as well as their significance, symbolism and meanings. More specifically, the study addresses three major questions. First, what forms of art were present in the 'Occupy Parliament' movement? Second, what impact do artistic objects and performances have on protests and popular resistance? Third, what are the connotations of each of the artforms employed?

Theoretical Frameworks

The mechanisms of art resistance reality constructions in Kenya are deeply embedded in the performance of rituals as postulated by 'Interaction Rituals' theory (Collins 2004; Durkheim 1964; 1984), and similarly operate to the processes of social symbolic construction as posited by 'Symbolic Interactionalism theory' (Berger and Luckmann 1966; Mead 1934).

Symbolic Interactionalism

Symbolic interactionalism deals with the conceptualization, design and production of objects, physical signs and symbols as primary means of interaction (Blumer 1969; Mead 1934; Madison 2005). The concept of symbolic interactionism asserts that: 1) people act toward objects and events on the basis of the meanings those objects possess for them; 2) meanings are derived from human social interaction; 3) people interpret the objects and events in their social environments in order to create meaning (Mead 1938; Musolf 2003).

Just as Gandhi (O'Brien and O'Brien 2009) transformed ancient religious practices such as fasting, simple clothing and adherence to truth into meaningful techniques of creative struggle, so have the Kenyan art protestors conflated peace values and art aesthetics with societal and national values to form a pecuniary philosophy which conditions peace programming. In other words, art protestors place a protest value on everything, even beauty, love, truth, generosity, friendship, faith, ecology and animals. By referencing the societal and national values of a people, the acts of art resistance are moral acts. They take place because people of conscience understand the moral, rather than the practical, imperative of rebellion. They are carried out not because they are effective, but because they are right.

Ritual Performance

The mechanism for art protests in Kenya are also deeply ingrained in ritual performance, i.e. the rhythmic, coordinated group activity and/ or performance that guides individual behaviour in a common direction. Collins (2004:7) defines 'interaction ritual' as 'a mechanism of mutually focused emotion and attention producing a momentarily shared reality, which thereby generates solidarity and symbols of group membership' or simply as 'focused interactions' (Summers-Effler 2006:135). Interaction rituals may take various forms, including singing, dancing, ululating, marching, laughing, clapping hands, and even conversations. Such interaction forms an emotional, sacred atmosphere among people, making them feel that they transcend their everyday life, so that they increase their collective identity, social solidarity and bonding. Indeed:

the central mechanism of interaction ritual theory is that occasions that combine a high degree of mutual focus of attention, that is, a high degree of intersubjectivity, together with a high degree of emotional entrainment... result in feelings of emotional energy of individual participants, giving them feelings of confidence, enthusiasm, and desire for action in what they consider a morally proper path (Collins 2004:42).

The contents, medium and location of artforms together constitute a frame – a schema of interpretation for locating, perceiving, identifying, punctuating and labelling events that occur in the Kenyan life world.

Research Methods

A combination of ethnographic techniques including key informant interviews, focus group discussions, individual in-depth interviews, non-participant observation and content analysis generated the data for this study. The data

demonstrates how art activists utilize a variety of traditional, innovative and creative artforms to register their frustration and apprehensions with the Kenyan political elite. To maintain the integrity of the research enterprise the moral and ethical principles of doing research were strictly adhered to.

Art in Social Movements

Extant literature (Adams 2002; Eyerman and Jamison 1998; Halfmann and Young 2010; Moore and Roberts 2009; Reed 2005; Taylor, Rupp and Gamson 2004; Tucker 2010) on art in social movements demonstrates how this malleable form has the potential to perform a variety of roles within social movements. First is how artistic and cultural productions have the capability of disseminating information and delineating grievances. Second, is how artistic workshops and performances provoke dialogue among activists and those observing the performance. Third, is how aesthetic techniques – such as narratives or use of 'grotesques' – produce strong emotions, ultimately leading to mobilization and solidarity. Finally is the focus on the pleasure and spectacle of protest, specifically how movements utilize art and culture for leisure, entertainment and fun.

Youth and Artivism in Kenya

On Tuesday 14 May 2013, a day notification of which had been publicized earlier, a collective of protestors referred to as 'Occupy Parliament' arrived at the main entrance of Kenya's parliament buildings. Outside of the parliamentary gates, a line of police officers dressed in camouflaged antiriot uniforms and carrying with them guns, batons, shields and helmets had surrounded the buildings before the arrival of the protestors. They separated the buildings' entrance from the numerous youthful protestors and their supporters who had arrived to demonstrate solidarity with the 'Occupy Parliament' movement.

Apart from setting the agenda of the protests, 'We will occupy against pay hikes, corruption, insensitivity of MPs, violation of the people's rights and freedoms etc.', the 'Occupy Parliament' movement's call for protests also fixed the day's programme of activities as follows: 'Throughout all day we will have performances, music, poetry, art, workshops, and concerts.' The use of culture within movements is critical, and the use of art to produce a 'festival of resistance' is without doubt dynamic. In emphasising the importance of diverse artforms in protests, Reed (2005: 255) acknowledges that:

Traditional demonstrations and protests, while essential, oftentimes alienate the general public, and are ignored by policy makers. Taking to the streets with giant puppet theatre, dance, graffiti, art, music, poetry and the spontaneous eruption of joy breaks through the numbing isolation [...]. We must strike to use all our skills in harmony to create an enduring symphony of resistance. The cacophony against capital will [...] culminate in the largest festival of resistance the world has ever seen. We will make revolution irresistible.

The members of the 'Occupy Parliament' dressed in black trousers and white t-shirts, carried with them handkerchiefs, and water in bottles. They had earlier-on converged at the historic Uhuru Park's Freedom Corner to bond and strategize. As more protestors arrived at the entrance to parliament, members of 'Occupy Parliament', led by a retired Church Minister, summoned the congregation into sermon, solemn prayer, supplication and singing. In a tense but calm atmosphere, the protestors approached officials of the police force and demanded entrance to the hallowed chambers of the August House. The police remained adamant and denied them entry.

Overall, to be able to strategically reach their goals, the 'Occupy Parliament' movement incorporated a multiplicity of artforms, as different individuals brought different talents to the tactical creative repertoire. Both more traditional and newer, innovative artforms, such as flyers, murals, protest songs, poetry, cartoons, photography, dance and street theatre were utilized.

Street Theatre

During the protests, a collection of artivists, their supporters, sympathizers and the public regularly engaged in performances. As they marched, they would occasionally stop, all lying flat on the ground, chanting anti-MPs slogans. By and large, the artivists felt that street theatre made the movement more dynamic, thus serving to generate increased mobilization and media coverage. In particular, the artivists claimed this particular form was capable of communicating complex grievances in a way that other forms are unable to do. The performances, often incorporating humour and satire, were capable of easing tensions. In one specific performance, two protestors carrying a dummy pig and dressed in white t-shirts, all soaked in blood, in a comical imitation of the police, paraded past and saluted the other protestors and the assembled public. This particular performance acted out the contradiction of values and beliefs between the brute force applied by the police against the demonstrators and the justification for the police (in)action vis-à-vis the debauchery of the political elite who are not held accountable for their scams and thievery. Many are the times when members of the police force, on being criticized for their individual (in) actions, recount with disdain: 'I am just following orders.'

Another group of protestors accompanied by drum corps made rhythmic march-pasts, raising and lowering their slogan-filled hand-held posters in unison. And in yet another meticulous performance, a group of protestors wearingt-shirts emblazoned with 'Bunge SioBiashara, Bunge niHuduma', loosely translated to mean 'Parliament is not for profit, but a service', cheered and jeered as they sung and shouted particular MPs' names. The protestors made use of multiple forms of art in their performances, and the sheer size and sound of the performances evoked an atmosphere of carnival and festival.

A small group of men and women artivists had their bare bodies fully painted with symbolic images and messages. They moved through the crowd of protestors using various dance moves without making a sound, while carrying more explicit messages on placards. For example, in an interesting performance, artivists painted their bodies into particular MPs and individual images, while carrying posters that stated words for reflection, dialogue and analysis.

In these ways, the public performances generated a significant amount of excitement and dynamism. They also managed to capture the attention of both local and international media, together with generating entertainment, awe and spectacle. For instance, an awed member of the public who happened to watch the protests on live TV wondered, 'This is virtually unheard of in Kenya – young women in nude painted bodies! It is something very different, very new'. Essentially, all performances were important in making a real lasting legacy of the protests. In addition to the performances producing emotion among the activists and spectators, and therefore ensuring bondage and identity, they also released tension among them. A member of the public recognized this and remarked, 'This estranged performances have helped break the tension, and the harshness of the moment between the police and the protestors. I found them quite interesting because they walked that fine line between theatre and reality.'

Lastly, the leader of the artivists remarked about the ability of street performances conveying complicated grievances, as contrasted with other forms, such as political cartoons or poetry readings: 'Although it might be easy to simply read the performances as carnivalesque in their style; however, a closer reading – particularly of the dramatized posters carried by the protestors – plays on slogans related to mega-corruption, fraud, drugrunning, nepotism, patronage, impunity and nationalism. For instance, the slogan, 'Kenya is not for sale' describes the commitment of the protestors and excites emotion of nationhood.'

Visual Arts: Cartoons, Flyers, Posters and Murals

In addition to performances by artivists and protest collectives, numerous flyers, posters and political cartoons were created in reference to the protest movement. While these cartoons and flyers were printed and posted throughout the city of Nairobi, they also proliferated on social networking sites, such as Facebook and Twitter. Some flyers were released, posted and used on Facebook as individual profile pictures. The protesters, unveiled the hashtag #MPigs as their reference to allow people to follow the protests online. The call for protests had been coordinated on social media networking sites on the previous days.

During the course of the 'Occupation', artivists most conspicuously suspended prominent posters on the iron gates of parliament buildings. Slogans and graphic illustrations were combined with catchphrases to make statements about the protests, as well as specific grievances. The substance of the 'Occupation Parliament' movement was founded on the substantial salaries and allowances of MPs. To ground their cause on facts and evidence, the protestors printed and made posters of the official salary payslip of the leader of the majority in parliament. The overriding commentary on the payslip was, 'A Kenyan MP's salary is 425 times higher than the average (per capita) income of Kenyans. And they still want a pay rise', while millions of Kenyans are in dire need of the basics of life and welfare. More infuriating, shocking and emotion-evoking were real time posters and pictures of a malnourished and emaciated child from the drought-stricken part of the country. The catchphrase read, 'Shame on You MPs! 4 Million Kenyans Who Voted for You, in Need of You Now'. In addition, a woman protestor prominently held to a flyer that seemed to doubt the leadership capabilities of MPs:'After 50 Years of Greed, Let's Have 50 Years, Where You Lead?' Other protest slogans had young women wearing t-shirts that read, 'Feed the needy, Not the greedy'. More protest posters and fliers proclaimed an appeal to the (dis)honourable legislators: 'MPs do not mortgage our children's future.' In the visual graphics; fliers, posters cartoons and murals, the protestors spiced humour with hard facts and evidence to deliver their message.

In addition, the protestors produced and distributed posters and fliers with images, icons and murals. They also painted walls and concrete benches of the city with murals. These murals generally featured any number of slogans that called for a critical dialogue with MPs. Additionally, murals were painted on almost all road junctions, highways, flyovers, public toilets, unfinished building sites and abandoned building structures. These engaged protestors and the public in collective picketing, and also allowed the protestors to claim the right to freedom of association, movement and picketing.

A graphic cartoon caricature (Figure 1) describes the features of a three-headed frog, a headless-chicken and a mammal that lays eggs instead of giving birth as, 'The World's Weirdest Creatures'. Also described in this group is a Kenyan MP as a 'creature with small brains which is known for not paying taxes, amnesia, hypocrisy, lack of leadership and direction, and a penchant for passing obnoxious bills! It's insatiable thirsty for huge salaries, perks and allowances is legendry and unrivalled around the world'. The political cartoon describing 'The World's Weirdest Creatures' went viral on social media sites.

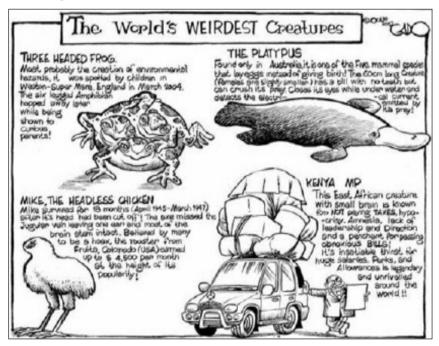


Figure 1: The World's Weirdest Creatures

The themes of hypocrisy, insensitivity and selfishness of MPs were also captured by other posters and fliers. A parody (Figure 2) headlined, 'As If Milking The Cow Was Not Enough', had pig-looking-like people with briefcases, labelled MPs, stuffed with overflowing loot, cheering and applauding their colleague as he beastly rapes a skeletal bandaged cow labelled 'Kenya'. The cheering group seem to be waiting for their turn in the queue to, equally, rape the cow. Another poster continuing a similar theme has a caricature of an emaciated person (Figure 3) labelled as, 'the people' feeding a baldy chubby overweight man, labelled as the 'government'. What a comedy of contradictions! To crown the protesters' messages, a flier appealed to the MPs, 'KAMA PESA HAITOSHI U-RESIGN', loosely translated to mean, 'If the money is not enough, you resign'.

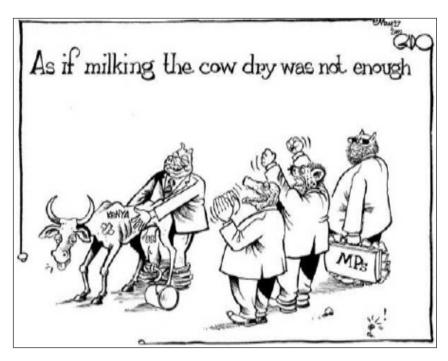


Figure 2: Raping the emaciated cow, Kenya, after milking it dry



Figure 3: People feeding government

The movement drew great inspiration and grounding from historical iconic personalities who sacrificed and even paid the ultimate prize – with their lives – for Kenyans to attain and enjoy the current freedoms. Face murals of Kenya's freedom fighters, Dedan Kimathi and Pio Gama Pinto, and that of the late world environmentalist and human rights crusader, Professor Wangari Maathai, graced the flysheets and billboards. These face murals evoked the spirits of self-sacrifice and defiant commitment to the cause of the movement, for just as in the past, ultimately the cause will be realized. As Mokua (2013a) contends, nothing and totally nothing can stand between the truth and the journey for its realization.

Given their portability, particularly in computerized forms, these artistic forms were able to disseminate ideas and information quickly. Also, these particular forms of protest had the capability of fostering solidarity and collective identity. The murals and labelling that covered the walls and benches of the city generally referenced particular concerns and grievances of ordinary Kenyans, and on a 'we-versus-them' political economy of classification produced a sense of identity with the movement. In addition, the production and display of posters and placards was generally a collective project, which enabled groups of protestors to work together to create artistic displays for the movement. Movement identity was thus filtered through participation in the protests.

Music

Protest songs were incorporated into the 'Occupation Parliament' protest movement. Percussionists and renowned individual musicians chorused the protestors as they marched from Freedom Corner to the main entrance of parliament buildings. The procession of protestors, while holding cloth flysheets, placards and billboards, would march in a circular line, as they chanted, sung, ululated and clapped in unison. The participating musicians also performed live musical concerts. The concerts allowed members of the audience to sing along with the musicians. Protest songs were mainly derived from the lyrics of the National Anthem and traditional nationalistic and folklore songs adapted for the specific circumstance of the protest. The incorporated lyrics were narratives of national values relying upon a call and response form. Sometimes inserting humour into the lyrics, the singing, ululating and clapping created enough noise that drew nearby bystanders into the protests.

While these musicals may simply be seen as entertainment and leisure, they were also capable of generating solidarity and a form of collective effervescence, as large groups came together to display their support for the protest. As one respondent remarked of the carnivalesque atmosphere,

'Most political and public events are only good if there is song. It has to do with this carnivalesque atmosphere. The song get people away from their homes to come and participate in public. This assures massive support. The carnivalesque atmosphere is part of the reason people do go out and participate'.

Symbolic objects

The ultimate in the 'Occupy Parliament' movement protests was when the protestors released a lorry-load of pigs with several piglets in the main entrance of Parliament (see Figure 4). Each pig and piglet hada human name smeared on its body skin representing a greedy MP. The father pig the gender was apparently evident - representing a patriarchal parliament, presided by a patriarchal Speaker, as an independent institution remained condemned for allowing a sponsored motion seeking a pay hike for its piglets (individual MPs). Parliament's reputation as the home of dignity had been replaced as a den of filthy politics with greedy legislators. The pigs were drenched with several gallons of blood. The pigs started licking the blood oblivious of what was happening around them. Since their mission in life is to eat and fatten, no matter the state of affairs, they remained focused on the blood and stuck to that, rather than deliberating, as MPs, on crucial issues in Parliament'. This was symbolic of the gluttony of MPs who were robbing ordinary Kenyans without due regard and/or care. The greedy legislators were riding roughshod over the wishes of Kenyans in order to continue looting and plundering the economy.



Figure 4: Artivists release pigs and piglets, all drenched in blood

The symbolism generated by the pigs was strikingly accurate. Because when pigs eat, they do so with great feeling, wailing to express their appreciation for a good meal, or grunting and shoving aggressively when other animals threaten to grab their food. This was too similar to the din generated by the MPs, swearing by the gods of their piggishness to disband the Salaries and Remuneration Commission for reducing their pay perks, and therefore the amounts available for their indignant pillage.

Happening just hours before the National Assembly convened for the day's afternoon session, the protesters forced MPs to use alternative routes to gain entry and exit out of Parliament. The few MPs who braved to drive through the messy entrance were jeered and mocked as they drove their sleek cars. Some few MPs came out, only to read their names on the pigs' skin bodies, as did Kenyans who quickly joined the protestors assembled around Parliament's grounds. 'They did not dare look at the pigs' food-filled snouts, perhaps wishing the protestors had brought toothbrushes for the animals,' remarked one protestor. This made it plain that however much the MPs dressed-up the protesters' contestations, the underlying nature of the grievances remained unchanged.

For their greed, selfishness and complete disregard for the populace who elect them to parliament, MPs compare quite closely with the nonchalant gluttony of pigs. The symbolic piggishness had the name pig encrypted with the acronym MPs for Kenyan legislators to acquire a cryptic symbolic cue name, (M)Pigs. As Bormann (1985:132) contends, in an appropriate fashion 'the cryptic symbolic cue may be a code word, phrase, slogan, or nonverbal sign or gesture; it may refer to a geographical or imaginary place or the name of a person; it may arouse tears or evoke anger, hatred, love and affection as well as laughter and humour'.

Another prominent feature of the 'Occupy Parliament' movement protests was the conspicuous use of both miniature and banner flysheets and billboards bearing the colours of the Kenya National Flag. The protestors would drape themselves with clothing materials bearing the colours of the Kenya National Flag of black, green, red and white. Also, the leaders of the 'Occupy Parliament' movement encouraged other protestors including the spectating public to celebrate Kenya by standing and reciting stanzas of the Kenya National Anthem. Derived from a traditional folk song, the protestors and gathered public would recite and sometimes paraphrase the lyrics of the National Anthem, passionately beseeching:

O God of all creation, Bless this our land and nation, Justice be our shield and defender, May we dwell in unity Peace and liberty. Let one and all arise, With hearts both strong and true, Service be our earnest endeavour, And our homeland of Kenya, Heritage of splendour, Firm may we stand to defend.

The Kenya National Anthem and Flag are strong symbolic objects to the Kenyan people generally. They both evoke a deep sense of patriotism among Kenyans, reaffirming their loyalty, nationalism and identity.

Symbolisms and Connotations

These connotative meanings are derived from descriptions, as defined by Kenyan culture, of the supposed behaviour, habits, properties, characteristics, appearance, quality, value and mythological beliefs on the animals and objects of the protests. Explanations of the connotative meanings of animals and objects used in the 'Occupy Parliament' movement provide an answer to the general perceptual background and thinking of the protestors. Animals and objects are not merely symbols for their images. Instead, greatly influenced by the contexts of local history, religions, natural factors and customs, they exert great influence on and have rich connotative meanings for human beings (Yanchang and Runqing 1991). These influences intimate human emotions of delight, love, celebration, hatred, ridicule, repulsion, envy and fear.

Pigs

For their characteristics, pigs are understood to symbolize the extremes of humanity's appetites and lack of restraint. Reference to pigs is often to their ascribed negative attributes of dirtiness, idleness, stupidity, rudeness, gluttony, fatness, shabbiness, selfishness, canny and greed of various forms. Pigs are aggressive predators and cannibalistic animals. And these ascribed attributes have often led to critical comparisons between pigs and humans. The allusion of humans to pigs is often used in reference to their gluttony or monopolization of resources.

For their selfishness, pigs will fight fiercely to protect what they consider their own. As a general derogatory term, 'pig' is used as a slang term by revolutionaries to describe any supporter of the status quo, including police officers, and in the Kenyan instance, (M)Pigs. Often, a comparison is drawn between pigs' enjoyment of wallowing in mud and their willingness to do the 'dirty work', such as bending the rules to suit their needs, and/or cutting deals. For their conception of many piglets at one time, they are recognized as symbols of fertility and closely linked to the prowess of abundance. The lore of treasure calls them and they are thrifty, and big spenders. They typically have several love affairs. The (M)Pigs typify a society without morality, where leaders are obsessed with corruption and promiscuous activities and uninterested in the people's welfare.

Pigs are often regarded as unworthy sacrifices to the gods by many religious faiths the world-over (Buckland 2003). The Bible (Leviticus 11:7)

forbids the keeping of pigs and eating of pork in any form, considering the pig to be an unclean animal. Pigs as lazy scavengers are the embodiment of vice. In Christianity, Jesus is recorded as having cast demons possessing a swine herder into swine herder's pigs (Matthew 8:30–37; Mark 5:1–20; Luke 8:27–38). The Islamic Qur'an treats pigs as unclean and inedible animals par excellence, the animal that is central to the concept of *haram*. They are often regarded as harbingers of bad luck. Reference of the characteristics of pigs to the traits of Kenya's political elite aptly amplifies their image. They thus qualify for their newly acquired title of (M)Pigs.

Blood

Blood, is especially rich in connotative meanings. Blood is often associated with thoughts of death, wounds and pain. Blood is life. Blood is sacred, but the predatory characteristics of the (M)Pigs (represented by the pigs licking blood) won't allow them not to lick the blood and sweat of their constituents, the protests of ordinary citizens notwithstanding. This is analogous to (M)Pigs sucking, draining and nonchalantly monopolizing, for themselves and their families, Kenya's national resources. Instead of the police offering security and protection to the citizens who pay taxes and for their properties, it is the (M)Pigs who are offered security and guarded, as the police kick, manhandle, molest, intimidate, arrest and detain harmless protestors.

Kenya's struggle and eventual independence from the colonialists was won by the shedding of blood by Kenyan nationalists. Equally, the struggle to liberate Kenyans from the legacy of neo-patrimonialism and the impunity of the political elites will be won by the shedding of more blood. The 'Occupy Parliament' movement is prepared and ready to offer itself as a sacrifice for the complete emancipation of ordinary Kenyans. Blood is the ultimate atonement the 'Occupy Parliament' movement is prepared to pay for a just cause.

Black and White

The call for 'Occupy Parliament' protests stipulated the dress code of the day as black trousers and a white t-shirt. This was intentionally so, because black is the darkest colour, the result of the absence or complete absorption of light. It is the opposite of white and often represents darkness in contrast with light. In most cultural mythologies (Buckland 2003), black is the colour of mourning and is frequently associated with all the vices of wickedness, the devil, hell, death, sin, evil, witchcraft, sorcery, magic, the end, cruelty,

brutality, violence, power, secrets and elegance. Black is the colour of the underworld. For all these characteristics black inspires real fear, panic and anxiety. On the contrast, white represents 'purity, innocence and all the virtues'.

Black and white are often used to describe opposites. Black contrasts with white and white contrasts with black. While white is the embodiment of all that is pure and virtuous, black is a representation of all that is mysterious and sinister. Black is the absorption of all colours and the absence of light. Black hides, while white brings to light. What black covers, white uncovers.

Conversely, black has come to be a symbol of individuality, and intellectual and social rebellion, the colour of those who don't accept established norms and values. Black is the colour of rebellion and revolution. Black implies self-control and discipline, independence and strong will, and giving an impression of authority and power. The use of Black Power in social movements can be traced to the struggle for political equality of African Americans in the American Civil Rights Movement of the 1950s. It developed into the Black Power Movement that popularized the slogan 'Black is Beautiful' (Baylor 1996).

The black and white dress code symbolically contrasted all that is represented by the vices of the colour black, and all that is extolled by the virtues of the colour white. Black and white mark the end of an era and the birth of another. Black marked the condemnation and end of the era of nepotism, tribalism, bribery, open pilferage of public funds and patronage. The politics of exclusion had symbolically come to an end. On the other hand, white marks the birth of the new era of hope; effective, visionary, moral, accountable, responsible and selfless leadership. A patriotic, responsive, fair, fearless, sincere, honest, intelligent, competent, courageous, dedicated, service-and solution-oriented, and corrupt-free leadership had dawned. A people-centred leadership which treasures communal virtues, and subscribes to the values to which the community and people hold dear. And therefore, black compared to all the gloom, misery and ineptitude wrought by the political elites. White on the other hand represented light at the end of the tunnel of darkness. White constitutes hope. Hope that despite the doom spelled out by the political elites, there is still faith in a brighter future.

Freedom Corner

The call for the 'Occupy Parliament' protests had stipulated Freedom Corner as the convergence and starting point of the procession to Parliament. This ground has significant historical implications for Kenya's struggle for

democratic liberation and human rights. The ground gained prominence in the 1980s and 1990s as the site for the induction of public resistances. Public resistances for democratic space, human rights and political freedoms from an authoritarian Kenya African Nation Union (KANU) government were originated from this ground.

The site is symbolic of the birth of the democratic campaign for the Second Liberation which eventually led to there peal of section 2(a) of the constitution in the 1990s. Section 2(a) of the constitution held Kenya as one a party state and KANU as the only constitutional and legally registered political party. The struggle for and the attainment of multiparty democracy was launched from this ground.

The brutality and totalitarianism of KANU was witnessed on this ground when mothers of KANU's political detainees converged here and demanded the release of their sons. With KANU's obstinacy, the women started fasting. The KANU government descended on the women with a vicious, brutish and ruthless force never witnessed in independent Kenya. Helpless before the armed forces of the state, the women undressed their clothing to nakedness. This was clearly a curse on whoever was holding their sons and reigning terror on them. The actions of the elderly women finally paid-off as all political detainees were later released.

Earlier, the then President, Daniel Arap Moi, had planned to construct a sixty-storey building, KANU headquarters, at the Freedom Corner site. This would have meant a great compromise to the physical environment, urban transport and traffic, and architectural space of the city of Nairobi. The renowned environmentalist and human rights crusader, the late Professor Wangari Maathai, petitioned the government to reconsider its plan and halt the project. The government remained obstinate. Professor Wangari Maathai appealed to international governments and donors who had pledged to finance the project. They heeded her call and withdrew their financial pledge. With no financing and growing opposition, the project was finally shelved and the ground earned the title of Freedom Corner. Thus, the site has a significant symbolism for Kenya's long walk to freedom.

National Anthem and Flag

A collective singing of the National Anthem by the 'Occupy Parliament' movement protestors was too powerful, too political and too radical. The lyrics stirred visible emotions in men and women who do not normally share similar feelings. The National Anthem is the song that signifies Kenya's independence, liberation and history. Singing the National Anthem is a statement of intent. In passionately singing the National Anthem, the 'Occupy

Parliament' movement was sharing its determination, commitment, resolve and intent to liberate the country from the domiciles of the dominance and impunity of the political elites.

The Kenya flag exemplifies Kenya's national unity and reflects the historical events that have shaped the country. The colour black in the flag represents the indigenous people of the Republic of Kenya, red stands for the blood which was shed during the fight for independence, green for the country's rich landscape and natural resources, and the white fimbriation symbolizes peace and honesty. The black, red and white traditional shield and two spears signify that Kenyans are always ready to defend the independence and freedoms they fought so hard for.

The Second Schedule of the Constitution of Kenya (2010) defines the National Flag and National Anthem as national symbols. The National Anthem together with the National Flag are the first symbols of common nationhood as a country, symbols of collective identity, symbols that brought, and therefore bring, Kenyans together: they belong to no tribe yet they belong to all tribes, they belong to no religion yet they belong to all religions, they belong to no class yet they belong to all classes, they belong to no region yet they belong to all regions. In addition, of special significance to Kenyan youth, the two national symbols are a reminder that independence from colonialism was fought and won largely by the youth. Equally, the symbols demonstrated and affirmed the Kenyan identity and citizenship of the protestors. It is in these symbols that the protestors shared in a collective positive Kenyan belonging and experience.

Conclusion

Overall, the presence of various artforms in the 'Occupy Parliament' movement performed several different roles ranging from evoking passion to commitment and solidarity, originating collective identity and tapping into collective consciousness, disseminating information, provoking dialogue, mobilizing individuals and the public, providing entertainment, creating spectacle, movement ambience, excitement and fun, and releasing tensions and emotions.

The activists strategically utilized different creative artforms for specific phases and purposes during the protests. The symphony of resistance thus created has since endured to become an important feature of Kenyan activism. Kenyan artivists are creatively using art expressions to create a national narrative for negotiating similar and other conflicts. Clearly, highly charged symbols and rituals have become vehicles for triggering symbolic contention for civic persuasion.

The artworks employed were aimed at ensuring a non-violent and socially just Kenya for all. As is generally noted, peace is not just about the absence of direct violence, it is also about moving towards peaceful societies grounded in values such as justice, equality and inclusion. This entails more inclusive approaches with targets providing for equality and fairness in relation to access to security, justice and the rule of law, as well as basic services and resources. As evidenced in the 2011 World Development Report on Conflict, Security and Development (World Bank 2011), peace can only be upheld by states that are inclusive, responsive, fair and accountable to all. Inclusive governance, ensuring that all social groups participate in the decisions that affect society, is a key component. The artworks, therefore, are symbolic of a desire for another way of governing that is inclusive, focused, mature, prodevolution, pro-human rights, pro-people and anti-corruption.

In the artworks, narratives were re-designed to re-establish public faith in collective institutions, the government and elite leadership by interrogating and inquiring about their responsiveness. The artworks registered the public's frustration over the limited degree of progress made in addressing issues such as poverty, public safety and corruption, which threaten the country's political stability. The artworks pushed their impact as they advocated for the government and political leaders to improve the lives of the ordinary Kenyans.

The artworks attacked incompetence, corruption, tribalism, nepotism and intolerance of the political elites. They framed and advanced a peaceful and prosperous Kenya in a fair, responsive, transparent and accountable leadership. The artivists grounded their arguments in social, economic, political, psychological and governance issues. These are contentious issues that are easily exploited to instigate violence for political ends. In doing so, the artivists empowered their audiences by drawing upon two important strategies that guided their artivism: (1) they spiced art with humour; and (2) they centred their arguments on the experiences of everyday life of Kenyans. In sum, art and humour supported the movement's arguments and functioned as powerful tools to coalesce the public into a collective 'Kenyahood'. In the protests, the activists appropriated artistic expressions for social critique and change.

The art in the 'Occupy Parliament' movements advocated for and supported oversight, transparency, accountability, effective legislation and responsiveness of the political leadership in Kenya. The artforms functioned in engaging the populaces and political leadership through public education and consciousness. There is, however, a need for more research on what role symbolic and culturally rich artistic displays play in contexts of political and civic engagement.

References

- Adams, J., 2002, 'Art in Social Movements: Shantytown Women's Protest in Pinochet's Chile', *Sociological Forum* 17(1): 21–56.
- Asingo, P.O., 2003, 'The Political Economy of Transition in Kenya', in Oyugi, W.O., Wanyande, P. and Odhiambo-Mbai, C., eds, *Politics of Transition in Kenya: From KANU to NARC*, Nairobi: Heinrich Böll Foundation.
- Baylor, T., 1996, 'Media Framing of Movement Protest: The Case of American Indian Protest', *Social Science Journal*, 33(3) 1–15.
- Berger, P.L., and Luckmann, T., 1966, *TheSocial Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*, Garden City NY: Doubleday.
- Blumer, H., 1969, Symbolic Interactionism: Perspective and Method, Englewood Cliffs NJ: Prentice Hall.
- Bormann, E., 1985, 'Symbolic Convergence Theory: A Communication Formulation', *Journal of Communication* 35: 128–38.
- Branch, D. and Cheeseman, N., 2008, 'Democratization, Sequencing, and State Failure in Africa: Lessons from Kenya', Journal of Eastern African Studies 108(430): 1–26.
- Buckland, R., 2003, Signs, Symbols, and Omens: An Illustrated Guide to Magical and Spiritual Symbolism, Minnesota MN: Llewellyn Publications.
- Chaffee, L.G., 1993, *Political Protest and Street Art: Popular Tools for Democraticization in Hispanic Countries*, Westport CT: Greenwood Press.
- Cheeseman, N., 2008, 'The Kenyan Elections of 2007: An Introduction', *Journal of Eastern African Studies* 2 (2): 166–84.
- Collins, R., 2004, Interaction Ritual Chains, Princeton NJ: Princeton University Press.
- Constitution of Kenya, 2010, The National Council for Law Reporting with the Authority of the Attorney General, www.kenyaconstitution.org/docs/03cd/005/html/www.kenyalaw.org, accessed 5 July 2014.
- Durkheim, É., 1964, *The Elementary Forms of the Religious Life*, Sydney: Allen & Unwin.
- Durkheim, É., 1984, The Division of Labour in Society, New York NY: Macmillan. Edelman, M., 1995, From Art to Politics: How Artistic Creations Shape
 - PoliticalConceptions, Chicago IL: University of Chicago Press.
- Eyerman, R., 2006, 'Performing Opposition or, How Social Movements Move', in Alexander, J.C., Giersen, B. and Mast, J.L., eds, *Social Performance: Symbolic Action, Cultural Pragmatics, and Ritual*, Cambridge and New York NY: Cambridge University Press.
- Eyerman, R. and Jamison, A., 1998, *Music and Social Movements: Mobilizing Traditions in the Twentieth Century*, Cambridge and New YorkNY: Cambridge University Press.
- Halfmann, D. and Young, M.P., 2010, 'War Pictures: The Grostequeas a Mobilizing Tactic', *Mobilization* 15: 1–24.
- Hansen, O., 2009, 'Political Violence in Kenya: A Study of Causes, Responses, and a Framework for Discussing Preventive Action', Institute for Security Studies (ISS) Report, Pretoria, South Africa.

- Hawke, S., 2013, 'Kenya's Elections in 2013: Poverty, Ethnicity, and Violence', http://socialjusticefirst.com/2013/03/04/kenyas-elections-in-2013-poverty-ethnicity-and-violence/, 3 April, accessed 5 July 2014.
- Human Rights Watch (HRW), 1995, 'Old Habits Die Hard: Rights Abuses Follow Renewed Foreign Aid Commitments', New York: *Human Rights Watch*, Vol. 7, No. 6.
- Human Rights Watch (HRW), 2008, 'Ballots to Bullets: Organized Political Violence and Kenya's Crisis of Governance', New York: *Human Rights Watch*, Vol. 20, No. 1 (A).
- Issac, L. and Morrison, D., 2010, 'Visual Amplification in Movement Framing: Poetics of Industrial Workers of the World Cartoon Art', *Social Movement Studies*: 1909–13.
- Isaac, L., 2009, 'Movements, Aesthetics, and Markets in Literary Change: Making the American Labor Problem Novel', *American Sociological Review* 74: 938–65.
- Jonyo, F., 2003, 'The Centrality of Ethnicity in Kenya's Political Transition', in Oyugi, W., Wanyande, P. and Odhiambo-Mbai, C., eds, *The Politics of Transition in Kenya: From KANU to NARC*, Nairobi: HenrichBöll Foundation.
- Kanyinga, K. and Walker, S., 2013, 'Building a Political Settlement: The International Approach to Kenya's 2008 Post-Election Crisis', *Stability: International Journal of Security & Development* 2 (34):1–21.
- MacArthur, J., 2008, 'How the West Was Won: Regional Politics and Prophetic Promises in the 2007 Kenya Elections', *Journal of Eastern African Studies* 2(2): 227–41.
- Madison, D. S., 2005, Critical Ethnography, Thousand Oaks CA: Sage Publications.McCaughan, E.J., 2007, 'Art and Identity in Mexican and Chicano Social Movements',Research in Social Movements, Conflicts, and Change 27: 219–59.
- Mead, G.H., 1934, *Mind, Self, and Society from the Stand Point of a Social Behaviorist,* Chicago IL: University of Chicago Press.
- Mead, G, H., 1938, *The Philosophy of the Act*, edited by C.W. Morris et al., Chicago IL: University of Chicago Press.
- Moore, R. and Roberts, M., 2009, 'Do-It-Yourself Mobilization: Punk and Social Movements', *Mobilization* 14: 273–91.
- Mokua, O., 2013a, 'Graffiti: A powerful Innovative Weapon Broadening the Horizons of Social Transformation in Kenya', Centre for Children in Vulnerable Situation, www.centreforchildren.be/, (pp. 239–53).
- Mokua, O., 2013b, 'The Centrality of Local Peacebuilding Methodologies in Kenya's Sotik/Borabu Border', *Horn of Africa Bulletin* 25 (3): 8–12.
- Mueller, S., 2008, 'The Political Economy of Kenya's crisis', *Journal of Eastern African Studies* 2(2): 185–210.
- Murunga, G.R., 2011, Spontaneous or Premeditated? Post-election Violence in Kenya, Uppsala: Nordic Africa Institute.
- Musolf, G.R., 2003, 'The Chicago School', in Reynolds, L.T. and Herman-Kinney, N.J., eds, *Handbook of Symbolic Interactionism*, Walnut Creek CA: AltaMira Press.
- Ng'ethe, N. and Katumanga, M., 2003, 'Transition and the Politics of Constitution Making: A Comparative Study of Uganda, South Africa and Kenya', in Oyugi,

- W.O., Wanyande, P. and Odhiambo-Mbai, C., eds, *Politics of Transition in Kenya: From KANU to NARC*, Nairobi: Heinrich Böll Foundation.
- O'Brien, A.S. and O'Brien, P.E., 2009, *After Gandhi: One Hundred Years of Nonviolent Resistance*, new edition, Watertown MA: Charlesbridge.
- Polletta, F., 2006, *It Was Like a Fever: Storytelling in Protest and Politics*, Chicago IL: University of Chicago Press.
- Reed, T.V., 2005, The Art of Protest: Culture and Activism from the Civil Rights Movement to the Streets of Seattle, Minneapolis MN: University of Minnesota Press.
- Roscigno, V. J. and Danaher, W.F., 2004, The Voice of Southern Labor: Radio,
- Music, and Textile Strikes, 1929–1934, Minneapolis MN: University of Minnesota Press.
- Summers-Effler, E., 2006, 'Ritual Theory', in Stets, J.E. and Turner, J.H., eds, *The Handbook of the Sociology of Emotions*, New York NY: Springer.
- Taylor, V., Rupp, L.J. and Gamson, J., 2004, 'Performing Protest: Drag Shows as Tactical Repertoire of the Gay and Lesbian Movement', *Research in Social Movements, Conflicts, and Change* 25: 105–37.
- Tucker, K.H., 2010, Workers of the World, Enjoy! Aesthetic Politics from Revolutionary Syndicalism to the Global Justice Movement, Philadelphia PA: Temple University Press.
- United Nations Development Programme (UNDP), 2004, *Human Development Report*, http://hdrstats.undp.org/countries/data_sheets/cty_ds_KEN.html, accessed 5 July 2014.
- World Bank, 2011, World Development Report (WDR), Conflict, Security and Development, Washington DC: World Bank.
- Wrong, M., 2010, It's Our Turn to Eat, London: Harper Collins.
- Yanchang, D. and Runqing, L., 1991, *Language and Culture*, Beijing: Foreign Language Teaching and Research Press.

© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2017 (ISSN: 0850 3907)

Économie hévéicole et engagement politique des jeunes producteurs à Bettié en Côte d'Ivoire

Noël Kouassi*

Résumé

Dans cette recherche, nous tentons de comprendre l'engagement des jeunes dans la gouvernance locale du département de Bettié à l'est de la Côte d'Ivoire. Nous nous appuyons sur des moments politiques, marqués par des contestations de l'autorité des chefs coutumiers et par la remise en cause du prestige social des cadres et des élites urbaines par des jeunes planteurs. En nous positionnant du côté de ces derniers, nous cherchons à comprendre comment ils franchissent les barrières sociales et politiques qui structurent leurs positions dans les espaces politiques observés. Nous plaçons au cœur de notre analyse le décentrement qui nous engage à suspendre le jugement en refusant le rapprochement entre la jeunesse actuelle et celle des décennies antérieures. De la description des situations d'interactions, il émerge des espaces politiques intermédiaires, rendus plus ou moins ordinaires, bien qu'étant hors de l'espace familial ou des pratiques politiques ordinaires. Décentrer le regard sur les jeunes ruraux, c'est également réfléchir à partir de ces espaces non figés des prises de parole, à partir des mouvements qui prennent forme hors des cadres habituels d'expression sociale et politique.

Mots clés : hévéaculture, jeunes, politique, gouvernance locale, milieu rural, Côte d'Ivoire

Abstract

Our research tries a comprehension of young people in the local governance of Bettié department in the East of the Ivory Coast.It is based on political moments, marked by disputes of the usual heads authority and the question of social prestige of the executives and elites urban by rural young people. By positioning us on the side of the rural young people, we seek to include/

 ^{*} Anthropologue, Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo, Côte d'Ivoire.
 Email: noel2ko@yahoo.fr

understand how they cross the social barriers and policies which structure their positions in political spaces observed. Off-centering that we place in the heart of our reflexion, commits us to suspend the judgment by refusing the bringing together between current youth and that of the former decades. Description of interactions situations, it emerges from intermediate political spaces, made more or less ordinary, although being out of family space or the ordinary political practices. To decentre the glance on the rural young people, it is also to reflect starting from these not-fixed spaces of the speeches, starting from the movements which take form out of the usual executives of social and political expression.

Key Words: Rubber, young people, local policy, governance, rural medium, Ivory Coast

Introduction

En tout cas à mon temps, les jeunes se souciaient de leurs études. Les jeunes de maintenant, c'est des jeunes qui font la politique même. A. K. A., ancien député-maire de Bettié, 14 janvier 2009.

Ce texte repose sur un travail de terrain que nous menons depuis 2008 dans le département de Bettié¹, dans la région de l'Indénié-Djuablin, à l'est de la Côte d'Ivoire. Les enquêtes ont été conduites à Bettié (chef-lieu de département), à Diamarakro (chef-lieu de sous-préfecture) et à Ackacomoékro (village). Ces trois sites d'enquêtes ont des zones de production de café et de cacao, engagées depuis le milieu de la décennie 1990 dans un processus d'appropriation de l'hévéaculture et confrontées à une contestation de leur système politique par les jeunes planteurs.

L'appropriation de l'hévéaculture par les producteurs a pour conséquence la marginalisation des cultures vivrières, anciennement associées aux cultures du café et du cacao, et le retrait des jeunes de la production agricole familiale. Actuellement, les cultures vivrières commercialisées sur le marché local proviennent des campements et des villages des départements de Yakassé-Attobrou (région de la Mé) et d'Abengourou (Indénié-Djuablin). La production de banane, de manioc, ou d'igname, principales cultures vivrières en milieu rural agni, relève dans les villages de Bettié de la pratique de planteurs, perçus comme sans ambition. Ainsi, comme les fonctionnaires en service dans le département, les ménages de planteurs se tournent vers le marché et les centres urbains pour leur alimentation. Dans ce même contexte, les jeunes sur qui reposaient les principales tâches de l'agriculture familiale se sentent de moins en moins intéressés par le système de production familial. Ils s'engagent dans la création de plantations individuelles, parfois même en dehors du patrimoine foncier familial.

Par ailleurs, dans chaque village, une crise politique interne à la communauté agni, ethnie en situation d'autochtonie locale, entraîne des interactions régulièrement conflictuelles. Elle intervient dans un processus de succession aux chefs de village de Diamarakro et d'Ackacomoékro et du chef de canton de Bettié. Celle-ci est particulièrement aiguë à Bettié où des tensions assez fortes opposent des familles en compétition et les configurations politiques construites autour de cet enjeu politique. Elles sont arrivées à un affrontement armé en 2002 et à l'emprisonnement de leaders politiques locaux en 2004. Des décès de membres des familles rivales sont associés à cette course au pouvoir.

Les raisons du retrait des jeunes de l'agriculture familiale et de leur irruption dans la gouvernance locale paraissent évidentes pour les jeunes, les élites coutumières et les fonctionnaires et cadres ressortissants. Les uns et les autres s'accordent pour annoncer la fin du prestige de l'âge et de la dépendance à l'égard des cadres et des élites urbaines par lesquels transitent un certain nombre de ressources matérielles et symboliques. Les jeunes planteurs, travaillant pour leur propre compte et très mobiles en raison de leur responsabilité dans les structures professionnelles agricoles, s'engagent dans des réseaux politiques et mobilisent des ressources extérieures sans forcément recourir aux « grands frères » résidant en ville. Pourtant, ce sentiment d'évidence constitue le principal obstacle à la compréhension dans la mesure où il conduit à prendre pour explication ce qui n'est au mieux que le constat d'un phénomène qui reste à comprendre.

Comment comprendre ce changement de la perception des jeunes et plus spécifiquement de l'engagement de plus en plus régulier de ces derniers dans la gouvernance locale ? Pourquoi le prestige de l'âge et du titre académique cesse-t-il d'apparaître comme « normal » avec la revendication d'une participation politique autonome des jeunes planteurs ?

Le comportement des jeunes planteurs lors des dernières élections municipales de juillet 2013² sert d'entrée à notre réflexion. Quelques mois après ces élections, remportées à Bettié par le candidat du RDR³, les responsables locaux du PDCI⁴ se réunissent à Bettié pour tirer les leçons de leur échec⁵. Ils trouvent alors nécessaire d'engager un processus de réconciliation avec la partie de la jeunesse dont la « rébellion » explique la perte du pouvoir municipal par leur parti politique. Au cours d'une rencontre entre les deux équipes perdantes⁶, le chef de village, un militant très influent de ce parti, tient ces propos que nous a rapportés un participant à cette rencontre : « On a négligé d'écouter E. (le candidat des jeunes), c'est pourquoi nous nous retrouvons ici. Et aujourd'hui, regardez ce que fait M. (le nouveau maire). »

Par sa prise de parole lors de ces élections locales, l'équipe des jeunes planteurs signe l'acte de demande officielle d'une nouvelle perception sociale

des jeunes dans le jeu politique. Elle revendique un modèle de participation politique autre que celui proposé par leur appartenance ethnique ou leur situation rurale. Si la perte de la municipalité est imputée à la candidature des jeunes, leur reconnaissance comme des acteurs politiques ne se pose pas aisément dans les perceptions sociales de la jeunesse. Le présent texte s'intéresse moins à la mise en relief de l'ensemble des pratiques associées à la participation des jeunes. À partir de quelques situations d'actions, il envisage un renouvellement du regard sur les mobilisations politiques des jeunes à partir de l'exercice du décentrement. Mais avant, intéressons-nous à la situation sociopolitique des jeunes à Bettié.

Contrôle sociopolitique de la jeunesse rurale à Bettié : déclinaisons et mutations

Dans les études rurales, on se référait aux concepts de « cadets sociaux » ou de « dépendants sociaux » pour parler des « jeunes », et d'« aînés sociaux » pour traiter des adultes. Par exemple, quand Claude Meillassoux (1999) aborde la question des jeunes dans la société gouro de Côte d'Ivoire, c'est pour montrer leur place dans la production économique familiale et leur dépendance à l'égard des aînés. Il en est de même pour Jean-Marc Gastellu (1981), Rodolfo Stavenhagen (1969) et Andrzej Zajaczkowski (1963). Selon ces auteurs, la situation des jeunes dans les sociétés rurales africaines se caractérise par leur forte implication avec les femmes dans la production économique familiale. Dans la société gouro du centre-ouest de la Côte d'Ivoire, qu'a particulièrement étudiée Meillassoux, la condition juvénile est structurée par un ensemble de conventions sociales qui rattache les jeunes à leurs aînés. La fin de la jeunesse, qui confère l'autonomie sociale, est sanctionnée par l'entrée dans la vie conjugale avec l'autorisation des aînés qui prennent en charge les frais de la première union conjugale du cadet. Par cet acte, l'aîné social soustrait le jeune de la dépendance sociale et lui permet de devenir un homme indépendant, au moins économiquement. En fait, pour prolonger l'observation de Meillassoux, la première union conjugale du cadet n'est pas la limite de l'identité jeune. Seulement, cette union lui permet d'accéder au statut « d'homme » par sa participation à la reproduction sociale, en tant que père.

Stavenhagen (1969) note, quant à lui, que la migration est un point essentiel du contrôle des aînés sur les jeunes. Si, dans la société gouro, le travail familial repose sur la main-d'œuvre juvénile, dans les sociétés méridionales du Cameroun étudiées par l'auteur, les aînés envoient dans les zones de forte demande de main-d'œuvre un nombre important de leurs dépendants. Leur départ se justifie par cette demande de main-d'œuvre dans les zones d'accueil

ainsi que pour des raisons structurelles. Pour les jeunes migrants, les revenus tirés de la migration servent à entretenir la famille restée au village natal. Ils contribuent également à la quête de leur autonomie. Généralement, une partie des ressources est affectée à la réalisation d'un projet générateur de revenus.

Dans la société agni, les anciens exercent un contrôle politique assez strict sur les jeunes (Perrot 2006 ; Kobben 1956). Au niveau familial, ce sont les aînés, généralement le père ou l'oncle, qui détiennent le pouvoir par le contrôle de l'économie familiale et de la ressource foncière. Le patrimoine foncier, principal support de l'économie agricole, est régi par l'âge (Tujague-Gibourg & Moustier 2009; Tujague 2004). Au niveau villageois, l'expression politique des jeunes est encore encadrée par les aînés. En fait, réunis au sein de leur association coutumière, ils sont encadrés par un notable, désigné comme leur président. En réalité, il est le « régulateur » et le « contrôleur » de leur action politique. Ainsi, au niveau familial comme au niveau villageois, les relations des jeunes aux aînés relèvent davantage de l'ordre de l'allégeance politique et sociale et non de l'indépendance sociale et de l'autonomie politique. Ce double contrôle politique et social participe à la stabilité du pouvoir en pays agni et à la perpétuation du modèle économique de la société agni. Ce contrôle de la force juvénile assure également la reproduction du modèle économique familial et participe à la stabilité des institutions politiques de la société agni (Kouassi 2014).

Le « jeune » est désigné par le terme « kpaflouan ». Cette identité qualifie des individus d'âges et de conditions sociales divers, qui ont dépassé le statut d'enfant, « batran » ou « batran kan ». Après le stade de « kapflouan », de jeune, on entre dans la classe des aînés sociaux ou des vieux, les « ngbangni ». Les frontières entre ces différentes catégories sociales ne sont pas clairement définies. Comme dans les capitales africaines étudiées par Antoine et al. (2001), le passage dans la classe supérieure ne se fait pas de la même façon pour tous les jeunes. Selon leur position familiale, l'héritage peut susciter un basculement précoce de certains jeunes dans la classe des aînés alors que d'autres, bénéficiant d'une autonomie financière et résidentielle et engagés dans une union matrimoniale stable, ne connaissent pas d'ascension de classe. C'est davantage un ensemble d'attributs sociaux qui détermine l'identité jeune. On réserve au jeune la réalisation des travaux communautaires, la défense et la sécurisation du village.

Ainsi, malgré leur âge⁷ et leur autonomie financière, certains individus sont toujours considérés et se considèrent eux-mêmes comme des jeunes. Une frange importante de cette jeunesse est composée de déscolarisés, anciens citadins retournés au village dans les années 1990. Leur retour au village a été

principalement motivé par l'introduction de l'hévéaculture dans la localité, notamment par les opportunités d'emplois qu'offrait la société agro-industrielle nouvellement implantée à Bettié. Cependant, avant la création d'une plantation, ils ont revendiqué le relâchement du contrôle politique des anciens sur eux. Ainsi, juste après les premières élections municipales à Bettié en 1986⁸, ceux-ci ont obtenu le retrait des anciens de l'association des jeunes du village. Ainsi, le notable qui assurait la régulation de l'expression politique de la jeunesse cède sa place à un jeune, élu par ses pairs. Toutefois, ce retrait des anciens n'est pas tellement le fruit de la lutte des jeunes. Il a été davantage une conséquence de l'extension de la politique nationale de communalisation de 1985. Celleci permet l'érection de la sous-préfecture de Bettié⁹ en une commune. Dans l'espace communal, l'association des jeunes au plan administratif est la « jeunesse communale ». Ainsi, à la place d'un chef des jeunes désigné par le pouvoir coutumier, c'est un président élu qui dirige les jeunes de Bettié.

Le milieu rural agni est connu comme l'une des anciennes zones de développement de l'économie de plantation (Babo 2010; Chauveau & Dozon 1985 ; Chauveau & Richards 2008). Initialement, le cacao et le café étaient les principales cultures industrielles. Adoptée comme une culture accessoire, l'hévéaculture est devenue aujourd'hui la principale culture pérenne. Son introduction en Côte d'Ivoire peut être située au début de la décennie 50. Après l'indépendance, plusieurs tentatives de vulgarisation furent initiées par l'État dans les zones forestières périphériques d'Abidjan. Mais elles n'ont pas produit des résultats satisfaisants. Les planteurs manifestèrent très peu d'intérêt pour cette nouvelle culture, un peu trop exigeante comparativement au cacao ou au palmier à huile, dont ils avaient déjà acquis la maîtrise des techniques culturales (Pillet-Schwartz 1980). Dans le secteur agricole de Bettié, le contact des populations avec cette nouvelle culture remonte à la fin de la décennie 1970. La mise en œuvre du programme de vulgarisation était conduite par la Société africaine de plantations d'hévéa (SAPH). Le programme de valorisation se fondait sur deux principaux types de culture : les plantations industrielles et les plantations villageoises. Le premier est la propriété de la société agro-industrielle, chargée de la vulgarisation de la nouvelle culture. L'autre concerne les plantations créées par les villageois (PVH).

Ce volet PVH a privilégié les anciens planteurs. En effet, cette première promotion de producteurs devait prouver son aptitude à la création de la plantation. Il s'agissait d'abord de justifier la disponibilité de la ressource foncière et ensuite de donner des garanties nécessaires pour le remboursement des prêts que la SAPH accordait aux planteurs. Ces prêts consistaient en la subvention des plants d'hévéa, des intrants pour l'entretien des plants et en encadrement technique¹⁰. Les jeunes, ne pouvant pas offrir la garantie

nécessaire pour s'engager dans la création de plantation, prenaient presque exclusivement le chemin de l'usine et des plantations industrielles de la SAPH. Là-bas, ils sont engagés comme des techniciens agricoles ou des agents de l'usine. Ceux qui restent dans l'économie familiale servent de main-d'œuvre à leurs parents. Durant cette période, tous apprennent non seulement les techniques agricoles, mais découvrent les opportunités d'insertion des jeunes dans la production agricole. C'est ainsi que certains d'entre eux bénéficient du projet Jeune agriculteur moderne d'hévéa (JAMH).

Le JAMH est un projet visant à intéresser des jeunes déscolarisés au travail agricole, principalement l'hévéaculture¹¹. Il a consisté en une sélection de jeunes déscolarisés pour leur formation aux techniques hévéicoles pendant une année. Au terme de celle-ci, les jeunes retournés au village bénéficient d'un crédit agricole octroyé par l'État et logé à la Banque nationale pour le développement de l'agriculture (BNDA). Leur apport initial est une parcelle de 15 hectares. À la première année du projet, plus précisément en 1986, un seul jeune a bénéficié de cet incitatif. C'est aux 2^e et 3^e promotions que d'autres jeunes déscolarisés ont participé au projet. Le retour de la 2^e promotion a coïncidé avec un déclassement de forêt à Bettié. Ses membres ont été alors prioritaires dans la catégorie des jeunes planteurs, et dans la répartition de la superficie déclassée. Avant l'entrée en production de leur plantation, les jeunes bénéficient d'une allocation mensuelle de 26 000 FCFA (52 \$). Leur encadrement technique sur les plantations est assuré par la SAPH, opérateur technique du programme. La 3^e promotion a eu moins de chance que les deux premières. Les difficultés rencontrées par l'État au début de la décennie 1990, et surtout avec la dissolution de la BNDA, se traduisent par la suppression du soutien institutionnel à travers le projet JAMH. C'est au total huit jeunes autochtones qui ont bénéficié de l'appui de l'État.

En termes d'effectif des bénéficiaires, le programme a eu un impact très limité au regard de l'effectif des jeunes dans l'ensemble des villages, mais également au vu de l'espoir qu'il représentait pour eux. Quelque temps après ou même concomitamment au programme, certains n'ont pas attendu l'appui de l'État pour s'engager dans la nouvelle économie agricole. Ils s'appuient sur une épargne accumulée grâce à l'investissement dans l'exploitation du cacao et du café, à des investissements dans le commerce ou sur un héritage familial.

Le projet JAMH a été le point d'entrée des jeunes dans la production de l'hévéa et la libéralisation de la production en 1990 représente la seconde phase. On enregistre depuis ces périodes une véritable percée des jeunes dans la création de plantation. Si leur identité sociale de jeunes ruraux fait d'eux des dépendants sociaux et surtout la principale main-d'œuvre familiale,

l'introduction de l'hévéaculture dans le secteur agricole de Bettié leur ouvre un nouvel itinéraire d'insertion sociale et de construction de position d'influence dans les villages.

L'ouverture d'un nouvel itinéraire d'insertion socioéconomique et le relâchement du contrôle politique des anciennes élites coutumières nourrissent, chez les nouvelles générations, un potentiel de mobilisation individuelle et collective. Quand elles n'entretiennent pas, à tort ou à raison, un sentiment de non reconnaissance de leur compétence par les anciennes élites sociales et politiques, elles s'expriment de manière quelquefois violente dans l'espace public. Il en est de même dans les relations familiales quand, dans leur raisonnement, elles parviennent à se convaincre de la volonté de leurs aînés de mettre un frein à leur ascension sociale et économique. Dans chaque situation de mobilisation, il se dégage chez les jeunes le sentiment que ce qui est contesté par les autres, ce n'est pas leur identité ethnique, mais plutôt leur nouvelle position, acquise par leur investissement dans l'économie hévéicole.

Quelques situations d'agir politique des jeunes ruraux

Une transmission politique intra-familiale refusée

Dans les représentations sociales sur la richesse en milieu paysan agni, il est mal perçu qu'un fils soit plus riche que son père. Quand cela se produit, c'est un déshonneur pour le père et le riche fils est présenté comme un obstacle à l'épanouissement de son père. À propos des contours financiers de la vie des jeunes agni, un ancien président des jeunes de Bettié soulignait : « Dans les temps anciens, un jeune ne doit pas être plus riche que son père, ou son oncle12.» Quand on est jeune, s'engager dans la logique de l'accumulation est interprété comme un défi au pouvoir de l'âge ou la réparation d'une inégalité ancienne qui entretient l'équilibre familial et social. Dans l'imaginaire social de ce temps-là, dépasser les anciens dans l'échelle de la richesse était donc interprété comme un comportement audacieux et quelquefois sanctionné. La sanction consiste en la faillite de ce jeune riche provoquée par des procédés magiques dont seuls les anciens avaient le secret. Cette perception sociale de la richesse est surtout à mettre en rapport avec le modèle économique d'alors. La constitution de la richesse résulte d'un long investissement dans l'agriculture et du contrôle d'une importante main-d'œuvre familiale. Perdre le prestige de la richesse familiale, c'est perdre également le contrôle politique des hommes. La prééminence de l'âge dans la désignation du chef politique chez les Agni traduit donc le lien entre le pouvoir politique et la richesse dans cette société (Perrot 1976, 1982).

Aujourd'hui, les familles accordent moins de prééminence à l'âge dans la désignation du chef de famille. On tend vers un rajeunissement du pouvoir coutumier. Principal représentant de la famille ou du village, cette fonction politique entraîne une forte mobilité pour répondre aux préoccupations politiques villageoises et à celles des membres de la famille. Ainsi, la tendance est à la transmission du pouvoir coutumier aux jeunes générations, perçues comme plus dynamiques et plus disposées à la mobilité.

Derrière ce nouveau profil du chef, se cache pour le cas spécifique de Bettié, le visage des jeunes producteurs agricoles, émergeant dans les villages comme de nouveaux riches planteurs. Dans la mesure où le pouvoir politique est soutenu par le pouvoir économique, les jeunes perçoivent cette volonté de rajeunissement du pouvoir politique coutumier comme une stratégie politique pour freiner leur émergence sociale. S'intéresser au raisonnement politique des nouvelles générations dans les relations intra-familiales nous engage à prendre en compte l'enchaînement d'un ensemble d'événements significatifs pour elles. L'objet d'analyse devient alors l'ensemble des représentations construites à partir des relations entre les jeunes planteurs et les autorités familiales et l'enjeu proprement politique que constitue la présentation de soi.

K. B. est né en 1963 à Bettié. Il est marié et père de 4 enfants. Il a un niveau d'instruction de CMII (cycle élémentaire). Il n'a aucune expérience urbaine de longue durée. Deux ans après avoir arrêté ses études, il est embauché par l'ambassadeur Nioupin Benié¹³ comme vendeur dans la boutique¹⁴ de Bettié. Suite au décès de ce dernier, K. B. continue le commerce avec A. Z., un planteur autochtone qui reprend la gestion de la boutique. Tout en tenant le magasin, l'objectif du jeune K. B était l'investissement dans l'agriculture. Pour lui, bien qu'il perçoive un revenu mensuel en tant que vendeur, cela n'était pas une garantie suffisante pour sa vie. Après quelques années à la boutique, il démissionne pour se consacrer à l'agriculture. En réalité, K. B. ne sort pas complètement du secteur commercial. Il ouvre sa propre boutique de vente de pagnes que gère sa femme.

Bénéficiant d'une petite économie réalisée grâce au commerce, il s'engage dans la création de sa première plantation d'hévéa, avec l'aide de travailleurs saisonniers originaires du Ghana. Progressivement, il se profile comme un planteur émergent dans le village. Au terme de trois ans successifs d'investissement, il décide de marquer une pause pour entretenir les 8,5 hectares. À partir de 1994, il commence à percevoir un revenu mensuel de l'hévéa. Il reprend la création de plantation. Et en janvier 2009, il était propriétaire de 15,5 hectares d'hévéa en production. Sa production mensuelle s'élève à 8 ou 9 tonnes de caoutchouc par mois. Depuis quelques années, il exploite une parcelle de près de 50 hectares dans un village d'Abengourou, sur

la base du contrat foncier appelé « *domientchè* » qui se traduit par l'expression « *planter-partager* ».

Unique garçon entre 4 femmes, dont seulement deux sont en vie, K. B. décide de construire une maison à partir de 1997. Mais la réalisation de ce projet suscite de fréquentes confrontations avec des individus qu'il présente comme des opposants à son projet. Parmi ceux-ci, il nomme précisément le chef de village. Selon son explication, le chef refuse de voir un jeune comme lui devenir riche et investir dans le village. C'est ce qui justifie, à son avis, les différentes manœuvres de ce leader coutumier pour détourner les jeunes de leur projet d'autonomisation sociale. À partir de sa propre expérience, il nous décrit les manœuvres de ce dernier pour étouffer l'émergence de la nouvelle génération.

Ces manœuvres commencent dès l'acquisition du lot. Les travaux de construction commencent par le chargement de sable pour la confection des briques. Le chef de village, informé du projet de construction et de l'identité de son initiateur, réquisitionne le terrain pour la construction de la résidence du sous-préfet. « Un jeune qui a l'idée de faire quelque chose, vous lui arrachez le lot, entre-temps, tout ce bloc-là était lot, mais pourquoi c'est ce lot-là que tu veux prendre? », s'interroge K. B. Il ne se « décourage pas », d'après ses propres termes. Il reçoit un autre lot de la part du maire. Il apprécie ce don comme un encouragement à la poursuite de ses travaux. Mais ici encore, le jeune rencontre des indices d'une injonction à la renonciation à son projet.

J'ai fait mes briques et un beau jour, je viens, j'avais ma « Suzuki 125 » (une moto). En ce moment sur ce lot, j'avais fait nettoyer par un « Caterpillar ». Donc les gens avaient ouvert une petite voie pour aller au champ. Un bon jour, j'étais sur ma moto, je viens, voilà une tête de bœuf entière, fraîche. On venait de tuer le bœuf à 4 heures du matin là et on prend le sang pour venir déposer sur le lot. Et les gens sont venus regarder, mais je n'ai pas l'idée de faire la photo. Une tête de bœuf, est-ce qu'un enfant peut faire ça ? Prendre 30 000 FCFA¹5 pour payer une tête de bœuf bien noire comme charbon. On vient déposer sur mon lot parce que je vais construire un étage. Mais je ne suis pas découragé, je dis ça là je vais me battre. Et je suis avec eux. Après j'ai envoyé encore du ciment, je ne suis pas découragé (K. B).

En fait, il ne se présente pas comme la seule victime des agissements du chef de village. C'est l'ensemble des jeunes entrepreneurs qui sont combattus par le chef de village. « Les gens qui construisent ce bâtiment meurent, mais moi je suis là. Ce bâtiment, c'est ça qui a provoqué cet accident-là, mais Dieu merci, je m'en suis sorti¹⁶ ».

Depuis plusieurs années, le lignage SOPI, auquel appartient K. B, est confronté à une crise politique interne. Le dernier chef intronisé a été démis

de ses fonctions politiques par une branche du lignage. Les raisons de cette destitution ne sont pas très clairement exprimées par les membres de la famille. Ce qui est connu de tous, c'est que le chef humilié a été « lavé » par les membres du lignage. Il a été rétabli dans sa dignité politique. Cependant, il refuse de reprendre le contrôle politique du lignage.

Le chef de village de Bettié, non membre de ce lignage, s'ingère dans cette question politique intra-lignagère. Son ingérence s'est faite à travers l'imposition d'un jeune chef. Une volonté de rajeunissement du pouvoir familial? En fait, bien qu'il soit un ayant droit au trône, il est encore loin de l'accession au pouvoir. Ses grands cousins sont vivants et ils doivent passer avant lui. Mais pour K. B, cette offre politique du chef n'est qu'un cadeau « empoisonné ». L'intention réelle de ce dernier n'est pas de travailler à la stabilité de la famille. Sa disponibilité pour la gestion de cette crise politique répond à une stratégie d'anéantissement du jeune producteur émergent, selon la compréhension de K. B. La volonté du chef est de l'affaiblir financièrement pour qu'il abandonne son projet immobilier et son investissement agricole :

Il met les grands frères devant, je suis leur financier partout où on va. On a été même chez le roi Boa Kouassi d'Abengourou. Et en partant là, il me dit : tous ceux qui vont là, plus de 10 personnes, tu assures leur transport. Moi après notre retour d'Abengourou, je suis allé le voir pour lui dire que ce qu'il a fait là moi je ne le suis plus. Je ne suis pas une banque pour régler les problèmes des gens alors que toi tu es en train de t'occuper de tes enfants. Et jusqu'à présent notre chaise est encore vide, il n'y a pas de chef. Parce que moi je dis je vais prendre mon argent pour mettre quelqu'un chef. Celui qui veut être chef, il n'a qu'à faire ses démarches, on a le même pouvoir. Aujourd'hui j'ai fait mes enfants, il faut que je m'occupe d'eux.

Jeunes planteurs et fonctionnaires dans le contrôle des espaces jeunes

Un autre fait mérite d'être souligné pour comprendre le repositionnement des jeunes dans le champ politique local. Il s'agit des tensions autour de la gestion de l'équipe locale de football. M. K., titulaire d'un doctorat en pharmacie, et originaire du nord de la Côte d'Ivoire, est le premier pharmacien de Bettié. Auparavant, il a géré pendant 5 ans une pharmacie à Adzopé, ville située à une soixantaine de kilomètres. En dehors de son activité professionnelle, le pharmacien s'intéresse au sport, au football en particulier. Peu après son installation à Bettié, il dit avoir fait le constat de la marginalisation des fonctionnaires dans ce village. Ces derniers étant majoritairement de nouveaux enseignants, ils rencontrent des difficultés d'insertion selon lui :

Quand un jeune (planteur) passe avec sa moto, on dit: lui là il gagne 800 000 FCFA (1 600 \$) là, ils (les fonctionnaires) sont frustrés. Donc, c'est ce complexe qu'ils ont développé un peu et puis ils sont en retrait. Ici là, ce ne sont pas les fonctionnaires qui font le malin, ce sont les jeunes planteurs, alors qu'à Adzopé par exemple ou bien dans les autres coins, c'est les fonctionnaires qui font le malin.

Pour contribuer à l'épanouissement des fonctionnaires dans ce milieu d'inversion sociale, le pharmacien met en place un club dénommé « Maracana ». Par cette initiative, il permet aux jeunes fonctionnaires en service à Bettié de se rencontrer quelques soirs après le service sur un espace public du village, aménagé pour les rencontres populaires, à côté du centre de santé urbain et de la pharmacie.

L'initiative du pharmacien a été très appréciée à Bettié et a eu des échos dans les autres villages du canton. Il est régulièrement sollicité par les jeunes des autres villages pour des parrainages de tournoi ou pour des soutiens pour l'organisation de compétitions sportives¹⁷. Le chef de village le sollicite pour la présidence du club de football de Bettié, engagé dans la division 2 de la ligue professionnelle nationale de football. Il décline d'abord la sollicitation en avançant qu'il continuera de soutenir le club en renforçant la boîte à pharmacie qu'il met à la disposition du club à chaque saison sportive. Sur instance du chef de village qui lui promet son soutien¹⁸ et celui de tous les cadres de Bettié, le pharmacien accepte la présidence du club. Il est secondé à la vice-présidence par un jeune planteur du village. Fils d'un ancien préfet, B. a débarqué à Bettié en 1994 pour hériter des plantations de son défunt père. Il s'agit d'une plantation de 30 hectares d'hévéa. Bénéficiant de ce « prêt-à-porter¹⁹ », il s'insère à Bettié dans des réseaux politiques et sociaux très solides. Il assure d'abord la présidence de la jeunesse du PDCI, puis la présidence du Comité de gestion du collège municipal de Bettié pendant l'année scolaire 2009-2010. Il est aussi un délégué du Fonds interprofessionnel de soutien hévéïcole (FISH), une association des planteurs d'hévéa. Il est par ailleurs un membre très influent dans les réseaux jeunes, notamment en tant que leader d'un groupe baptisé « yesiyewon », composé de jeunes planteurs autochtones et de quelques fonctionnaires en service à Bettié. Ce réseau est principalement piloté par B., surnommé « le perroquet » par ses amis. Il entretient un autre réseau de « bons petits », de nouveaux planteurs dont les plantations ne sont pas encore en production ou simplement de petits producteurs. Non loin du lycée municipal, il est installé dans une confortable maison à l'intérieur de laquelle il a un bar climatisé. Il a par ailleurs deux voitures, dont une destinée au transport du caoutchouc. Ces différents biens, qui lui permettent de s'émanciper de la dépendance des amis et surtout des ressources des politiciens locaux et des cadres, témoignent par la même occasion de sa réussite économique dans l'espace social de Bettié.

Ce groupe de jeunes planteurs autochtones dirigé par B. n'avait pas apprécié la désignation par le chef de village d'un pharmacien, d'un ressortissant malinké du nord de la Côte d'Ivoire comme le président du club local. Pour eux, par cet acte, il leur faisait du tort. Il engageait sur leur terrain une personne qui n'est pas des leurs. Non seulement il est distant d'eux par son appartenance ethnique (Malinké), mais aussi par sa profession (pharmacien).

L'ouverture d'un nouvel « itinéraire d'accumulation²⁰ » par l'hévéaculture propulse depuis des années les jeunes planteurs autochtones dans une lutte pour la reconnaissance de leur prestige social dans l'espace public (Kouassi 2014a). Dans cette logique, ils acceptent difficilement que leur échappe ce prestigieux poste. Par ailleurs, la question de l'identité nationale, plus exactement l'autochtonie, est revendiquée par les jeunes planteurs. En effet, bien qu'étant ressortissant national, le pharmacien se retrouve dans un milieu social autre que celui de sa naissance. De ce fait, il est identifié comme un « étranger ». Cette conception de l'identité nationale, particulièrement en vigueur dans les compétitions politiques locales²¹, fait également écho à la politisation de l'identité nationale entretenue par la compétition pour le contrôle du pouvoir d'État post-houphouët²². Dans les interactions entre les autochtones agni et leurs « étrangers », on note une relative maîtrise de la violence xénophobe, contrairement aux zones du centre-ouest et du sud-ouest (Chauveau et al. 2012). Et dès les premiers moments du déclenchement de la guerre en 2002, les chefs coutumiers ont commencé un travail de sensibilisation des communautés locales à l'entretien de la cohésion sociale. Selon Perrot (2006), le respect des consignes des leaders coutumiers a contribué à l'étouffement de la violence politique, de sorte qu'il n'y a pas eu d'affrontements intercommunautaires dans les villages agni ou une radicalisation de la violence xénophobe. Cependant, nous avons montré dans des travaux antérieurs que l'obstruction à l'altérité n'était pas totalement absente des interactions politiques (Kouassi 2014a, 2014b).

Dans la gestion quotidienne du club, les jeunes planteurs autochtones se présentent comme des adversaires du président alors que ce dernier comptait sur leur force de mobilisation, leur soutien et leur proximité avec les autorités politiques et coutumières de Bettié. Non soutenu financièrement par les cadres et les politiciens locaux, et confronté à l'adversité de son vice-président, le président pharmacien démissionne de son poste.

Cette démission donne la possibilité au jeune planteur de diriger le club comme il le souhaite. Mais en accédant à la tête du club, il pensait jouir des

prestiges de ce titre. La présidence du club local donne la possibilité de participer aux rencontres de la conférence nationale des présidents de clubs de football. Au niveau local, ce titre de président du club local lui permet de se positionner en interlocuteur principal des autorités politiques et administratives locales en matière de sport et d'activités de jeunes. Mais après seulement quelques mois de compétition, le club a commencé à chuter dans le classement national. L'espoir d'une montée en 1re division suscité par la présidence du pharmacien s'est carrément envolé avec l'arrivée du nouveau président. Il rencontre d'énormes difficultés financières, ce qui entraîne le non-paiement des primes de match et des salaires des joueurs. Les blessés ne sont pas soignés. Démotivés, les joueurs ne se concentrent plus pour la compétition. Les résultats du club ne sont plus satisfaisants. Revendiquant leurs droits, ils rencontrent le mépris de leur président qui les tourne en dérision en avançant que ses « chaussures sont plus chères que leurs primes de match ».

Jeunes ruraux et élites urbaines à la conquête du pouvoir municipal

Les dernières élections municipales et régionales en Côte d'Ivoire nous servent de contexte de description de l'engagement politique des jeunes producteurs agricoles dans le champ politique à Bettié. Ces deux élections locales jumelées étaient programmées le 21 avril 2013 au niveau national. Mais à Bettié, l'élection municipale ne s'est pas déroulée ce jour en raison de la non-conformité entre le spécimen et le vrai bulletin de vote. En effet, lors de la présentation du bulletin de vote, les candidats ont constaté la modification de l'ordre des effigies des trois candidats par rapport au spécimen des campagnes. Cette modification, estimée préjudiciable aux candidats, a suscité l'opposition du candidat indépendant (candidat des jeunes planteurs) et de celui du RDR au déroulement des élections. C'est finalement le 21 juillet 2013 que la Commission électorale indépendante (CEI) a organisé les élections municipales à Bettié.

La municipalité de Bettié est dirigée depuis sa création en 1986 par des maires militants du PDCI-RDA (ancien parti unique). Il s'agit de cadres de l'administration en fonction à Abidjan. Le premier maire qui a eu deux mandats (1986-1996) était un directeur de société. Son successeur (1996-2013) est un cadre de l'administration financière. Ces deux équipes municipales étaient composées de cadres urbains et de notables coutumiers. Les premiers occupent les postes clés. Résidant à Abidjan, ils délèguent la gestion quotidienne de la municipalité à des conseillers désignés dans la notabilité coutumière.

La composition de l'équipe municipale sur cette base politique coutumière et élitaire relègue la jeunesse agricole rurale à la périphérie de la politique

municipale. Cet argument a été avancé par un groupe de jeunes producteurs agricoles comme étant la motivation principale de leur engagement dans la course au pouvoir municipal. Mobilisés autour de la figure du président du secteur agricole de Bettié, ces jeunes prennent l'engagement de participer à la vie politique autrement que par le suivisme des élites ou de leurs parents. Ils présentent une liste électorale aux élections municipales de 2013. Ils ne capitalisent pas d'expérience politique dans la conduite d'une compétition électorale. En revanche, principaux animateurs de campagne lors des élections antérieures, ils peuvent revendiquer une maîtrise des pistes des campements et des villages et un contact plus régulier avec les habitants de ces localités que les cadres.

En effet, parallèlement au développement de l'hévéaculture, un vaste réseau associatif professionnel de l'hévéa se tisse entre les producteurs. Pour cette filière agricole en pleine expansion, la création de structures associatives et syndicales présente des enjeux importants aussi bien pour la Société d'encadrement des producteurs (SAPH) que pour les producteurs euxmêmes. Il se crée alors à Bettié des sections locales de toutes les structures d'encadrement et syndicales de la filière. Le contrôle de celles-ci n'intéresse pas de près les anciens, déjà occupés par les questions politiques coutumières. Ainsi, les jeunes déscolarisés (bénéficiant d'une instruction de niveau secondaire), plus disposés à la mobilité, sont délégués par les producteurs pour les représenter. Depuis 1992, date de création et d'installation de la première structure professionnelle agricole, les jeunes délégués par leurs pairs producteurs sillonnent les zones de production de l'hévéa et les centres urbains. Ils participent à diverses rencontres au cours desquelles ils font l'expérience de nouveaux milieux sociaux.

Le réseau syndical et associatif des producteurs d'hévéa de Bettié est contrôlé par E. N., un jeune déscolarisé de niveau Terminale G2 de l'enseignement professionnel (économie). Délégué des producteurs du secteur Bettié-Abengourou, il est également le président local de l'Association des producteurs et manufacturiers de caoutchouc (APROMAC) et de l'Association des producteurs de caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (APROCANCI), et administrateur national pour ces deux structures. Il est également le président de la Coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) de Bettié. Jeune déscolarisé revenu au village après son échec scolaire, E. N. s'engage dans le domaine agricole. Il justifie son retour au village par sa volonté de s'insérer socialement dans le secteur hévéicole qui s'implantait à Bettié. À son retour au village, il est d'abord engagé comme agent technique à la SAPH. En 1986, il est le premier bénéficiaire à Bettié du programme Jeune Agriculteur moderne d'hévéa (JAMH). Dans le cadre

de ce programme, il crée une plantation de 15hectares d'hévéa avec une subvention gouvernementale. Chaque année, il poursuit son investissement tant par l'extension de ses plantations que par l'approfondissement de son réseau professionnel. Il parvient à se positionner comme le principal interlocuteur entre les producteurs locaux d'hévéa et les structures syndicales et associatives de la filière.

Quand il décide de s'engager dans la compétition pour le contrôle de la municipalité de Bettié, le réseau syndical professionnel a constitué la base de la composition de son équipe et de son électorat. La liste municipale qu'il conduit est composée essentiellement de jeunes producteurs d'hévéa résidant à Bettié. Par ce geste, les jeunes producteurs manifestent avant tout la volonté de se définir comme des hommes politiques à part entière. Par conséquent, ils n'ont pas besoin de s'inscrire sur la liste des cadres urbains. Ils présentent une liste de candidature indépendante. En réalité, cette apparente indépendance politique ne doit pas nous conduire à voir cette liste comme constituée par des hommes sans liens politiques partisans. Il s'agit en général de transfuges des partis politiques tels que le PDCI et le FPI.

Suivant le mot d'ordre de boycott de la direction nationale du parti, la section locale du FPI n'a pas présenté de candidat. En revanche, les militants n'ont pas voulu rester en marge du jeu politique local. En fonction de leurs liens familiaux et des accords politiques, ils se sont inscrits sur la liste des candidats en compétition. Au PDCI, les mésententes au sujet des choix des candidats aux élections locales ont entraîné plusieurs vagues de dissidence. C'est ainsi que la tendance conduite par le président des jeunes de ce parti s'est rapprochée du candidat des jeunes planteurs d'hévéa, ancien militant du PDCI. C'est donc un ensemble assez composite de militants qui décide de s'aligner sur une liste politique indépendante conduite par celui qu'on pourrait appeler le « syndicaliste agricole » de Bettié.

Comme symbole, ils choisissent un plant d'hévéa. En plus, ils choisissent le pagne comme tenue vestimentaire pour la photo d'équipe. Ces deux choix entrent bien dans une stratégie de présentation de soi. Il s'agit d'exprimer leur attachement au symbole de la prospérité des paysans et aux valeurs culturelles locales. La mise en avant de l'identité professionnelle dilue partiellement l'identité rurale de leur liste face aux cadres urbains. En effet, parmi eux, aucun membre ne justifie d'un diplôme universitaire. Disqualifiés d'office dans le rapprochement avec les autres candidats par le diplôme, ils se réfugient derrière les symboles valorisés par les électeurs, notamment l'hévéa (richesse agricole locale) et le pagne (tenue de prestige des Agni). Durant la campagne électorale, ils construisent un discours politique autour de la déconstruction du lien entre l'instruction et la compétence politique.

Plus que le poids réel de ce candidat des jeunes dans le jeu électoral, c'est la portée politique générationnelle et identitaire qui préside à cette candidature des jeunes qui nous importe. Lorsque se développait dans le milieu politique une velléité de candidature des jeunes producteurs d'hévéa, les fonctionnaires et les politiciens locaux voyaient en ces derniers un simple mouvement d'opportunistes politiques. Ainsi, diverses démarches de récupération politique sont menées par les candidats officiels, parrainés par les formations politiques (RDR et PDCI). Chacun cherchait à récupérer le plus rapidement possible cette force politique juvénile ou à l'étouffer. Spécifiquement pour le candidat du PDCI, les démarches de dissuasion sont menées au niveau familial. En effet, les deux candidats déclarés (Indépendant et PDCI) sont issus du lignage Abèsè de Bettié. Le candidat du PDCI est l'oncle du candidat indépendant. Sur la base de l'avantage de l'âge, du prestige social et politique, diverses démarches sont menées au niveau familial pour la renonciation et le ralliement du neveu. Mais ces différentes manœuvres ne parviennent pas à entamer sa détermination. À l'issue des élections, le candidat du RDR est déclaré élu avec 44,48 pour cent des suffrages exprimés, suivi du syndicaliste agricole (28,68 %) et en dernière position le candidat du PDCI (26,84 %).

Décentrer le regard sur les jeunes ruraux

Mes séjours réguliers sur le terrain de Bettié m'amènent au constat que la problématique de la figure sociale et politique des jeunes est une préoccupation communautaire de premier plan. Cependant, elle se pose comme une question taboue, car personne ne veut assumer la responsabilité de l'énoncer ouvertement. C'est généralement dans les cercles familiaux, les réseaux d'amitié, les débits de boissons, ou lors des funérailles que sont dénoncés les comportements circonstanciels de certains acteurs autour d'un enjeu précis. Les chefs de famille, les chefs coutumiers et les cadres s'enferment dans une cécité politique volontaire. Pourtant, la succession au trône cantonal, les lieux de funérailles, les associations professionnelles agricoles témoignent, depuis des années, d'une irruption croissante et violente des jeunes dans l'action politique locale. Cette configuration sociopolitique qui sous-tend le paradoxe souligné par l'ancien député-maire de Bettié que nous avons transcrit en épigraphe dans ce texte nous permet de mettre en perspective la question du décentrement du regard sur les jeunes dans le département de Bettié.

Dans les milieux ruraux agni de l'est de la Côte d'Ivoire, les jeunes sont directement rattachés à des modes de production politique²³ et socio-économique²⁴ qui les étiquettent comme des individus vissés à leur identité

ethnique ou culturelle et à leur statut d'apprentis sociaux. Ils sont perçus comme des êtres sociaux statiques à des positions politiques stéréotypées, conformément aux valeurs ethniques (Perrot 2006). Une telle perception sociale de la jeunesse rurale, toujours prégnante dans leur milieu de vie, peut nourrir le regard critique de l'anthropologue en raison de l'ouverture des mondes ruraux aux dynamiques politiques et aux ressources du développement local (Bierschenk *et al.* 2000 ; Bierschenk et Olivier de Sardan 1998). Par ailleurs, les menaces sécuritaires liées aux guerres et conflits armés, les nombreux conflits fonciers font que régulièrement les jeunes ruraux se mobilisent autour de dynamiques nouvelles et dans des contextes nouveaux (Chauveau *et al.* 2012 ; Bobo 2011 ; Kouassi 2014).

À Bettié, notre incursion dans des réseaux politiques, les débits de boissons, notre participation aux cérémonies funéraires nous permettent d'observer, au-delà de l'homogénéité apparente, l'épaisseur symbolique du monde rural, et spécialement de la figure du jeune rural. À moins de se limiter à une approche essentialiste, l'anthropologue découvre la vivacité de l'agir politique jeune et ce, contrairement à l'isolement politique conféré par leur appartenance ethnique. Autour d'enjeux précis, les relations politiques sont reconstruites sur d'autres fondements que l'ethnie. L'argent et les ressources politiques prennent, dans ces cas, le pas sur l'âge et le prestige social de l'âge, ou le lien de sang. Sous nos yeux, se (re)construisent des stratégies politiques qui tentent de substituer d'autres valeurs, et un autre ordre à la hiérarchie explicite de la société.

Dans ce contexte, le décentrement se présente comme l'un des principaux défis majeurs qu'il faut relever si on veut réfléchir à la situation des jeunes dans le département de Bettié. Le décentrement est une question épistémologique ancienne pour l'anthropologie, redevenue centrale pour la réflexion dans le contexte des débats sur la globalisation et la mondialisation (Abélès 2008; Augé 2009), sur l'humanitaire (Agier 2012), sur la déterritorialisation (Appadurai 2005). Selon Godelier, le décentrement implique tout d'abord l'émancipation de la réflexion anthropologique des déterminismes sociaux ou surnaturels. L'anthropologue ne doit plus accepter que « sa pensée et son travail soient soumis d'avance à ce que permettraient de voir ou de dire les puissances temporelles ou divines » (Godelier2010:72).

Le premier effort de décentrement consiste à penser les situations d'actions, sans forcément supposer primordiale la situation rurale ou l'appartenance ethnique. Il nous semble en effet impossible d'étudier avec profit l'agir des jeunes sans prendre en compte les flux culturels et politiques nationaux au sein desquels ils circulent, avec lesquels ils entrent en compétition ou dont ils se nourrissent (Chaléard & Dubresson 1989; Chauveau 2005, Chauveau

et al. 2012 ; Touré 1985). Si, hier, les enfants des paysans trouvaient presque exclusivement dans l'agriculture leur voie d'insertion sociale, le vaste mouvement de l'exode rural des décennies 1970 et 1980 a montré que les jeunes ont, à une période donnée, rejeté l'agriculture, perçue alors comme une activité éprouvante et peu rémunérée, pour tenter l'aventure urbaine. La crise économique de la décennie suivante, à l'inverse, a précipité le retour de ces derniers au village. Dans le département de Bettié, cet exode urbain a coïncidé avec l'introduction de l'hévéaculture et l'approfondissement des politiques nationales de décentralisation et de démocratisation qui, visiblement, contribuent actuellement à l'activisme politique des jeunes. L'intensification de leurs actions politiques est donc le résultat d'une innovation agricole et d'une transformation du mode de reproduction politique.

Ainsi, contrairement à l'ancienne configuration de la ruralité, nous nous retrouvons dans un monde rural plus large où se chevauchent des secteurs d'activités différents (agriculture, administration locale, transport, commerce), où s'interpénètrent un espace agricole différent, un contexte politique local et un environnement politique national conflictuel. Comme l'écrit Augé (2003:129), « aujourd'hui, sous quelque aspect qu'on l'appréhende, le contexte est mondial. Le moindre campement amazonien ou africain ne peut être décrit qu'en tenant compte de sa relation, plus ou moins lâche, plus ou moins efficace ou dérisoire, mais jamais sans effet à court et à long terme, au reste du monde ». Nous reprenons cette idée de Marc Augé pour souligner la nécessité de tenir compte du lien entre le rural et l'urbain, le local et le global dans la réflexion sur les comportements politiques des jeunes ruraux. Le décentrement exigé ici est culturel, mais va au-delà de la suspension du jugement que recommande la réflexion anthropologique. Il s'agit surtout de privilégier le travail de terrain plutôt que les principes culturels qui déterminent l'identité jeune en pays agni.

Le second effort de décentrement réside dans le changement de focale d'observation lors de l'investissement dans le travail de terrain. Il ne s'agit plus de fouiller dans les archives des sociétés rurales pour décrire les attributs statutaires des jeunes. Ce qui est fondamental si nous voulons traiter des jeunes d'aujourd'hui, c'est de privilégier les situations d'agir. Elles sont, dans la trajectoire des individus, des moments de choix ou d'engagement. En raison de la circulation des individus et des différents flux migratoires, il est évident qu'émergent de nouvelles situations et de nouvelles manières d'agir. La posture de décentrement, ici, repose sur l'impossibilité de réduire les jeunes ruraux à des êtres ethniques et suppose qu'une situation d'agir de jeunes n'est que la relance d'un processus de transformation et un retour sur ce qui fait problème à leur sens.

Enfin, il faut les observer dans les espaces et les lieux dont ils ne sont pas nécessairement les acteurs statutaires, ou dans des lieux qui ne sont pas les cadres ordinaires de l'action observée. Nous nous réapproprions ici une idée centrale de la réflexion de Michel Agier. Pour lui, une des dimensions du décentrement consiste en la révision des points d'observation. Il revendique la prise en considération des « frontières, au sens très générique et anthropologique des espaces de l'entre-deux, des seuils et des limites, mais aussi des moments de l'incertitude et de l'indécision » comme lieux et situations d'observation (Agier 2012:53).

Conclusion

À Bettié, nous observons une tendance à la différenciation des modalités de l'expression politique juvénile en fonction des générations ou selon les époques. Chaque génération est perçue comme porteuse d'un mode de participation propre : les jeunes étudiants dépolitisés, les jeunes qui font la politique, les jeunes planteurs d'hévéa qui« font le malin ». En même temps, l'analyse scientifique met en évidence une distinction entre les formes de participation selon les classes sociales. Dans ce texte, nous avons proposé une lecture alternative de la situation des jeunes d'aujourd'hui en privilégiant les dimensions relationnelle et conflictuelle des perceptions sociales de leurs comportements. Cela a permis de saisir les implications épistémologiques et nous a fourni les arguments pour envisager le processus de décentrement.

Les différentes situations d'agir explorées dans ce texte suggèrent que les formes de participation juvénile actuelle s'inscrivent dans une rupture avec les positions sociales héritées de l'appartenance ethnique et de la hiérarchie sociale en vigueur dans les espaces politiques d'investissement. L'engagement autonome des jeunes lors des élections municipales, leurs résistances aux injonctions des leaders coutumiers, et leur opposition aux fonctionnaires dans la gestion des espaces d'expression juvéniles nous renvoient aux imaginaires de la participation juvénile comme protestation et comme positionnement politique. Ces différentes situations d'agir se construisent par une distanciation à l'égard des identités ethniques et des identités partisanes organisées.

Cette lecture de l'agir politique des jeunes dans le département de Bettié a été possible en nous inspirant du décentrement comme principe de lecture. Les dimensions culturelles, politiques et épistémologiques du décentrement permettent alors de voir les jeunes non pas comme des individus statiques, mus par des principes ethniques, mais comme des sujets politiques.

Notes

- 1. Les enquêtes sont menées à Bettié, Diamarakro et Ackacomoékro, à divers degrés d'intensité depuis 2008 ; des enquêtes personnelles de longue durée et une phase d'enquête collective ont été menées dans le cadre du programme de recherche sur les Transformations des Guerres contemporaines. Elles ont permis, en juin 2014, la soutenance d'une thèse en anthropologie sociale et ethnologie, en cotutelle internationale entre l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) de Paris et l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire) sur le sujet Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays Agni (Est ivoirien). Les données ont été produites à partir d'entretiens et d'observations directes. Au cours de ces enquêtes, nous avons rencontré un nombre important de jeunes ruraux, de membres des notabilités coutumières des villages, de fonctionnaires et de cadres, d'élus locaux. Par ailleurs, notre participation occasionnelle à la vie de ces localités nous permet de suivre l'actualité politique et sociale et de suivre la trajectoire de nos enquêtés (principalement les jeunes résidant dans les villages).
- 2. Au plan national, ces élections se sont déroulées en avril 2013. Mais à Bettié, des problèmes d'organisation ont occasionné le report du scrutin.
- Rassemblement Des Républicains, parti politique du president Alassane Ouattara.
- 4. Parti Démocratique de Côte d'Ivoire.
- 5. Depuis 1986, année de la première élection municipale, c'est le PDCI qui dirige la commune de Bettié.
- 6. Les élections ont été remportées par le candidat du RDR, un ex-militant frustré du PDCI. Il a été candidat indépendant perdant à l'élection législative. Pour les municipales, il a été investi comme le candidat du RDR.
- 7. En 2008, le président des jeunes de Bettié avait plus de 45 ans. Il nous confiait qu'il se faisait remplacer depuis quelques années par un autre jeune (moins âgé) pour les rencontres nationales de la jeunesse communale. En 2010, le nouveau président de la jeunesse avait plus de 40 ans.
- 8. Il ressort de la trajectoire des enquêtés que les premiers retours au village remontent à l'année 1984, après l'échec à l'examen du probatoire. L'introduction de l'hévéaculture et ensuite l'érection du village en commune impulsent ce mouvement de retour les années suivantes. Les déscolarisés qui reviennent au village trouvent à la mairie et dans la société d'hévéa des opportunités d'insertion économique.
- 9. Le décret n°76-877 du 28 décembre 1976 érige Bettié en une sous-préfecture du département d'Abengourou.
- 10. Colin et Losch (1990) montrent que dans cette situation, le planteur se présente comme un simple fournisseur de ressource foncière. La société se substitue aux planteurs dans l'orientation de leur plantation.
- 11. Il s'agit de la « version jeune » du programme de vulgarisation de l'hévéa. La première phase ayant privilégié les anciens planteurs, cette seconde est orientée vers les jeunes déscolarisés.

- 12. K.K. Bettié, mai 2008.
- 13. Nioupin Benié était ambassadeur de la mission de la Côte d'Ivoire à Genève de 1968 à 1975. On lui attribue le titre de principal promoteur de l'hévéaculture à Bettié. Derrière sa première résidence au village, qu'il a cédée à la sous-préfecture, se trouvent encore les premiers plants d'hévéa plantés sur le sol de Bettié.
- 14. Selon K. B., cette boutique était un don de la SAPH au village de Bettié.
- 15. Soixante dollars, en considérant qu'un dollar équivaut à 500 FCFA.
- 16. Lorsque nous le rencontrions en janvier 2009, il venait d'avoir un accident de la circulation au Ghana. Il fait un lien très étroit entre son accident et la construction de sa maison.
- 17. Lors de notre entretien dans son bureau, nous avons été interrompus par une délégation de jeunes d'Abradinou venue le solliciter pour le parrainage d'un tournoi de football. Abradinou est un village de la sous-préfecture de Bettié regorgeant de nombreux cadres et politiciens. Cela paraissant contradictoire pour le pharmacien qui ne comprenait pas pourquoi les jeunes peuvent ignorer ces grands cadres du village. Après le départ de la délégation, il interprétait cette sollicitation comme un piège politique. Pour lui, son intrusion dans les milieux jeunes peut être lue par les cadres et les politiciens locaux comme une stratégie de positionnement dans l'espace politique.
- 18. Le soutien, selon le pharmacien, concerne aussi bien la gestion du club que la conduite de ses activités professionnelles à Bettié. En 2009, il menait ses activités dans un petit magasin à la gare. Depuis peu, il est installé dans un immeuble de deux niveaux qu'il a construit, non loin de l'ancien magasin. Expression de ce soutien promis ou initiative personnelle du pharmacien? Ce que nous savons de la construction de cet immeuble, c'est qu'il a été financé par le pharmacien sur le lot d'un notable. Nous ne connaissons pas exactement les clauses de cette relation.
- 19. Nous reprenons ici une expression de K. N., un instituteur à la retraite qui l'utilisait pour qualifier les plantations du jeune B. Il sous-entend que le jeune B. n'a pas participé à la création de la plantation. Il n'est venu que pour récolter les fruits de l'investissement de son père.
- 20. Par itinéraire d'accumulation, nous voulons traduire un ensemble de ressources associées au processus de production du caoutchouc depuis la pépinière jusqu'à l'usine agro-industrielle à Bettié.
- 21. Généralement, les postes électifs dans les communautés.
- 22. Sur la polémique de l'identité nationale il existe une vaste littérature ; voir par exemple Chauveau (2000).
- 23. Voir Perrot (1982) pour une lecture plus détaillée de l'organisation politique des Agni de l'Indénié.
- 24. À partir des cultures maraîchères, Laurence Tujague-Gibourg et Paul Moustier situent les jeunes dans le système économique des Agni en milieu rural (Tujague-Gibourgb 2004; Tujague-Gibourg & Moustier 2009).

Références

- Abeles, Marc, 2008, Anthropologie de la globalisation, Paris, Payot.
- Agier, Michel, 2002, Aux bords du monde, les réfugiés, Paris, Flammarion.
- Agier, Michel, 2008, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations », *Multitudes* (31), p. 51-60.
- Agier, Michel, 2012, « Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie », *L'Homme* 203-204(3-4), p. 51-75.
- Antoine, Annie & Julian Mischi (Éds.), 2008, *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Antoine, Philippe, Mireille Razafindrakoto & François Roubaud, 2001, « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo », Autre part (18), p. 17-36.
- Appadurai, Arjun, 2005, Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation, Paris, Payot/Rivages.
- Augé, Marc, 2003, Pour quoi vivons-nous?, Paris, Fayard.
- Augé, Marc, 2009, Pour une anthropologie de la mobilité, Paris, Payot et Rivages.
- Babo, Alfred, 2010, *Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays Baoulé (Côte d'Ivoire*), Dakar-Paris, AfriMAP-Karthala-Crepos.
- Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau & Jean-Pierre Olivier de Sardan (Éds.), 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Mainz, Karthala, APAD.
- Bierschenk, Thomas & Jean-Pierre Olivier de Sardan (Éds.), 1998, *Les pouvoirs au village*, Paris, Karthala.
- Bobo, Samuel, 2011, Ethnographie des conflits fonciers intra-familiaux à Bodiba (Centre-ouest ivoirien), thèse de doctorat, département d'anthropologie et sociologie, Université de Bouaké.
- Bouet, Claude, 1977, Bettié et Akiekrou : étude comparée de deux terroirs en zone forestière ivoirienne, Paris, ORSTOM.
- Chaléard, Jean-Louis & Alain Dubresson, 1989, « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », dans Benoît Antheaume, Chantal Blanc-Pamard *et al.* (Éds.) *Tropiques lieux et liens*, Paris, Orstom, p. 277-290.
- Chauveau, Jean-Pierre, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique africaine* (78), p. 94-125.
- Chauveau, Jean-Pierre, 2005, « Introduction thématique : les jeunes ruraux à la croisée des chemins », *Afrique contemporaine* 214(2), p. 15-35.
- Chauveau, Jean-Pierre & Samuel Bobo, 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise, un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien », *Politique africaine* (89), p. 12-32.
- Chauveau, Jean-Pierre & Samuel Bobo, 2005, « Crise foncière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire forestière », *Outre-Terre* 2(11), p. 247-64.

- Chauveau, Jean-Pierre, Samuel Bobo, Noël Kouassi & MoussaKoné,2012, « Milices rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit (zone sud). Reconceptualiser le « dispositif Milicien » », dans Remy Bazenguissa-Ganga & Sami Makki(Éds.), Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 23-56.
- Chauveau, Jean-Pierre, Jean-Philippe Colin, Samuel Bobo, Georges Kouamé, Noël Kouassi & Moussa Koné, 2012, « Côte d'Ivoire : la question foncière à l'épreuve de la paix », *Territoires d'Afrique* (4), p. 53-59.
- Chauveau, Jean-Pierre & Paul Richards, 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire–Sierra Leone », *Politique africaine* (111), p. 131-67.
- Chauveau, Jean-Pierre & Jean-PierreDozon,1985, « Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire », Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines, 21, 1, p. 63-80.
- Colin, Jean-Philippe & Bruno Losch, 1990, « Touche pas à mon planteur. Réflexions sur les « encadrements » paysans à travers quelques exemples ivoiriens », *Politique africaine* (40), p. 83-99.
- Godelier, Maurice, 2010, Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie, Paris, Flammarion.
- Köbben, André J., 1954, « L'héritage chez les Agni. L'influence de l'économie de profit », *Africa* 24, p. 359-363.
- Kouassi, Noël, 2014a, « La Réparation des « bruits » du tutorat comme enjeu de la mobilisation des jeunes dans le conflit ivoirien à Diamarakro (est de la Côte d'Ivoire) », dans Fabio Viti (Éd.) *Côte d'Ivoire : d'un conflit à un autre*, Paris, L'Harmattan, p. 131-154.
- —, 2014b, Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays agni, doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales/Université Alassane Ouattara de Bouaké.
- Meillassoux, Claude, 1999(1964), Anthropologie économique des Gouro de Côte d'ivoire, Paris, EHESS.
- Muller, Pierre, 2009, « Le basculement du regard ». La question de « l'entrepreneur rural », *Études rurales* 1(183), p. 101-12.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, 1995, Anthropologie et développement. Essai en socioanthropologie du changement social, Paris, APAD-Karthala.
- Perrot, Claude-Hélène, 2006, « Chefs traditionnels : le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine* 1 (217), p. 173-84.
- Pilllet-Schwartz, Anne-Marie, 1980, « Une tentative de vulgarisation avortée : l'hévéaculture villageoise en Côte d'Ivoire », *Cahier d'études africaines* 20(77/78), p. 63-82.
- Poutignat, Philippe & Jocelyne Streiff-Fenart, 2005, Théories de l'ethnicité, Paris,
- Renahy, Nicolas, 2010, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

- Stavenhagen, Rodolfo, 1969, Les classes sociales dans les sociétés agraires, Paris, Anthropos.
- Surroca, Claude, 1964, Bettié sur Comoé : étude d'un terroir Agni en zone forestière éburnéenne, Paris, ORSTOM.
- Touré, Abdou, 1985, « La jeunesse ivoirienne face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire », *Cahier ORSTOM, série Sciences humaines* XXI (2-3), p. 275-93.
- Touré, Abdou, 2004, « Le maraîchage en économie de plantation : une alternative à l'économie de plantation ? Le cas de la tomate dans la région d'Abengourou en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine* 2 (210), p. 171-90.
- Tujague-Gibourg, Laurence & Paule Moustier, 2009, « Dominants et dominés en économie de plantation dans le centre-est de la Côte d'Ivoire : le cas des producteurs de tomates (1990-2000) », *Revue du Tiers-monde* 2 (198), p. 407-20.
- Zajaczkowski, Andrzej 1963, « La structure du pouvoir chez les Ashanti de la période de transition », *Cahier d'Études Africaines* n° 3 (12), p. 458-473.



Love, Sex and Gender: Missing in African Child and Youth Studies

Deevia Bhana*

Abstract

In African childhood studies, ideas about love, sex and gender are often ignored. Despite love's overarching presence children and young people are often written about as loveless. The study of African childhood sexualities, its gendered effects and the local configurations of power and affects, remains an embryonic field of study. Under the surveillance of sexual violence, disease and girls' particular vulnerability across Africa, much of the scholarship has remained concerned with children as victims and cast within the frame of a suffering sexuality. This article seeks to break from the tendency that ignores love, sex and gender in African children's intimate relations. By drawing on empirical research conducted with children and young people in South Africa, the article demonstrates how boys and girls negotiate and invest in intimacy under varying social conditions. In doing so it hopes to address this missing dimension in African research to reconfigure love, gender and sexuality as a critical part of young people's lives in Africa. In addressing young Africans as active agents in constructing sexualities and their investments in affective dimensions of relationships, the article seeks to arrive at a way of making childhood sexualities as critical to building a fuller account of African childhoods. In doing so this article radically calls into questions studies that curtails sexualities from the studies of children and young people. The article also argues that the benefits of addressing young Africans as sexual with capacities to engender love is important if we are to move beyond the scourge of violence and inequalities and to advance gender-equitable relations in childhood.

^{*} School of Education, University of Kwazulu-Natal, KwaZulu-Natal, South Africa. Email: bhanad1@ukzn.ac.za

Résumé

Dans les études africaines sur l'enfance, les idées sur l'amour, le sexe et le genre sont souvent ignorées. Malgré la présence primordiale de l'amour, les enfants et les jeunes sont souvent décrits comme sans amour. L'étude sur la sexualité de l'enfance africaine, ses effets sexospécifiques et ses configurations locales de pouvoir et d'affects demeure un champ d'étude embryonnaire et manquant. Sous l'optique de la violence sexuelle, des maladies et de la vulnérabilité particulière des filles en Afrique, une grande partie de la recherche est restée préoccupée par la question des enfants en tant que victimes et s'oriente vers une sexualité subite. Le présent article cherche à rompre avec la tendance qui ignore l'amour, le sexe et le genre dans les relations intimes des enfants africains. En s'appuyant sur une recherche empirique menée avec des enfants et des jeunes en Afrique du Sud, le présent article démontre comment les garçons et les filles négocient et entretiennent des rapports intimes dans des conditions sociales variées. Ce faisant, il espère aborder cette dimension manquante dans la recherche africaine pour reconfigurer l'amour, le genre et la sexualité en tant que partie essentielle de la vie des jeunes en Afrique. En abordant la question des jeunes Africains en tant qu'acteurs actifs dans la construction de la sexualité et les dimensions affectives des relations qu'ils entretiennent, l'article vise à démontrer que la sexualité de l'enfance est un facteur essentiel pour une description plus exhaustive de l'enfance africaine. Ce faisant, le présent article remet radicalement en question les études sur l'enfance et la jeunesse qui ignorent la sexualité. L'article souligne également qu'il est important d'analyser les jeunes Africains en tant que sujets sexuels capables d'entretenir des relations amoureuses, si nous voulons aller au-delà du fléau de la violence et des inégalités et favoriser des relations équitables entre les sexes chez les enfants.

Introduction

How do we write and theorize about African childhood sexualities? Under conditions of ongoing economic misery and precarious social existences, African childhoods have often been represented as in crisis, calamitous and catastrophic. Concerns about orphans due to disease and war, the youth bulge, overpopulation and brutal conditions of existence have reproduced the conceptualization of African childhoods as in crisis and collapse. Under these conditions, a focus on African childhood sexualities that takes full account of desires, concerns, pleasures and anxieties remains missing. The ways in which children and young Africans pursue love, the conditions under which they pursue love and the gendered effects remain an embryonic field of study. As Mark Hunter (2010: 14) writes, 'Africa is still often thought of and written about as loveless'. To date, few studies place African children at the centre of

investigation, in their own right, for what they can tell us about gender and the constructions of sexualities (Bhana 2007; Delius and Glaser 2002).

This article radically calls into question the sexual silences in researching and working with children in Africa. We need to change the way in which children and young people in Africa are viewed whilst developing new methodological and theoretical tools to understand childhood sexuality. In setting childhood sexualities as a key agenda in African child and youth studies, the article argues that it is time to acknowledge young Africans as invested in and motivated by sexual pleasures and desires whilst paying attention to the gendered, social and cultural conditions through which sexualities are forged. Like the small but growing body of scholarship around children and sexualities, it argues that children are strongly invested in sexuality, have pleasures and desires and that childhood is entangled with gender and affective relations of power (Bhana and Pattman 2011). Taking a cue from recent work on love and sexualities in Africa (Cole and Thomas 2009; Hunter 2010; Tamale 2011), the article presents a challenge to and questions the omission in research and debate on childhood sexualities in Africa. Understanding how African childhood sexualities are constructed - with a few exceptions (Delius and Glaser 2002; Bhana 2007; 2013) remains missing and elusive.

By stating that African childhood sexualities are 'missing', the article does not seek to reproduce dehumanized accounts of African children as loveless and without desires and pleasures. Understandings of love, sex and gender in African child and youth studies have not been fully acknowledged. In much of Africa the suppression of childhood sexuality has been authorized not only by religious views, historical and colonial effects that position children as asexual, but also by laws that make it difficult to raise sexuality as an issue of serious concern and pleasure for young Africans. How do we begin to reframe childhood sexuality in Africa that considers more deeply children's sexuality whilst also recognizing the social and cultural conditions under which sexuality is produced? In order to attend to widespread forms of vulnerabilities including sexual violence and gender inequalities faced by children, we must take heed of children's investment in sexuality beyond one-sided conceptualizations of sexual affliction and suffering. We need new entry points to substitute suffering with survival and resilience within the sexual and gendered landscapes of the continent.

The argument made in this article is that it is time to put childhood sexualities on the map of African child and youth studies. We need to stop the pretense of childhood sexual innocence, to shake up conceptualizations of African childhoods, to 'trouble' children, gender and sexuality so that

the problems and issues that face childhoods in Africa are better dealt with in order to improve our interventions that take heed of the active ways in which sexualities are produced. A comprehensive understanding of African childhood sexualities requires a broader analytical view and deeper appreciation of the actual lives of young people. Sexualities are produced, but their production is often premised upon conditions not of their own choosing suggesting ways in which agency is and can be constrained by wider structural inequalities (Morrell and Jewkes 2012).

The ways in which childhood sexualities are produced and struggled over take place in vastly varying social contexts on the continent, they are rooted in gender relations of power and inequalities and they tell us not only about the inequalities but about the early formations of love and desires which have thus far been rendered invisible in African research with children and young people. Childhood sexualities in Africa are not given the seriousness that they deserve because of dominant conceptualizations of children's inability to think, know and feel sexuality as gendered beings. Against this narrow approach, this article draws from research conducted with South African children and argues that African children are active agents in the construction of gender and sexuality whether at age six or nine or sixteen and seventeen. The article thus starts from the premise that childhood sexualities are always present (Delius and Glaser 2002) but not acknowledged. The first section of the article focuses on missing childhood sexualities in Africa before it turns to conceptualize the field more broadly. Specific examples are cited from South African school-based research to illustrate the productive ways in which children invest in sexualities and their relations to gender, power and inequalities. The paper ends with implications for theory and method in the field of African childhood sexualities.

Missing Childhood Sexualities in Africa

In much of Africa, the ways in which childhood sexualities are forged remains missing in research and debate. Children's construction of sexuality (whether they are six or sixteen) remains on the fringes. Whilst a significant body of research has illustrated the benefits of understanding childhood sexualities more comprehensively, African research has been slow to address young people's sexual agency, concerns, desires and pleasures.

The term 'sexuality', as developed by the World Health Organization (WHO), has relevance for the understanding children's sexuality:

Sexuality is a central aspect of being human throughout life and encompasses sex, gender identities and roles, sexual orientation, eroticism, pleasure, intimacy and reproduction. Sexuality is experienced and expressed in

thoughts, fantasies, desires, beliefs, attitudes, values, behaviours, practices, roles and relationships. While sexuality can include all of these dimensions, not all of them are always experienced or expressed. Sexuality is influenced by the interaction of biological, psychological, social, economic, political, cultural, ethical, legal, historical, religious and spiritual factors. <

Since sexuality is part of the life course, children are not asexual. Sexuality is not simply about sex and is part of a constellation of meanings and practices that are part of African childhoods (Bhana 2007). Instead of seeing sexuality as fixed and biological, sexuality is a product, consequence of discursive practices and laden with power. Beliefs and norms about what is appropriate for children vary according to social context. A normative construction of children and childhood is premised upon innocence. Whilst historical analysis of children and sexualities in South Africa (for example Delius and Glaser (2002)) contests the innocence and silencing of children's sexualities, the effects of religion, colonialism and economic conditions have produced a version of an African child that is often thought of as loveless and without sexual desires. The muting of African childhood sexualities is especially evident with regards to same-sex sexualities.

There are few examples of intimacy, love and sex in writing about African childhood sexualities. Indeed, childhood sexualities in Africa appear to be contained within a definition of sexual terror and misery. In South Africa, Delius and Glaser (2002) have recognized the muting of sexuality in historical studies providing rare examples of young African sexualities, except through anthropological research dealing with families and communities. Deluis and Glaser suggest further that unlike the current context in many African communities in South Africa where children's sexuality is silenced, in the nineteenth century youth sexuality was openly acknowledged and celebrated:

African communities recognised the power and centrality of sexuality in human experience and were acutely aware of the strong passions which swayed pubescent hearts and minds. There were, however, in all communities strong prohibitions and sanctions against pre-marital pregnancy (2002: 31).

Indeed, in contrast to the missing element of sexuality in the current African context, in some African societies in South Africa, adolescence was viewed as a time when sex was to be practised although strong sanctions were placed on pre-marital pregnancy. Pre-marital pregnancy was frowned upon especially as it transgressed cultural values such as *ilobola* where virginity was prized and celebrated through the payment of bridewealth. The current practice of *ilobola* still holds high value and women are complicit in fuelling their position within gender and sexual relations by accommodating cultural

practices and values that celebrate virginity. Delius and Glaser (2002) argue that the relative openness of childhood sexualities in pre-colonial times was dismantled by Christian missionaries, changing traditional practices and widespread poverty brought about by changing economic structures where men especially sought labour away from their homesteads.

Historical evidence thus points to relative openness in relation to African childhood sexualities, although such work is rare. A dominating theme draws mainly from the negative constructions of power. Like Western constructions of childhood as a time of innocence South African research documents the ways in which children are viewed as innocent and ignorant, and in need of protection from sexual knowledge (Bhana 2003). Such constructions work to frame children as passive, without agency and determined by structure. The effect of children's innocence is that children too participate in discourses of innocence in order to present an 'authentic' child, uncontaminated by sex (Bhana 2008). Indeed the focus on children and sexualities has been underlined by the spectre of danger requiring adults to protect children.

Despite the multi-dimensional nature of sexuality, childhood sexuality has been addressed especially when it concerns sexual violence, rape, health, disease and HIV. Whilst these concerns are very significant, the sophisticated ways in which young Africans negotiate sexuality and the cultural and social values through which sexuality is mediated are missing in African research. When the angle of interest in African children, where it exists, is only on negative constructions of sexuality, childhood sexuality becomes problematic and solutions to end sexual disease, violence and gender inequalities take on an abstract and technical direction. A significant problem is that children are not regarded as sexual and as agents with passions, desires and interests in sexuality.

Indeed, interest in children, gender and sexualities has been highlighted nonetheless, particularly in work on the number of girls in schools and African girls' lack of access to schooling. Girls have also been the focus of attention as public health concerns have been raised about teenage pregnancy, the gendering of HIV and young women's vulnerability to disease, female circumcision and early marriage, for instance, reproducing the view of a suffering sexuality. Research attention has also focused sharply on sexual coercion and violence, condom use, transactional sex work within gender relations of domination and subordination without paying much attention to the entanglement of love, sex and gender in African childhood studies (Bhana and Pattman 2011). Beyond these concerns, the ways in which young Africans negotiate sexuality and the rootedness of gender in the shaping of African childhood sexualities are not particularly visible

(Pattman and Chege 2003; Bhana 2007). Childhood sexualities in Africa have been framed within a negative discourse and contained within wider research acknowledging sexual terror and fear.

African sexualities are usually framed as a problem. Within this framing the image of the 'Big Man' looms large in the conceptualization of women and girls as victims of sexual violence and male power (Barker and Ricardo 2006). In the context of war and violence, young African men in particular are viewed as weapons of mass destruction, wreaking havoc on the continent and intensifying the problem of gender inequalities and coercive sexual relations. Sexuality is framed as a 'problem' fuelling stereotypical racist notions of a hyper-sexualized young African masculinity. Young men are constituted as violent and rampantly creating vulnerabilities for women and girls. The social constitution of sexuality as dangerous is embedded within gender relations and power where young African men are regarded as vicious and violent with voracious sexual appetites putting young women and girls at risk, and creating painful African female sexualities. Fuelled by historical, racialized and popular representations of African men, young women and girls are considered to be at risk to hordes of young unemployed, inherently violent men lurking the continent as sexual predators reproducing gender inequalities (Barker and Ricardo 2006). In such a representation, young women and girls are deemed to be docile victims, unprotesting and casualties of culturally embedded practices of patriarchy where African men hold monolithic power. This is a hackneyed colonial legacy that constructs African sexuality as debauched, menacing and degrading (Hunter 2010).

A dominant conceptualization that lingers in research and media coverage regarding African children is that related to sexual risk, sexual danger, sexual suffering and affliction, death, HIV, poverty, hunger, starvation and malnutrition (Bhana 2013). The devastating effects of sexual violence, danger and disease, especially for young women, must not be underestimated (Morrell and Jewkes 2010). Indeed, the angle of research in much of the scholarship in Africa focuses on sexual and gender vulnerability and in the generation of fear rather than on a dual focus including childhood sexual pleasures and desires (Delius and Glaser 2002). Whilst there is now a slowly emerging body of work on African children's agency (Bhana 2007), a full picture of how African children and young people conceptualize sexual desires, experiences and relationships is often consigned to the margins. Whilst anthropological research has shown the central role that African children play within families and communities, especially in conditions of social and economic distress (Grier 2004; Bass 2004), the ways in which sexuality features in the making of African childhoods is often missing (Bhana 2007).

Ignoring the ways in which African childhood sexualities are constructed within gender relations and against broader structural constraints means that we continue to run the risk of developing programmes that do not take account of the ways in which intimacy, desires and love shape and are shaped by African boys and girls and young men and women. In the absence of research on childhood sexualities in Africa, the stereotypical framing of young violent African masculinity is stoked, as well as the construction of a docile femininity. Indeed, the absence of research into the lives and identities of childhood sexualities in Africa fuels the idea of loveless relationships, constructing Africans without desires and pleasures and contributing to the dehumanization of African childhoods.

This predicament remains despite a growing account of young Africans sexualities beyond danger, terror, fear and disease (Smith 2010; Swidler and Watkins 2007; Bell and Aggleton 2014; Groes-Green 2013; Bhana and Pattman 2011). The missing discourse of love, sex and gender is especially silent in relation to childhood constructions of homosexualities and younger children under ten (Bhana 2013). The result of the one-sided conceptualization of childhood sexualities is that the cultural, social and political manifestations of sexuality are dismissed rendering children as victims of sexuality, with girls in particular being victimized, and boys depicted as sexual predators, both undermining young Africans active agency in the social construction of sexuality.

Recently there have been attempts to address the missing discourse of love, sex and gender on the continent (Tamale 2011; Bhana 2013a); however the focus on children and young teenagers is still missing. Such research illustrates how young men and women and children under ten within local contexts use the cultural resources they have available to construct a version of sexuality which is pleasure-based, showing potential for care and love, whilst being at the same time locked into a familiar conceptualization of gender and power, accommodating subordinate positions especially of women and girls, and reproducing the gender hierarchies that fuel health problems. Much more research is required from the perspectives of young African children taking heed of a sharper focus on sexualities which is multidimensional, where young Africans' agency is foregrounded against the backdrop of structural inequalities, if we are to address African children as human beings in their own right with potential to act and change the circumstances in which they find themselves.

Another Look at African Childhoods: Love, Sex and Gender

Busi: We don't know what love is anymore, we think love is just having sex, having fun, going out there clubbing.

Nona: Love is when someone understands who you are, where you come from, understands your dreams, your future. Love is just ... it doesn't hurt people.¹

In the last decade, my research in South Africa, together with an emerging body of African scholarship (Hunter 2010; Cole and Thomas 2009; Harrison 2010; Swidler and Watkins 2007; Smith 2010), has begun to illustrate the ways in which young Africans give meaning to sexuality. The introductory transcripts in this section offer a snapshot that contradicts the static and gruelling representation of childhood sexualities on the continent, suggesting young women's investment in discourses of love, pleasures, desires and hopes for the future. These narratives, as other researchers are demonstrating too (Groes-Green 2013), suggest that boys and girls and young men and women express desires, have agency and are not helpless in the grim depiction of the gender and sexual matrix where male power is monolithically subordinating young women. Muhanguzi (2011) in Uganda has argued that whilst sexuality is a vital part of young Africans' experiences of schooling, sexual vulnerability is heightened for young women. In developing, practising and producing their sexualities, relations of domination and subordination are produced rendering young women vulnerable to sexual violence.

In taking another look at African childhoods and sexualities, research is illustrating the powerful ways in which young people's sexuality is based in and driven by material, local cultural and social processes. Whilst the major issues regarding children's vulnerability to violence and disease are clear, in taking another look at children, the complex ways in which young men and women weave their way through relations of domination and subordination are becoming clear. For instance, newer research in Uganda (Bell and Aggleton 2014), Mozambique (Groes-Green 2013), Malawi (Swidler and Watkins 2007), Nigeria (Smith 2010) and South Africa (Harrison 2008; Morrell and Jewkes 2012; Bhana 2009; 2010; 2011) suggests that whilst young Africans face insecure livelihoods, they are not passive. Young people's sexual relations are enmeshed within material impoverishment and both young men and women struggle to produce masculinities and femininities under these circumstances. Given the gendered nature poverty, women and girls idealize and imagine futures with rich men (Bhana and Pattman 2011). Poverty and men's inability to realize economic goals, migrant labour and cultural norms lead to men establishing multiple partners to gain respect and power. Under these precarious circumstances young Africans find it hard to talk about sex and sexuality and find difficulty in accessing sexual health services. Access to sexual knowledge is made difficult by poor schooling and lack of focus on the sexuality needs of young people.

As Bell and Aggleton (2014: 13) note in their study of Uganda:

The systematic structuring of vulnerability experienced by young people in relation to their sexual health, arising from experiences of economic insecurity and inadequate provision for sexual health needs, is therefore multi-layered, exacerbated by other local social and moral influences on young people's sexual decision-making and sexual health...

Beyond looking at children in relation to sexual danger, Bhana (2013; 2007) and Bhana and Pattman (2011) have showed how African children negotiate their lives and identities in ways that reject the construction of a docile femininity versus a violent masculinity. In this study of sixteen and seventeen year-old African men and women, young people make claims to love but love operates as a strategic means to address economic disadvantage making men with money a viable option where clothes and middle class-related consumerist values are idealized and obtainable through provider masculinity (Hunter 2010). Young men on the other hand idealize girls who come from rural areas and were constructed as virgins. In Bhana and Anderson's (2013) study, young girls had some level of sexual experience and talked about boyfriends who were supportive and loving but they also reproduced their subordination by accepting cheating boyfriends based on the ideal of love. Whilst many programmes linked to advancing girls' sexual health in Africa are premised upon providing financial resources to stop girls from engaging in relationships based on money, little attention is given to the emotional conditions which spur young women into relations of subordination creating sexual risk:

In relation to the context of sexual risk and against the backdrop of AIDS in South Africa, girls are not always able to insist on condom use. The conditions of sex are framed by emotional and economic vulnerability. The fear of losing a boyfriend if you take too long to decide on having sex also propels decisions that put girls in relationships of vulnerability. The thought of cheating also creates emotional turbulence and patterns of vulnerability for young girls. Constructions of femininity make it difficult for young girls to ensure their sexual well-being. Working with both girls and boys is an important strategy of intervention, and involves shifting dominant patterns of masculinity and femininity to broaden pathways towards love, trust, loyalty and understanding (Bhana and Anderson 2013; 30–1).

In other work, I have shown how South African children aged between six and nine give meaning to sexuality (Bhana 2007; 2013). I argue that early sexual cultures amongst young Africans remain largely unquestioned and yet detailed ethnographic work shows how boys and girls play at gender and sexuality and construct and police their masculinities and femininities. Children do so through their narratives of boyfriends and girlfriends and through games which include love letters and kissing. Young children's insertion within heterosexual cultures provides evidence of their pleasures and their agency, whilst contesting the idea of sexual innocence, but Bhana (2013) argues that their sexualities are already suggestive of gender inequalities and relations of domination and subordination. Indeed, in some examples Bhana (2008) shows how violence is engendered in these relations already at the age of six.

This newer research in Africa places love at the centre of relationships whilst recognizing the effects of structural violence. As I note elsewhere (Bhana 2013b), love is not often acknowledged in African research. A refreshing focus on African childhoods is necessary; one that reconfigures the ways in which sexuality features both as pleasurable and contested domains where gender is negotiated. A dominant image is of African children's suffering, affliction and rape; of children in relation to war, HIV, poverty, hunger and starvation; of child labour, children in crisis, malnutrition, exploited children and children without water. These remain important issues but need to be framed by theoretical directions that take seriously young people's investment in sexuality in their own right.

Implications for Theorizing Childhood Sexualities in Africa

This article has argued that childhood sexualities have been evaded, are missing, are elusive and remain on the fringes of studies in African children and youth. Careful attention is required in different contexts to a more nuanced understanding of how children weave, mediate and place themselves within sexual cultures. Rejecting the view that children are innocent or simply victims of sexuality is an important move away from reproducing outdated versions of children as pitiful and incapable of acting. Innocence and victimization mask children's active interests in sexuality even at age six. There is an urgent need to generate studies about African childhood sexualities that can further our understanding of how agency is developed, thwarted and constrained so that we have a better picture of our responsibilities towards children and the implications for policy and interventions.

The evidence of children's engagement in sexual and love cultures has forced a rethinking of children as innocent. What is required is the development of theory that takes children as active agents without an exclusive focus on their neediness and protection. At this level there is a need to provide evidence in a variety of contexts about the ways in which poverty, structural inequalities and sexualities coalesce to produce not simply vulnerability but to examine young Africans' agency in these contexts which shape, as they are shaped by, sexualities. The point here is not to discount the major structural inequalities facing young Africans but to understand how young people strategize and navigate sexuality and gender under such conditions of extreme vulnerability, and to point to changing sexual and gender relations. For instance, Bhana (2014) shows that young men are developing caring patterns. This goes against the stereotype that labels young men as violent and bad. Even under the most extreme circumstances, sexual lives live on and there is need to understand these circumstances of sexual living. Children are not passive in the face of these settings, but as fresh evidence suggests they do work on their circumstances both in reproducing gender and sexual hierarchies whilst dismantling some of these.

Theoretical developments must pay attention not only to pain and suffering but also to a pleasure-oriented, view of sexuality which can illuminate love and affection as key to the making of childhood sexualities. New entry points into the field of African childhood studies can help illuminate the intricate workings of power beyond victimization and expected gender roles.

Conclusion

This article began with concerns about the missing dimension of sexualities in African child and youth studies. How do we begin to theorize about childhood sexualities in Africa when much of the research remains silent regarding children's active investment in sexuality under conditions of social and economic turbulence? Recognizing the social and economic ills which shape (as people shape) sexualities has given rise to a negative framing, not just of sexuality but of childhood sexualities. In such a framing children are victims of sexuality, dying, and boys in particular are cast as violent and girls as victims of a hypersexual African masculinity. The silence around childhood sexualities is especially apparent in research with younger children under ten as well as in the construction of young same-sex sexualities in Africa. This article radically calls into question this silence and argues that it is time to stop the silence on childhood sexualities in Africa. Whilst oral history and rare examples of children's sexuality in pre-colonial times suggest a relative openness with regards to children and sexuality (Delius and Glaser 2002), the silence is harmful to African children and to development.

New research emerging in different parts of the continent suggesting different conceptual approaches is promising; it is important to advance nascent scholarship on childhood sexualities in Africa. In doing so the category of childhood must be opened up to demonstrate how gender and sexuality are key elements integrating the experience of sexuality with local contexts including poverty, culture, gender and structural violence. The promise in the path ahead is that African childhoods can be engaged with in a more comprehensive manner that takes heed of and pays attention to what matters to children so that we can improve sexual health and advance gender equality and well-being.

Note

1. Focus group discussion with African township youth, aged 16–17, Kwa Mashu Township, Durban, South Africa.

References

- Barker, R. and Ricardo, C., 2006, 'Teenage Men and the Construction of Masculinity in Sub-Saharan Africa: Implications for HIV/AIDS, Conflict and Violence', in Bannon, M. and Correia, M., eds, *The Other Half of Gender*, Washington DC: World Bank.
- Bass, L.E., 2004. *Child Labor in Sub-Saharan Africa*, Boulder CO: Lynne Rienner. Bell, S.A. and Aggleton, P., 2014, 'Economic Vulnerability and Young People's Sexual Relationships in Rural Uganda', *Journal of Youth Studies* DOI: 10.1080/13676261.2013.878797.
- Bhana, D., 2005, 'Violence and the Gendered Negotiation of Masculinity among Young Black Boys in South Africa', in Ouzgane, L. and Morrell R., eds, *African Masculinities*, London: Palgrave Macmillan.
- Bhana, D., 2007, 'Childhood Sexualities and Rights in HIV Contexts', *Culture, Health and Sexuality* 93: 309–24.
- Bhana, D., 2008, "Girls Hit!" Constructing and Negotiating Violent African Femininities in a Working Class Primary School, *Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education* 29 (3): 401–15.
- Bhana, D., 2009, 'Violence A Gendered Perspective in Education', Agenda 82: 2–6.
- Bhana D., 2012, 'Girls Are Not Free In and Out of the South African School', International Journal of Educational Development 32: 352–8.
- Bhana, D., 2013, 'Kiss and Tell: Boys, Girls and Sexualities in the Early Years', *Agenda: Empowering Women for Gender Equity* 27 (3): 57–66.
- Bhana, D. and Anderson, B., 2013, 'Desire and Constraint in the Construction of South African Teenage Women's Sexualities', *Sexualities* 165 (6): 548–64.
- Bhana, D. and Pattman, R., 2011, 'Girls Want Money. Boys Want Virgins. The Materiality of Love amongst South African Township Youth in the Context of HIV and AIDS', *Culture, Health and Sexuality* 138: 961–72.

- Cole, J. and Thomas, L.M., 2009, Love in Africa, Chicago: University of Chicago Press. Delius, P. and Glaser, C., 2002. 'Sexual Socialization in South Africa: A Historical Perspective', African Studies 61 (1):27–54.
- Grier, B., 2004, 'Child Labor and Africanist Scholarship: A Critical Overview', *African Studies Review* 472:1–25.
- Groes-Green, C., 2013, "To Put Men in a Bottle": Eroticism, Kinship, Female Power, and Transactional Sex in Maputo, Mozambique', *American Ethnologist* 401: 102–17.
- Harrison, A., 2008, 'Hidden Love: Sexual Ideologies and Relationship Ideals among Rural South African Adolescents in the Context of HIV/AIDS', Culture, Health and Sexuality 102: 175–89.
- Hunter, M., 2010, Love in the Time of AIDS: Inequality, Gender and Rights in South Africa, Pietermaritzburg and Bloomington IN: University of KwaZulu-Natal Press and Indiana University Press.
- Morrell, R. and Jewkes, R., 2011, 'Carework and Caring: A Path to Gender Equitable Practices among Men in South Africa?', *International Journal for Equity in Health* 1017:1–10.
- Muhanguzi, F.K., 2011, 'Gender and Sexual Vulnerability of Young Women in Africa: Experiences of Young Girls in Secondary Schools in Uganda', *Culture, Health and Sexuality* 136: 713–25.
- Smith, D.J., 2010, 'Promiscuous Girls, Good Wives, and Cheating Husbands: Gender Inequality, Transitions to Marriage, and Infidelity in Southeastern Nigeria', *Anthropological Quarterly* 83 (1): 123–52.
- Swidler, A. and Watkins, S., 2007, 'Ties of Dependence: AIDS and Transactional Sex in Rural Malawi', *Studies in Family Planning* 383: 147–62.
- Tamale, S., ed. 2011, African Sexualities: A Reader, Oxford: Pambazuka Press.